

LAUDE SARRAUTE

Paradis

« Ah ! Et j'oubliais, les fameux pris par les Tchêques et aux Polonais en d'autres Polonais soviétiques. »

« Les Allemands, il y a, en Roumanie, en Hongrie. Il y en a à l'Est. Déjà que la le mur pour sauter de la RFA, si, en 1961, rappeller tous le mal du pays. ou ce que ça va donner, où les mettre ? Ils sont très bien, se pas la place. Moi, je plutôt en Sibérie ou, tiens, dans le 1. Il y en a déjà plein regards. Ils se retrouvent aux. Ça va se libérer, ces coins-là. La "Azerbaïdjan", l'Arménie, la Géorgie, tout noir des panneaux parité privée. Cham- »

« orby, réagisse-t-il. Si tu fais pas de toutes les rateras prince de la T'appelleras ça "Ca". Et ça ne permettra dans la maison com- mon Mimi »

ants du PS
orisons »

« la direction soit beaucoup rée et qu'elle représente la ». S'agissant de M. Jaurès, M. Delors a pu la contribution de Jospin, estime que « l'ont e seul avec lequel il faut ier débat de fond, même les perspectives de déve- »

« des pertes électorales, ire de Dunkerque affir- e "trouver de nou- millitarisme, plus pro- x associatifs, plus pro- ». « Il faut réconcil- ms, il faut remettre la- le sillon et pousser »

Nouveaux troubles dans le Caucase

Des Azéris soviétiques réclament la liberté
Une frontière en question

La question des nationalités en URSS fut, en 1989, « une source d'inquiétudes majeures », déclarait dans son message de Nouvel An M. Gorbatchev. Il ne semble pas que 1990 s'annonce sous de meilleurs auspices : pratiquement au moment où paraît le chef de l'Etat soviétique, un nouveau foyer s'allumait, cette fois, sur la frontière soviéto-iranienne, en Azerbaïdjan.

Les manifestants qui s'en sont pris, de dimanche 31 décembre à mardi 2 janvier, aux pylônes, aux bornes-frontières et autres installations sur 130 kilomètres étaient-ils vraiment des « éléments extrémistes » et des « éléments extrémistes », comme l'affirme l'agence Tass, retrouvant soudain un style que l'on croyait dépassé ? Il est permis d'en douter, puisque plusieurs sources indépendantes azérbaidjanaises présentent les incidents comme des manifestations en faveur de la libre circulation des populations azéris, divisées par une frontière étanche.

UNE fois de plus, c'est donc l'ordre territorial hérité de Staline qui est remis en cause. Le « Petit Père des peuples » avait bien, pourtant, essayé d'affirmer sa domination sur l'Azerbaïdjan. Ses troupes étaient intervenues en Iran, en 1941, en même temps que celles de la Grande-Bretagne, en vertu d'un traité datant du début du siècle. Il les a maintenues après la victoire de 1945, et créé sous leur protection une éphémère république autonome. Il dut renoncer sous la pression de Truman, et Tabriz, la capitale, fut reconquis par les Iraniens.

Aujourd'hui, les nationalistes azéris soviétiques, du Front populaire d'Azerbaïdjan - né du gorbatchévisme - réclament une frontière ouverte avec l'Azerbaïdjan iranien. « Depuis l'époque de Staline, il y a un mur de Berlin officiel entre les sept millions d'Azéris du Nord (ceux d'URSS) et les vingt millions d'Azéris du Sud (ceux d'Iran) », a déclaré au « Washington Post » l'un des dirigeants de ce Front populaire, M. Samadoghlu. Si son estimation du nombre d'Azéris iraniens paraît très exagérée - les spécialistes l'évaluent à moins de la moitié, - les revendications, exprimées par M. Samadoghlu sont, elles, plus modérées : « Nous ne sommes pas des extrémistes, dit-il, nous voulons pouvoir voir nos familles de l'autre côté de la frontière et commercer librement ».

La montée de la tension en Azerbaïdjan est d'autant plus préoccupante pour le Kremlin que cette République du Caucase est l'un des principaux foyers de l'islam en URSS.

Moscou affirmait il y a quelques jours encore que la liberté des pays d'Europe centrale « s'agit chacun « à sa manière », « s'adressait aux frontières de l'URSS ». Mais les musulmans soviétiques sauront-ils manifester la même retenue que les Baltes ?

M 0147 - 104 0 - 4,50 F
3790147004500 01040

Un nouveau foyer de tension s'est déclaré dans le Caucase. L'agence Tass a accusé, mardi 2 janvier, des « éléments extrémistes » d'Azerbaïdjan d'organiser, sur la frontière soviéto-iranienne, des actions de « déstabilisation ». Des manifestants ont réclaté la possibilité pour les familles azéris des deux côtés de la frontière de se retrouver.

MOSCOU

de notre correspondant

Des incidents se sont produits, du dimanche 31 décembre au mardi 2 janvier, à la frontière soviéto-iranienne et le brouillard qui saute encore cette affaire montre le grand embarras des autorités soviétiques.

Signe de cette gêne, l'agence Tass a confirmé, mardi en soirée, que des « éléments extrémistes » avaient organisé dans la journée une action de « déstabilisation » dans la République autonome du Nakhitchevan, qui relève de l'Azerbaïdjan. Mais à aucun moment l'agence soviétique n'a indiqué les mobiles de ces « extrémistes ». « Les instigateurs de cette action irresponsable » souhaitent aggraver la situation en Transcaucasie.

« Sous l'empire de l'alcool et de drogues », les manifestants ont « incendié et détruit des installations techniques, des lignes de communications, des pylônes et des bornes frontalières » sur plus de 137 kilomètres.

Les autorités frontalières iraniennes ont fait parvenir une note de protestation aux responsables soviétiques et ont demandé que soient prises des « mesures appropriées ».

On n'en saura pas plus. A Bakou, plusieurs versions circulaient, mardi, sur les incidents.

(Interim)

Lire la suite page 3

Suivant l'exemple de la Bundesbank

La Banque de France pourrait augmenter ses taux d'intérêt

Craignant une reprise de l'inflation, la Banque fédérale d'Allemagne a procédé, mercredi 3 janvier, à un nouveau relèvement de ses taux de pensions. Egalement soucieuse de freiner une activité trop forte et de ne pas laisser s'accroître l'écart entre Paris et Bonn, la Banque de France pourrait annoncer prochainement une hausse de ses taux d'intervention.



Lire nos informations pages 5 et 26

La révolution

roumaine

Les premières heures du pouvoir page 3

Le mur de Berlin

Le président de la RDA évoque une prochaine démolition page 4

Les jeunes chrétiens de l'Est

Cinquante mille se sont rassemblés à Wrocław, en Pologne page 8

Le congrès du PS

Les rocardiens plaident pour la synthèse, mais sont prêts à défendre leur propre motion page 7

Marée noire au Maroc

Polémique sur le remorquage du pétrolier iranien page 8

CHRONOLOGIE

Les événements de 1989 dans le monde pages 11 à 14

« Sur le rif » et le sommaire complet se trouvent page 26

L'automne des peuples

En 1989, les pays d'Europe centrale ont lutté pour la démocratie et pour leurs droits nationaux, comme ils l'avaient fait pendant le « printemps des peuples » de 1848

par René Girault

Pour les historiens, 1989 aurait dû être d'abord l'année de la célébration du Bicentenaire de la Révolution française, une année de réflexions sur un grand passé révolutionnaire. En réalité, dès maintenant, les historiens, comme tout le monde, savent que cette année restera celle des révolutions pour toute l'Europe centrale et orientale. Sur les huit Etats qui composent ce qu'il est convenu d'appeler l'Europe de l'Est, seules l'Albanie et la Yougoslavie n'ont pas changé radicalement de gouvernement. En un temps record, Pologne, Hongrie, RDA, Tchécoslovaquie, Bulgarie, Roumanie viennent de connaître les mutations politi-

ques les plus considérables. Cet automne 1989, comment ne pas l'appeler l'« automne des peuples », par comparaison avec le « printemps des peuples » de 1848 ?

Du même coup, une interrogation devient inévitable : cette énorme secousse politique, qui abat le communisme est-oriental comme un château de cartes, a-t-elle puisé ses sources dans un passé commun ? Les mots de « Svoboda », « Freiheit », « Liberté », lancés par les foules dans les rues de Prague, Sofia, Berlin, Bucarest, ne trouvent-ils pas un écho lointain dans la grande revendication de « Liberté » des révolutionnaires de 1848 ? « Solidarnosc » (sol-

darité) a-t-il un sens bien différent de « Fraternité », proclamé bien haut cette année-là ? Depuis quand et d'où proviennent ces idéaux de démocratie, de pluralisme politique, de libertés d'expression, partagés par tous ceux qui ont manifesté leur volonté de changements ? Une analyse de l'histoire de ces nations depuis le milieu du dix-neuvième siècle permet de mettre en relief une réelle communauté culturelle entre ces peuples. Retour vers la civilisation européenne, ayant ses valeurs, sa morale, ses pratiques quotidiennes ?

Lire la suite page 2

► René Girault est professeur à l'université Paris-1.

Marchés publics et concurrence

Le Conseil de la concurrence vient d'infliger pour 128 millions de francs d'amendes à 43 entreprises d'équipement électrique qui s'étaient rendues coupables d'entente dans la passation de marchés publics. Ces entreprises, en échangeant informations et projets de devis, décidaient entre elles laquelle ferait l'offre la plus avantageuse et remporterait le marché. Les sanctions, très fortes, touchent - comme il y a deux mois des entreprises routières - les grands de la profession.

Droit d'asile et chômage

Le ministère du travail explore diverses pistes pour tenter d'expliquer comment la création d'emplois ne réussit pas à diminuer fortement le nombre de chômeurs. Une note du cabinet du ministre du travail évoque l'effet sur les chiffres du chômage de l'augmentation des demandes d'asile déposées par des étrangers. Il y en aurait eu 60 000 en 1989, contre 34 000 en 1988. Le ministère envisage aussi des opérations coup de poing pour limiter les cas de cumul entre l'inscription à l'ANPE et un emploi rémunéré.

page 22

La « petite Russie » de New-York

Ils sont cent quarante mille à avoir franchi l'Atlantique dans les années 70
Le dégel à l'Est rend encore plus nécessaires la réussite et l'intégration de ces émigrés

NEW-YORK

de notre envoyée spéciale

« La mer ! » D'un doigt amoureux pointé vers la tâche à peine perceptible de l'océan dans la chicane des grands ensembles, Fima détaille son empire du haut de son balcon.

Ces immeubles impersonnels, aux cages d'escaliers encombrées, ces avenues de banlieue fatiguées, sans chaleur, ce pourrait être Moscou. C'est New-York. Mais sur Ocean Parkway, au fond de Brooklyn la laborieuse, le béton a des airs pimpants de liberté.

Emigrés de Riga, en 1977, avec pour tout baluchon une centaine de livres, c'est ici que Fima Berkovich et sa femme Ora ont trouvé leur terre promise. Juriste

et directrice de laboratoire médical en URSS, ils sont venus, à cinquante ans passés, tout recommencer : parce qu'ils sont juifs, parce qu'ils ont connu le poids de la bureaucratie et « le faux-semblant des lois », ou encore ces fameux camps où le père de Fima a passé six ans. Lui-même, jeune sergent dans l'armée rouge pendant la dernière guerre, eut peut-être très tôt le pressentiment en pénétrant un des premiers dans l'enfer d'Auschwitz qu'il n'y avait d'autre avenir que *made in USA*.

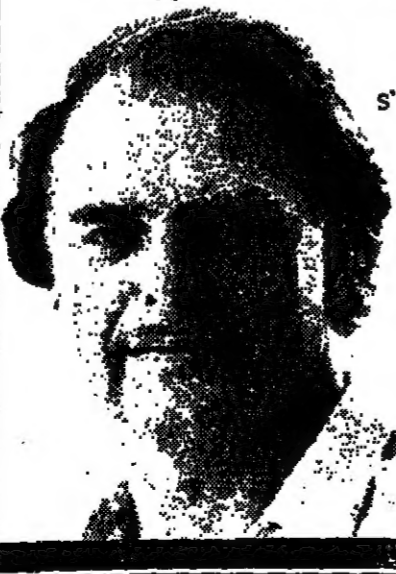
Après dix ans de cours d'anglais et de petits boulots, les voilà intégrés, eux, les amoureux de Pouchkine qui ne rêvent que Giverny et Monet, totalement américanisés : lui travaille avec

succès dans l'immobilier (un « must » new-yorkais), elle comme technicienne médicale à l'hôpital de Mount Sinai ; et leur fils Alex, avocat d'affaires, vient à l'occasion voir sa mère en « lino » et l'aide à traduire la snobissime section « Art et loisirs » du *New-York Times*.

Ce rêve américain, qui ne l'a fait parmi les quelques cent quarante mille émigrés soviétiques (dont une majorité de juifs) qui ont profité de l'entrebaillement du rideau de fer dans les années 70 pour franchir l'Atlantique ? A New-York, où se sont fixés cinquante mille de ces déracinés, le rêve, pourtant, pour beaucoup s'arrête encore à mi-chemin.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Lire la suite page 6

GÉRARD POMMIER
l'ordre sexuel
ESSAI PSYCHANALYTIQUE

Qu'est-ce que cet « ordre sexuel » qui s'impose à nous malgré nous, sans que nous puissions savoir d'où vient cette force, ni ce qu'elle doit à l'amour ? Pourquoi nous laisse-t-il trop souvent, sinon dans l'insatisfaction, du moins dans une attente indéfiniment reconduite ?

Aubier

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Argentine/Réunion, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,50 fr. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

DÉBATS

L'automne des peuples

Suite de la première page

En 1848, la seconde révolution n'avait pas eu partout la même intensité dans l'ensemble européen concerné. Dans les pays déjà atteints par la modernisation économique, c'est-à-dire modifiés par une relative croissance urbaine, des mouvements populaires avaient un instant ébranlé les pouvoirs traditionnels. Mais la relative passivité des masses paysannes, encore soumises aux grands propriétaires et à l'administration, avait limité la portée du mouvement. Dès 1849, la réaction triomphait, aidée militairement par l'Empire russe considéré à juste titre comme un rempart de l'ordre — et le tsar Nicolas I^{er} comme le « gendarme de l'Europe ».

Pourtant, les gouvernements des États de langue allemande avaient retenu le profond désir de changements marqué par 1848 : à la revendication de Liberté-Egalité-Fraternité s'était ajouté le souhait ardent de constituer enfin une nation de même langue, de même culture. La vague des « nationalités » allait subsister, s'amplifier. Car, sur ce plan, les cadres nobiliaires pouvaient apporter des réponses positives. Bismarck réalisait « par le fer et par le sang » l'unité allemande autour du royaume de Prusse (1871) ; par la négociation, les Hongrois reconstituaient leur ancien royaume (1867), cependant que les nobles polonais, écrasés après le soulèvement de 1863, restaient divisés entre les trois grands Empires européens (Allemagne, Autriche-Hongrie, Russie). Plus au sud, le lent recul de l'autorité ottomane vers la partie méridionale des Balkans faisait apparaître de petites principautés quasi indépendantes (Serbie, Monténégro, Moldavie, Valachie).

Le suffrage universel en jeu

Vers la fin du dix-neuvième siècle, les courants nationalistes paraissent singulièrement plus profonds et efficaces que les tendances libérales ou égalitaires dans toute cette partie de l'Europe. Avec l'aide intéressée des « grands protecteurs » austro-hongrois ou russes, soucieux d'étendre leur influence dans le Sud-Est européen, Serbes, Roumains, Bulgares, Grecs parvenaient à se rendre vraiment indépendants à l'égard de l'Empire ottoman (pendant les années 1880 en particulier). L'Europe des États-nations était en marche.

Cette primauté du fait national, fondé sur le sentiment d'appartenance à une même communauté, semblait l'emporter sur toute autre considération. Elites nobles ou bourgeoises, milieux intellectuels, paysannerie même, paraissent vibrer davantage à l'évocation d'un passé commun qu'à l'adhésion à des valeurs démocratiques ou libérales ; faire ou achever l'État-nation était une tâche exaltante, même si pour y parvenir il fallait s'affirmer contre un voisin ennemi héréditaire, bien vite accusé de détenir injustement l'autorité sur un territoire non authentiquement national.

Les Bulgares s'opposaient aux Serbes, les Roumains aux Hongrois, les Grecs aux Turcs, etc., sans oublier les revendications de plus en plus marquées des peuples « allogènes » au sein des grands Empires centraux (Polonais, Tchèques, Croates, etc.). La péninsule balkanique devenait la « poudrière » de l'Europe au début du vingtième siècle : à deux reprises (1912-1913), des guerres balkaniques entraînaient les peuples de ces régions en de douloureux combats, répétitions funestes, des luttes de peuple à peuple, avec emploi de mythes réducteurs sur l'image des autres qui vont carac-

tériser la première guerre mondiale, bien qu'étant, pour l'essentiel, une guerre inter-européenne. A l'école, à l'armée, à l'église, dans la presse, dans la vie politique, chacun apprend à se sentir d'abord citoyen d'une nation.

Est-ce à dire, cependant, que la vague nationaliste emporte tout sur son passage et que les autres idéaux disparaissent ? Ce serait oublier les transformations acquises sur le plan politique par la pratique du suffrage universel dans bon nombre de ces pays (dès 1871 en Allemagne, en 1907 en Autriche). Dans tout l'Empire allemand, en Autriche-Hongrie, dans les États balkaniques indépendants, des Parlements existent ; même si leur rôle est parfois limité, même si les élections consacrent souvent la prééminence des notables locaux, il serait dangereux d'oublier l'école de la démocratie que constitue la présence d'un pouvoir législatif, inscrit dans les Constitutions.

L'évolution économique et sociale de ces pays, surtout là où l'industrialisation s'accroît, renforce la place de la bourgeoisie et du monde urbain, politisant ce dernier. Or, pour la social-démocratie autrichienne, sous l'impulsion de Victor Adler, la lutte pour le suffrage universel prime sur les autres aspects revendicatifs : un combat d'une vingtaine d'années (entre 1889 et 1907) pour obtenir un réel suffrage universel laisse des traces profondes dans les mentalités de l'Empire autrichien ; si, dans le royaume de Hongrie, un résultat identique n'est pas atteint avant 1914, il n'en demeure pas moins que, là aussi, le suffrage est un réel enjeu politique.

La social-démocratie dans l'Allemagne impériale et dans l'Empire austro-hongrois fut sans nul doute marxiste, mais elle n'abandonna jamais l'idéal démocratique. On a eu trop tendance, après 1917, sous l'influence de l'idéologie bolchevique accusatrice des « sociaux-traitres » de Berlin ou de Vienne, à omettre la référence démocratique du socialisme en Europe centrale ; ce faisant, on justifiait, *a posteriori*, une forme de rupture avec les traditions bien établies de l'Europe centrale (celle-ci, ne l'oublions pas, englobait, outre les pays de langue allemande, la majeure partie de la Pologne, la Bohême, la Croatie, la Slovaquie, la Hongrie et la Transylvanie). Or les traditions démocratiques vont trouver un nouvel élan avec les indépendances acquises après la première guerre mondiale.

Les dévotions d'un empire

L'exemple polonais confirme ce rôle important de la démocratie en Europe orientale au début du vingtième siècle. Dans la zone sous autorité autrichienne (Galicie, région de Cracovie), conservateurs, nationaux-démocrates, populistes (chrétiens catholiques), sociaux-démocrates peuvent animer une réelle vie politique. Dans la zone sous autorité allemande (Pologne, Silésie), malgré (ou à cause de) la volonté de germanisation du pouvoir central impérial, des députés polonais expriment les sentiments profonds des populations. Dans la zone sous autorité russe (région de Varsovie), l'un des enjeux majeurs de la révolution de 1905 est bien l'établissement d'une représentation législative centrale (la Douma) et l'élection des autorités locales. Pendant une dizaine d'années, avant la première guerre mondiale, les Polonais font l'apprentissage du multipartisme avec quelques grands courants politiques : conservateur, populiste, national-démocrate, socialiste.

A l'issue de cette guerre, la carte de l'Europe centrale était

profondément remaniée. L'éclatement de l'Empire austro-hongrois en une mosaïque d'États indépendants contribuait beaucoup à ce changement. Six États se partageaient les « dévotions » : Autriche, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie. On a souvent déploré, depuis, la décision de scinder l'Empire en de petits États, prise sous l'influence des idéaux du wilsonisme, des activistes des mouvements nationaux locaux (tel Edvard Benes) ou de la volonté anticléricaliste de Clemenceau. De fait, sur le plan économique, le morcellement de l'Europe centrale fut une erreur, mais pouvait-on aller contre les volontés des courants nationalistes alors que l'élan général de l'Europe depuis un siècle suivait cette voie ?

En vérité, la création de ces nouveaux États obéissait à toute une logique, celle du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ce droit constitue un des fondements de la démocratie. On peut l'oublier

Pendant ces dernières années, en Tchécoslovaquie, la référence à Mázaryk et à la République de l'entre-deux-guerres figura comme un véritable baromètre de la poussée démocratique dans ce pays. L'évolution très récente des événements à Prague n'était-elle pas inscrite en germe dans les transformations obtenues par les historiens tchèques au début de l'année 1989, lorsque, aux termes de violents combats scientifiques entre « novateurs » et « apparatchiks », ils purent enfin, pendant leur premier congrès vraiment national, aborder librement l'étude de leur passé proche, la période de l'entre-deux-guerres.

Les leçons de 1789

Un autre débat entre ces historiens avait porté sur la composition de la délégation destinée à participer au congrès international du Bicentenaire de la Révolution française à Paris. Car celle-ci

rel. Or les fameux débats entre les historiens français à propos des grandes figures révolutionnaires (Aulard contre Mathiez — ou Danton contre Robespierre) vont rapidement avoir des résonances dans ces pays. On en trouve la trace non seulement dans des textes parus dans l'entre-deux-guerres, mais par une filiation simple dans des réurgences largement postérieures dont le plus bel exemple est constitué par le film du Polonais Wajda, *Danton*, sorti fin 1982.

Le personnage de Danton attire, et attire encore, l'attention des artistes de ces pays, moins pour ce qu'il fut que pour le symbole même de sa défaite, celle de l'homme face à la machine bureaucratique et à la tyrannie. L'actualité de la Révolution française n'est plus à démontrer pour les intellectuels de l'Europe de l'Est. Même M. Gorbatchev a cru utile d'y faire allusion pour justifier la « reconstruction » de l'idéologie nouvelle et l'appartenance de la

dans la plupart de ceux-ci lorsque leurs dirigeants avaient succombé aux « charmes » de la dictature fasciste pendant les années 30. Au milieu de cette décennie, outre l'Allemagne nazie, l'Autriche, la Hongrie, la Pologne, la Yougoslavie, la Bulgarie, la Grèce et les États baltes obéissaient tous à des régimes dictatoriaux ; la Roumanie, en 1939-1940, rejoignait le camp fasciste. Seule la Tchécoslovaquie avait conservé des principes démocratiques avant de disparaître.

Toutefois, en un second temps, lorsque le stalinisme s'efforçait de détruire toute référence à un passé de liberté et de démocratie, on en vint à regretter les brefs moments de la vie politique réelle, au point de la idéaliser, en secret mais profondément. Cette idéalisation du passé aboutit même à un curieux paradoxe : les régimes communistes s'efforcèrent à leur tour de « récupérer » cet engouement. Ainsi, le régime Ceausescu, dans sa volonté de prouver son indépendance à l'égard de Moscou, à la fin des années 70, toléra, voire encouragea, la publication de travaux historiques glorifiant l'action de Titulesco, un des grands ministres des affaires étrangères roumains de la période de l'entre-deux-guerres !

En Hongrie, en Pologne, en Yougoslavie, en Bulgarie, on fut autorisé à porter des jugements plus « nuancés » sur les historiens nationaux de cette période. Dans le même ordre d'idées, la RDA poussa plus loin en décidant, au milieu des années 80, de récupérer à son profit le passé prussien : en grande pompe, la statue équestre du roi Frédéric II fut replacée au milieu de l'avenue Unter-den-Linden à Berlin-Est !

Les valeurs communes aux Européens

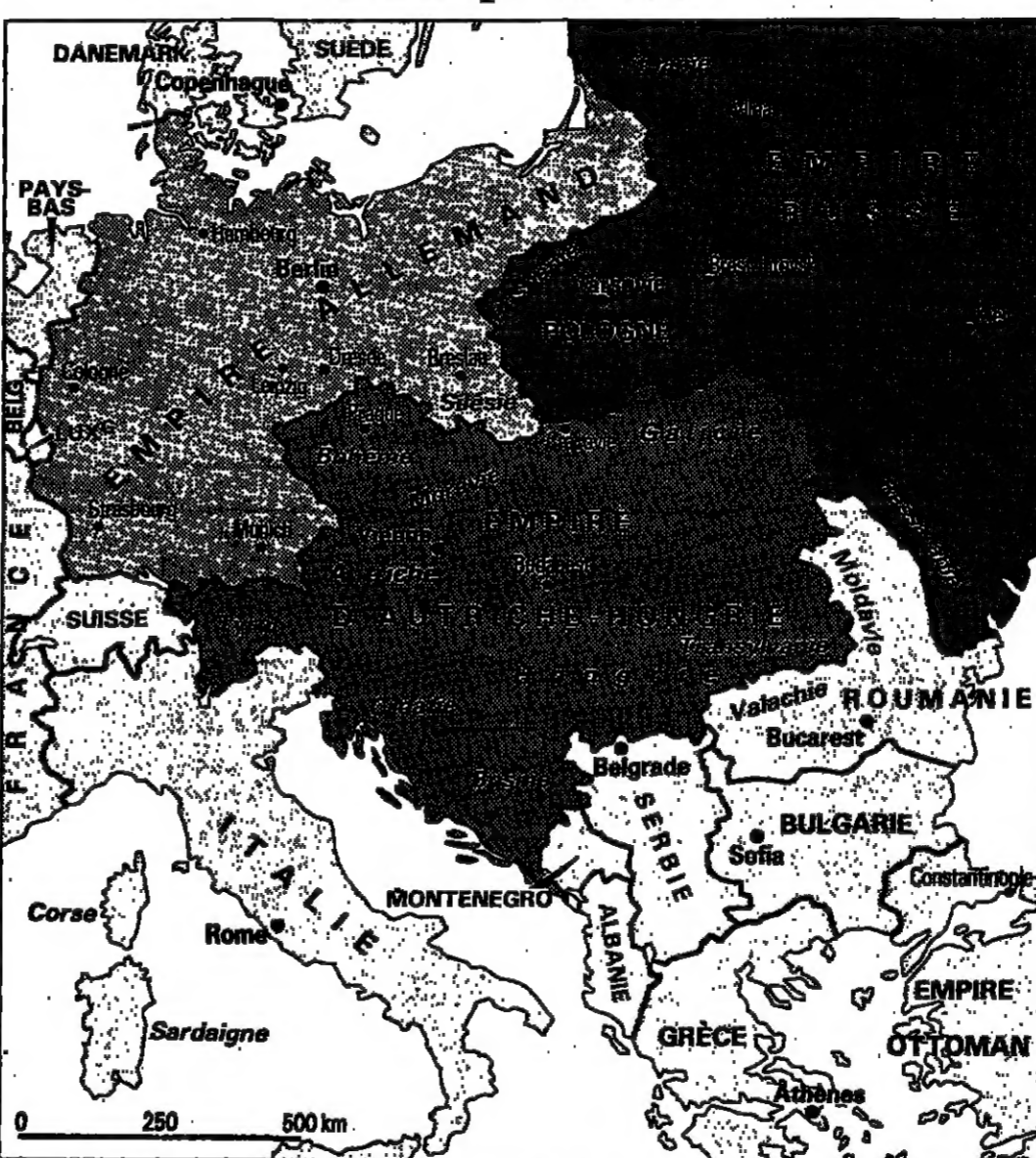
An fond, les régimes communistes en partie de vitesse cherchaient à retrouver une légitimité dans le passé sans mesurer vraiment que ce passé n'était pas seulement « national », mais qu'il appartenait au vaste courant de la culture européenne faite d'idées claires — démocratie, droits de l'homme, liberté d'expression. Berlin, Vienne, Prague, Budapest, Varsovie n'étaient pas seulement des capitales « nationales », c'étaient aussi des villes où des combats pour la liberté et la démocratie exprimaient, tant au dix-neuvième siècle qu'au vingtième, les mêmes désirs et les mêmes espoirs politiques que ceux des villes occidentales, telle Paris.

Tous ceux qui ont agi, ou agissent encore, en cet « automne des peuples », pour que la parenthèse gigantesque de révolutions dévotées prenne fin par un retour aux valeurs communes des Européens n'ont pas eu les yeux toujours fixés sur le passé, mais leur action apparaît à l'historien comme une magnifique volonté de reprendre le cours normal de leur histoire, qui est l'histoire d'une Europe libre et démocratique.

En août 1876, apprenant les massacres de populations chrétiennes en Serbie par des supplétifs turcs, les fameux bachibouzouks, Victor Hugo s'indignait : « Nous allons écouler les gouvernements européens en leur apportant une chose, c'est que les crimes sont des crimes, c'est qu'il n'est pas plus permis à un gouvernement qu'à un individu d'être un assassin, c'est que l'Europe est solidaire, c'est que tout ce qui se fait en Europe est fait par l'Europe, c'est que s'il existe un gouvernement bête fauve il doit être traité en bête fauve ; c'est qu'à l'heure qu'il est, tous près de nous, là, sous nos yeux, on massacre, on incendie, on pille, on exécute, on égorgé les pères et les mères, on vend les petites filles et les petits garçons... » Et Victor Hugo de conclure : « Ce que les atrocités de Serbie mettent hors de doute, c'est qu'il faut à l'Europe une nationalité européenne, un gouvernement un, un immense arbitrage fraternel, la démocratie en paix avec elle-même, toutes les nations sœurs ayant pour cité et pour chef-lieu Paris, c'est-à-dire la liberté ayant pour capitale la lumière. En un mot, les États-Unis d'Europe. C'est là le but, c'est là le port. »

RENÉ GIRAULT

L'Europe en 1914



pour des motifs économiques et politiques ; il ne tarde pas à se faire entendre. Après tout, les revendications actuelles des peuples baltes ont-elles une autre signification ?

La création des nouveaux États fut considérée alors comme une victoire du droit, de la liberté et de la démocratie. L'un de ceux qui figurent parmi les grands héros de ces nouvelles nations, Tomas Mázaryk, avait toujours refusé de « diviser sa nation » avant la première guerre mondiale, mais il voyait dans la création de l'État tchécoslovaque une victoire d'un mouvement mondial, celui de la démocratie : « La démocratie est la forme éternelle de l'organisation de la société humaine, d'une conception moderne du monde, de l'homme moderne... La reconnaissance et la réalisation de l'égalité de tous les citoyens, l'octroi de la liberté à tous les citoyens, le principe humain, la fraternité à l'intérieur et au dehors, voilà une innovation non seulement politique, mais aussi morale. (1) ».

On comprend mieux, en lisant un tel texte, pourquoi au temps de la démocratie populaire pure et dure Mázaryk fut rejeté dans les ténèbres par les autorités communistes. On comprend aussi pourquoi le père de la République tchécoslovaque pouvait inspirer certains acteurs du « printemps de Prague » et pourquoi, en mai 1968, la presse soviétique continuait à le présenter comme « un impérialiste ayant financé l'action de tueurs contre Lénine » (sic).

occupe une singulière place en ces pays. Certes, on se ridiculiserait à vouloir trouver une cause aux mouvements de l'« automne des peuples » dans la commémoration française. Mais on doit souligner combien la culture des idées et des peuples de l'Europe de l'Est doit à la symbolique de 1789 et aux images qui y sont attachées.

Parce que la révolution bolchevique leur fut imposée pendant longtemps comme la source et le modèle de leur propre devenir, les intellectuels d'Europe orientale cherchaient souvent un contre-modèle et la source d'une autre inspiration dans la Révolution de 1789. Déjà pendant l'entre-deux-guerres, la comparaison était à la mode. Ainsi, le grand historien roumain Nicolae Iorga, un moment chef du gouvernement (1930-1931), assassiné par des fascistes roumains le 27 novembre 1940, excellait à comparer de notre Révolution et de l'histoire du peuple français, disait dans un cours : « Nous comprenons mieux la Révolution française de 1789 par ce qui est sorti de cette caricature russe. (2) ».

La référence aux événements de 1789 traduisait l'importance des liens culturels qui ont uni les érudits d'Europe centrale et orientale aux institutions universitaires françaises entre 1918 et 1939. La connaissance répandue de la langue française dans les États de la Petite-Entente (Tchécoslovaquie, Roumanie, Yougoslavie) et en Pologne facilitait ce contact cultu-

Russie soviétique à la « maison commune européenne ».

L'homme de la perestroïka sent bien en effet que l'histoire récente des pays d'Europe orientale plonge ses racines dans l'évolution que ceux-ci avaient connue pendant la seconde moitié du dix-neuvième siècle et au vingtième siècle, jusqu'à la brève période « ouverte » de l'après-seconde guerre mondiale (1945-1948). On a déjà souligné l'exaltation nationaliste qui les avait tous atteints en leur phase de construction à la fin du dix-neuvième siècle ; c'était un bon moyen de fabriquer une unité nationale parmi des catégories sociales fort diverses : paysans, ouvriers, bourgeois, quitta même à mener une politique hypernationaliste à l'égard des minorités, tel l'antisémitisme souvent toléré, voire encouragé (cf. la Pologne des colonels avant 1939).

Après la seconde guerre mondiale, les tendances « nationalistes » chez bon nombre de dirigeants communistes, tel Gomulka en Pologne, procédaient d'un même état d'esprit. Mais le ressort nationaliste n'était pas suffisant pour attacher durablement les peuples de ces pays à un régime qui, au nom de la démocratie populaire, niait le passé démocratique ou libéral.

En un premier temps, les dirigeants communistes pouvaient fonder leur légitimité en faisant ressortir les inégalités sociales, réelles, des États de l'avant-guerre et en rappelant l'absence de démocratie

(1) Texte de 1930, cité par Bernard Michel, *Le Mémorial de Prague*, Paris, éd. 1986.
(2) Cité par Stefan Lemny, « L'Europe de la Révolution française », *Communiqués pour le congrès du Bicentenaire*, M. Vovelle éd., Pargmann, 1989, vol. II.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1989), Jacques Fauriol (1989-1992), André Laurens (1992-1998)

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Corédacteur en chef : Claude Sintes

Administrateur général : Bernard Woertz

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Tél. : (1) 42-47-87-27

Tél. MONDOPAR 650572 F ; Télécopieur : (1) 48-23-08-81

ÉTRANGER

ROUMANIE : la situation après l'installation du nouveau pouvoir

Les autorités abrogent les décrets les plus répressifs du régime Ceausescu

Le Conseil du Front de salut national (CFSN) a multiplié les décisions visant à abroger les décrets les plus répressifs du régime Ceausescu. Après, notamment, la suppression de la loi sur la « systématisation » du territoire (qui prévoyait la destruction de plusieurs milliers de villages) et de celle sur l'interdiction de l'avortement, la peine de mort a été abolie, et le président du CFSN, M. Ion Iliescu, a déclaré que Nicolas et Elena Ceausescu seraient « les deux derniers condamnés à mort dans le pays ».

Parmi les autres mesures les plus significatives, on note la redistribution aux paysans d'une partie — non négligeable — des terres collectivisées dans les coopératives agricoles de production ; l'instauration de la semaine de cinq jours, à partir du mois de mars prochain, pour les ouvriers ; la suppression des restrictions sur l'électricité, le chauffage et le carburant automobile ; l'approvisionnement des magasins alimentaires non plus en fonction du rationnement mais selon les besoins (on sait déjà que les exportations de denrées alimentaires ont été interrompues).

Sur le plan des libertés, toute forme de censure a été abolie, l'agence officielle Agerpress prend le nom de Rompress et l'ancien organe du PC, *Schimbarea*, devient *Adevărul* (Vérité). Les Roumains sont d'autre part libérés d'entraves des contacts avec les étrangers séjournant en Roumanie et de les héberger. La possession de machines à écrire ou de matériel de reproduction, enfin, n'est plus soumise à autorisation.

Mardi 2 janvier, d'autre part, le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Constantin Gîrbea, a déclaré au cours d'une conférence de presse que tous les membres du bureau politique du PCR en fonctions au moment de la chute de Ceausescu étaient désormais en prison. « Je crois, a-t-il dit, qu'ils sont environ soixante (...). Ils sont tous de proches collaborateurs de Ceausescu ».

Les nouvelles autorités ont par ailleurs procédé à un élargissement du gouvernement qui fait entrer au ministère des machines-outils M. Aurel Ioan Stolica, à celui du tourisme le capitaine Mihail Lupu, tandis que M. Mircea Mitran devient ministre adjoint des affaires étrangères.

Enfin, les chiffres les plus contradictoires continuent à circuler sur le nombre des victimes depuis le début des événements en Roumanie. D'une source à l'autre, les bilans peuvent varier de sept cents à quatre-vingt mille morts dans l'ensemble du pays. Avant la fin des combats, le CFSN avait même avancé le chiffre de soixante mille morts — dont l'ancien dictateur a été rendu responsable lors de son procès — sans toutefois que l'on puisse savoir avec certitude s'il s'appliquait aux vingt-cinq années de règne de Ceausescu ou seulement aux combats qui se sont déroulés depuis le 17 décembre. Tous les diplomates en poste à Bucarest s'accordent pour juger comme très surévalués les chiffres cités sur les bilans des affrontements et estiment plus réaliste un nombre de l'ordre d'une dizaine de milliers de morts. C'est également le chiffre auquel s'est référé pour sa part, à Helsinki, le secrétaire général de la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge, M. Patz Stanbeck. — (AFP, Reuters, AP.)

Les premières heures du conseil du Front de salut national

M. Iliescu avait contacté l'ambassade soviétique pour leur dire « qui nous sommes et ce que nous voulons »

Le document vidéo partiellement présenté à FR3 lundi 1^{er} janvier sur les débats du Conseil du Front de salut national dans les heures qui suivirent la chute de Nicolas Ceausescu le 22 décembre (le Monde du 3 janvier) a été visionné depuis lors par les envoyés spéciaux de l'AFP à Bucarest et *Libération* en public le script dans son numéro du 3 janvier. Il confirme non seulement que le Front existait depuis plusieurs mois, mais aussi que M. Iliescu, son président, avait pris contact avec les représentants de Moscou à Bucarest avant même cette première réunion.

« J'ai pris contact avec l'ambassade soviétique et je leur ai transmis quelle est la situation dans laquelle nous nous trouvons, pour qu'ils communiquent des informations à Moscou ; pour qu'on sache qui nous sommes et ce que nous voulons ». Cette précision apportée par M. Ion Iliescu au cours de ce débat de dix-sept minutes tenu un peu avant 19 heures le 22 décembre répond à une remarque faite par un autre dirigeant communiste présent, M. Alexandru Birladeanu, demandant que « l'on dise aux puissances étrangères que nous respectons nos alliances ».

Cela dit, les communistes ne sont pas en majorité, ou bien ils ne se présentent plus en tant que tels. Lorsque le général Militaru, futur ministre de la Défense, suggère que « le Conseil du Front doit être un organe du parti et de l'Etat », il est vivement interrompu par Petre Roman, l'ancien pro-

mier ministre : « En aucun cas, ce ne doit être un organe du parti. C'est comme si tu évoquais le diable ». Le même écarte le recours aux premiers secrétaires du parti dans les départements — « Personne ne les écoute plus maintenant » — tandis que des présents s'exclament : « De toute façon, on ne veut plus du socialisme ».

Le document confirme surtout la grande antipathie de M. Iliescu dans cette phase critique de la révolution roumaine. C'est lui qui décide qui participera ou non à la réunion, qui demande l'inclusion de cinq étudiants et cinq ouvriers dans le comité, mais en exclut M. Gheorghe Apostol, un ancien dirigeant qui a signé, en mars, une lettre de protestation contre la

dictature de Ceausescu et a été accusé depuis lors d'avoir trahi ses cinq co-signataires. C'est encore lui qui insiste sur la rédaction d'un premier communiqué, mais refuse, curieusement, que celui-ci soit dactylographié. On note aussi la présence de policiers : pas seulement Victor Ardeleanu, chef de l'unité spéciale de lutte antiterroriste, dont le membre éminent de la Securitate, mais aussi un certain ingénieur Voica, présenté comme « le meilleur connaissance du bâtiment » — l'ensemble du comité central du parti, où siège le conseil — et sans lequel, selon lui, « nous sommes perdus ».

L'existence antérieure du Front de salut national (créé six mois plus tôt, selon le général Militaru) a été égale-

L'URSS n'a pas affamé le pays qui aurait exporté beaucoup de produits alimentaires vers le tiers-monde

L'URSS a-t-elle affamé indirectement les Roumains ? A-t-elle bénéficié des privations qui leur étaient infligées en important massivement d'un pays frère exsangue et épuisé la viande, les céréales, les fruits et légumes dont elle avait besoin ?

Depuis la chute du régime de Nicolas Ceausescu, un chiffre circule : l'URSS aurait acheté au cours de ces dernières années quelque 60 % de la production agricole roumaine. Grâce à ce courant d'échanges, Bucarest aurait, en retour, dégagé les ressources nécessaires à son approvisionnement en gaz et en pétrole soviétiques.

L'ampleur du prélèvement à destination de l'URSS est impossible à vérifier côté roumain : les statistiques sur ce point sont volontairement muettes depuis le début des années 80. Mais les données fournies par les annuaires statistiques soviétiques — et considérées comme fiables par les spécialistes — contredisent la ponction de 60 % fréquemment évoquée.

par contre, celui dont la pénurie a été la plus marquée à l'intérieur du pays. Selon les annuaires statistiques soviétiques, l'URSS a importé quelque 77 000 tonnes de viande de Roumanie en moyenne ces trois dernières années, soit beaucoup moins que la quantité vendue par un pays comme la Hongrie dont pourtant la production est légèrement inférieure. Ces quantités représentent très exactement 7,7 % de la production annuelle roumaine de viande estimée par la FAO. Les seules importations soviétiques ne peuvent donc être jugées responsables de la pénurie.

La France aussi

L'URSS, à n'en pas douter, a acheté en quantité des produits alimentaires à la Roumanie. Mais le « détournement » de la production agricole roumaine qu'on lui prête semble singulièrement exagéré. Les autres « pays frères » — pour des quantités encore non déterminées — ont également bénéficié de la folle exportatrice imposée par le Conducator. Sans oublier les pays en voie de développement et même, dans des proportions bien moindres, les pays occidentaux. Ainsi, en 1986, selon les statistiques de l'ONU, les pays de l'OCDE avaient absorbé 17,4 % des exportations agro-alimentaires roumaines. Et la France a acheté l'année dernière 93 millions de francs de produits agricoles à la Roumanie sur, il est vrai, un montant total de 129 milliards de francs d'achats agro-alimentaires à l'étranger.

CAROLINE MONNOT

Pas la moindre tonne de céréales

Un exemple : de source soviétique, l'URSS n'a pas importé la moindre tonne de céréales de Roumanie en 1988. Et pourtant cette même année la Roumanie a exporté des céréales. Si l'on en croit les données officielles roumaines, les ventes de blé à l'étranger ont même représenté 14,7 % des exportations agro-alimentaires du pays en 1988. Quels ont donc été les clients ? D'autres pays du camp socialiste mais aussi, vraisemblablement des pays du tiers-monde, estime M^{me} Anita Tiraspolky, chercheuse au CRDUEB (1).

Seconde illustration : la viande, le produit alimentaire le plus exporté par la Roumanie et,

(1) Centre d'études et de documentation sur l'URSS, la Chine et l'Europe de l'Est, Services de la Documentation française.

Une radio, des livres et des journaux pour Bucarest

Privés jusqu'alors de livres, de journaux libres, et de médias audiovisuels pluralistes, les Roumains ont aujourd'hui une formidable offre de lecture, d'expression et d'ouverture sur l'étranger. C'est ce constat qui a incité Médias du Monde à organiser l'opération « Radio libre, vivre libre » et à considérer la satisfaction de ces « demandes pressantes d'ordre culturel » comme partie de l'aide humanitaire. Dotée d'un matériel fourni par Thomson et avec l'aide d'Actual, une radio FM a donc été installée à Bucarest avec mission de favoriser à la fois l'information, rencontres et débats de toutes sortes. Un

camion est également parti de Paris, le 31 décembre, pour la capitale roumaine, emportant près de 3 tonnes et demie de livres, fournis à la fois par la FNAC (plus de dix mille ouvrages) et par la direction du livre, ainsi que des dizaines de milliers d'exemplaires de journaux et magazines divers. Facilité par les NMPP et les responsables de certaines publications — le Monde a pour sa part fourni quelque sept mille exemplaires des numéros récents ayant traité des événements en Roumanie, — ce geste devrait permettre aux nombreux Roumains francophones de mieux comprendre l'impact de leur révolution en France.

RECHERCHE

N° 217 - JANVIER 1990

LE SOLEIL 24 HEURES SUR 24

par Serge Kouchmy et Jean-Claude Vial

LA NAGE DES BACTÉRIES

par Joseph W. Lengeler

LA FORMATION DE L'HIMALAYA

par Georges Mascle, Bernard Delcailleau et Gérard Hérail

LE SOMMEIL DES MAMMIFÈRES MARINS

par Lev Moukhametov

LA PHOTOGRAPHIE RÉVÉLÉE

par Jacqueline Belloni-Coller, Jean Amblard, Jean-Louis Marignier et Mehman Mostafavi

GUADELOUPE : UNE NOUVELLE VIE

par Marine Barrère

dossier

LES PRODUITS BIOTECHNOLOGIQUES

A L'ÉPREUVE DU MARCHÉ

par François Lévêque

ETC.



32F

La liberté de circuler entre l'URSS et l'Iran



Suite de la première page

Selon Leila Younousova, une porte-parole du nouveau groupe social-démocrate azérbaidjanais, des dissidents du Front populaire d'Azerbaïdjan avaient appelé samedi, lors d'un rassemblement à Bakou, à mener une « action » le lendemain pour protester contre la division en deux du peuple azéri, divisé en deux par la frontière. Cet appel avait été lancé, en particulier, par Nemat Panakhov, une personnalité connue des nationalistes azéris à Bakou pour avoir harangné

la foule à de nombreuses reprises fin 1988, au plus fort de la crise du Haut-Karabakh.

Des divergences semblent être apparues parmi les nationalistes azéris. Le Front populaire d'Azerbaïdjan s'est scindé en deux début décembre. Si tous les nationalistes en Azerbaïdjan soulignent la division du peuple azéri, réparti entre l'URSS et l'Iran, ils ne sont pas unanimes sur les moyens de remédier à une telle division, certains préconisant la multiplication des contacts com-

merciaux ou culturels, alors que d'autres semblent partisans de mesures plus radicales.

L'agence officielle azérbaidjanaise avait affirmé pour sa part que l'incident avait été provoqué par la population locale qui voulait occuper une zone inhabitée du côté soviétique, qui longe le fleuve frontalier Arax. La République autonome du Nakhitchevan connaît effectivement depuis un certain temps un problème de surpopulation en raison de l'afflux de réfugiés azéris venus d'Arménie.

Le nationalisme azéri semble d'ailleurs s'exacerber. Certains éléments sont enclins à se radicaliser avec la crise du Haut-Karabakh qui s'étend et pour laquelle pas même l'ombre d'une solution ne semble en vue.

Un nouveau drame est venu rappeler que la tension était toujours aussi vive dans cette région autonome ou Arménienne et Azéris vivent en état de virulence guerrière. Un habitant de Stepanakert, le chef-lieu du Haut-Karabakh, a été tué lundi et trois autres blessés par les tirs des forces de l'ordre. Les victimes faisaient partie d'un groupe d'assauts qui tentaient d'attaquer un convoi d'Azéris.

Autre point chaud : au sud de l'Azerbaïdjan, non loin de la frontière avec l'Iran. On a reconnu mardi soir officiellement que les violences qui avaient opposé dans cette ville au fin de semaine dernière des forces de l'ordre à des manifestants avaient fait 85 blessés. Le siège local du Parti communiste ainsi que celui de la milice ont été attaqués. Les raisons de ces incidents sont encore peu connues ; il s'agit, selon un journaliste local, de revendications concernant des modifications des règles électorales. — (Interim.)

Téhéran justifie la récente visite du « Conducator »

Le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, a affirmé, mardi 2 janvier, devant le Parlement que « plusieurs accords sur d'importantes questions de défense justifient la récente visite en Iran » de Nicolas Ceausescu. M. Velayati, qui répondait à une « demande d'explication » déposée par 84 députés iraniens (sur 270), a indiqué : « Si Nicolas Ceausescu n'était pas venu en Iran, nous aurions été lésés en ce qui concerne d'importantes questions de défense vitale pour le pays ». « Les accords signés au cours de cette visite seront respectés par le nouveau gouvernement roumain », a-t-il ajouté.

La visite à Téhéran de l'ex-dictateur roumain, le 18 décembre, alors que des troubles avaient déjà éclaté à Timisoara, a provoqué une polémique dans les milieux politiques iraniens, dont certains secteurs ont contesté l'opportunité d'une telle visite, qui n'a précédé que de quelques jours la chute de Ceausescu.

« Outre les questions de défense, la Roumanie, être membre du Conseil de sécurité, pouvait à ce titre nous être utile au sein de l'ONU pour nos négociations de paix avec l'Irak, en vue d'appliquer la résolution 598 », a poursuivi le chef de la diplomatie iranienne, pour lequel « les relations de la République islamique d'Iran avec les pays étrangers ne signifient pas qu'elle reconnait la légitimité des régimes politiques de ces États ». — (AFP.)

RENÉ GIRAULT

En 1930, cité par Bernard...
... à l'Université de Prague. Petit...
... par Stefan Leamy, « L'Europe...
... Communisme...
... pour le congrès du Bloc...
... 1934, Prague, 1934, vol. II.

EUROPE

La visite du président tchécoslovaque dans les deux États allemands

La journée particulière de M. Vaclav Havel

M. Vaclav Havel a réussi, moins de quatre jours après son élection à la présidence de la République socialiste de Tchécoslovaquie, une performance remarquable. Il ne lui a pas fallu plus d'une journée pour rencontrer, à Berlin-Est le matin, à Munich l'après-midi, les représentants les plus éminents du gouvernement et de l'opposition en RFA et en RDA.

BONN

de notre correspondant

La liste est impressionnante : il s'est entretenu avec M. Manfred Gerlach, président par intérim, M. Hans Modrow, premier ministre, et des représentants de la table ronde dans la capitale allemande, avec MM. Richard von Weizsäcker, Helmut Kohl, Hans Dietrich Genscher, ainsi qu'avec des représentants du SPD et des Verts dans la métropole bavaroise.

M. Havel, devenu l'enfant chéri des hommes politiques européens, est quelqu'un avec lequel on aime se montrer, particulièrement en période préélectorale, ce qui est le cas pour la RFA comme pour la RDA. Le président tchécoslovaque, qui était accompagné du premier ministre, M. Marian Calfa, et

du ministre des affaires étrangères, M. Jiri Dienstbier, a su tirer le meilleur parti d'une visite dont chaque élément constituait une première. C'est la première fois depuis quarante ans qu'un nouveau chef d'État tchécoslovaque effectuait une visite inaugurale ailleurs qu'en URSS. Le choix de Munich pour rencontrer les dirigeants ouest-allemands avait, Vaclav Havel l'a lui-même souligné, valeur symbolique : c'est dans cette ville en effet que le 30 septembre 1938 la Tchécoslovaquie fut livrée au dépeçage hitlérien avec l'assentiment de la France et de la Grande-Bretagne. L'ordre dans lequel s'est effectuée cette excursion allemande était aussi soigneusement calculé : priorité fut donnée à la RDA, le partenaire au sein de ce pacte de Varsovie dont Prague affirme vouloir rester membre.

On attendait, bien sûr, la position que M. Havel allait formuler sur les évolutions en cours en Allemagne, sur une éventuelle réunification du pays. Au cours d'une conférence de presse à Berlin-Est, il a affirmé que le processus d'unification devait s'effectuer « sur la base de négociations et non pas de manières sauvages ». Il ajoutait, selon lui, aux Allemands de lever les craintes suscitées par la réunification d'une « grande Allemagne » et il a conclu : « Nous ne devons pas avoir peur d'un État, si grand soit-il, s'il est pacifique et démocratique ».

« Ich bin ein Berliner »

Ces propos ont été accueillis avec une très grande satisfaction à Bonn : l'aval donné à l'unité allemande, même assorti de conditions sur le respect des frontières existantes — « Une réunification dans les frontières de 1937 n'aura certainement pas lieu », a-t-il encore affirmé — va droit au cœur des Allemands. La Tchécoslovaquie est en effet le seul pays d'Europe qui a une frontière avec la RDA et avec la RFA, et qui aurait des raisons historiques de se mêler plus que d'autres d'une Allemagne trop forte au centre de l'Europe. M. Havel, à l'occasion d'une visite à la porte de Brandebourg a fait sienne la célèbre formule de John Kennedy devant le mur, « Ich bin ein Berliner » (Je suis un Berlinois), mais elle prenait dans sa bouche un autre sens : elle témoignait de cette conscience européenne commune aux gens de Prague, de Berlin, de Budapest et de Vienne.

A Munich, M. Havel fut fêté par le président Richard von Weizsäcker comme un homme qui a « mené un combat courageux contre l'hypocrisie et pour la vérité ». Le président ouest-allemand et le chancelier Kohl l'ont assuré que la RFA était disposée à accorder « tout le soutien qui [la Tchécoslovaquie] pourrait souhaiter ». On



n'est pas entré dans les détails au cours de cette brève visite, considérée de part et d'autre comme une prise de contact. La coopération économique avec la RFA, dont la Tchécoslovaquie attend une modernisation de son industrie et l'ouverture de nouveaux débouchés pour ses produits, devrait être évoquée plus précisément lorsque le président tchécoslovaque viendra à Bonn. En février ou en mars, la Bavière, région frontalière de la Tchécoslovaquie, devrait jouer un rôle important dans cette coopération : il est de l'intérêt de ce Land de renouer les liens rompus au temps de la guerre froide pour redonner vie à des régions en crise de leur mise à l'écart des grandes voies de circulation européennes.

Le bilan de cette visite éclair de M. Havel en Allemagne est largement positif pour les deux parties. Le nouveau président tchécoslovaque a administré la preuve qu'il s'était avec une rapidité étonnante adapté à ses nouvelles fonctions. Berlin-Est et Bonn ont également toutes les raisons d'être contents : les dirigeants de la RDA pouront se prévaloir d'avoir reçu un homme qui symbolise le combat pour les droits de l'homme à l'Est et ceux de Bonn auront eu la satisfaction de constater qu'ils sont considérés comme le principal interlocuteur occidental par les promoteurs des réformes en Pologne et en Hongrie, et en Tchécoslovaquie aujourd'hui.

LUC ROSENZWEIG

RFA : la mort de Gerhard Schroeder

Un atlantiste sans concessions

M. Gerhard Schroeder, ministre ouest-allemand des affaires étrangères de 1961 à 1966, est décédé d'une insuffisance cardiaque dans la nuit du 1^{er} au 2 janvier, à son domicile de l'île de Sylt, dans le nord de la RFA, à l'âge de soixante-dix-neuf ans (nos dernières éditions du mercredi 3 janvier).

Depuis 1953, année où il fut nommé ministre de l'Intérieur de Konrad Adenauer, jusqu'en 1969, date à laquelle il perdit la portefeuille de la défense, en passant par l'époque où il occupa le poste de ministre des affaires étrangères (1961-1966), le chrétien-démocrate Gerhard Schroeder n'a cessé d'être une personnalité controversée.

Homme des lois d'exception en tant que ministre de l'Intérieur, puis atlantiste à l'heure de la réconciliation franco-allemande, le chef de la diplomatie ouest-allemande du début des années 60 n'a jamais hésité à se distinguer des positions du gouvernement. A tel point qu'à partir de 1964 il fut le cible d'attaques de l'aile bavaroise du parti chrétien-démocrate et de son chef, Franz-Josef Strauss, et de Konrad Adenauer lui-même, qui lui reprochait de laisser se détériorer les relations franco-allemandes.

Adenauer, qui le tenait pour responsable des mésaventures de « son » traité franco-allemand (22 janvier 1963), l'accusait de « pousser la France aux côtés des Russes ». Il est vrai que Gerhard Schroeder ne cachait pas ses antipathies : « Pour surmonter la division de l'Allemagne, disait-il, une collaboration ou les États-Unis détournent un rôle directeur est absolument indispensable ». Sous influence anglo-saxonne, le ministre des affaires étrangères n'aimait guère la France et appréciait en tout cas fort peu le général de Gaulle. Ses rapports avec son homologue français, Maurice Couve de Murville, étaient tels

Le FAIT FRANÇAIS dans le monde
Tome II
LES MOISSONS DE LA FRANCITÉ
(Suite de la France 30 superannuaire)
Régions, années des 43 pays d'expression française.
Dont de la France : les zones frontalières et les zones de présence française (colonies, pays d'expression française).
200 cartes, 100 pages, 100 photos, 100 illustrations.
ACT 100 millions et 100 millions de francs.
France 30, 100 millions et 100 millions de francs.
France 30, 100 millions et 100 millions de francs.
MARTINOT DE PREUIL
49560 NUILLY-SUR-LAYON
(Tél. 0477 806 22, Fax 0477 806 23)

AFSANE BASSIR POUR

DIPLOMATIE

La crise financière de l'ONU s'est encore aggravée

NEW-YORK (Nations unies)
correspondance

L'année 1989 s'est achevée à l'ONU sur un rapport du secrétaire général, M. Perez de Cuellar, très pessimiste à propos des finances de l'organisation.

Ce rapport, qui ne traite que du budget de fonctionnement (d'un total de 777 millions de dollars), fait apparaître un trou de 261 millions de dollars auquel s'ajoutent 267,3 millions de dollars d'arriérés. Les arriérés de paiement pour les opérations de maintien de la paix, distinctes du budget ordinaire, s'élevaient d'autre part à 514 millions de dollars.

Principaux coupables : les États-Unis, qui ont accumulé envers l'ONU, essentiellement sous l'administration Reagan, une dette qui au 1^{er} janvier s'élevait à 733 millions de dollars, suivis par l'Afrique du Sud (37,3 millions) de l'Iran (11,9 millions), l'URSS, en revanche, depuis l'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev, s'est acquittée de toutes ses dettes.

Tout en reconnaissant que l'ONU s'est considérablement réformée par rapport à l'époque où elle était la cible des critiques de

l'administration Reagan, le Congrès américain continue d'opposer son veto au paiement des dettes. Certains de ses membres dénoncent toujours le « laxisme » des politiques de l'ONU, tandis que d'autres font valoir la priorité budgétaire des programmes domestiques américains. Les États-Unis, d'autre part, ne sont pas seulement le principal débiteur de l'ONU mais aussi son plus grand contributeur, puisqu'ils lui fournissent 25 % de ses ressources.

Certains responsables de l'ONU notent avec inquiétude que les États-Unis utilisent de plus en plus la crise financière de l'organisation comme une arme politique. Ainsi, l'administration américaine a récemment menacé de réduire sa contribution si une résolution demandant un changement de statut pour l'OLP était mise au vote. Elle ne l'a pas été. Plus récemment encore, le vice-président Dan Quayle a présenté un chèque de 65 millions de dollars couvrant une partie de la dette, mais en demandant que l'ONU revienne sur la résolution vieille de quatorze ans et très controversée qui assimile le sionisme au racisme.

BULGARIE

Manifestations houleuses après la reconnaissance des droits de la minorité turque

Des Bulgares de souche et des Bulgares d'origine turque se sont opposés lors de manifestations mardi 2 janvier à la suite de la décision, annoncée vendredi dernier par les autorités, de reconnaître désormais les droits des seconds à reprendre leur nom, à pratiquer l'islam et à parler le turc en public.

Les deux manifestations se sont déroulées à Kourdjali, ville de 50 000 habitants à 250 kilomètres au sud de Sofia, à majorité turque. La police s'est efforcée de maintenir éloignés les deux cortèges, qui ont sillonné la ville pendant deux heures.

A l'appel du Comité pour la défense des intérêts nationaux, les Bulgares de souche — 12 000 selon l'agence BTA, un millier selon les agences occidentales — ont menacé de faire grève vendredi s'ils n'obtiennent pas de réponse à leur exigence d'un référendum sur la question des minorités.

Scandale « la Bulgarie aux Bulgares », « Perestroïka oui, islamisation non » et « en gagnant la minorité, vous perdez la majorité », ils s'élevaient contre la décision de renouer à la politique d'assimilation forcée des Turcs, qui forment près de 10 % des 10 millions d'habitants du pays et dont 300 000 ont quitté l'Est dernier la Bulgarie pour la Turquie. Mardi soir, un cortège de voitures a amené

un millier de ces Bulgares de souche à Sofia devant l'Assemblée nationale, où ils ont remis une pétition. Ils attendaient un soutien d'autres régions du pays, notamment de Razgrad, dans le nord-est, où des manifestations contre la nouvelle politique se sont aussi déroulées ces derniers jours.

M. Andreï Loukanov, membre du Bureau politique et considéré comme le numéro deux du pays, s'est rendu mardi à Kourdjali où il a promis l'arrivée d'une commission parlementaire.

Le Bureau politique a lancé le même jour un appel au calme. Il a affirmé que le processus engagé en faveur de la minorité turque « progresse normalement et sera mis en place », rappelant aussi à l'ordre les responsables locaux du parti.

Le secrétaire du PC de Kourdjali, M. Milcho Mitchev, a dénoncé, dans une déclaration à l'agence Reuters, l'adoption « sans consultation de l'opinion » de la nouvelle politique. Lors de la première grande manifestation des mouvements démocratiques, le 18 novembre 1989, à Sofia, les proclamations en faveur de la minorité turque brimée sous Todor Jivkov avaient été accueillies par les sifflets dans la foule estimée à cinquante mille personnes. — (AFP, Reuters, AP.)

PORTUGAL

Un remaniement ministériel qui risque de provoquer des remous

LISBONNE

de notre correspondant

Remanier le gouvernement : telle était l'exigence, depuis plusieurs mois, d'un grand nombre de dirigeants sociaux-démocrates qui s'inquiétaient de la perte de popularité de leur parti. La défaite du PSD aux élections municipales du 17 décembre a intensifié les critiques, et M. Cavaco Silva a été obligé d'agir. Aussi, mardi 2 janvier, le premier ministre a-t-il annoncé un remaniement qui touche les ministères de la santé et des finances, de l'intérieur, de la défense et de l'agriculture.

La mise à l'écart de M. Leonor Beleza du ministère de la santé, et de M. Miguel Cadilhe de celui des finances, ne surprend personne. L'un et l'autre avaient été atteints par des cas de corruption. Quant à M. Silveira Godinho, il abandonne le ministère de l'Intérieur sans pratiquement avoir fait parler de lui.

En revanche, les départs de MM. Alvaro Barreto et Eurico de Melo, qui détenaient les portefeuilles de l'agriculture et de la défense, sont très controversés. Considérés comme étant le meilleur négociateur portugais à Bruxelles, M. Barreto était le ministre le plus

ancien du cabinet de M. Cavaco Silva et des remous circulèrent sur son éventuelle promotion aux affaires étrangères. Quant à M. Eurico de Melo, industriel du nord du pays, il passait pour un des principaux piliers du « cavacismo ». Selon l'agence de presse portugaise LUSA, il aurait donné lui-même sa démission quelques heures avant l'annonce du remaniement.

Le profil des nouveaux titulaires peut également susciter des remous. « Il faut faire davantage de politique », assure-t-on au PSD. Or M. Cavaco Silva a plutôt choisi des techniciens peu connus. C'est le cas, notamment, des nouveaux responsables de la santé et de l'agriculture, M. Arlindo Carvalho et M. Miguel Beleza, était administrateur de la Banque du Portugal après avoir travaillé au Fonds monétaire international. Le ministre de la défense, M. Carlos Brito, a été candidat à la mairie de Porto. Barreto par un socialiste, il a symbolisé la défaite de décembre du PSD. Et l'homme qui a dirigé tout l'appareil pour ces élections, M. Manuel Pereira, se voit promu au rang de ministre de l'Intérieur.

JOSÉ REBELLO

GRANDE-BRETAGNE

Les « exemples » du juge Pickles

LONDRES

de notre correspondant

Un juge du nord de l'Angleterre vient d'envoyer en prison pour six mois une jeune femme noire cillatère de dix-neuf ans avec son bébé âgé seulement de dix semaines. La mère et l'enfant ont été emmenés mardi 2 janvier à la fin de l'audience et ont passé leur première nuit derrière les barreaux.

Le juge Pickles ne se cache pas d'avoir cherché à frapper l'opinion. Il ne veut pas que de jeunes délinquantes tombent délibérément enceintes pour échapper à une peine de détention, et il a choisi de faire un exemple.

L'affaire émeut l'Angleterre profonde car elle illustre, sans que la race de la jeune femme ait jamais été mentionnée, les rapports difficiles entre la minorité noire et la justice dans une des régions les plus déshéritées du pays.

Tracey Scott était vendeuse dans un supermarché à Huddersfield, une cité laitière de cent trente mille habitants située dans le vieux cœur industriel de l'Angleterre. Cette région, le Yorkshire occidental, n'en finit pas de s'enfoncer en raison du déclin de l'industrie charbonnière et du textile. Beaucoup y survivent seulement grâce aux allocations de chômage et aux aides sociales en tous genres.

Tracey Scott a, pendant des mois, lorsqu'elle était à la caisse, laissé partir sans payer des clients du supermarché. Elle n'en tirait aucun profit personnel, mais elle aideait ainsi ses amis, ainsi que des gens qui lui étaient parfaitement inconnus, mais qu'elle trouvait sympathiques. Elle a été traitée par une caméra vidéo, et a reconnu les faits. Sa générosité a coûté environ 40 000 francs au supermarché.

Tracey Scott avait dix-huit ans au moment des faits. Elle est tombée enceinte peu de temps après avoir été interrogée une première fois par la police. Le juge Pickles s'affirme pas qu'elle « l'a fait exprès », mais il ne l'exclut pas non plus, et il veut de toute façon donner un avertissement à celles qui seraient tentées de l'imiter. Il a donc décidé qu'elle traiterait une prison pour femme avec son bébé, une décision extrêmement rare en Grande-Bretagne pour un délit relativement mineur comme celui qui lui est reproché, et surtout concernant une si jeune femme qui n'avait auparavant jamais eu maille à partir avec la justice.

Le système anglais laisse une très grande liberté d'appréciation aux juges, et il est très difficile de casser un arrêt. Le juge Pickles, qui a soixante-quatre ans, est déjà célèbre pour d'autres décisions aussi controversées. Il a ainsi envoyé en prison en juin dernier une autre jeune femme qui refusait de

témoigner contre son amant, un trafiquant de drogue, qui le battait. Elle avait avoué devant le tribunal qu'elle avait peur des représailles de ce dernier.

Le juge Pickles, le encore, avait décidé de faire un exemple. On aurait tort de prendre ce juge provincial pour un père fouettard réactionnaire. Le juge Pickles, qui est d'origine modeste, est un homme du Yorkshire, fort en gueule et un brin démagogue, jadis candidat travailliste à la députation. Il estime qu'il travaille sur le terrain, alors que les magistrats de plus haut rang, recrutés souvent dans des milieux plus aisés que le sien, préfèrent se voiler la face devant des situations intenses liées à l'évolution sociale de la Grande-Bretagne et aux problèmes ethniques.

Le juge Pickles est depuis des années en conflit avec la chancellerie à propos de l'obligation de réserve des magistrats. Il s'exprime, en effet, à tort et à travers hors du tribunal, ce que la tradition, mais non le loi, lui interdit. Il vient, une nouvelle fois, de susciter un beau tumulte.

Une vingtaine de parlementaires avaient déjà réclamé sa révocation en janvier dernier lorsqu'il avait laissé en liberté un homme qui avait eu des rapports sexuels avec une fillette de douze ans, estimant, après avoir vu cette dernière, qu'elle était particulièrement précieuse, et « en âge », selon lui.

DOMINIQUE DHOMBRES

LIBAN : selon le

Le général Aoun
15 millions

un compte per

Le général Aoun a annoncé qu'il avait reçu 15 millions de dollars de la part de la France. Cette somme est destinée à financer les opérations militaires de son armée libanaise. Le général Aoun a également déclaré qu'il avait reçu 15 millions de dollars de la part de la France. Cette somme est destinée à financer les opérations militaires de son armée libanaise.

Le général Aoun a également déclaré qu'il avait reçu 15 millions de dollars de la part de la France. Cette somme est destinée à financer les opérations militaires de son armée libanaise. Le général Aoun a également déclaré qu'il avait reçu 15 millions de dollars de la part de la France. Cette somme est destinée à financer les opérations militaires de son armée libanaise.

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : la crise politique avortée

Du drame à la comédie

Vécus et commentés sur le ton du drame, la dernière des crises du gouvernement Likoud-travailleurs s'est achevée en comédie à l'italienne. Les enjeux avaient été présentés comme étant d'intérêt national ; la solution, qui préserve la coalition, relève de la cuisine ministérielle (le Monde du 3 janvier).

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Durant quarante-huit heures, le premier ministre et chef du Likoud, M. Itzhak Shamir, a donc accusé une des vedettes de la gauche travailliste, M. Ezer Weizman, ministre de la science, d'un des plus graves péchés qui se puisse commettre à Jérusalem : avoir eu des contacts, « directs et indirects », avec des responsables de l'O.L.P., « qui figurent parmi les pires ennemis d'Israël », et, pis encore, avoir donné son appui à cette organisation pour l'aider à

« contourner » la politique du gouvernement israélien.

Le comportement ainsi décrit est contraire à la loi de 1986 sur la prévention du terrorisme, contraire au programme politique de l'union nationale, qui prohibe expressément toute négociation avec l'O.L.P., et contraire au plan de paix du gouvernement (le projet d'élections dans les territoires occupés). Dénonçant son collègue à la télévision, M. Shamir n'a pas été loin d'employer le mot de trahison.

Logiquement, le premier ministre — pour lequel le refus du dialogue avec l'O.L.P. est un dogme en béton armé — ne pouvait faire autrement que de réclamer le renvoi de M. Weizman du gouvernement. Il a annoncé sa décision durant le week-end, et c'était bien le moins pour une affaire qui, à l'en croire, pouvait relever, légalement sinon politiquement, de sanctions autrement plus sévères.

Mais comme les travaillistes étaient solidaires de M. Weizman, sans être forcément tous partisans de ses initiatives, et que l'union nationale risquait d'être mise à mal, M. Shamir a choisi de transiger. M. Weizman restera au gouvernement, à son poste de ministre de la science, mais il perd, pour dix-huit mois, son siège au cabinet restreint, l'instance où se prennent les « grandes » décisions. Dans sa faiblesse, la sanction paraît sans commune mesure avec la gravité des accusations portées par M. Shamir.

Compromis à l'israélienne

Le pacifiste et simple citoyen, Abie Nathan avait payé beaucoup plus cher — de six mois d'emprisonnement — pour les mêmes « contacts ». Si les experts en politique locale expliquent savamment les mille raisons tactiques de la décision prise par M. Shamir, les historiens retiendront peut-être qu'elle marque une nouvelle brèche dans le grand tabou du dialogue avec l'O.L.P. Après tout, M. Weizman reste bel et bien au gouvernement et il s'est lui-même félicité d'avoir remporté, en l'espèce, « une victoire à 80 % ».

Il a quitté Jérusalem, mercredi 3 janvier, pour se rendre à Moscou, à l'invitation de l'Académie des sciences, après avoir assuré qu'il n'en profiterait pas pour s'entretenir avec « Abou Untel ou Abou Chose » dans la capitale soviétique. « Ce compromis typiquement à l'israélienne ne me satisfait pas », a-t-il dit ; je ne me sens pas coupable.

Je n'ai même pas demandé à voir les pièces à conviction — il s'agit de comptes rendus d'écoutes téléphoniques. Il n'en a pas moins déjà une partie de la gauche qui aurait souhaité le voir se battre jusqu'au bout et menacer de démissionner sur cette question, qu'il avait lui-même présentée comme fondamentale des relations entre Israël et l'O.L.P. « J'avais, a dit le ministre, des engagements à l'égard de mes camarades travaillistes ».

Or ces derniers, dans leur majorité, ne voulaient pas rompre l'union nationale. C'était notamment le cas du ministre de la défense, M. Itzhak Rabin, qui a confirmé son emprise grandissante sur le gouvernement. Avec le ministre de la justice Dan Meridor (Likoud), il fut le principal artisan de la formule de compromis. M. Rabin — dont on dit qu'il a ses propres filiales pour souder les réactions de l'O.L.P. — souhaite, dans le cadre de l'union nationale, poursuivre, à son rythme, les laborieux efforts en cours pour faire appliquer un plan d'élections dans les territoires occupés, qui est largement son œuvre personnelle.

Critiqué dans son propre parti pour son recul ou sa faiblesse, M. Shamir peut tout de même faire valoir qu'il a donné un avertissement à tous ceux — travaillistes, Egypte, Etats-Unis — qui voudraient lui forcer la main et le conduire là où il ne veut pas aller. Il s'est aussi gardé sur sa droite, coupant l'herbe sous le pied à ses trois opposants au sein du Likoud — MM. Sharon, Modai et Lévy, — qui assurent que le plan d'élections du gouvernement risque d'assurer la promotion de représentants de l'O.L.P. dans les territoires.

ALAIN FRACHON

AMÉRIQUES

PANAMA : alors que se multiplient délations et manifestations d'hostilité au régime Noriega

Les négociations s'intensifient avec l'arrivée d'émissaires de Washington et du Vatican

L'attente continue autour de la nonciature apostolique où sont réfugiés, depuis maintenant dix jours, le général Noriega et quelques-uns de ses proches. Si la situation ne semble guère avoir évolué — malgré les rumeurs persistantes affirmant qu'un dénouement est proche — plusieurs délégations sont arrivées à Panama. Le numéro deux du département d'Etat américain, M. Eagleburger, conduit depuis mardi 2 janvier une mission d'une dizaine d'experts, officiellement afin d'évaluer les besoins économiques nécessaires à la reconstruction du pays. Washington a en outre annoncé le remplacement de l'ancien ambassadeur, M. Arthur Davis, par M. Deane

Hinton. Un émissaire du Vatican, Mgr Lorenzo Berlocco, expert de l'Amérique latine, membre du secrétariat d'Etat du Saint-Siège, qui est arrivé lundi à Panama, a déjà commencé ses consultations pour parvenir, selon les souhaits du Vatican à une « solution sans traumatisme ». Les négociations sur le sort du général Noriega se poursuivent dans un climat de délation alors que la population manifeste de plus en plus son opposition à l'ancien régime. Par ailleurs, deux complices présumés du général Noriega, Daniel Miranda et Luis del Cid, tous deux arrêtés à Panama, ont comparu, mardi, devant un tribunal de Miami (Floride).

PANAMA

de notre envoyé spécial

Sur l'avenue Balboa, à quelques mètres du barrage des forces armées américaines proche de la nonciature, un mannequin déguisé en militaire est pendu à une branche d'arbre. Sa tête, un ananas, ne laisse aucune ambiguïté sur la personne qu'il représente. Des pancartes et autres banderoles réclament la « livraison du général Noriega » (surnommé « Face d'ananas ») et exigent « que justice soit faite ». Les partis politiques au pouvoir — l'opposition d'acier — ont par de plus appelé, pour mercredi, à un rassemblement sur cette artère du bord de mer. Ces manifestations d'hostilité à l'ancien « homme fort » du pays suivent les nombreuses arrestations des anciens soutiens du général.

Plus de cinq mille membres des forces armées panaméennes sont actuellement détenus par les militaires américains dans deux centres

pénitentiaires proches de la capitale, parfois sous des campements de toile aménagés pour l'occasion. Les officiers considérés comme les plus « dangereux » sont eux gardés sur des bases appartenant aux Etats-Unis. Selon des sources militaires, environ huit cents grades panaméens sont encore recherchés à travers le pays.

Que le général Noriega ait été prévenu — comme l'a affirmé en début de semaine le Washington Times — de l'imminence de l'intervention américaine n'a pas changé grand-chose. Il n'a à l'évidence pas tenu compte de cet avertissement, si celui-ci lui est parvenu, ce qui reste tout de même à prouver. A l'issue des premiers bombardements de l'aéroport international Omar Torrijos, il se trouvait à quelques centaines de mètres de là, au quartier des officiers « La Siesta ». La plupart de ses partisans les plus importants sont maintenant en prison, quand ils n'ont pas été, comme le colonel del Cid — qui se trouvait encore à la veille de Noël à la tête de la garnison de la ville de David — tout

simplement envoyés aux Etats-Unis pour y être jugé.

D'anciens ministres et parlementaires, comme Mario Rognoni, un moment en charge du commerce, ont aussi été incarcérés et peu d'hommes fidèles au général ont eu la chance d'échapper aux poursuites. L'un de ses conseillers les plus proches, Renato Perreira, a toutefois pu sortir du pays deux jours avant l'invasion et se trouverait dans une station de ski en Europe. La propre famille de Manuel Antonio Noriega, sa femme Felicidad et au moins une de ses trois filles, Sandra, serait réfugiée au sein de la résidence de l'ambassadeur de Cuba, M. Lazaro Mora.

Dénunciations en série

Mais les poursuites engagées ne s'arrêtent pas aux dignitaires du régime Noriega. Les deux journaux du pays *El Siglo* et *La Esfera* de Panama relaient dans les déclarations en série d'anciens collaborateurs présumés. Même si la presse panaméenne n'est pas, loin s'en faut, un exemple d'objectivité, elle révèle l'eau d'esprit qui règne depuis quelques jours dans la capitale. Les rumeurs, elles aussi, des listes de noms de personnes supposées faire partie du cercle des corrupteurs et des trafiquants de l'ancien pouvoir. Beaucoup de sympathisants du régime déchu se cachent, effrayés.

Le commandement Sud reçoit régulièrement de nombreux appels d'« honorables correspondants » qui dénoncent l'ennemi d'hier, parfois tout simplement pour éliminer un concurrent. Un couple de ressortissants français a ainsi eu le déplaisir de voir débarquer à deux reprises des officiers américains, venus sur la foi de « renseignements sûrs », uniquement « révéler » par l'un de ses voisins. Après la difficile épreuve des jours de violence et de pillages, c'est la délation qui semble à l'ordre du jour. Pendant que ce climat assez détestable s'installe à Panama, les différents membres du gouvernement semblent maintenant s'accorder à penser que le général doit être jugé et qu'il ne peut, pour l'heure, l'être à Panama. Le premier vice-président Ricardo Arias Calderon n'a même pas exclu que les forces américaines puissent s'emparer de Manuel Antonio Noriega s'il continuait à refuser de sortir de la nonciature.

DENIS HAUTIN-GIRAULT

Le Nicaragua demande la convocation du Conseil de sécurité de l'ONU

Le président nicaraguayen Daniel Ortega a annoncé, mardi 2 janvier, qu'il avait demandé la convocation « d'urgence » du Conseil de sécurité de l'ONU à la suite de nouveaux incidents entre les forces armées stationnées au Panama et des membres du personnel diplomatique nicaraguayen dans ce pays. Au cours d'une conférence de presse, M. Ortega, tout en confirmant l'expulsion la veille de vingt diplomates américains de son pays (en représailles à la perquisition effectuée vendredi dernier au domicile de l'ambassadeur du Nicaragua au Panama), a affirmé que les Américains s'étaient livrés

à de nouvelles « fouilles abusives ». Les personnes visées, cette fois, sont trois autres membres du personnel diplomatique dont la résidence a été « visitée ».

Par ailleurs, Managua a officiellement condamné ce qui a été présenté par la radio officielle comme « un raid de la Contra », au cours duquel, lundi, les guérilleros antisandinistes auraient attaqué un groupe de religieux vivant sur la côte atlantique. Dans l'embuscade, deux religieuses, dont une Américaine, ont trouvé la mort, tandis que plusieurs autres religieuses étaient blessées. — (AFP.)

ASIE

CHINE

Pékin dément l'existence d'un accord sur le départ du dissident Fang Lizhi

Le ministère chinois des affaires étrangères a démenti mercredi 3 janvier les multiples rumeurs faisant état d'un possible accord sino-américain sur le sort de l'astrophysicien dissident M. Fang Lizhi, réfugié à l'ambassade des Etats-Unis à Pékin depuis la répression de juin dernier.

PÉKIN

de notre correspondant

Deux inconnues dépourvues de plaques d'immatriculation étaient garées, comme à l'accoutumée, devant l'ambassade des Etats-Unis, mercredi 3 janvier. A l'intérieur, des hommes de la sécurité en civil épient les allées et venues. Le style de la surveillance, destinée à empêcher l'escamotage de M. Fang et

de son épouse Li Shuxian, est celui d'un roman d'espionnage.

Longues planques peu discrètes, filatures sur les chapeaux de roues des voitures des diplomates américains. Renforcement du dispositif pour les grandes occasions : notamment lorsque, pour la fête de Halloween, l'ambassade organisa une réception masquée. Les autorités craignaient probablement que les « ennemis numéro un » du socialisme ne prennent la poudre d'escampette sous un déguisement.

Les informations publiées par une revue de Hongkong, *Pai Hsing* (le Peuple), selon lesquelles un accord serait intervenu pour permettre aux deux dissidents de gagner un pays tiers — la revue parle de l'Australie — ne sont pas, sur le moment, confirmées. Le porte-parole du département d'Etat

a exprimé son « scepticisme ». L'Australie a démenti tout accord la concernant. Selon la revue, la date du 27 janvier, le nouvel an lunaire, aurait été envisagée pour l'escamotage.

Un journal de Hongkong favorable à Pékin avait récemment rapporté les propos du secrétaire général du PC chinois, M. Jiang Zemin, exigeant pour « libérer » M. Fang ce dernier « demande pardon » pour avoir été, selon la version officielle, avec son épouse l'un des instigateurs de la révolte étudiante. D'après *Pai Hsing*, M. Deng Xiaoping aurait donné finalement son accord au départ du couple à condition qu'il s'abstienne de militer dans l'opposition en exil.

Crise au sein du PC

Parmi les « petits cadavres » de nouveau au que la Chine serait en mesure de fournir au président Bush en échange des risques pris par ce dernier pour renouer avec elle, un règlement de l'affaire Fang Lizhi serait le moins coûteux. Lever la loi martiale présente des risques très supérieurs, compte tenu de la tension régnant à Pékin depuis la chute de Ceausescu qui a relancé la crise au sein du PC. Il restera cependant, si l'affaire devait se conclure, à expliquer aux Chinois pourquoi on laisse ainsi filer à l'anglaise l'homme accusé d'avoir été à l'origine de la tragédie du printemps 1989.

FRANCIS DERON

VOS VŒUX PAR TELEPHONE

NOUVEAU

Vos vœux sont envoyés automatiquement par synthèse vocale à votre destinataire au jour et à l'heure que vous souhaitez

Le Monde sur MINITEL 3617 tapez ALLOLM

reconnaissance turque

Ces Bulgares de souche ont remis une pétition, ont un soutien d'autres pays, notamment de la Turquie, où des ans contre la nouvelle sont aussi dévouées ces

et Loukanov, membre politique et considéré numéro deux du pays, mardi à Kourdjali où il a rivée d'une commission

au politique a lancé le un appel au calme. Il a le processus engagé en a minorité turque et principalment et l'ordre les locaux du parti.

taire du PC de Kourdjali Miltcho Miltchev, a sans une déclaration à l'adoption de la loi. Lors de la grande manifestation des démocrates, le 1999, à Sofia, les pro- en faveur de la minorité mée sous Todor Jivkov é accueillies par les si la foule estimée à dix personnes. — (AFP.)

mystérieux des remous

Le cabinet de M. Caracciolo a été remanié. Les rumeurs circulent sur la prochaine démission de M. Caracciolo. Les rumeurs circulent sur la prochaine démission de M. Caracciolo. Les rumeurs circulent sur la prochaine démission de M. Caracciolo.

Il des nouveaux... lement suscités... Il faut faire... assurance... des nouveaux... de la santé... M. Adin... l'inc... M. Michel... ministre de la Santé... après avoir... l'ad... de la défense... candidat à la... à la défense... l'homme qui... gère... el Perreira, se... le ministre de l'Intérieur.

JOSÉ REBELLO

kles

de son amour... de drogue, que la... avait prouvé devant... avait prouvé devant... de la dernière... la encore, avait... un exemple... de prendre... pour un... réactionnaire... d'origine... un homme... en guerre et un... jadis candidat... la députation... travaille sur le... magistrats de... recrutés souvent... plus aisés que... se voient la... des situations... à l'évolution... Grande-Bretagne... ethniques.

se Pékien est depuis... en conflit avec la... à propos de l'ad... des magistrats... en effet, à l'extérieur hors du... que la tradition, mais... au, entendit, il vent... de susciter un... de parlement... déjà réclamé sa... en janvier... en liberté... avec des rap... estimant, après... dernière, qu'elle... précoce.

ROSE DIOMBRES

LIBAN : selon « le Canard enchaîné »

Le général Aoun possède à Paris 15 millions de dollars sur un compte personnel à la BNP

Le général Michel Aoun dispose de quelque 15 millions de dollars (quatre-vingt-dix millions de francs) sur des comptes personnels dans une agence parisienne de la BNP, a affirmé, mercredi 3 janvier, le *Canard enchaîné*, ce que l'homme fort du camp chrétien libanais a confirmé tout en annonçant son intention de fermer les comptes qu'il possède en France.

L'hebdomadaire, qui publie un fac-similé d'une « interrogation de soldes » (relève de compte) au nom de Michel Aoun, précise que le général libanais possède à l'agence internationale de la Banque nationale de Paris, boulevard Malesherbes à Paris, deux comptes. Le premier, un compte courant, contient 500 000 dollars, le second, un dépôt à terme, se monte à près de 15 millions de dollars (14 726 623,58 dollars exactement), soit l'équivalent de 90 millions de francs. Le *Canard enchaîné* affirme également que l'épouse du général Aoun possède la signature sur ces comptes. Toujours selon le journal, cette somme grossit chaque mois de quelque 100 000 dollars d'intérêts.

A la BNP, on se refusait à tout commentaire sur cette information en invoquant la confidentialité due aux clients. Pour sa part, le général Aoun a affirmé que « cet argent est utilisé en matière de défense ».

Après avoir indiqué au *Canard* qu'il ne voulait pas répondre sur cette question et qu'il s'agissait là de son « secret personnel », il a déclaré sur France-Info : « C'est un secret de polichinelle. Je n'ai pas seulement des comptes à la BNP, également dans plusieurs banques, en France et à l'étranger. » Interrogé sur le montant de ces comptes, Michel Aoun s'est borné à répondre : « Ce n'est pas moi qui m'en occupe ; peut-être plus de quatre-vingt-dix millions ». Les factures ne sont pas des factures personnelles. Elles servent à la défense. On fait la guerre ici. Quatre-vingt-dix millions de francs, c'est trois fois rien », a-t-il ajouté, sans préciser la provenance de l'argent.

LIBAN : Intensification des combats entre miliciens chiites. Les combats qui opposent, depuis le 23 décembre, miliciens chiites pro-iranien du Hezbollah et pro-syriens d'Amal dans le sud du Liban se sont intensifiés mardi 2 janvier. Dix personnes ont été tuées (ce qui porte à 69 morts et 237 blessés le bilan à ce jour de ces affrontements) lors d'une offensive du Hezbollah pour le contrôle d'une colline à l'est de Saida, qui lui a apparemment permis de gagner du terrain sur Amal. — (AFP.)

SALVADOR : treize morts dans des combats. — Des combats entre les forces gouvernementales et la guérilla ont fait treize morts et deux blessés, lundi 1er janvier, dans le centre et l'est du pays, a annoncé l'armée salvadorienne mardi. Ces incidents se sont produits alors que la trêve déclinée unilatéralement par le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) était encore en vigueur (il devait expirer mardi 2 janvier à midi). En novembre, le FMLN a lancé une offensive générale au cours de laquelle plus de trois mille personnes ont été tuées. — (AFP.)

MEXIQUE : quatre militants de gauche tués dans un affrontement avec des adversaires politiques. — Quatre militants du Parti de la révolution démocratique (PRD, gauche) ont été tués et huit autres personnes blessées, lundi 1er janvier, au cours d'un affrontement avec des membres du Parti révolutionnaire institutionnel (au pouvoir) dans la ville de Coyuca-de-Benitez, à 300 kilomètres au sud de Mexico. — (AFP.)

ETATS-UNIS : démission d'un parlementaire démocrate de New York coupable d'extorsion de fonds. — Le représentant démocrate de l'Etat de New York, Robert Garcia, qui a été reconnu coupable d'avoir extorqué 178 500 dollars (un peu plus de 1 million de francs) à une société aujourd'hui disparue, Wedtech, fournisseur du département de la défense, a annoncé, mardi 2 janvier, qu'il renonçait à son siège de parlementaire. M. Garcia est passible d'une peine de quarante-cinq ans de prison. — (AFP.)

AMÉRIQUES

La « petite Russie » de New York

Suite de la première page

Trop vieux, trop pauvres ou trop perdus parfois pour s'adapter, ils s'engluent dans ces « poches ethniques », ces villages intérieurs si chers à la mégapole américaine : les gens de Leningrad et Moscou dans le lointain Washington Heights, en haut de Manhattan ; ceux de Kiev et de Lvov dans les avenues « J » et « K » de Brooklyn ; ceux d'Odesse, pour finir, à Brighton Beach.

A Brighton Beach, la mer est métallique et les maisons sont tristes, mais la rue principale éclate de vie : marchands de légumes en plein air, kiosques à journaux, librairies. Quand le temps le permet, de vieux Russes font d'interminables parties de dominos sur la promenade de bois face à l'océan. Les plus riches, ou les plus désespérés, se réfugient dans les mille et un clubs privés, insoupçonnables derrière les façades de brique revêchées, et jouent, sans un mot, comme on sait jouer seulement là-bas, qui sa paye, qui son fonds de commerce.

« Le message économique »

C'est l'illusion d'un port, avec sa foule, et ses restaurants tapageurs, rachetés malgré tout par cet air marin qui s'insinue partout. C'est surtout un mirage, ancré au cœur de la plus américaine des cités, celui d'une opulence à la soviétique telle qu'elle pourrait exister. Au supermarché M and I, les vendeuses en corsette blanche font l'article en russe ou en géorgien, et sous les étiquettes en cyrillique leurs richesses témoignent d'une autre vision des pays de l'Est : caviar de la mer Noire, chocolats polonais, légumes bulgares ou hongrois, y compris l'eau minérale Borjomi, à 1,19 dollar, arrivée directement de Géorgie.

Parce que tout y est moins cher, ou seulement plus facile, et que chacun y a sa place, Brighton Beach, dans cette géographie compliquée du rêve américain inachevé, c'est le lieu de passage ou de retour obligé, ne serait-ce que pour mesurer le chemin parcouru. Ceux qui n'ont pu ou voulu partir même quelques blocs plus loin, comme les Berkovics, se retrouvent dans un monde à part, plus durement ceinturé par le métro aérien que par tous les rideaux de fer psychologiques. Car qu'est-ce que

quinze ou vingt ans de recul ? Les enfants de la deuxième génération déguisés en teen-agers qui se pressent aux heures tardives au Caucase et autres restaurants où les orchestres disco remplacent les violons oscillent longtemps entre deux mondes, sans en choisir aucun.

« Ils vont à l'école et à l'université, et nombreux sont ceux qui refusent d'apprendre le russe, bien qu'ils soient parfois illettrés dans les deux cultures, se plaint une éducatrice. Le principal pour eux est de devenir américain le plus vite possible, sans même vraiment savoir ce que cela veut dire. »

« De l'Amérique, ils ne retiennent que le message économique », constate, un peu las, à son tour, le rabbin Schuster, qui, dans sa synagogue de Park Avenue, juste de l'autre côté de la mission soviétique à l'ONU, se dévoue depuis des années à l'accueil des juifs soviétiques. « Dernièrement, en recevant un groupe de soixante-quinze personnes, j'ai demandé : Qui a eu le moindre contact avec une synagogue ? Il n'y a eu qu'une seule réponse. Comment dans ces conditions les préparer spirituellement ? Alors, je me contente de dire : En vous faisant venir ici, Dieu vous a accordé une seconde chance. »

Une seconde chance, qui fait figure de dernière chance. Et beaucoup se sentent condamnés à l'échec, car l'échec, ce serait la négation du voyage, de ce pourquoi on a tout quitté. « Certains sont déçus, explique Ora, car ils attendaient trop, ils rêvaient d'un pays où il n'y avait qu'à se baisser pour ramasser l'argent. Et quand ils arrivent, pour les plus éduqués, leur niveau de vie au début est forcément inférieur à celui qu'ils avaient avant, alors ils perdent la foi et la patience... »

Un « double échec » ?

Surtout si l'actualité s'en mêle. Et les craquements du dégel des blocs de l'Est, salués avec tant d'enthousiasme par les Américains, ont pour eux une résonance douce-amère qui rend plus obligatoires encore réussite et intégration. « Le démantèlement du mur de Berlin ? Un miracle, dit Ora, avec fermeté, mais qui ne nous concerne plus, nous sommes Américains... »



Quant aux sirènes de la perestroïka, la communauté dans son ensemble fait obstinément la sourde oreille. « Nous espérons presque la fin de Gorbatchev comme le signal de notre propre libération, reconnaît, à peine ironique, un libraire arménien. Admettez qu'il existe aussi un espoir à l'Est, pour nous ce serait un double échec. »

Réfugiés en haut de la Huitième Avenue, derrière des machines à écrire qui auraient leur place au Musée de l'Emmigré, les journalistes du *Novoye Russkoye Slovo*, bastion avant la lettre de l'anticommunisme (le journal a été fondé en 1910), animent le front du refus. Boris Khurgin, le chroniqueur, ne fait pas exception, qui demande, soupçonneux, en entrée en matière, si son interlocuteur a « voté Mitterrand ou Chirac » avant de s'excuser dans un français parfait de ce que « quinze années de Sibirie lui ont un peu gâté la politesse ».

Pour Boris, l'Allemagne réunifiée va être un problème à court terme en Europe et « créer une puissance dominante ». Quant à l'analyse des Occidentaux sur l'URSS, il la trouve « angélique » : « Gorbatchev bouge, car il n'a pas le choix, le pays est ruiné. Mais les réformes ne peuvent pas marcher, depuis plus de quarante ans l'esprit des gens est déformé par le système, ils sont incapables de s'adapter. Et il ajoute : « A quel croyez-vous qu'il aspire, l'homme de la rue ? A bouffer ! Et si il y arrive, ces gens-là conquerront le monde, car il n'y a pas seulement le problème du communisme à prendre en compte, mais aussi celui d'un certain hégémonisme nationaliste. Même non

communistes, les Russes cherchent à s'imposer... »

Nadia, elle, ne se pose plus de questions. Vingt-cinq ans, ongles mauves assortis à son imperméable et aux cernes de ses yeux, elle est arrivée il y a six mois de Leningrad, via Vienne et direct Brighton Beach : « Une tragédie ! dit-elle, Que peut-on attendre, quand on vient de Leningrad ? Ici tout est sale et effrayant, les gens n'ont aucune culture. » Walkman aux oreilles, la seule concession faite à l'américanisme ambiant, Nadia flotte dans le métro trois heures par jour pour rejoindre son poste de dactylo au *Slovo*.

Partie, comme beaucoup à présent, en raison de cette glasnost dont l'effet pernicieux est de délier langues et fantasmes, y compris les plus antisémites, elle n'a pas attendu « d'être servie en holocauste à la crise économique ». Pourtant en Amérique, rien ne lui plaît. Elle refuse la télévision, les spectacles, la lecture des journaux même. « Je dois d'abord accomplir ma propre perestroïka. Là-bas, je me sentais juive, ici, à Brighton Beach, lâche-t-elle provocante, certains jours, je comprends que l'on puisse être antisémite... »

Le pays de l'opportunité, c'est aussi très vite celui des opportunistes. Marie-Thérèse Marcovitz, qui travaille dans un programme d'hospitalisation à domicile, le constate en riant : « Des gens arrivés depuis quelques semaines à peine sont au fait de tous les programmes d'assistance possibles et imaginables. La bureaucratie et son mode d'emploi, ils connaissent ! Pire qu'une famille de Noirs au Welfare depuis deux généra-

tions. » Et puis, pour tous ceux qui trouvent que la réussite ne vient pas assez vite, il y a toujours le « système D ». Et ça tombe bien, car, avec la « gorbi-mania » qui souffle sur l'Amérique, tout ce qui vient d'URSS est sacré ou tout du moins à la mode.

Dans les sondages, la cote d'amour des Soviétiques auprès des Américains a atteint le record idyllique du lendemain de la guerre, d'après le *New-York Times*. Certaines agences de voyages organisent des « perestroïka-charters » : les fausses montres de soldat de l'armée rouge au cadran gigantesque font fureur sur Canal Street au marché de l'imitation, et de véritables clubs de rencontres s'organisent, tels le Chantier-Conférence, près de New-York, qui pratique depuis cinq ans la diplomatie de M. Tout-le-Monde — et a conduit à la Toussaint des familles juives désemparées dans les quartiers jadis désolés de Pittsburgh (Pennsylvanie) pour leur montrer que crise économique n'est jamais mortelle. Un événement médiatique d'importance, transmis par les télévisions, avec quelques acteurs comme Robert Redford pour pimenter la rencontre.

Dans ces conditions, rien d'étonnant que les faussaires soient légion. Fine, racée, dans son appartement tapissé d'œuvres d'art de l'Upper West Side, Emilia Kanevsky, qui, outre une galerie, gère la collection privée d'un magnat de la finance, en a vu de toutes les couleurs : « Des faux œufs Fabergé fabriqués à Long Island, des porte-cigarettes en argent grossièrement reproduits dont certains sont allés jusque dans les plus huppées des salles des ventes... »

Aucun moyen de contrôle

« Mais le pire, explique-t-elle, c'est cet engouement pour tout ce qui est « made in USSR ». Les Américains partent en voyage à Moscou et achètent n'importe quoi, pourvu que ce soit « soviétique ». Nos peintres de talent, ici, ne sont plus que des « immigrés », même si certains se sont mis à l'hyperréalisme et aux natures mortes si chères au goût de ce pays. J'ai un peu peur que toutes les horreurs qu'ils rapportent de Moscou ne viennent causer le marché de l'art, ici. Au point que plusieurs artistes hésitent à présent à s'exiler aux Etats-Unis. Finalement, en dépit de tous ces grands sommets politiques, c'est l'Amérique qui est gagnante, elle a imposé aux Russes son goût de l'argent. Avant, nous

n'en avions pas, alors on n'en parlait pas, on discutait peinture ou littérature ; maintenant, les gens là-bas ne pensent plus qu'à ça... »

Pourtant, en dépit de l'euphorie ambiante, les autorités américaines commencent à faire grincer devant cette immigration qui s'accroît. « Nous n'avons pratiquement aucun moyen de contrôle », explique Eric Seidel, procureur adjoint de Brooklyn. Beaucoup se fabriquent de faux papiers pour quitter l'URSS, et Moscou se garde bien de coopérer avec nous. » Déjà les douanes étaient impuissantes devant le petit trafic de stéréos et de gadgets électroniques en tout genre, organisé par les familles en constant transit entre New-York et l'Union soviétique.

A présent, c'est une véritable psychose qui s'est emparée des services d'immigration, qui soupçonnent l'URSS de voler en quelque sorte ses prisons des repris de justice, même si, pour l'instant, seule une centaine de candidats à l'immigration ont été renvoyés pour cette raison.

Bref, depuis que le rideau de fer s'est levé, le FBI se heurte à un mur d'incertitude : combien de « tasses » le KGB est-il tranquillement en train d'exporter ? « A Brooklyn, nous soupçonnons Marat Balagula, un gros bonnet de la pègre russe, d'avoir échangé aux services soviétiques, dit un enquêteur, mais combien y en a-t-il d'autres ? » Et, moins bonne fille, l'Amérique reforme ses bras : pour cause de perestroïka dans leurs pays respectifs, les Hongrois et les Polonais ne reçoivent plus de visas de réfugiés politiques. Pour les autres, l'administration a émis des quotas. A partir de 1991, il n'y aura plus que 50 000 Soviétiques admis par an, et encore le « tri » aura-t-il lieu, pour plus d'efficacité, à Moscou et non plus à Vienne et à Rome comme c'était le cas.

Tout à leur nouvelle chasse aux sorcières, les stratégies du FBI n'ont pas craint de braver le ridicule en publiant quinze jours durant dans l'inévitable *Novoye Russkoye Slovo*, en octobre dernier, une petite annonce, avec numéro de téléphone incorporé, incitant purement et simplement la communauté russe à la délation : « Indiquez-nous, s'il vous plaît, qui de vous a été approché par le KGB ? » Mal à l'aise, un porte-parole du FBI a beau prétendre que même à 300 dollars la parution, cette annonce a peu d'impact, elle est « rentable », il n'est pas dit que beaucoup de ces nouveaux Américains avertis se soient laissés prendre au piège désormais éculé de la glasnost à la soviétique.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Mafia russe

NEW-YORK

de notre envoyée spéciale

« Soviétomania » aidant, il n'est question à New-York depuis plusieurs mois que de l'émergence d'une mystérieuse « mafia russe », titre générique qui regroupe pêle-mêle la pègre des immigrés de tous les pays de l'Est, et dont la presse s'est volontiers faite l'écho.

Agacé, dans la tour — très bien surveillée — du FBI tout au bout de Manhattan, l'agent spécial affecté à la section criminelle de la Sureté fédérale, Michael Flanagan, tient à remettre les choses à leur place : « Encore une mode, cette histoire de mafia russe ! Sur cinquante mille immigrés soviétiques à New-York, on ne compte que plusieurs centaines de criminels. Une criminalité de haut vol, les gens sont très sophistiqués, ce sont des « technocrates » de la contrefaçon. Ils se sont d'abord fait la main dans leur propre communauté et on ne compte plus les petits commerçants de Brooklyn grugés qui ont cru rendre service en achetant de soi-disant vieilles bagues de famille, et des sacs de pièces d'or qui n'étaient que des sacs de pommes de terre. »

Mais leur spécialité, c'est plutôt la planche à billets (l'échéancier dans le Bronx, les services secrets ont mis la main sur une bande qui avait écoulé 10 millions de dollars de faux billets) et surtout les fausses cartes de crédit. Des virtuoses ! reconnaît, admiratif, Michael Flanagan, « il leur suffit de se procurer un vrai numéro de carte, qu'ils impriment sur un bout de plastique en la faisant chauffer au four à micro-ondes. Après, ils se mettent en chemise avec un bout de papier et en avant les fausses transactions... »

Tout cela pourtant n'est que de la bricole d'amatour. La vraie criminalité venue de l'Est, c'est à Brighton Beach, une fois de plus, qu'il faut retourner la chercher. A moins, bien sûr, que Jules Bonavolonta, costume rayé et pieds croisés, à l'occasion, sur son bureau, ne consente à en parler. Chez les « Fed », Jules Bonavolonta c'est « Monsieur Mafia » : « Regardez de l'autre côté de la rue, lance-t-il négligemment, ce grand immeuble en face de chez nous appartient à Michael Marcovitz, un des plus grands truands de la « mafia russe ». Et de raconter l'édifiante histoire de Marcovitz, le self-made-man, d'origine roumaine, la « Scarface juif », comme l'écrivait *New-York Magazine*, qui lui a consacré presque un numéro entier.

Petit immigré « débarqué » à Mill Basin à Brooklyn en 1979, en moins de dix ans, il amassera avec ses associés 30 millions de dollars d'immobilier, un compte de 20 millions de dollars en Suisse et 1 milliard de dollars de chiffre d'affaire dans le trafic de l'essence. Car l'essence, comme l'explique, avec un luxe de détails, M. Bonavolonta, c'est le « turf » des Russes : « Les Chinois font dans l'héroïne, les Latins dans la cocaïne et les Russes dans l'essence. Ils obtiennent des franchises de revendeur d'essence et créent des sociétés fictives qui ne paient pas leurs taxes. Au bout de six mois environ on s'en aperçoit, mais ils ont déjà créé de nouvelles sociétés. Ils arrivent à sauver ainsi 29 cents par gallon vendu. La mafia italienne les taxe à son tour de 1,5 penny par gallon pour assurer leur « protection », et, bon an, mal an, ils arrivent à soustraire au fisc 2,5 à 3 milliards de dollars par an ! »

A ce petit jeu, Marcovitz était sans conteste le maître. Agent double pour le FBI et la Mafia, il manœuvrait à tous les niveaux, et c'est même lui qui, en 1983, inaugura un sommet hors du commun dans l'histoire du crime, à Long Island pour négocier le

coltueux « parrainage » de Michael Francaze, le petit playboy du clan Colombo (une des cinq grandes familles de la mafia de New-York). Mais ça Yalta de la pègre était aussi truqué que l'autre, et Francaze ne va pas tarder à tomber. Ce sera bientôt le tour de Marcovitz, le bon fils juif qui transformait son essence en vodka dans des dancings surréalistes de Brighton Beach, tapissait ses chambres de soie et de miroirs mais non sans avoir commencé par acheter pour ses parents une belle maison près du champ de courses de Monticello, dans les collines des Catskills, cette Borch Belt où les immigrés de l'Est vont en vacances.

La figure de proue

Pour lui, l'aventure s'est achevée au mois de mai dernier dans une rue tranquille de ce Brooklyn qu'il n'a jamais quitté. Un faux accident, et Marcovitz est sorti de sa Rolls marron glacée, percé de trois balles. Deux cents personnes ont suivi l'enterrement sur Flatbush Avenue. Certains d'un oeil plus professionnel que d'autres, comme Peter Grinenko, détective attaché au tribunal de Brooklyn, et le seul à parler russe.

Connu comme le loup blanc à Brighton Beach, avec son fricot-paraître et son visage poupin, Peter est à lui seul le Botin mondain de la pègre locale : d'Agrop, le spécialiste de l'excursion de fonds et de l'anarchie aux diamants, venu de Leningrad et dont la carrière s'est achevée en 1985 par une « exécution » en pleine rue alors qu'il se rendait aux bains russes du Village ; à Michael Slavka, « l'internationaliste », un des pionniers russes dans le trafic d'héroïne qui substituait aux réseaux chinois des israéliens et même des Arabes en liaison avec Amsterdam.

La figure de proue de cette mafia russe restant, sans conteste, Marat Balagula, une sorte de Taras-

Boulba chauve et trapu, venu d'Odesse où il tenait boutique sur les bateaux de voyageurs de la mer Noire. Avant de s'enfuir en 1986 pour finir dans une prison allemande, Balagula, dont la légende veut qu'avec le trafic de l'essence il se soit offert une île au large de l'Afrique du Sud, avait amassé une solide fortune, tenant table ouverte dans son restaurant à Odesse, à Brighton Beach, qu'il quitte pour effectuer des séjours coûteux dans les casinos d'Atlantic City.

« Pour la plupart de ces gens, la criminalité n'a pas le même sens que pour nous, explique Peter Grinenko. Là-bas, en Union soviétique, il faut lutter pour survivre ; et être un escroc, c'est en quelque sorte avoir un statut social, s'intégrer au système. Ici, ils tentent de faire pareil. Et comperdes aux violations des droits de l'homme auxquelles ils ont été habitués, nos petites lois et notre répression policière leur paraissent de la roupie de sansonnets... »

Si l'on en croit Eric Seidel, l'assistant du procureur de Brooklyn, cette mafia est très difficile à pénétrer : « Il n'y a ni véritables chefs ni organisation structurée comme dans la Cosa Nostra. Ce sont plutôt des gens liés par leur origine, ou leur voisinage, qui s'organisent au coup par coup. » Quitte parfois à renverser les alliances le moment venu, et le FBI enquête sur une dizaine de meurtres liés aux règlements de comptes entre groupes russes.

« Il leur arrive aussi, explique encore Eric Seidel, de régler leurs comptes à l'arrabée, en tenant des « cours de justice populaires » à l'arrière de certaines boutiques ». Le différend est alors soumis à l'arbitrage collectif ou à celui d'un cacique de la communauté, comme ce fut le cas plusieurs fois pour Euse Agrop. « Comme quoi, ironisait un enquêteur, c'est peut-être dans la mafia que les Russes ont fait le premier apprentissage de la démocratie... »

M.-C. D.

Les
mais

Le comité directeur du P... se réunira les 12 et 14 janvier pour examiner la possibilité d'une synthèse entre les neuf contributions nationales déposées en vue du prochain. Les amis de Michel Rocard ont fêté le 3 janvier la prise de possession du poste de directeur. Ils souhaitent la synthèse nationale du P... à l'occasion du prochain congrès du gouvernement.

Le 3 janvier, le premier ministre a reçu le président du conseil des ministres, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Justice, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Santé, le ministre de l'Économie, le ministre de l'Industrie, le ministre de l'Agriculture, le ministre de la Pêche, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le ministre de l'Éducation nationale, le ministre de la Culture, le ministre de la Fonction publique, le ministre de la Coopération internationale, le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le ministre de l'Air, le ministre de l'Armée, le ministre de la Gendarmerie, le ministre de la Police, le ministre de la Sécurité, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Santé, le

POLITIQUE

La préparation du congrès du PS

Les rocardiens plaident pour la « synthèse » mais sont prêts à défendre leur propre motion

Le comité directeur du Parti socialiste se réunira les 13 et 14 janvier pour examiner la possibilité d'une synthèse entre les neuf contributions nationales déposées en vue du congrès de Rennes, en mars prochain. Les amis de M. Michel Rocard ont fait connaître, les premiers, mercredi 3 janvier, la position qu'ils défendent lors de ce comité directeur: ils souhaitent la synthèse, a expliqué M. Gérard Lindeberg, membre du secrétariat national du PS, coordinateur du courant rocardien, par souci de « l'image des socialistes dans le pays », de « l'unité du parti » et de la « cohésion du gouvernement ».

Les rocardiens sont las de voir le PS se comporter comme si le seul mode d'existence possible, pour lui, consistait à mettre des bâtons dans les roues du gouvernement. Il est paradoxal, à leurs yeux, que le parti au pouvoir semble ne se reconnaître d'autre fonction que celle d'exprimer le mécontentement provoqué par l'action des ministres qu'il soutient au Parlement, plutôt que d'expliquer et de défendre celle-ci. Ils sont décidés à démontrer que le bilan du gouvernement Rocard est sans doute le meilleur que le PS ait jamais eu à assumer depuis qu'il est au pouvoir. Ils pèsent leurs arguments dans les indicateurs de fin d'année, notamment ceux de l'emploi.

« Vingt mois après le premier retour de la gauche au pouvoir, de quoi parlons-nous ? De pause sociale, de rigueur économique, de politique d'assainissement faisant suite à trois

dévaluations du franc, a souligné M. Lindeberg. Vingt mois après le second retour au pouvoir d'un gouvernement de gauche, de quoi débattons-nous ? Des conditions d'une seconde chute sur la voie de la solidarité. Cette façon de retourner le discours tenu, notamment, par M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS et chef du gouvernement en 1981, sur la nécessité d'une « nouvelle étape sociale » annonce la détermination des amis du premier ministre à ne ménager personne si le gouvernement devait faire les frais des rivalités au sein du courant dirigeant du parti.

Les rocardiens ont, dans leur cartouche, des flèches destinées à M. Laurent Fabius: « Il n'y a pas, d'un côté, a-t-il dit M. Lindeberg, les flamboyants porteurs de grands desseins et, de l'autre, les socialistes désagréés, absorbés par la gestion du quotidien ». Ils en ont d'autres, sinon pour M. Lionel Jospin lui-même, du moins pour ses amis, ainsi que pour M. Louis Mermaz et les siens: « Il n'y a pas, d'un côté, les socialistes de la transformation et, de l'autre, les socialistes de la gestion, a affirmé le coordinateur du courant. La bonne gestion, qui garantit la durée, est la condition d'une transformation profonde de la société. Il manque à certains socialistes, estimant-ils, pour achever d'assimiler la culture du gouvernement, d'intégrer la durée.

Objectif: trente fédérations

Observant que la lecture des « principales contributions » - c'est-à-dire, outre la leur, celles de MM. Jospin, Fabius, Mermaz, Jean Poperen et même, peut-être, Jean-Pierre Chevènement - ne permet pas d'y déceler des « divergences d'orientation » ni des « lignes politiques différentes », les amis du pre-

mier ministre se demandent « quel sens on souhaite donner au vote des militants si le débat ne repose plus sur des idées différentes et des politiques alternatives ». C'est pourquoi, à leurs yeux, la synthèse est possible, autant que souhaitable parce qu'il est « difficile de concevoir des ministres qui, tantôt, conduiraient la même politique au gouvernement, tantôt, s'affronteraient sur les estrades des fédérations ».

Tout en plaçant pour la synthèse, les rocardiens ne se font guère d'illusions sur la possibilité d'arrêter le mouvement lancé par M. Fabius, qui a annoncé sa volonté de « donner la parole aux militants », autrement dit de solliciter leur vote sur sa propre motion. Dans ces conditions, les amis du premier ministre, qui vont réunir leur réseau le 6 janvier à Paris, se préparent à une bataille de motions, avec deux cibles: la notion d'axe majoritaire, qu'ils estiment dépourvue de fondement dès lors que s'affrontent plusieurs composantes issues du courant mitterrandiste et mauroyiste; la ligne de « rupture », chère au PS des années 70, que tentent de faire revir-

vre M. Dray et ses amis et qui pourrait, à la fois, provoquer des turbulences et servir de repoussoir aux rocardiens.

M. Rocard lui-même a prévu de s'engager dans cette bataille, sur la ligne de la synthèse d'abord, en prenant la parole le 9 janvier, devant les militants du Pas-de-Calais, et le 13 lors du comité directeur, puis, selon toute probabilité, sur sa motion, autour de laquelle une manifestation de grande ampleur est d'ores et déjà envisagée pour la fin du mois. Tout en estimant que les circonstances commandent à leurs partisans de passer d'une culture de minorité à une culture majoritaire - c'est-à-dire de se considérer comme l'axe de rassemblement du PS - le premier ministre et ses amis ne pensent pas qu'elles leur permettent de viser la direction du parti.

Leur objectif, à l'étape actuelle, est de conquérir la direction d'une tentative de fédération, au lieu des douze qu'ils contrôlent aujourd'hui, à la faveur des alliances à géométrie variable qu'autorisent l'éclatement de l'actuel courant dirigeant.

PATRICK JARREAU

Les élections municipales de Cannes fixées aux 28 janvier et 2 février

Le premier tour des élections municipales (Alpes-Maritimes), rendues nécessaires par l'annulation du scrutin de mars 1989, décidé par le Conseil d'Etat, est fixé au dimanche 28 janvier et le second tour éventuel au dimanche 2 février. Une délégation spéciale, nommée par le préfet, a été mise en place pour assurer l'intérim de la gestion de la ville.

À M. Michel Mouillot (UDF-PR), maire sortant invalidé, le FN a d'ores et déjà annoncé la constitu-

tion de sa liste derrière M. Albert Peyron, ancien député. Le PS et le PCF devraient également présenter chacun leur liste.

À son RPR, auquel appartient M. Anne-Marie Dupuy, ancienne maire, battue par M. Mouillot en mars, il n'a pas encore fait connaître sa décision d'investir ou non une personnalité nationale, qui pourrait être M. Robert Pandrath, député de Seine-Saint-Denis et ancien ministre.

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

« Nous ne voulons plus être les sacrifiés des accords de Matignon »

nous déclare le secrétaire général de l'Union océanienne

En visite à Paris jusqu'au 12 janvier, M. Aloïse Sako, secrétaire général de l'Union océanienne (formation créée en mai 1989 pour donner un instrument d'action politique autonome à la communauté wallisienne et futunienne de Nouvelle-Calédonie), multiplie les contacts avec les représentants des partis métropolitains afin d'attirer l'attention sur les difficultés de Wallis-et-Futuna.

« Nous sommes les sacrifiés des accords de Matignon, nous a-t-il déclaré, cela ne peut plus durer. »

effet l'une des clés de l'avenir du territoire. Si l'Union océanienne, qui dispose déjà de deux élus à l'Assemblée de la province Sud, parvenait à capter l'ensemble de l'électorat d'origine wallisienne et futunienne, jusque-là inféodé au Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), et basculait ensuite dans le camp indépendantiste par solidarité culturelle avec la communauté canaque, c'est la face de toute la Nouvelle-Calédonie qui en serait changée avant le référendum d'autodétermination de 1998.

Le président du RPCR, M. Jacques Lafleur, chef de file de la majorité territoriale, a bien compris le danger. Il a tout fait pour empêcher l'émergence de l'Union océanienne qui affirme sa volonté de « redonner sa dignité à la communauté wallisienne et futunienne, manipulée au cours des dernières années par les tenants du pouvoir local », et qui préconise « une rupture nette et franche avec la tutelle du RPCR pour s'affirmer en tant que force autonome et renouer le dialogue avec le monde mélanésien ».

« Jusque'en 1988, explique M. Sako, notre communauté était à la fois méprisée par le RPCR et rejetée par le FLNKS qui lui reprochait d'accepter les manipulations électorales. En créant l'Union océanienne, nous avons donné une autre image à la société calédonienne: celle d'une communauté d'origine wallisienne et futunienne et nous souhaitons être un partenaire actif du passage des accords de Matignon pour que le réajustement des provinces soit également appliqué à l'intérieur de la province Sud où, face à l'éclatement du loup et de l'argente, existe le maître des tani. Un an et demi après nous devons constater que pour nous, la vie quotidienne ne change pas. En banlieue de Nouméa, à Saint-Louis par exemple, six cents familles wallisiennes vivent encore sans eau courante et sans électricité et, il y a quelques semaines, plus près de Nouméa, dans la vallée du Tir, nous avons dû manifester parce qu'on avait coupé l'eau à tout un quartier pour sanctionner les sept mandats payeurs. C'est tous les jours comme ça si l'on n'y remédie pas, cela signifie que les accords de Matignon ne sont qu'une mascarade. »

Les Wallisiens et les Futuniens sont les sacrifiés des accords de Matignon, ajoute le secrétaire général de l'Union océanienne. Il n'y a rien pour eux dans tout ce qui est décidé en matière de formation et de promotion, comme si nous étions destinés à devenir le sous-prolétariat de la Nou-

velle-Calédonie. Je suis venu à Paris pour dénoncer cette situation puisque, à Nouméa, où nous déstabilisons M. Lafleur, personne ne semble vouloir nous écouter. Il y a urgence. Rendez-vous compte: à la prise du Camp-Est à Nouméa, la moitié des détenus de droit commun sont des agents appartenant à notre communauté; 35 % des délinquants juvéniles sont d'origine wallisienne et futunienne, parce que notre société vit en état de déshérence par rapport à la société calédonienne. Comment pourrions-nous nous reconnaître dans cette société qui fait de nos enfants des voyous ? »

De bons navigateurs

Sur place, l'Union océanienne a déjà tiré la sonnette d'alarme. Contrairement au RPCR, elle a jugé « sage » l'avertissement lancé début décembre aux signataires des accords de Matignon par le député du gouvernement, inquiet lui aussi de certaines lenteurs imputables aux élus locaux. A son tour, elle a « mis en garde la classe politique sur les dangers que l'inconscience risque de faire courir à la paix civile ».

M. Sako écrivait ainsi, le 6 décembre, au haut commissaire: « Le réveil de Wallis-et-Futuna, humilié par tant d'années d'assujettissement, est un phénomène de la résistance. Notre ethnicité compte bien peser désormais de tout son poids sur les institutions pour faire entendre sa voix et pour exiger que l'intérêt qu'on ne lui portait jusqu'ici qu'en période électorale fasse place à une véritable politique d'intégration. Ni raciste ni xénophobe, notre combat ne vise qu'à nous dégager d'un asservissement devenu insupportable. »

Un mois plus tard, à Paris, le secrétaire général de l'Union océanienne hausse le ton en esquissant même une menace: « Si l'on ne veut pas comprendre que nous voulons être partie prenante des progrès dont on nous rebat les oreilles, nous serons obligés de faire monter d'un cran notre action, en suivant l'exemple de Jean-Marie Tjibaou. Un Jean-Marie Tjibaou qui avait l'habitude de dire en souriant: « Ces Wallisiens sont de bons navigateurs. »

ALAIN ROLLAT

La contestation au sein du PCF

POINT DE VUE

Avons-nous mérité ça ?

par Antoine Vitez

Qu'est-ce que nous, et qui est-ce ? Nous, ceux qui furent membres du Parti communiste français, ceux qui le sont encore, et - bien au-delà - tous ceux qui votent pour lui, tous ceux au nom de qui il parle.

Et ça, ce n'est point tant l'affolement et le gâchis, sanglant ou pas, c'est ici, en France, ce déclin ridicule.

Nous pouvions tout attendre et nous attendre à tout, mais qu'un parti affecté d'être le précurseur du mouvement qui le condamne, ou qu'il proteste, contre toute raison, de son ignorance, cela est si pitoyable et douloureux qu'on ne peut en effet qu'en rire.

Nous ne méritons pas ça. Tous ceux pour qui le socialisme fut la grande promesse que l'humanité se donnait à elle-même ont mieux à faire que ricaner. La question de l'innocence nous est vraiment posée.

Affirmer que la dernière en date des tyrannies écroulées n'a rien à voir avec le socialisme est une hypocrisie.

D'abord parce qu'on a toujours à voir avec ce dont on porte le nom.

Ensuite parce que les mêmes qui n'y ont rien à voir reconnaissent il y a peu le parti du tyran comme un parti frère. Enfin tout simplement parce qu'on joue sur les mots en opposant l'idéal à la réalité; nous étions pourtant bien dans la réalité, c'est d'elle que nous nous réclamons. Et il faudrait que les dirigeants du Parti communiste se hâtent de ne plus être les frères de Kim Il sung - père affectueux des Coréens - avant que les événements ne les forcent.

Qui que nous soyons, où que nous soyons maintenant, nous ne méritons pas le déshonneur du mensonge risible. Le temps ne couvre pas tout, il ne suffit pas que d'attendre.

Ceux qui gouvernent aujourd'hui le Parti communiste devraient accepter le désaveu de l'histoire; chaque jour est de trop; il faut qu'ils partent.

Après, un peu plus tard, on verra ce qu'il sera possible encore de faire, avec les morceaux de l'idée en ruine.

Antoine Vitez est acteur et metteur en scène.

Les « reconstructeurs » communistes n'excluent pas d'organiser une manifestation contre la direction

M. Félix Damette, l'un des « reconstructeurs » du PCF, a jugé, mercredi 3 janvier sur Europe 1, que ce courant représente aujourd'hui « approximativement au moins un tiers des effectifs du Parti communiste ». Selon M. Damette, en particulier depuis le vingt-sixième congrès du PCF (en 1987), « des milliers de communistes (...) ont été mis en dehors du parti (...) tout simplement parce qu'ils n'étaient pas d'accord avec l'orientation politique de Georges Marchais ».

L'ancien membre du comité central du PCF a souligné « la faillite », dans les pays de l'Est, d'une véritable culture politique, qui est issue du moule de la III^e Internationale. Le PCF, « issu du même moule », est donc épris (...) dans la même faillite ». C'est pourquoi, en France, selon M. Damette, « ce qui est à remettre en cause, c'est la définition même d'un parti communiste (...) ». Ce qui est en train de s'effondrer, c'est la conception du Parti communiste comme parti en avant de la société, comme parti guide de la société.

M. Damette souhaite un « bilan historique de l'expérience communiste » de la part des communistes français, qui sont tous « en situation d'échec » vis-à-vis de ce bilan. « Si on ouvre un débat sur les problèmes de fond des communistes, a continué M. Damette, on n'évitiera pas la question de l'opposition (du parti). »

Souhaitant que le prochain congrès du PCF « ne soit pas la répétition des parodies de démocratie » des congrès antérieurs, M. Damette a jugé que la direction du PCF prendrait « une grave responsabilité » si elle refusait d'avancer la date de ce congrès (prévue pour la fin de l'année), car « le parti actuel n'est pas en état d'attendre un an ». M. Damette demande aussi que le congrès soit préparé « autrement » et n'exclut pas l'idée d'une manifestation de rue contre la politique de la direction du PCF. Selon lui, cette idée est « (...) dans plusieurs régions (...) ». C'est envisageable surtout si cette équipe continue de procéder au blocage auquel elle procède actuellement. Il faut inventer le nouveau communisme », a conclu M. Damette.

Rectificatif. - Dans un propos de M. Paul Bocara, membre du comité central du PCF, rapporté par le Monde du samedi 30 décembre, nous ne faisons parler de la « perspective d'un socialisme étatisé autogestionnaire à la française ». Il s'agissait évidemment de « socialisme autogestionnaire » et non pas « étatisé autogestionnaire ».

L'opposition boude les vœux du maire communiste de Tarbes. - Les dix conseillers municipaux RPR, PR, CDS de Tarbes ont boycotté, mercredi 3 janvier, la réception de présentation des vœux au maire, M. Raymond Erraqueret (PC). M. Jean Journé, chef de file de l'opposition, estime « inconcevable, dans les circonstances actuelles, une telle cérémonie ». - (Corresp.)



EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

MBA Master of Business Administration

UNIVERSITÉ A SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel.

Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities.

Academic program, unique in concept, format and professional experience. Fully approved to grant the

Master of Business Administration

with an emphasis in international management

A.C.B.S.P.

FILIÈRES D'ADMISSION

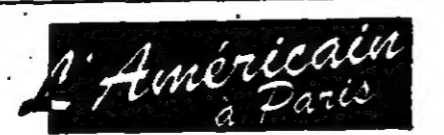
3^e CYCLE Diplômes de l'enseignement supérieur: Doctorats: sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA, DESS - IEP - Titulaires de maîtrise.

Programme de 12 à 14 mois, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au M.B.A.

2^e CYCLE Formations supérieures de second cycle. Cours équivalents à deux années universitaires.

Informations et sélections: European University of America
1725 rue de Chaillot (métro Mairie), 75116 Paris, (1) 40 70 11 71

Communiqué par European University of America • San Francisco • California • Programmes associés en Europe, Asie: Taï Ming - Hong Kong, et aux USA: Phila.



L'Américain à Paris

La réussite. Le dynamisme. Prenez une longueur d'avance avec des cours d'américain.

American Language Institute
The American University of Paris
B.P. AL-33, 34 av. de New-York, 75116 Paris
Tel. 47.20.44.99

SOCIÉTÉ

La pollution au large des côtes marocaines

Bateau ivre et veillée d'armes

La nappe de pétrole échappée du supertanker iranien *Kharg-5* (du nom du terminal de l'île de Kharg, transcrit en arabe sous le nom de Khark ou Kharg), victime d'un incendie à bord le 19 décembre, continue à dériver doucement vers le nord, sans pour autant s'approcher encore des côtes marocaines, distantes de 35 kilomètres du front de pollution. Les autorités marocaines, tout en se voulant rassurantes, mobilisent les moyens internationaux disponibles pour tenter de contenir le naphte au cas où les vents le ramèneraient vers la côte.

Une polémique s'est engagée entre la société néerlandaise de renflouage Smit-Tak et les autorités marocaines et espagnoles. Les Néerlandais regrettent que le Maroc et les Canaries aient refusé le remorquage chez eux du navire en détresse, ce qui a fait perdre beaucoup de temps. Les Marocains reprochent à la Smit-Tak de n'avoir pu colmater la brèche en haute mer. Faute de pouvoir remorquer le *Kharg-5* vers une côte proche, la Smit-Tak l'emmène actuellement vers le sud, dans des eaux plus calmes, vers les îles du Cap-Vert ou Dakar.

MARRAKECH

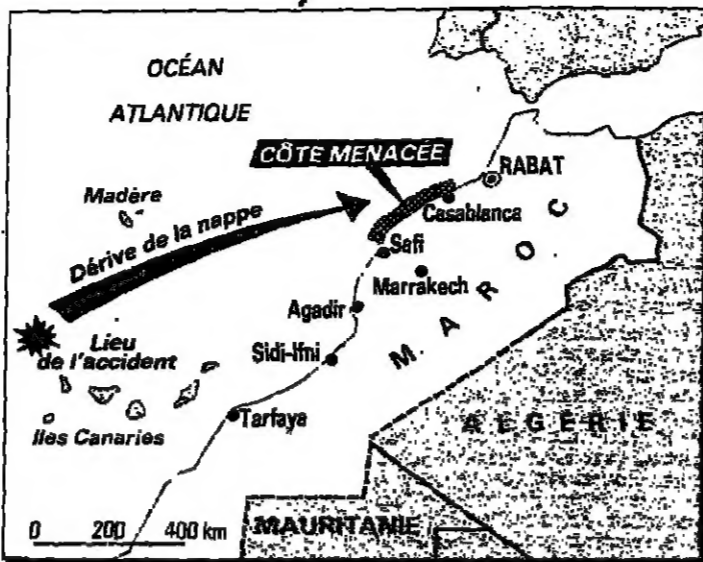
de notre envoyé spécial

« Le *Kharg* est un bateau ivre qui vomit son pétrole et sur lequel la communauté internationale n'a plus aucun contrôle. » Cette formule a l'importance d'un acte, lancée par M. Robert Vigouroux, maire de Marseille, au cours de la conférence de presse que les représentants de la mission française et les autorités marocaines ont donnée, mardi 2 janvier à Marrakech, résumant la situation au large des côtes marocaines.

Au cours de l'après-midi, M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, les experts français qui l'accompagnaient et plusieurs membres du gouvernement marocain ont survolé les nappes de mazout qui s'approchaient lentement du rivage et le pétrolier qui, lui, s'éloignait vers la haute mer.

Mangé par la rouille et noirci par l'incendie, gisant à l'abandon, une brèche de 200 mètres carrés ouverte dans son flanc, tricoté par trois remorqueurs à la vitesse d'un homme au pas : le *Kharg* a triste mine. Seize jours après l'explosion qui l'a secoué, il laisse toujours derrière lui une traînée de pétrole qui irise l'océan sur des dizaines de kilomètres.

La compagnie néerlandaise Smit Tak, qui assure son sauvetage, a été jusqu'ici incapable de colmater les fissures qui zèbrent les cuves, de redresser le gouvernail et de



pomper l'eau qui a noyé la salle des machines. Elle n'a pas pu non plus, comme elle en avait l'intention, vidanger la cargaison dans un pétrolier vide appelé tout exprès. Le géant blessé à mort contient encore 200 000 tonnes d'hydrocarbures.

Or le *Kharg* était mercredi à 400 kilomètres des côtes marocaines et à 250 kilomètres des côtes algériennes. Pour le repêcher ou le vider, il faudrait le mouiller à l'abri. Mais, alors que le Maroc et l'Espagne ont

refusé, dès le 19 décembre, de l'accueillir — ce qui les fait accuser aujourd'hui de non-assistance à navire en détresse, — qui accepterait de recevoir ce tanker mazoutier ?

« La communauté maritime est en droit de demander à l'Iran, propriétaire du pétrolier, ce qu'il compte faire », a dit M. Brice Lalonde. Nous nous trouvons devant une lacune de la réglementation internationale, et il faudra, tôt ou tard, la combler.

J'espère que ce drame hâtera les choses. Par la voix de son ministre de l'Intérieur, M. Driss Basri, le gouvernement marocain s'associe à

cette demande d'une nouvelle législation régissant le sort des « navires perdus ».

Reste la menace que représentent les immenses plaques de mazout dérivant au large des côtes marocaines. Pour les autorités, c'est la veillée d'armes. Un C-130 de l'armée de l'air effectue une patrouille quotidienne. A terre, trois centres de lutte ont été préparés, à El Jadida, Oujda et Saffi : deux cents militaires, une demi-douzaine d'avions et une flottille de remorqueurs y sont en alerte. Leur action sera coordonnée de Rabat par un PC de crise dirigé par M. Abdelaziz Laafour, directeur de l'environnement au ministère de l'Intérieur.

En cas de malheur

Mais le Maroc compte aussi, en cas de malheur, sur l'assistance française. Celle-ci ne lui sera pas ménagée. Après avoir rappelé que M. François Mitterrand souhaite que la France soit au premier rang dans le combat contre la pollution, M. Brice Lalonde a énuméré les moyens qui sont déjà, qui seront ou qui pourraient être mis à la disposition du royaume chérifien.

Au cours de la journée du 2 janvier, plusieurs experts du Centre d'études et de recherches antipollution de Brest (le CEDRE) ont parcouru la côte pour reconnaître les points sensibles et évaluer les besoins techniques.

Dès mercredi, un avion des douanes françaises équipé pour la surveillance des nappes de mazout les rejoindra. La sécurité civile est prête à faire partir par avion quatre sections de nettoyage forte, au total, de cent vingt spécialistes. Enfin, l'agent judiciaire du Trésor français qui a suivi de bout en bout le procès de l'*Amoco-Cadiz* pourra servir de conseil juridique au gouvernement marocain.

Celui-ci, d'ailleurs, a pris les devants, car les grandes manœuvres judiciaires commencent. Un collectif de six juristes français et chérifiens, mené par M. Georges Vedel, a été constitué. Des mises en demeure ont été adressées à l'armateur iranien et aux assureurs britanniques. Déjà circulent au Maroc des devis estimatifs chiffrant les dégâts d'une éventuelle marée noire à 2 milliards de dirhams (1,4 milliard de francs).

« Les seuls frais de surveillance du pétrolier pendant deux semaines et la mobilisation à laquelle ses évolutions nous ont contraintes coûtent déjà très cher », a expliqué l'un des avocats. Tout cela sera facturé, et nous prenons les mesures conservatoires nécessaires.

Comme le disait M. Brice Lalonde, en quittant Marrakech au terme de sa mission d'évaluation, « l'affaire du *Kharg* ne fait que commencer, et la France a bien l'intention d'y jouer sa partie ».

MARC AMBROISE-RENDU

Selon la société de renflouage Smit-Tak

Le Maroc et l'Espagne ont refusé le remorquage à terre

AMSTERDAM

de notre correspondant

L'Espagne et le Maroc sont correspondants de l'ampleur de la marée noire, provoquée par le pétrolier géant iranien *Kharg-5*. C'est ce qu'a laissé entendre, mardi 2 janvier, un porte-parole de la société néerlandaise de renflouage Smit-Tak. M. Daniel Kaakeben, représentant implicitement à son compte les reproches adressés par le commandant Cousteau aux autorités marocaines, qui n'auraient pris que tardivement conscience du risque de pollution. En revanche, il a infléchi les propos de M. Brice Lalonde, selon lesquels la longueur des négociations entre l'armateur du navire, son assureur et le renfloueur

auraient retardé l'organisation des secours.

Selon Smit-Tak, les premières informations sur les difficultés du tanker ont été diffusées le 19 décembre dernier. Le *Kharg-5* se trouvait alors à proximité des îles Canaries et un incendie venait de se déclarer à son bord. Dès le lendemain, un contrat de renflouage était conclu avec le propriétaire du bâtiment, la Compagnie nationale iranienne des pétroles, après accord de la compagnie d'assurances Lloyd's.

Le 22 décembre, les personnels néerlandais dépêchés sur place se rendaient maîtres du feu et arrimèrent le *Kharg-5* à un remorqueur. Le même jour, le responsable de l'opération demandait à l'Espagne et

au Maroc l'autorisation de rejoindre au de leurs ports afin de transborder la cargaison du pétrolier et de le réparer, sa coque présentant sur le flanc gauche un trou de 20 mètres sur 30 par lequel s'échappait le contenu de deux réservoirs.

Mais Madrid et Rabat opposèrent une fin de non-recevoir à cette demande, sans doute dans la crainte d'une marée noire. Le porte-parole de Smit-Tak ne nie pas ce danger : le pétrolier perdait du brut — mais affirme qu'on aurait alors pu contrôler la fuite et limiter ses conséquences.

L'Espagne et le Maroc ayant refusé au *Kharg-5* et à son convoi l'ordre de quitter leurs eaux territoriales, le convoi entreprit de gagner la large... où l'attendait « un léger oura-

gan avec des vents de force 9 à 10 et des vagues de 8 mètres ». Ce qui — laisse-on entendre à Rotterdam — n'a fait qu'aggraver la situation.

Mais pendant la polémique les travaux de renflouage continuent. Tracé par trois remorqueurs, qui devaient être remplacés mercredi par trois engins plus puissants venus des Pays-Bas et d'Allemagne fédérale, le *Kharg-5* se trouvait, mardi soir, à 160 kilomètres au large des côtes marocaines. Il ne perdait plus de pétrole et avançait à petite vitesse en direction des îles du Cap-Vert. Il les croiserait dans une dizaine de jours, estime Smit-Tak, et s'arrêtera un peu plus au sud, où les conditions météorologiques devraient être plus clémentes.

CHRISTIAN CHARTIER

Les réactions des écologistes

Selon M. Antoine Waechter, chef de file des Verts français, la catastrophe du *Kharg* est « le résultat d'un personnel non qualifié qui a abandonné le navire alors que ce n'était pas justifié, alors qu'il était possible de maîtriser l'incendie et les fuites ».

M. Waechter reproche en outre au secrétaire d'Etat à l'environnement, M. Brice Lalonde, de s'être livré au Maroc à « une opération commando », sous prétexte qu'il « aime bien s'occuper des problèmes de dimension planétaire. Il y a aussi des problèmes intérieurs français dont il faudrait s'occuper ».

Selon l'organisation écologiste Robin des Bois, l'Iran, « cas unique au monde », n'a pas ratifié les conventions internationales pour la Daurégarde de la vie en mer (SOLAS), ni pour la prévention des pollutions par hydrocarbures

(MARPOL). « Qu'attendons la CEE et les pays d'Afrique du Nord demande l'organisation, pour interdire au pavillon iranien l'accès aux ports et le droit de passage dans les eaux territoriales et les zones économiques exclusives ? »

□ Marée noire au large de Ténérife. — Un pétrolier, battant pavillon espagnol, l'*Aragon*, était en cours de remorquage mercredi 3 janvier dans l'Atlantique, au large de Ténérife. La tempête avait ouvert une brèche dans sa coque le 30 décembre, non loin de l'île de Madère. Ce navire, qui vient d'Amérique du Sud, transporte 25 000 tonnes de pétrole. Selon les experts espagnols, la nappe de pétrole « ne représente aucun danger prévisible ni pour les côtes canariennes ni pour les côtes marocaines ». — (AFP.)

RELIGIONS

Un rassemblement international de cinquante mille croyants en Pologne

Le réveil des jeunes chrétiens de l'Est

Une rencontre de cinquante mille jeunes chrétiens — protestants, catholiques et orthodoxes — venus de tous les pays d'Europe de l'Ouest et de l'Est (à l'exception de l'Albanie) s'est terminée, mardi 2 janvier à Wrocław, troisième ville de Pologne. Elle était organisée par la communauté œcuménique des Frères de Taizé.

WROCLAW (Pologne)

de notre envoyé spécial

Petr, dix-neuf ans, a gardé un air de chien battu. Ses yeux fuient, derrière les lunettes. Il veut cacher son nom. Son pays, la Roumanie, est libéré, mais sa vie s'est arrêtée le 3 août 1989. Ce jour-là, ses parents, surveillés et cloîtrés depuis longtemps dans leur appartement de Koloszar, en Transylvanie, décident de passer la frontière hongroise.

Agé de dix à trente-neuf ans, les douze frères et sœurs de Petr réussissent à traverser une forêt, mais le père et la mère sont abattus dans leur voiture. « Je ne souhaite à personne, dit le jeune Roumain, de voir ce que mes yeux ont vu un père et une mère ensanglantés, et ne pouvoir rien faire pour les sauver ».

Il a trouvé refuge dans une paroisse protestante de Hongrie. Le choc nerveux est loin d'être apaisé mais Petr réapprend à vivre et, dit-il, à croire en Dieu. A

Budapest il vient de passer son premier Noël, car « les fêtes religieuses elles-mêmes nous étaient interdites ».

« Tout vient trop vite »

Quand la communauté des Frères de Taizé a décidé d'organiser pour la première fois dans un pays de l'Est sa rencontre annuelle de jeunes, personne n'imaginait une telle participation, encore moins qu'elle se transformerait en une sorte de fête collective de la foi et de la parole libérée.

Pourtant habitués aux rassemblements de masse derrière le pape ou la Vierge de Czestochowa, jamais les catholiques polonais n'avaient vu arriver dans leur pays autant de jeunes croyants : Hongrois, Slovaques, Tchèques, Scandinaves, Français, Espagnols et même... Soviétiques. Des télégrammes du pape, de MM. Tadeusz Mazowiecki, premier ministre polonais, et Vaclav Havel, président de la République tchécoslovaque, ont salué l'événement.

Ils ont de dix-huit à trente-cinq ans. Cinq jours durant, émettent dans des jeans et des blousons trop légers pour lutter contre la température glaciale, ils ont envahi les grandes artères de la cité industrielle de Wrocław. Toutes les églises avaient été réquisitionnées. Sous quatre chapiteaux et dans la plus grande salle de sport de la ville ces jeunes ont chanté, prié, médité

des textes de l'Evangile, partagé la vie des familles et des paroisses polonaises.

Comme trop longtemps comprimée, la parole s'est déversée. Étonnement des quelque sept cents Soviétiques présents quand un Polonais raconte les grèves de Solidarité, puis la messe de réconciliation organisée il y a quelques semaines à Gdansk à l'intention des... policiers. « Tout vient trop vite. Nous n'arrivons plus à comprendre ce qui se passe », avoue Monika qui, fleurs et bougie à la main, a participé aux sept jours de la « révolution tendre » qui, à Prague, a renversé en novembre le gouvernement Jacek. Les églises étaient pleines. A côté d'autres opposants non croyants, le prêtre Vaclav Malý haranguait la foule. Militant catholique emprisonné, Jan Carnogurzyk est devenu ministre de l'Intérieur. « Jamais je n'avais à ce point fait l'expérience de l'unité et de la foi de mon pays », dit Marie Kaplanova, figure de proue de ce qui fut l'opposition tchèque.

Ces jeunes Tchèques, Hongrois, Allemands de l'Est vivent encore une sorte de rêve éveillé. S'ils n'ont pas subi les persécutions massives de leurs aînés, ils racontent l'« enfer » des petites vexations quotidiennes infligées dans leur pays aux croyants.

Un jeune médecin hongrois devait assister à la messe dans un village éloigné de son cabinet, de peur d'être reconnu par sa clientèle et les autorités. Une étudiante est-allemande devait changer d'univer-

sité parce qu'elle rénaissait dans son appartement des groupes de prière. Un psychologue tchèque de trente-cinq ans choisit ce rassemblement de Wrocław pour révéler qu'il est prêtre, ce qu'il avait caché pendant douze ans...

Messages codés

Dans cet univers de la foi souterraine, la langue était codée. Pour tel groupe de prière de Bratislava, « Venez chez François » voulait dire que le rendez-vous aurait lieu à l'église des franciscains. Ou dans un appartement privé quand le message téléphonique était : « Venez manger un pudding ». Avec des nuances parfois considérables d'un pays à l'autre, la situation était presque partout la même : peu ou pas de catéchèse en dehors du domicile privé ; peu ou pas de livres et de journaux chrétiens ; pas de réunion de culture religieuse ; pas d'expression publique de la foi ; pas de rencontre de jeunes en dehors des organisations officielles...

Que la foi chrétienne ait servi de levier dans les changements pacifiques récents en Europe de l'Est, personne n'en doute ici. Des années d'actions clandestines, de diffusion sous le manteau de revues religieuses, d'aide humanitaire aux prisonniers d'opinion ont fini par payer.

En Allemagne de l'Est, les églises protestantes ont servi de rares espaces disponibles aux

groupes. « Les églises étaient les seuls lieux où un prêtre pouvait exposer son œuvre et un écrivain faire des lectures publiques », dit Jürgen, veau de Dresde.

Et maintenant ? Les jeunes chrétiens sont convaincus qu'aucun retour en arrière n'est possible et que la marche vers l'unité de l'Europe ne pourra pas se faire sans eux. Cette rencontre de Wrocław leur a donné des ailes. La différence des confessions a été oubliée. On a même vu un groupe d'étudiants orthodoxes venus de Leningrad refuser le lieu de culte séparé qui leur avait été réservé. « Nous ne sommes pas venus pour rester entre nous », disent Igor et Gregory, originaires de l'Oural et du Kazakhstan. C'est la première fois qu'ils sortent d'Union soviétique et, pour leur retour, ils se disent prêts à soulever des montagnes.

Ces jeunes ont des projets d'échanges plein la tête. Le principal bénéficiaire des événements est, pour eux, la fin de l'isolement du « ghetto communiste ». « Ce que nous faisons ici est un acte d'intégration de l'Europe, dit fièrement Erika, jeune Polonaise étudiante à Opole. C'est nous qui allons construire l'Europe, et pour cela apprendre à vivre avec les jeunes des autres pays et des autres religions ». Leur tâche de croyants, la plus difficile sera de réveiller des masses, y compris des jeunes, rendues apathiques par des années de marquage idéologique et d'enseignement de l'athéisme.

Les jeunes Soviétiques, même ceux qui viennent de Lituanie et

d'Estonie, s'estiment encore isolés, voire « étrangers » comme croyants dans leur propre pays où ils ont peu de moyens de connaître et de faire partager leurs convictions. En Hongrie, en Tchécoslovaquie, les écoles, les monastères sont rendus aux Eglises. Des mouvements de jeunes chrétiens peuvent de nouveau avoir pignon sur rue. La catéchèse peut être librement enseignée dans les paroisses. Mais la plupart se montrent très réservés par rapport à une éventuelle restauration d'Eglise autoritaire voulant régenter, comme en Pologne, toute la société. « Des possibilités nouvelles s'ouvrent, à nous de les exploiter », affirme Eshar, qui habite Poznań, en Hongrie. Mais il ne faudrait pas passer d'une Eglise opprimée à une Eglise qui opprime.

Loin des discours moralisateurs entendus dans d'autres grands rassemblements de jeunes, Frère Roger, prieur de Taizé, n'a utilisé à Wrocław que quelques mots très simples comme « confiance », « réconciliation ». Riche d'une histoire presque centenaire, ponctuée de rassemblements déjà nombreux de jeunes, la communauté de Taizé a pris, en direction de l'Europe de l'Est, plusieurs longueurs d'avance. Dès le début des années 60, elle organisait des déplacements, les plus souvent discrets, dans des pays socialistes isolés et elle engageait avec des pasteurs, des prêtres, des évêques luthériens et catholiques un travail de fond qui produit ses fruits aujourd'hui.

HENRI TINCO

SOCIÉTÉ

SPORTS

VOILE : la course autour du monde en solitaire

Philippe Poupon hors temps

Titouan Lamezou est toujours en tête de la course autour du monde en solitaire à la voile. Mercredi 3 janvier, le jury international a pris acte de l'abandon de Philippe Poupon, qui considérait lui-même avoir reçu une assistance de Loïck Peyron pour redresser son bateau couché par une vague déferlante. Le jury a attribué des compensations de temps de quatorze heures trente minutes pour Loïck Peyron, de treize heures trente pour Alain Gauthier et d'une heure pour Pierre Follenfant, qui s'étaient dévoués pour porter assistance.

« Je considère que j'ai eu une assistance. Le règlement dit, bien sûr, être mécontents car ceux qui sont autour de moi sont encore en course. » Avant même de décider de faire route vers Le Cap (Afrique du Sud) où il devait arriver samedi 6 ou dimanche 7 janvier, Philippe Poupon avait, dès son premier contact radio, samedi 29 décembre, avec le PC du Vendée Globe Challenge, facilité la tâche du jury international appelé à statuer sur son cas.

Le règlement de cette course autour du monde sans escale et sans assistance ne laisse, il est vrai, guère de place à l'équivoque. D'ailleurs, avant de déclencher pour la première fois de sa vie ses balises de détresse, le skipper de Fleury-Michon avait, dans des conditions extrêmes, pratiquement tout tenté pour redresser lui-même son bateau. Encore sonné, il avait raconté sa mésaventure à son ami Yvon Fancoulier lors de cette première liaison radio.

Le monocoque blanc a été couché par une déferlante à 2 h 30 du matin. Il était alors, par 47° de latitude, à proximité des « cinquante-huit heures » et à 1 100 milles (2 000 km) au sud-est des côtes africaines. Le bateau était au cœur d'une dépression avec des vents de 40 à 45 nœuds (85 km/h). « Je surveillais le vent, le bateau et le baromètre, expliquait le navigateur. J'étais calé entre les installations vidéo et la parole de la table à cartes. Je n'ai donc pas été éjecté violemment à travers le bateau. » Un tel chavirage n'avait rien d'exceptionnel sous de telles latitudes. Dans un départ à l'abattée, Loïck Peyron (Lada-Poch) a aussi couché son bateau, mardi 2 janvier, mais il s'en est tiré avec un tango cassé et un beau défordre à l'intérieur du cockpit. Or Fleury-Michon est resté couché comme un dérivé qui aurait déssillé.

« Ma grande peur a été que le bateau chavire complètement, avait Philippe Poupon. J'ai eu la trouille. L'inclinaison était de 100 à 120°. J'ai pensé : Je n'ai pas peur de la mer. » Contrairement aux multicoques, dotés de trappes de survie sous la coque pour l'évacuation en cas de chavirage, la seule issue pour s'échapper d'un monocoque est l'entrée du cockpit retourné. Pour cette manœuvre, le skipper aurait disposé de dix minutes avec une bouteille à air comprimé.

Malgré le stress engendré par le chavirage, Philippe Poupon a vite

retrouvé ses esprits pour tenter de remédier à la situation. D'abord, il a vidé son ballast arrière au vent. Puis, pour stabiliser le bateau et abaisser son centre de gravité, il a rempli ses deux ballasts sous le vent. Entre temps, le jour s'était levé à 4 heures. Constatant que l'eau s'infiltrait dans le bateau, il l'a laissé se remplir en espérant, là encore, que ça pourrait contribuer à le redresser.

En fait, la courbe de stabilité de Fleury-Michon avait été calculée par l'architecte Philippe Briand pour un gréement en sloop (un mât). C'est pour faciliter les manœuvres dans ces latitudes extrêmes que Philippe Poupon avait voulu ensuite fractionner sa voilure en ajoutant un mât d'artimon. Or c'est probablement le poids de ces deux mâts, immergés avec leurs voiles, qui empêchait le lest de 5 540 kilos de redresser le bateau.

L'aventure avant le résultat

Avant de s'avouer vaincu, Philippe Poupon avait encore tenté une ultime manœuvre en vidant son bateau avec les pompes électriques. Puis, afin que la coque, très évasée, donne moins de prise au vent, il avait essayé de la faire pivoter pour mettre le bateau nez au vent en attachant deux parachutes américains à l'étrave. Ce n'est qu'après, vers 10 heures, après sept heures et demie de vains efforts, qu'il était résolu à déclencher les balises.

L'acharnement du skipper de Fleury-Michon à se sortir par lui-même de cette situation était sans doute à la mesure des espoirs qu'il avait placés dans cette course qu'il considérait comme la grande aventure de sa vie, refusant le routage depuis la terre qu'il jugeait contraire à l'esprit si particulier de ce périple.

« Je suis passionné par cette course mais pas par le résultat. Je n'ai pas envie de devenir une star. Si, au bout, il ne devait y avoir que ça, je ne souhaite pas gagner. » Cette disposition d'esprit expliquait sans doute qu'il ait hésité aussi longtemps à faire route vers Le Cap pour réparer l'avarie de son mât. Mardi 2 janvier, il ne savait pas encore s'il poursuivrait ensuite son périple. « Classement, pas classement, ce n'est pas grave, disait-il par radio. Ce qui compte c'est d'être là. On s'était dit entre nous que peut-être personne n'arriverait au bout sans assistance. Je souhaite que ce ne soit pas le cas. J'espère même qu'il y en aura plusieurs. »

GÉRARD ALBOUY

Les positions mercredi 3 janvier

1. Lamezou (Ecuireuil d'Aquitaine), à 15 027 milles de l'étrave;
2. Poch (Lada-Poch), à 384 milles de Lamezou;
3. Gauthier (General-Concorde), à 523;
4. Follenfant (TBS-Charente-Maritime), à 549;
5. Van Den Heede (36-15-Me), à 626;
6. Jeanes (Crédit-Agricole), à 920;
7. Poupon (Fleury-Michon), à 996;
8. Rod (Grinaker), à 1 488;
9. Terlain (UAP-1992), à 1 560;
10. Mike-Piant (Duracell), à 1 560;
11. Carpentier (Nouvel-Obs), à 1 582;
12. Bernardin (O-Ex), à 1 784;
13. Coste (Cacharel), à 2 283.

Le douzième Paris-Dakar

Soleil et sang

Le Suédois Bjorn Waldegard (Peugeot 405 T 16) et l'Italien Alessandro De Petri (Cagiva) se sont imposés, mardi 2 janvier, dans la cinquième étape du rallye Paris-Dakar, disputée entre Tumu (Libye) et Dirkou (Niger). Mais l'événement dramatique de la journée a été la chute du motard Pierre-Marie Poli, qui a été admis dans le coma à l'hôpital de la Timone, à Marseille.

DIRKOU (Niger)

de notre envoyé spécial

Il a suffi d'une journée pour que le rallye Paris-Dakar bascule dans le drame. Une journée pour que l'épreuve, souvent trop répétitive, se transforme en une mauvaise histoire où la vie d'un ami est en jeu. Pierre-Marie Poli a chuté de sa moto. Evacué à bord d'un avion sanitaire, il a été admis mercredi 3 janvier à l'hôpital de la Timone à Marseille, où il a été placé, avec un traumatisme crânien très grave, en réanimation. Son coma profond entraîne un pronostic vital réservé.

Pourtant, mardi 2 janvier, les organisateurs s'inquiétaient moins des concurrents que de la météo, qui perturbe l'atterrissage des avions de la caravane. Comme les autres années, le vent de sable balaye l'aérodrome de Dirkou, première étape nigérienne du rallye. De la même façon que l'an dernier, les grains de sable noient le pay-

sage et griffent les visages. Des conditions de visibilité difficile pour les pilotes, qui multiplient les passages pour tenter de poser leurs lourds Fokker.

L'ambiance est maussade parmi les passagers qui ont eu la chance de débarquer. Groupés près du poste émetteur, qui tient lieu de tour de contrôle, ils écoutent « Papa Roméo » et « Papa Tango » évoquer leur angoisse avant de plonger vers la piste pour la troisième fois. Le vent saoule les esprits, le sable fatigue les silhouettes déguisées en Touaregs. Les yeux sont tournés vers le ciel et chacun pousse un cri de soulagement lorsque la forme d'un avion se profile au ras de la piste.

Dans l'osé de Dirkou, on se préoccupe plus des avions que des concurrents qui apprennent parfois, comme surgis de la brume. La compétition semble dérisoire face aux problèmes de manque de carburant des avions qui continuent de « cercier » à la recherche de la piste. Étrange ambiance, singuliers moments où des visages marqués par plusieurs bivouacs semblent tourner le dos à la seule raison qui les a poussés à venir dans ce coin perdu d'Afrique.

Entre le bruit des hélices et l'arrivée des chauffeurs des « lionnes jaunes », encore une fois premières au classement de l'étape, le temps s'écoule sans à-coups. Jean Todt, le patron de Peugeot Talbot Sport, est heureux comme les jours précédents, mais s'efforce

de le dissimuler. Les motos bleues rentrent dans l'ordre et, surprise, le vent donne des signes de faiblesse.

Les avions vont pouvoir se poser et, finalement, tout va redevenir normal. Une journée ordinaire, en somme avec ses classements et ses abandons, avec la queue à la roulotte, avec les bouteilles d'Evan que de jeunes Africains tentent de vendre 100 francs, avec cet hélicoptère médical qui rentre.

Mais qu'est-ce qui justifie que le pilote de cet appareil gesticule ainsi ? Et, brusquement, la nouvelle se répand : dans l'hélicoptère, il y a un motard grièvement blessé. L'accident s'est produit en fin de matinée, au kilomètre 362 du parcours de la spéciale prévue entre Tumu et Dirkou. Après avoir passé Segouine (Niger), Pierre-Marie Poli s'était arrêté au Ténéré. Une région que le pilote de trente-trois ans connaissait bien pour avoir déjà participé à sept éditions du Dakar. Le sable mou ne devait pas être une surprise pour ce motard confirmé, et pourtant c'est là qu'il a chuté. Une envolée violente puisqu'il s'est retrouvé projeté à 6 mètres de son engin.

C'est là qu'un autre concurrent l'a retrouvé et lui a demandé de ses nouvelles. A ce moment-là, Pierre-Marie a pu lui répondre qu'il avait mal à la tête. Mais, huit minutes plus tard, lorsque l'hélicoptère médical, prévenu par des photographes, a pu se poser, le jeune homme avait perdu connaissance. Intubé et placé sous ventilation artificielle, Pierre-Marie a été rapatrié sur Dirkou, avant d'être pris en charge par l'avion médical.

Les visages se sont quelque peu crispés sur l'aérodrome de Dirkou lorsque la civière est passée. Ancien journaliste à *Moto-Journal*, Pierre-Marie Poli s'était lancé dans la compétition sur le tard. L'an passé, il avait constitué une équipe avec les Caisses d'épargne, société pour laquelle il travaillait en tant que responsable de la communication.

Un ami des jeunes

Cette année, l'aventure ne s'était pas renouvelée. Pierre-Marie travaillait à un projet d'engin à deux roues motrices. Faute de budget suffisant, il n'avait pu mettre ses idées en pratique et se résignait à passer les fêtes de fin d'année à Paris. Par un concours de circonstances, en l'occurrence la blessure au bras de Philippe Hizon, les responsables de l'équipe Africa-Twin lui ont demandé, il y a trois semaines, de prendre le guidon d'une Honda. Fin décembre, entre Paris et Orléans, Pierre-Marie Poli faisait connaissance avec sa moto pour se rendre aux ultimes vérifications du rallye.

A Tripoli, alors qu'il attendait à un contrôle de passage, Pierre-Marie nous avait confié sa surprise de découvrir une moto aussi maniable. « Le Dakar a fait faire des progrès énormes à toutes les usines, qui fabriquent maintenant en série des motos plus perfectionnées que les premières que j'ai utilisées sur le rallye », expliquait le grand garçon sérieux.

Lui, le pilote expérimenté, avait accepté avec enthousiasme de tenter une nouvelle fois l'aventure africaine aux commandes d'une moto moins performante que celle utilisée par les vedettes de chez Yamaha ou Suzuki. Pierre-Marie jouait les privés, les « amateurs », sans doute, simplement heureux de participer. Il avait encouragé tellement de jeunes à se lancer dans la compétition qu'il prenait plaisir à les cotoyer dans les files d'attente de la cantine d'Africa-Twin.

Pierre-Marie Poli est parti, allongé sur une civière, et la caravane se sent orpheline. Le souvenir du motard italien Hermann Boncini, évacué lundi 1^{er} janvier vers Bologne, victime d'une démolition, revient en mémoire. On pense à la fracture de la clavicle de l'Espagnol Fernandez. La liste de motards victimes des sables est longue. Elle prouve les risques d'une compétition pas ordinaire.

SERGE BOLLOCH

Cinquième étape Tumu (Libye)-Dirkou (Niger) 504 km

Motos : 1. Waldegard-Foxonell (Sué.-Fra., Peugeot 405 T-16), 1 h 13 min 49 s de pénalité; 2. Vatanen-Berglund (Fin.-Sué., Peugeot 405 T-16) à 1 min 53 s; 3. Raymond-Dessalens (Sud.-Fra., Peugeot 405 T-16) à 2 min 24 s; 4. Wamborg-Da Silva (Fra., Peugeot 205 T-16) à 3 min 2 s; 5. Lick-Tarin (Bel./Lada-Poch) à 7 min 5 s. Motocycles : 1. De Petri (Cagiva, It.) en 4 h 7 min 21 s; 2. Orioli (Cag., It.) à 10 min 35 s; 3. Picard (Yamaha, Fr.) à 11 min 52 s; 4. Peterhansel (Yam., Fr.) à 12 min 14 s; 5. Neves (Yam., Fr.) à 12 min 40 s.

Classements généraux

Motos : 1. Vatanen-Berglund (Fin.-Sué., Peugeot 405 T-16) 6 h 4 min 45 s de pénalité; 2. Waldegard-Foxonell (Sué.-Fra., Peugeot 405 T-16) à 46 min 14 s; 3. Wamborg-Da Silva (Fra., Peugeot 205 T-16) à 1 h 52 min 11 s; 4. Servin-Paig (Esp., Range Rover) à 2 h 57 min 6 s; 5. Cowan-Delferrier (G-B., Bel-Minibike) à 3 h 12 min 22 s. Motocycles : 1. Neves (Fra., Sonauto-Yamaha) 22 h 28 min 50 s; 2. Peterhansel (Fra., Sonauto-Yamaha) à 1 min 32 s; 3. Picard (Fra., Sonauto-Yamaha) à 9 min 14 s; 4. Orioli (It., Cagiva) à 13 min 16 s; 5. Mas (Esp., Yamaha) à 15 min 13 s.

DÉFENSE

La fuite des vedettes de Cherbourg en 1969

Une lettre du général Cazelles

Nous avons reçu la lettre suivante du général Bernard Cazelles, ancien secrétaire général de la défense nationale.

Un ami m'a communiqué le texte de l'article intitulé « Les vedettes de Cherbourg » paru sous la signature de M. Isnard, dans le Monde daté 16 et 17 décembre 1989.

Je ne m'attacherais pas à l'expresse, discutable à mes yeux, que fait M. Isnard de cette affaire. Je veux seulement réagir à la première phrase de l'avant-dernier paragraphe de cet article. M. Isnard a écrit qu'à la réunion de la commission interministérielle pour l'étude de l'exportation des matériels de guerre « on lui bien peu curieux — inattention, complaisance ou naïveté ? »

Que M. Isnard m'estime naïf ou me taxe d'inattention, peu me chaut. Mais je ne puis admettre d'être suspecté de « complaisance », ce qui est en clair signifier que je n'ai pas respecté les devoirs de ma charge. Je me bornerai à rappeler qu'à l'issue du conseil des ministres qui, le 21 avril 1971, a accepté ma demande de quitter le service actif avant la limite d'âge, M. Pompidou a ajouté au compte-rendu de ce conseil le commentaire suivant : « Rien en la circonstance n'avait porté atteinte à l'honneur et au dévouement à la cause publique et à l'armée du général Cazelles, honneur et dévouement que le président de la République s'est plu à reconnaître en conseil des ministres. »

ÉDUCATION

DANS LE VAL-DE-MARNE : les collèges pourront bénéficier d'une aide à la demi-pension, une aide à la rentrée de janvier, une aide à la demi-pension devrait faciliter l'accès des restaurants scolaires aux collèges du Val-de-Marne. Le conseil général considère en effet que, dans bien des établissements, surtout ceux des quartiers populaires, les restaurants scolaires ne connaissent pas la fréquentation qui devrait être la leur.

Le conseil général du Val-de-Marne a donc décidé d'instaurer une aide à la demi-pension, qui bénéficie aux familles dites défavorisées et moyennes. Attribuée proportionnellement aux ressources, elle sera calculée en fonction du quotient familial. Elle variera de 4 à 10 F pour un repas estimé à 13,70 F, ce qui représente une bourse annuelle de 600 à 1 500 F.

TASSADIT IMACHE

Une fille sans histoire

ROMAN

CALMANN-LÉVY

Roman, 144 pages, 79 F

Calmann-Lévy

« On est saisi de la première à la dernière page par l'émotion que dégage cette écriture retenue, par la force des images suscitées en des mots justes et simples. »

Le Monde

« L'écriture dépouillée de Tassadit Imache donne toute sa vigueur à ce règlement de comptes qui est aussi un chant d'amour étouffé et un cri de rage. »

Le Quotidien de Paris

« Un très beau livre, tragique. »

L'Événement du Jeudi



CHARLES LE GOLF

OUVERTURE DES

SOLDES

CHARLES LE GOLF

• 120 AVENUE VICTOR-HUGO, PARIS 16^e • 30 RUE DE BERRI, PARIS 8^e
• 171 BD ST-GERMAIN, PARIS 6^e • 9 PLACE ST-AUGUSTIN, PARIS 6^e
• 20 AVENUE DES TERNES, PARIS 17^e

Dès mercredi, un avion des forces françaises équipe pour la surveillance des nappes de marée. L'opération, la sécurité civile et la force par avion quatre fois de nettoyage forcé, au total de cent vingt spécialistes. L'agent judiciaire du Trésor qui a suivi de bout en bout l'Amoco-Cadiz pourra voir de conseil juridique au gouvernement marocain.

Celui-ci, d'ailleurs, a pris les devants, car les grandes menaces judiciaires commencent. Le député de six juristes français et américains, mené par M. Georges Delaunay, a été constitué. Les menaces ont été adressées à un avocat iranien et aux assurances françaises. Dès mercredi, les décrets de dérogation ont été pris. Les dépôts d'une éventuelle arde noire à 2 milliards de francs (1,4 milliard de francs) Les seuls frais de surveillance du pétrolier pendant deux semaines et mobilisation à laquelle les nations nous ont contraints coûte 150 milliards, à l'exception d'un navire. Tout cela sera facturé et nous prenons les mesures nécessaires.

Comme le disait M. Buisson, en quittant Matruh, la zone de sa mission d'évaluation de l'effort du Kharg ne fut pas qu'un échec, et la France a été insatisfaite d'y jouer sa carte.

MARC AMBROISE-REICH

Les écologistes

(MARPOL). • Quant à l'AR, et les pays d'Amérique du Nord demandent l'organisation d'une conférence au sein de l'Organisation des Nations Unies pour l'environnement, les zones économiques exclusives ?

Méridien noir au large de l'Inde. Un pétrolier, battant le record de vitesse, a été aperçu au large de l'Arabie saoudite. Les zones économiques exclusives ?

Méridien noir au large de l'Inde. Un pétrolier, battant le record de vitesse, a été aperçu au large de l'Arabie saoudite. Les zones économiques exclusives ?

« On est saisi de la première à la dernière page par l'émotion que dégage cette écriture retenue, par la force des images suscitées en des mots justes et simples. »

Le Monde

« L'écriture dépouillée de Tassadit Imache donne toute sa vigueur à ce règlement de comptes qui est aussi un chant d'amour étouffé et un cri de rage. »

Le Quotidien de Paris

« Un très beau livre, tragique. »

L'Événement du Jeudi

« On est saisi de la première à la dernière page par l'émotion que dégage cette écriture retenue, par la force des images suscitées en des mots justes et simples. »

Le Monde

« L'écriture dépouillée de Tassadit Imache donne toute sa vigueur à ce règlement de comptes qui est aussi un chant d'amour étouffé et un cri de rage. »

Le Quotidien de Paris

« Un très beau livre, tragique. »

L'Événement du Jeudi

HENRI TINGO

SOCIÉTÉ

FAITS DIVERS

A Abbeville

Le voyageur sans nom

« Où est la Samaritaine, please ? » La jeune Vénus britannique émergeant nue de la Manche sur une côte de France immortalisée sur les écrans le slogan publicitaire du célèbre magasin. Peut-être fit-elle de secrets émules... L'homme aux vêtements dégingolés qui gravit aux premières heures du 29 décembre les bords de la Somme, non loin d'Abbeville et à proximité d'un pont, paraît un anglais parfait. C'est du moins ce que les enquêteurs de la ville ont pu constater en un premier temps, avant d'apprendre par l'intermédiaire du Foreign Office, à Londres, que l'inconnu est un citoyen danois. L'homme serait né en Grande-Bretagne, posséderait la nationalité danoise et vivrait à Copenhague. Le porte-parole du Foreign Office n'a pas exclu qu'il puisse avoir la double nationalité britannique et danoise.

De son côté, la police britannique l'a identifié, mardi soir, 2 janvier, comme un patient qui a disparu, la semaine dernière, d'un hôpital psychiatrique de Colchester, dans l'Essex (est de l'Angleterre). Un porte-parole de la police locale a affirmé ne pas connaître son identité, précisant, lui aussi, qu'il paraît un anglais parfait.

L'homme a débarqué le 19 décembre dernier à Har-

wich (est de l'Angleterre) d'un ferry en provenance de Göteborg (Suède), sans argent, sans bagages et sans papiers. A son arrivée, il a déclaré aux policiers qu'il ne savait pas qui il était ni comment il était arrivé en Grande-Bretagne.

Après avoir été interrogé par la police, qui a consulté Interpol, il avait été admis à l'hôpital de Colchester pour des examens psychiatriques le 22 décembre. Le lendemain, il disparaissait de l'établissement. « D'après les photos que nous avons prises ici et les descriptions que nous avons eues en mesure de donner, nous savons, désormais, que l'homme d'Abbeville et l'homme de Harwich sont une seule et même personne », a affirmé le porte-parole de la police.

A Abbeville, l'homme sans nom avait été découvert, vendredi 29 décembre, vers 4 h 30, par un travailleur de nuit, qui le conduisit à l'hôpital. Le voyageur, âgé d'une quarantaine d'années, cheveux noirs et ses, yeux bleus, d'une taille de 1,80 mètre, vêtu de beige, n'avait rien d'un clochard. Aux bons soins des médecins, il se requinquait, et sourit même. Mais de pétrolyme, aucun.

S'appelle-t-il « Richard Cross » comme il le croit un instant, ou plutôt « Jackson » ? Nul ne sait...

En Côte-d'Or

Saccage d'une discothèque

Une centaine de jeunes gens ont saccagé une discothèque de Beaune (Côte-d'Or), dans la nuit de la Saint-Sylvestre. Furieux de ne pas avoir été admis dans l'établissement, ils se sont regroupés et ont commencé à incendier une des portes de la boîte de nuit. Tandis que les pompiers maîtrisaient ce début d'incendie, les jeunes gens se

sont précipités à l'intérieur du Kiss, dans lequel se trouvaient un millier de clients.

Bar, bouteilles et matériel de sonorisation ont été saccagés; les dégâts sont estimés à près de 2 millions de francs. Un groupe de perturbateurs s'en est pris au patron du Kiss, M. Pierre Nerbolier, sérieusement malmené jusqu'à l'arrivée des policiers. En lui portant secours, un inspecteur de la police, M. Bernard Guérin, fut à son tour frappé et sérieusement blessé. Une plainte a été déposée par le directeur de l'établissement.

Ces incidents de Beaune font écho à l'attaque d'une autre discothèque, cette fois la nuit du réveillon, dans la banlieue grenobloise (le Monde du 3 janvier), par des jeunes qui avaient eux aussi été interdits d'entrée.

EN BREF

■ Tuerie de Castelviel : Ludovic Andouit en hôpital psychiatrique. — Inculpé de paricides et homicides volontaires (le Monde du 31 décembre 1989-1^{er} janvier 1990). Ludovic Andouit, vingt-sept ans, l'auteur présumé de la tuerie de Castelviel (Gironde), a été placé dans un établissement psychiatrique, où il doit subir des examens.

■ Identification d'un chauffard meurtrier présumé d'un gendarme. — Un avis de recherche national a été lancé par la gendarmerie d'Angoulême (Charente) pour tenter de retrouver le chauffard qui a mortellement blessé le maréchal des logis-chef Alain Levasseur, lors d'un contrôle à La Rochefoucauld (le Monde du 2 janvier). La gendarmerie a retrouvé, samedi, le véhicule qui fut le gendarme au moment où celui-ci tentait de l'intercepter. Il s'agit d'une Audi, abandonnée dans un champ à 2 kilomètres de La Rochefoucauld, dont le propriétaire est M. Didier Granet, vingt-cinq ans, originaire de La Rochelle (Charente-Maritime), sans profession. Le jeune homme, qui transportait au moment des faits sa demi-sœur et une fille de sept ans, a volé une 4 L pour les ramener à leur domicile, puis a pris la fuite. Les recherches sont restées depuis sans résultats.

■ Le Resto du cœur de Narbonne cambriolé. — Toutes les denrées alimentaires du Resto du cœur de Narbonne (Aude) ont disparu dans la nuit du lundi 1^{er} au mardi 2 janvier après le cambriolage avec effraction du pavillon où elles étaient entreposées. Ce Resto du cœur, qui travaille quotidiennement six cents personnes depuis le début de l'hiver, bénéficiera désormais d'une surveillance policière.

■ Remise en service du réacteur n° 1 de la centrale de Nogent. — La remise en service du réacteur de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine (Aube), à l'arrêt — pour rechargement, puis pour raison technique — depuis le 22 avril 1989, a été remise en service mardi 2 janvier. D'une puissance de 1 300 mégawatts, les deux tranches de cette centrale à eau pressurisée avaient été respectivement coupées au réseau électrique en octobre 1987 et décembre 1988.

■ Le Resto du cœur de Narbonne cambriolé. — Toutes les denrées alimentaires du Resto du cœur de Narbonne (Aude) ont disparu dans la nuit du lundi 1^{er} au mardi 2 janvier après le cambriolage avec effraction du pavillon où elles étaient entreposées. Ce Resto du cœur, qui travaille quotidiennement six cents personnes depuis le début de l'hiver, bénéficiera désormais d'une surveillance policière.

■ Le Resto du cœur de Narbonne cambriolé. — Toutes les denrées alimentaires du Resto du cœur de Narbonne (Aude) ont disparu dans la nuit du lundi 1^{er} au mardi 2 janvier après le cambriolage avec effraction du pavillon où elles étaient entreposées. Ce Resto du cœur, qui travaille quotidiennement six cents personnes depuis le début de l'hiver, bénéficiera désormais d'une surveillance policière.

■ Le Resto du cœur de Narbonne cambriolé. — Toutes les denrées alimentaires du Resto du cœur de Narbonne (Aude) ont disparu dans la nuit du lundi 1^{er} au mardi 2 janvier après le cambriolage avec effraction du pavillon où elles étaient entreposées. Ce Resto du cœur, qui travaille quotidiennement six cents personnes depuis le début de l'hiver, bénéficiera désormais d'une surveillance policière.

■ Le Resto du cœur de Narbonne cambriolé. — Toutes les denrées alimentaires du Resto du cœur de Narbonne (Aude) ont disparu dans la nuit du lundi 1^{er} au mardi 2 janvier après le cambriolage avec effraction du pavillon où elles étaient entreposées. Ce Resto du cœur, qui travaille quotidiennement six cents personnes depuis le début de l'hiver, bénéficiera désormais d'une surveillance policière.

THÉÂTRE

Quatre maisons de la culture en difficulté

La maison de la culture de La Rochelle est fermée officiellement depuis le 31 décembre dernier. Cette décision, conjointe des tutelles locales et nationales, fait suite au dépôt de bilan de l'association, en date du 4 octobre dernier, et à la liquidation de ses biens décidée le 8 décembre par le tribunal de grande instance de la ville.

Quatre audits consécutifs ainsi qu'un rapport de l'inspection générale de l'administration ont révélé un passif de onze millions de francs contre lequel le dernier directeur de l'institution, M. Jacques Cousinnet, arrivé l'été de 1988 en pleine crise financière, n'avait rien pu, malgré une politique artistique ambitieuse mais tardive.

Le ministère de la culture n'a pas voulu éponger un déficit important en puisant sur les crédits nouveaux de 1990 pour le théâtre public, crédits qu'il préfère consacrer aux établissements mieux en forme. De son côté, la ville de La Rochelle, dirigée par M. Michel Crépeau (MRG), n'avait pas caché son intention de changer la destination d'un bâtiment situé en plein centre-ville et qu'elle ne maîtrisait pas complètement.

« La ville et l'Etat ont décidé de créer conjointement une mission d'étude et de préfiguration ayant pour objet de déterminer l'utilisation future du bâtiment et une nouvelle structure administrative à même de globaliser la politique culturelle de La Rochelle ainsi que les rapports futurs de l'Etat et des collectivités locales », nous a expliqué, le mardi 2 janvier, Bernard Faivre d'Arzier, directeur du théâtre au ministère de la culture. La maison de la culture abritait en effet la compagnie chorégraphique de Régine Chopinot, l'ensemble

musical Ars Nova et collaborait avec plusieurs événements ponctuels comme les Francofolies et le Festival du film de La Rochelle.

Trois autres maisons de la culture traversent aujourd'hui une crise financière. Le directeur du théâtre receveur, le lundi 8 janvier, les responsables politiques et artistiques de Reims (15 millions de francs de déficit). Le 19 janvier, il se rendra à Nevers pour rencontrer le maire de la ville, M. Pierre Bérégovoy, afin de mettre en place une structure nouvelle qui engloberait la maison de la culture et le théâtre municipal dont la direction est confiée à André Curmy, ancien directeur du centre de développement culturel de Saint-Cyr-l'École, dans les Yvelines.

Après deux mois d'investigation sur place, Emmanuel de Vercourt a finalement renoncé à diriger la maison de la culture du Havre (2 millions de déficit), n'ayant pas obtenu des tutelles l'argent qu'il demandait pour rétablir une politique artistique ambitieuse. Le conseil d'administration de la maison devait se réunir ce mercredi 3 janvier pour choisir un successeur.

Enfin, le metteur en scène Vincent Collin, ancien élève de l'Essec qui a travaillé plusieurs années avec le compositeur Georges Aperghis dans le cadre de l'Atton de Bagnolet, vient d'être élu directeur par le conseil d'administration du centre d'animation culturelle de Cergy-Pontoise.

O. S.

Lire dans notre supplément « Arts et spectacles » un entretien avec Bernard Faivre d'Arzier et les articles consacrés à la situation des scènes publiques et privées françaises.

Recettes records dans les salles de cinéma d'Amérique du Nord

Les ventes de places de cinéma en 1989 en Amérique du Nord ont, pour la première fois, franchi la barre des 5 milliards de dollars de recettes contre 4,45 milliards en 1988. Quatre cent quarante-sept films ont été distribués aux Etats-Unis et au Canada, ce qui correspond à une baisse de 13 % par rapport à l'année précédente.

Ce record de recettes s'explique avant tout par la

réussite de trois films à gros budget : *Batman* (25,1 millions de dollars), *Indiana Jones et la Dernière Croisade* (19,6 millions) et *L'Arme fatale 2* (14,7 millions). La Palma d'or de Cannes, *Sexa, mensonge et vidéo*, de Steven Soderbergh, a réalisé 24 millions de dollars de recettes, et *Femmes au bord de la crise de nerfs*, de Pedro Almodovar, 7 millions. — (AFP.)

CULTURE

Trois disparitions

Le créateur de mode Patrick Kelly

Le styliste américain Patrick Kelly est décédé lundi 1^{er} janvier à Paris des suites d'une longue maladie. Il était âgé de trente-sept ans.

Il aimait les poupées, les félins, le poulet frit et la tour Eiffel. Patrick Kelly était le seul Américain admis au sein de la Fédération parisienne des couturiers et des créateurs. Né en 1952 à Vicksburg (Mississippi), où sa mère était institutrice, il décida à dix-huit ans de se consacrer à sa passion en trouvant à Atlanta (Georgia) un emploi dans la confection. Arrivé à Paris en 1979, il vend ses premiers modèles, cousus de ses mains, sur les trottoirs de Saint-Germain-des-Près avant de les diffuser chez

Cleveland, qui lui fournit son billet d'avion Atlanta-Paris. Patrick Kelly, installé juste en face d'Alain, dirige alors une maison qui emploie vingt personnes rue du Parc-Royal. Elle réalisera un chiffre d'affaires de plus de 7 millions de dollars (40 millions de francs).

Ondulant au rythme de *Real Love*, ou de *I need a Rolla Royce to make my Honeymoon*, la femme, habillée par Patrick Kelly tient de la parisienne rêvée et de l'héroïne de *Miami Vice*. Au chic préséant du tailleur noir, largement épaulé, le benjamin de la couture avait le don d'associer des toques et des étoles en linceul orange, des bodys de dentelle paillonnée. A sa façon, Patrick Kelly rendait hommage à son idole Joséphine Baker avec des maillots bordés d'autruche fluo, des combinaisons à imprimés léopard, des escarpins de « revue ». Dans l'univers un peu hermétique et confiné de la mode parisienne, il détonait avec sa casquette de base-ball, sa veste salopette en jean, son cœur gros comme ça qui lui faisait verser des larmes après chaque défilé. Il avait dédié sa dernière collection à sa mère et à sa grand-mère.

LAURENCE BENAÏM

La modiste Lilly Daché

Modiste du Tout-Hollywood, Lilly Daché est morte dimanche 31 décembre 1989 à Louveciennes, près de Paris. Elle était âgée de quatre-vingt-deux ans. Célébre pour ses turbans drapés, cette Française américaine avait coiffé Sonja Henie, Audrey Hepburn, Carole

Lombard, Mariette Dietrich à l'époque où les chapeaux avaient tant d'importance, quelquefois plus, que les toilettes.

Le nom de Lilly Daché restera associé à celui d'autres modistes célèbres : John Frederick, Walter Florent, Laddie Northridge et Sally Victor.

Le sculpteur Scott Burton

Le sculpteur américain Scott Burton est mort du sida à New York, le vendredi 30 décembre. Il était âgé de cinquante-neuf ans.

On doit à Scott Burton des meubles monumentaux en granit, œuvres massives de plusieurs tonnes, « tables concrètes », « bancs pour dix », taillés aux mesures du gigantisme américain et installés dans les buildings et parcs de Baltimore, Minneapolis, Cambridge, Pitts-

burg. Il avait notamment réalisé l'aménagement de l'extension du Whitney Museum à New York en 1985. Exposé régulièrement depuis 1980 à la Max Protetch gallery de New York, Scott Burton avait fait l'objet de rétrospectives à Londres, Stuttgart, Düsseldorf. A l'automne dernier, la galerie d'actualité du Musée des arts décoratifs (le Monde du 8 novembre 1989) lui rendait hommage.

COMMUNICATION

A partir du lundi 8 janvier

Une « grille » libre pour France-Inter

Le mot « grille » fait horreur à Pierre Bouteiller. Ce qu'il implique de « contraignant, d'enfermé, de carcéral », est, dit-il, « à l'opposé de l'esprit de liberté, qui est celui de France-Inter », la radio de service public n'ayant de compte à rendre « à personne, sauf aux auditeurs ». Et de revendiquer comme la principale richesse d'Inter cette liberté, dont l'exercice, clame-t-il, doit être pratiqué « sans aucune limite ».

Va pourtant pour le mot grille, puisqu'il fait partie du jargon, et que c'est bien sa réforme que le directeur des programmes d'Inter — nommé après le départ d'Eve Ruggieri sur la 2 — a peaufiné ces dernières semaines pour l'annoncer le mercredi 3 janvier et la lancer le lundi 8. Une réforme qui voit l'arrivée d'anciens complices de Pierre Bouteiller et doit augurer d'un ton très cohérent, volontiers caustique et insolent.

A Marcel Jullian, qui avait créé l'émission nationale « Ecran total » (9 heures-10 heures) consacrée à la télévision suédoise (après l'intermède bref de Jacques Chancel) Alain de Sédouy et Kathleen Evin, décidés à élargir le champ de couverture du magazine et à composer des débats de société. Pierre-Yves Guillen, qui avait six minutes chaque semaine pour traiter des nouveautés de la société de consommation, en aura désormais trois cents. Son émission « Piment rose » (11 heures-12 heures) traitera

de shopping et d'objets inutiles, de théâtre, de revue, avec le ton du « superflu ».

Jean-Pierre Derrien, dans « Apoc'croches » (16 heures-17 heures), prendra, dit-on, le parti de faire aimer la musique classique sur une station de grande audience « sans qu'il y ait de chef d'Etat ou catéchisme planétaire ». Entre 17 heures et 18 heures, Philippe Denis proposera aux adolescents un magazine illustré quotidien — « 17 Express » — avec de la musique et les reportages et chroniques d'une poignée de complices sur la même longueur d'ondes.

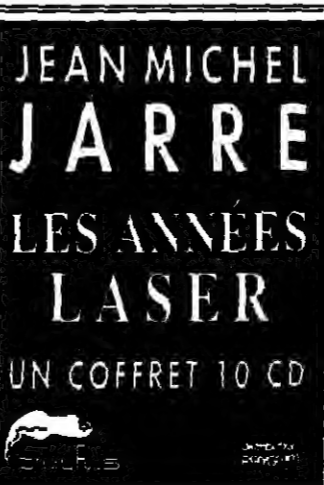
L'arrivée de Bernard Rapp

Le samedi, Bernard Rapp — qui quitte Europe 1 — accueillera des auteurs et parlera de littérature avec « Les mots pour le lire » (10 heures-11 heures) et la participation de Michel Polac du fond de sa « retraite » cévenole. Mais la matinée claque bien de tourner au délire à l'arrivée de Gérard Lefort, qui, en toute simplicité, propose « révolutionner l'histoire de la radio-folle » avec un titre qui sonne comme un programme « Passer les bornes y'a plus de limites ! » (11 heures-12 heures). Voilà pour les recrues. Restent bien sûr les fidèles : Claude Villers, dans une émission qui devrait lui aller comme un gant (« Qu'est-ce qu'on

attend pour vivre mieux ? » de 10 heures à 11 heures tous les jours), Philippe Aubert (« Ambitions » de 18 heures à 19 heures), José Arzur...

A signaler aussi trois modifications dans les programmes d'information. D'abord l'arrivée d'Albert du Roy, qui interrogera chaque matin, avec Amette Ardissou, à 8 h 20 une personnalité spécialisée par l'actualité. Ensuite la spécialisation de Bernard Briguelet, l'ex-intervieweur matinal, sur le nouvel espace européen. Enfin, François Foucart animera, chaque dimanche soir, un « Carrefour des religions » ouvert à toutes les confessions.

A. Co.



Les vingt-cinq lauréats de l'Académie Carat-Espace

Talents d'avenir pour les écrans d'Europe

Stella est grecque, Hannelore est danoise, Ulrike est allemande, Mercedes espagnole. La première est brune, les autres blondes. La plus jeune a vingt-cinq ans, la plus âgée vingt-sept. Leurs études vont des lettres au droit et au cinéma. Mais, pendant un an, un objet va les réunir : la télévision. Toutes quatre font en effet partie des vingt-cinq lauréats de l'Académie Carat-Espace, fondée par le groupe de conseil en médias du même nom pour être une pépinière de « futurs talents de l'audiovisuel européen » : onze filles et quatorze garçons, treize Français et douze étrangers, recrutés d'une sélection draconienne parmi mille candidatures venues de toute l'Europe.

Stella, réalisatrice, metteur en scène, scénariste, a plusieurs films à son actif, dont un long métrage. Elle applaudit à la naissance de télévisions privées en Grèce, espérant sans doute que ce vent nouveau secouera la tarpe d'une télévision hellénique où le clientélisme politique est plus efficace que le talent pour forger une carrière.

Ulrike doit à sa mère de participer à cette aventure : c'est elle qui lui a fait connaître l'existence de l'Académie, en lui envoyant une coupure de presse. Car Ulrike travaille au Japon, pour la radio de la NHK, après des études littéraires et un passage au quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. Aussi à l'aise en Asie qu'en Europe, cette citoyenne du monde rêve de développer des affaires à cheval sur plusieurs continents.

Pour Mercedes aussi, les frontières ne sont plus des obstacles depuis longtemps. Mais les droits nationaux restent vivaces, et cette juriste, formée en partie à la Sorbonne, sait que la télévision européenne de demain aura besoin de jongler avec les règlements. Quant à Hannelore, photographe et cadreur pour la seconde chaîne danoise, elle veut élargir ses horizons, apprendre au contact des professionnels de grandes chaînes.

Brassage

A partir de la mi-janvier, et pour un an, Stella et les autres seront payés par l'Académie (le budget total alloué par Carat-Espace est d'environ 25 millions de francs) et pourront commencer à réaliser leurs projets. Au menu, des stages de langue et d'information, les séminaires de l'Institut Multimédia, un voyage d'études aux Etats-Unis et, surtout, une formation personnalisée avec un directeur de projet par étudiant, choisie parmi les meilleurs professionnels français de l'audiovisuel.

L'un pourra peaufiner son projet de chaîne européenne d'informations, l'autre s'initier aux ficelles de la production, un troisième parfaire son talent de scénariste. Gestion, création, marketing, droit, journalisme, tous les métiers sont au générique de cette académie que dirige M. Martin Even, et qui devrait favoriser le brassage des personnes, des idées et des images.

M.C.I.

CHRONOLOGIE

1989 dans le monde

par ÉDOUARD MASUREL

ÉTRANGER

JANVIER

1. - ISRAËL : Treize Palestiniens sont expulsés vers le Liban sud alors que le soulèvement dans les territoires occupés entre dans son quatorzième mois.

4. - ÉTATS-UNIS - LIBYE : La destruction de deux Mig-23 libyens, abattus par deux F-14 américains au-dessus de la Méditerranée, au large des côtes libyennes, provoque une vive tension alors que les États-Unis accusent la Libye de fabriquer des armes chimiques dans l'usine de Rabta. Cependant Washington et Tripoli estiment, le 11, que « l'incident est clos » et la controverse se déplace vers le RFA, où le gouvernement de Bonn est contraint de reconnaître que des firmes occidentales ont participé à la construction de l'usine de Rabta.

6-7. - AFGHANISTAN : De nouvelles négociations entre Moscou et la résistance échouent à Islamabad (Pakistan). Les jours suivants, le retrait des troupes soviétiques, interrompu depuis deux mois, reprend.

10-15. - AFRIQUE AUSTRALE : Trois mille des cinquante mille soldats cubains quittent l'Angola pour regagner leur pays. A la fin du mois, l'armée sud-africaine annonce son retrait de Namibie.

12. - FRANCE-ALGÉRIE : Gaz de France et la Sonatrach signent à Alger un accord sur un prix de compromis pour le gaz algérien, qui met fin à plus de deux ans de contentieux. Le 8, Paris avait accordé 7 milliards de francs de crédits à Alger.

19. - FINANCES MONDIALES : Une hausse des taux (de 3,5 % à 4 % en RFA ; de 7,75 % à 8,25 % en France) ainsi que les interventions massives des banques centrales européennes et américaines permettent de freiner temporairement la hausse du dollar, qui est monté à 1,86 DM, 129 yens et 6,38 F. Le 24 février, le taux d'escompte américain est relevé de 6,5 % à 7 %.

20. - ÉTATS-UNIS : Le président George Bush prend ses fonctions en évoquant, dans son discours inaugural, la « nouvelle brise » qui va souffler sur « un monde rafraîchi par la liberté ».

FÉVRIER

1. - 3. - FRANCE-INDE : M. Mitterrand se rend en visite officielle en Inde. Le 3, à Bombay, il donne le coup d'envoi de « l'année de la France en Inde ».

2. - PARAGUAY : Le général Alfredo Stroessner, président d'un régime dictatorial depuis 1954, est renversé par un soulèvement militaire mené par son ancien bras droit, le général Andres Rodriguez, qui s'engage à « restaurer la démocratie ». Le 1^{er} mai, le général Rodriguez est élu président avec 74,18 % des suffrages.

5-6. - FRANCE-IRAN : M. Roland Dumas se rend à Téhéran pour la première visite d'un ministre français au régime islamique au pouvoir depuis dix ans.

14. - IRAN : L'imam Khomeiny ordonne que soit « exécuté rapidement » l'écrivain britannique d'origine indienne Salman Rushdie, dont le quatrième roman, *Les Versets sataniques*, « offense l'islam, le Prophète et le Coran ». Cet appel au meurtre suscite une indignation générale en Occident et une vive tension entre l'Iran et les pays de la CEE. La Grande-Bretagne et l'Iran rompent, le 7 mars, leurs relations diplomatiques. En revanche, les ministres des affaires étrangères des Douze autorisent, le 20 mars, les onze pays de la CEE à renvoyer leurs ambassadeurs à Téhéran, après avoir décidé, le 20 février, leur rappel en consultation.

14. - NICARAGUA : A l'issue de la conférence des cinq chefs d'Etat d'Amérique centrale, réunie depuis le 13 à Costa-Rica (Salvador), le président Ortega annonce « un processus de démocratisation et de réconciliation nationale » ainsi que la tenue d'élections libres le 25 février 1990.

15. - AFGHANISTAN : Les troupes soviétiques, présentes depuis décembre 1979, achèvent leur retrait à la date prévue par les accords de Genève du 14 avril 1988. L'état d'urgence est instauré le 18 à Kaboul.

15. - SRI-LANKA : Aux élections législatives, le Parti national unifié du président Ranasinghe Premadasa remporte 125 des

225 sièges du Parlement, après une campagne électorale particulièrement sanglante.

17. - MAGHREB : Les cinq chefs d'Etat de l'Algérie, de la Libye, du Maroc, de la Mauritanie et de la Tunisie, réunis à Marrakech (Maroc) depuis le 15, signent le traité créant l'Union du Maghreb arabe afin d'accroître leur coopération économique.

23. - ALGÉRIE : Le « oui » recueille 73,43 % des suffrages exprimés au référendum sur la nouvelle Constitution, qui ne fait plus référence au socialisme et ouvre la voie au multipartisme.

24. - JAPON : Les funérailles de l'empereur Hirohito, décédé le 7 janvier, sont l'occasion, du 22 au 25, de multiples rencontres diplomatiques entre les nombreux chefs d'Etat et de gouvernement présents.

27. - VENEZUELA : Des émeutes éclatent après l'entrée en vigueur d'un plan d'austérité, décidé sous la pression du FMI par le président Carlos Andres Perez, qui a pris ses fonctions le 2 février. Sévèrement réprimées, elles se poursuivent jusqu'au 2 mars, faisant entre trois cents et cinq cents morts.

général Michel Aoun, chef de l'armée et du gouvernement chrétiens. A partir du 21, le « réduit chrétien » est soumis à un blocus total par Damas et ses alliés libanais, tandis que les cessez-le-feu, à peine décrétés, sont rompus.

19. - SALVADOR : M. Alfredo Cristiani, candidat de l'ARENA (extrême droite), remporte l'élection présidentielle avec 53,82 % des suffrages exprimés. Il succède le 1^{er} juin au président démocrate-chrétien José Napoleon Duarte.

22. - ONU : Une « convention sur les mouvements transfrontières de déchets dangereux » est approuvée par les délégations de cent quinze pays, réunis depuis le 20 à Bâle (Suisse) sous l'égide du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE).

24. - ÉTATS-UNIS : En Alaska, un pétrolier de 300 000 tonnes, l'*Exxon-Valdez*, s'échoue après avoir heurté un récif dans le baie du Prince-Guillaume, au sud du terminal pétrolier de

torze morts. Après la démission, fin juin, de M. Raul Alfonsín, M. Menem entre en fonctions le 8 juillet, avec cinq mois d'avance.

14. - ISRAËL : Le conseil des ministres approuve le « plan Shamir » prévoyant des élections dans les territoires occupés, où se poursuivent des affrontements avec l'armée : le 31, M. Rabin, ministre de la défense, établit à 472 Palestiniens tués et 10 000 blessés le bilan du soulèvement depuis décembre 1987.

15-18. - CHINE-URSS : La visite de M. Gorbatchev en Chine met fin à trente ans de brouille sino-soviétique, mais à Pékin, du 15 au 17, elle est profondément perturbée par les manifestations de soutien aux étudiants qui réclament plus de libertés et de démocratie en Chine.

16. - ÉTHIOPIE : Une tentative de coup d'Etat contre le président Mengistu échoue. Elle est suivie d'une vaste épuration de l'armée.

16. - LIBAN : Le cheikh Hassan Khaleel, chef religieux et politique de la communauté sunnite, est tué dans un attentat à la voiture piégée à Beyrouth.

JUIN

2. - JAPON : M. Sosuke Uno succède à M. Noboru Takeshita, premier ministre depuis novembre 1987, qui a dû démissionner le 25 avril après avoir été impliqué dans un scandale politico-financier.

3. - IRAN : Mort de l'imam Khomeiny, « guide de la révolution », à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Des millions de fidèles participent, le 6, à ses obsèques près de Téhéran dans un climat d'hystérie collective. Dès le 4, M. Ali Khamenei, chef de l'Etat arrivant au terme de son deuxième mandat, est élu « guide de la République islamique » par l'Assemblée des experts, tandis que, le 8, M. Hashemi Rafsanjani confirme sa candidature à l'élection présidentielle du 28 juillet.

9. - CEE : Les ministres de l'environnement des Douze parviennent à un accord sur des normes antipollution plus sévères pour les voitures de petite cylindrée à partir de 1992.

12. - ÉTATS-UNIS : Le président Bush, rompant avec la politique de déségulation prônée par M. Reagan, présente un plan de lutte contre la pollution de l'air.

13-14. - ONU : La conférence internationale sur les réfugiés indochinois, réunie à Genève, adopte un plan d'action qui prône le rapatriement volontaire des « boat people » vietnamiens et laotiens mais envisage, à terme, le principe de leur rapatriement forcé, réclamé par les pays de premier accueil.

15. - IRLANDE : Aux élections législatives anticipées, le Fianna Fail (nationaliste) de M. Charles Haughey, premier ministre depuis février 1987, n'obtient que 77 (-4) des 166 sièges du Parlement. M. Haughey forme le 12 juillet un gouvernement de coalition avec les démocrates progressistes qui ont 6 députés (-8).

18. - CEE : Les élections européennes, qui ont eu lieu le 15 dans cinq des douze pays, sont marquées par un fort taux d'abstention (41,5 % en moyenne). Trois groupes progressistes nettement en sursis : les socialistes, les écologistes et l'extrême droite. Par pays, trois résultats sont particulièrement notables : en RFA, le succès du Parti républicain, qui obtient 71 % des suffrages et 6 sièges, le plus haut score d'une formation d'extrême droite depuis la guerre. En Grande-Bretagne, la défaite des conservateurs de M^{re} Thatcher face aux travaillistes. En Espagne, le maintien des socialistes de M. González en dépit de l'agitation sociale.

20-23. - IRAN-URSS : M. Rafsanjani, président du Parlement iranien, est accueilli en URSS comme un chef d'Etat.

22. - ANGOLA : Un accord de cessez-le-feu est conclu à Gbadolite (Zaire), sous l'égide du président Mobutu, entre M. José Eduardo Dos Santos, président angolais, et M. Jonas Savimbi, chef des maquisards de l'UNITA. Les négociations de paix, qui s'ouvrent, le 28, afin de mettre fin à quinze ans de guerre civile, restent bloquées pendant les mois suivants.

27. - CEE : Le conseil européen, réuni les 26 et 27 à Madrid, affirme « sa détermination de réaliser progressivement l'union économique et monétaire », selon un calendrier qui reste indéfini. M^{re} Thatcher, qui approuve le compromis adopté, maintient son hostilité aux transferts de souveraineté prévus par le projet d'union monétaire.

30. - SOUDAN : Coup d'Etat militaire dirigé par le général Bechir qui forme, le 9 juillet, un gouvernement d'inspiration islamique.

JUILLET

5. - LIBAN : Une déclaration franco-soviétique réaffirmant l'indépendance et la souveraineté du Liban est publiée à Paris par MM. Gorbatchev et Mitterrand.

6. - ÉTATS-UNIS : M. Bush annonce l'annulation de la dette publique de seize pays africains parmi les plus démunis pour un montant d'un milliard de dollars.

6. - ISRAËL : Un attentat fait quatorze morts près de Jérusalem, un jeune Palestinien de Gaza ayant provoqué la chute dans un ravin d'un autobus israélien.

14. - SOMALIE : A Mogadiscio, des émeutes après l'arrestation de plusieurs imams sont sévèrement réprimées. Alors que des témoins parlent de centaines de victimes, le bilan officiel fait état de vingt-quatre morts.

Lire la suite en page 12

L'écrasement du « printemps de Pékin »



La déesse de la démocratie érigée par les étudiants place Tiananmen, le 29 mai.

Le 15 avril meurt Hu Yaobang, qui avait été démis en janvier 1987 de ses fonctions de secrétaire général du PC en raison de ses idées trop réformistes. Son décès est suivi à Pékin de nombreuses manifestations d'étudiants en faveur de la libéralisation du régime. En avril, ce mouvement culmine le 27, où, passant outre à l'interdiction de manifester, cinq cent mille jeunes défilent dans le centre de Pékin en scandant des slogans comme la corruption et pour la démocratie.

En mai, après de nouvelles manifestations, M. Zhao Ziyang, secrétaire général du PC, se déclare, le 5, partisan de « consultations étendues » avec les contestataires. A partir du 13, de deux à trois mille étudiants commencent une grève de la faim place Tiananmen afin d'obtenir l'ouverture du dialogue. Les jours suivants, des centaines de milliers de Pékinois viennent leur apporter leur soutien, paralysant la capitale et perturbant beaucoup la visite de M. Gorbatchev, du 15 au 17. Les 17 et 18, ils sont plus d'un million à envahir pacifiquement le centre de Pékin.

Le 19, M. Zhao Ziyang se rend à l'austral place Tiananmen et se montre conciliant à l'égard des étudiants, qu'il supplie de cesser leur mouvement. Le soir même, M. Li Peng, premier ministre, instaure la loi martiale à Pékin à partir du 20 et fait appel à l'armée pour rétablir l'ordre. Mais la population descend dans la rue pour empêcher

Valdez. Les 42 000 tonnes de brut échappées de ses soutes provoquent la plus importante marée noire jamais survenue en Amérique du Nord.

24. - ÉTATS-UNIS : Un accord est conclu entre M. Bush et le Congrès sur l'octroi d'une aide « humanitaire » de 4,5 millions de dollars par mois, pendant onze mois, pour les onze mille « contras » nicaraguayens basés au Honduras.

30. - FRANCE-CANADA : Paris et Ottawa concluent un accord qui met fin à un contentieux vieux de trois ans sur les droits de pêche au large de Terre-Neuve et de Saint-Pierre-et-Miquelon.

AVRIL

2-4. - CUBA-URSS : M. Gorbatchev, en visite officielle à Cuba, réaffirme la politique soviétique à l'égard de l'Amérique centrale.

4. - ESPAGNE : L'organisation séparatiste ETA rompt les conversations engagées à Alger avec le gouvernement espagnol et annonce la fin de la trêve observée depuis le 8 janvier. Tandis que les attentats reprennent, Madrid renforce la coopération antiterroriste avec Paris et Alger.

14. - LIBAN : A Beyrouth, de violents tirs d'artillerie sont échangés entre le secteur chrétien et le secteur musulman. C'est le début de la « guerre de libération » lancée contre « l'hégémonie et l'occupation syriennes » par le

18-21. - JORDANIE : Des émeutes contre les hausses de prix et la politique d'austérité font au moins huit morts.

22-23. - MAURITANIE-SÉNÉGAL : Des commerçants tenus par des Mauritaniens sont pillés à Dakar. A représailles, au moins deux cents Sénégalais sont massacrés, les 24 et 25, à Nouakchott et à Nouadhibou. Les 27 et 28, des dizaines de Mauritaniens sont tués à Dakar. A partir du 29, un pont aérien est mis en place pour rapatrier les émigrés des deux pays. Le 21 août, Dakar rompt ses relations diplomatiques avec Nouakchott, alors que 70 000 réfugiés ont été rapatriés au Sénégal et 170 000 en Mauritanie.

MAI

7. - PANAMA : Les élections présidentielle et législatives sont suivies de fraudes massives, organisées par les partisans du général Noriega pour modifier les résultats favorables à l'opposition. Le 10, les élections sont annulées malgré les protestations de l'opposition et des États-Unis. Le 1^{er} septembre, un nouveau président est installé par le général Noriega.

14. - ARGENTINE : M. Carlos Menem (péruvien) remporte l'élection présidentielle avec 49,2 % des suffrages. Du 29 au 31, des émeutes contre les nouvelles mesures d'austérité font que-

l'entrée des soldats dans Pékin et, les jours suivants, l'armée reste sur la réserve : dans le secret des palais officiels, partisans et adversaires de la répression s'affrontent.

Mais, en juin, dans la nuit du 3 au 4, l'armée intervient massivement dans le centre de Pékin avec des chars et des mitrailleuses lourdes. La violence de la répression contre une foule désarmée suscite une vive réprobation dans le monde entier, sauf à Berlin-Est. Des milliers de personnes sont victimes de ce « nettoyage » de la capitale, mais les bilans officiels ne parlent que de deux cents morts civils et de « dizaines » de soldats tués. La « normalisation » qui s'ensuit est particulièrement sévère, malgré les pressions des Occidentaux : des sources dissidentes évaluent, en août, le nombre des tués lors d'affrontements à plus de dix mille dans toute la Chine, celui des arrestations à plus de cent mille et celui des exécution à près de dix mille.

Le 9 juin, M. Deng Xiaoping félicite les militaires d'avoir écrasé la « rébellion contre-révolutionnaire », mais appelle à la poursuite de la politique de réformes économiques et d'ouverture sur le monde extérieur. La destitution de M. Zhao Ziyang, secrétaire général du parti, est entérinée le 24 par le comité central du PC, qui nomme M. Jiang Zemin, secrétaire du parti à Shanghai, pour le remplacer. M. Li Peng reste premier ministre.

20. - FRANCE-ÉTATS-UNIS : M. Mitterrand est reçu par le président Bush dans sa résidence de Kennebunkport (Maine).

23-26. - SOMMET ARABE : L'Égypte fait son retour officiel au sein de la Ligue arabe à l'occasion du cinquième sommet arabe extraordinaire, réuni à Casablanca (Maroc). Un comité tripartite (Algérie, Arabie saoudite, Maroc) est chargé d'une mission de médiation au Liban, où la Syrie voit légitimer son rôle et sa présence.

24. - SÉNÉGAL : Lors du troisième sommet francophone qui rassemble à Dakar, du 24 au 26, les représentants de quarante-cinq États ou communautés utilisant le français, M. Mitterrand annonce que Paris va renoncer sans conditions aux 16 milliards de francs de dette publique dus par trente-cinq États africains.

26. - FINANCES MONDIALES : La Banque du Japon décide de porter à 3,25 % son taux d'escompte, bloqué depuis février 1987 à son plus bas niveau historique de 2,5 %. Malgré les interventions massives des banques centrales, le dollar continue à monter jusqu'à 2,04 DM, 151 yens et 6,92 F le 15 juin. Ensuite, il baisse un peu grâce à une nouvelle hausse des taux en Europe annoncée le 29 juin.

Éditions

de Patrick Kelly

Weekend, qui lui donne une vision d'Atlanta-Panama. Kelly, installé dans une villa à Falmouth, dirige alors une équipe de cinq personnes pour la production de la série. Elle réalise, en outre, de nombreuses émissions d'affaires de plus de 40 minutes (40 minutes en France).

Ondalant au rythme de son Low, on se sent en train de vivre une aventure. Kelly, installé dans une villa à Falmouth, dirige alors une équipe de cinq personnes pour la production de la série. Elle réalise, en outre, de nombreuses émissions d'affaires de plus de 40 minutes (40 minutes en France).

LAURENCE GENAIN

Lilly Daché

Lombard, Mariène Dumas, l'époque où les chapitres de l'histoire d'importance, souvent plus, que les autres.

Scott Burton

burg. Il avait notamment l'organisation de l'événement Whitney Museum à New York 1985. Exposé régulièrement entre 1980 et la Max Protectors à New York, Scott Burton a été l'objet de rétrospectives à Stuttgart, Düsseldorf, Amsterdam, la galerie d'art de la ville de New York.

sur les écrans d'Europe

Pour Mercedes BLUM, qui ne sont plus des films de propagande. Mais les films de propagande, c'est ce qu'elle aime, pas que la télévision, mais aussi le cinéma.

Ressage

A partir de la mort de son oncle, elle a écrit un roman, *Le Ressage*, qui raconte l'histoire d'un homme qui se réveille un jour et découvre qu'il a été ressuscité.

L'histoire d'un homme qui se réveille un jour et découvre qu'il a été ressuscité. L'histoire d'un homme qui se réveille un jour et découvre qu'il a été ressuscité.

1989 DANS LE MONDE

ÉTRANGER

Suite de la page 11

14. — **EUROPE** : Le LEP, le plus grand accélérateur de particules du monde, est mis en marche sur la frontière franco-suisse.

28. — **ÉTATS-UNIS** : M. Bush annonce, vingt ans après les premiers pas d'un homme sur la Lune, l'envoi d'une mission humaine sur Mars vers les années 2020.

23. — **ITALIE** : M. Giulio Andreotti succède à M. Ciriaco De Mita, qui avait démissionné le 19 mai, à la tête d'un gouvernement qui reconstruit la coalition de cinq partis dirigée par la Démocratie chrétienne.

23. — **JAPON** : La formation au pouvoir depuis 1955, le Parti libéral-démocrate (conservateur), subit une défaite aux élections sénatoriales. Dès le 24, M. Sosuke Uno, premier ministre depuis le 2 juin, annonce sa démission. Il est remplacé, le 9 août, par M. Toshiki Kaifu.

23. — **MEXIQUE** : Un accord est conclu avec les banques créancières prévoyant une réduction de 35 % des 54 milliards de dollars de dettes commerciales. Il s'agit de la première application du plan Brady, présenté le 10 mars par le secrétaire américain au Trésor.

25. — **CEE** : M. Enrique Barón Crespo, socialiste espagnol, est élu président du Parlement européen.

28. — **IRAN** : M. Hachemi Rafsanjani, président du Parlement depuis 1980, est élu chef de l'État, avec 94,51 % des suffrages et obtient, par référendum, des pouvoirs renforcés. Dès son entrée en fonction, le 17 août, il affiche son pragmatisme et se donne pour priorité le redressement économique du pays.

28. — **LIBAN** : Dans le sud du pays, un commando hébreu israélien enlève le cheikh Abdel Karim Obeid, un responsable du Hezbollah pro-iranien. En représailles, une organisation chiite extrémiste annonce, le 31, la pendaison du lieutenant-colonel américain William Higgins, enlevé le 17 février 1988 au Liban. Le 4 août, M. Rafsanjani, président élu iranien, propose d'« aller » à Washington à résoudre l'affaire des otages du Liban, si les États-Unis « renoncent à recourir à la force ». Cette offre de « dialogue » permet d'apaiser la tension due aux menaces lancées contre d'autres otages américains : le 6, les extrémistes chiites libanais acceptent d'envisager l'échange d'otages occidentaux contre des détenus chiites en Israël.

30. — **CAMBODGE** : La conférence internationale sur le Cambodge s'ouvre à Paris. Elle est suspendue le 30 août sans que les quatre parties khmères soient parvenues à un accord.

AOÛT

7. — **NICARAGUA** : Les cinq chefs d'État d'Amérique centrale, réunis depuis le 5 à Tela (Honduras), signent un accord qui prévoit le démantèlement des « contras » nicaraguayens dans un délai de quatre mois.

10-14. — **LIBAN** : A Beyrouth, les duels opposant l'artillerie de la Syrie et de ses alliés libanais à celle du général Aoun, chef du gouvernement militaire chrétien, atteignent une violence sans précédent. L'ONU, la France et l'URSS multiplient les actions diplomatiques afin de tenter de faire cesser les combats.

14. — **AFRIQUE DU SUD** : M. Pieter Botha, au pouvoir depuis 1978, renonce à ses fonctions de président de la République, après un conflit avec son successeur désigné, M. Frederik De Klerk. Ce dernier, devenu, le 15, chef de l'État par intérim avant d'être élu officiellement le 14 septembre, confirme ses intentions réformatrices et sa volonté de supprimer l'apartheid.

18. — **COLOMBIE** : Le président Virgilio Barco décide une « guerre totale » contre les narcotrafiquants, après l'assassinat de Luis Carlos Galán, favori des sondages pour l'élection présidentielle de 1990. Les semaines suivantes, tandis que les États-Unis annoncent une aide d'urgence de 65 millions de dollars, les attentats revendiqués par la mafia de la drogue se multiplient.

19-20. — **ESPAGNE** : Cinq cent mille jeunes pèlerins de soixante pays acclament Jean-Paul II à Saint-Jacques-de-Compostelle.

25. — **ESPAGNE** : La sonde américaine Voyager-2, lancée en 1977, transmet des images et de nombreuses informations sur Neptune et son satellite Triton.

31. — **LIBYE-TCHAD** : Un « accord cadre » est signé à Alger, mettant fin à plus de seize ans de conflit. Il prévoit le règlement pacifique du contentieux territorial sur la bande d'Aouzou, annexée par la Libye en 1973.

SEPTEMBRE

5. — **ÉTATS-UNIS** : M. Bush présente un vaste plan de lutte contre la drogue, doté de 7,9 milliards de dollars, dont 70 % consacrés à la répression.

6. — **AFRIQUE DU SUD** : Aux élections législatives, le Parti national (centre droit), au pouvoir depuis 1948, conserve de justesse la majorité absolue avec 93 (-30)

des 166 sièges, contre 39 (+17) au Parti conservateur (droite) et 33 (+13) au Parti démocrate (centre gauche). Une grève, décidée par les syndicats noirs et les mouvements anti-apartheid, exclus du scrutin, est largement suivie.

6. — **PAYS-BAS** : Aux élections législatives anticipées, le Parti chrétien-démocrate (CDA) de M. Ruud Lubbers conserve 54 des 150 sièges du Parlement. M. Lubbers, chef d'un gouvernement de centre-droite depuis 1982, forme le 7 novembre, avec les socialistes du PVDA (49 sièges), un cabinet de centre-gauche.

11. — **NORVÈGE** : Les élections législatives sont marquées par le recul des partis traditionnels. M. Jan Syse, chef du Parti conservateur, devient premier ministre le 16 octobre, à la tête d'une coalition tripartite de centre-droit qui ne dispose que de 62 des 165 sièges du Parlement. Il succède à M. Gro Harlem Brundtland, chef d'un gouvernement minoritaire travailliste depuis mai 1986.

15. — **SALVADOR** : Un accord sur un calendrier de négociations est conclu entre des représentants du gouvernement et de la guérilla d'extrême gauche. Mais le dialogue engagé est rompu le 2 novembre.

16. — **LIBAN** : Le comité tripartite arabe (Algérie, Arabie saoudite, Maroc) rend public un plan de paix qui propose des réformes politiques, mais qui n'envisage pas le retrait des troupes syriennes du Liban avant au moins deux ans. Pourtant, le 22, le général Aoun, chef du gouvernement militaire chrétien, décide d'accepter ce plan. Le cessez-le-feu entre alors en vigueur à Beyrouth, après six mois de combats qui ont fait près de mille morts et de cinq mille blessés.

17-18. — **AMÉRIQUE** : Le cyclone Hugo, après avoir dévasté la Guadeloupe, s'abat sur plusieurs autres îles des Antilles, puis, le 22, sur la Caroline du Sud, aux États-Unis.

18. — **SRI-LANKA** : Colombo obtient que New-Delhi s'engage à retirer avant le 31 décembre les 45 000 hommes de la force de paix indienne qui, depuis plus de deux ans qu'elle est installée dans le nord de l'île, n'est pas parvenue à mettre fin à la guérilla séparatiste tamoule.

19. — **NIGER** : Le DC-10 d'UTA Brazzaville-Paris explose en vol au-dessus du désert nigérien du Ténéré, peu après son décollage de Ndjamena. Les 171 personnes à bord sont tuées. L'enquête, menée par les services français, confirme qu'il s'agit d'un attentat avant de s'orienter vers des pistes proche-orientales.

19. — **RELIGIONS** : Le Vatican met fin à plus de deux mois de polémique entre juifs et catholiques à propos du carnal d'Auschwitz en demandant le respect des accords signés en février 1987, à Genève, sur le transfert des carmelites dans le centre d'information, de rencontres et de prières sur la Shoah, qui sera construit à l'extérieur du camp de concentration.

21. — **ARABIE SAOUDITE** : Seize chutes kamikazes, arrêtées en juillet après des attentats à La Mecque pendant le pèlerinage annuel, sont exécutées.

22. — **GRANDE-BRETAGNE** : Dix personnes sont tuées à Deal (Kent) dans l'attentat contre l'école de la fanfare des Royal Marines, qui est revendiqué par l'IRA.

23. — **FINANCES MONDIALES** : Les ministres des finances des sept pays les plus industrialisés, réunis à Washington, condamnent la hausse persistante du dollar qui est revenue, le 15, à 2 DM, 149 yens et 6,75 F. Malgré un relèvement concerté des taux en Europe, le 5 octobre, puis au Japon, le 11 octobre, ce n'est qu'après le « mini-crash » à la Bourse de New-York, le 13 octobre, que la hausse du dollar est vraiment stoppée.

26. — **CAMBODGE** : Hanot annonce que toutes les troupes vietnamiennes ont quitté le Cambodge, qu'elles avaient envahi en décembre 1978. Fin octobre, les progrès de la guérilla des Khmers rouges inquiètent les Occidentaux.

OCTOBRE

Les prix Nobel

5. — **PAIX** : Le dalaï-lama, chef spirituel du Tibet, qui vit en exil depuis 1959.

9. — **MÉDECINE** : Michael Bishop et Harold Varmus (États-Unis).

11. — **ÉCONOMIE** : Trygve Haavelmo (Norvège).

12. — **PHYSIQUE** : Norman Ramsey et Hans Dehmelt (États-Unis), Wolfgang Paul (RFA).

12. — **CHIMIE** : Sidney Altman (Canada) et Thomas Cech (États-Unis).

19. — **LITTÉRATURE** : Camilo José Cela, poète et romancier espagnol.

3. — **CEE** : Les ministres des Douze adoptent la directive sur la « télévision sans frontières » qui invite les États membres à diffuser « une proportion majoritaire » d'œuvres européennes « chaque fois que c'est possible ».

3. — **PANAMA** : Echeo d'une tentative de putsch contre le général Noriega.

9-12. — **FRANCE-AMÉRIQUE LATINE** : M. Mitterrand se rend en visite officielle au Venezuela, les 9 et 10, et en Equateur, les 11 et 12. Dans ces deux pays, comme lors de l'escalade improvisée à Bogota (Colombie), le 12, il établit un lien direct entre sous-développement et drogue.

13. — **FINANCES MONDIALES** : Forte baisse à la Bourse de New-York, où l'indice Dow Jones, qui avait atteint, le 9, son plus haut niveau historique, perd 6,9 %. Le 16, les places européennes et asiatiques chutent à leur tour, de 1,8 % (Tokyo) à 13,5 % (Francfort) ; à Paris, où l'indice CAC avait atteint, le 11, le cours record de 561,6, la baisse est de 6,9 %. Les jours suivants, les marchés boursiers se redressent tout en restant nerveux.

15. — **AFRIQUE DU SUD** : Huit dirigeants nationalistes, dont Walter Sisulu, compagnon de Nelson Mandela, sont libérés après vingt-cinq ans passés en prison.

17. — **ÉTATS-UNIS** : Un violent séisme secoue la région de San-Francisco. Malgré sa forte magnitude (7,1), il ne provoque que 67 morts.

20. — **SUISSE** : L'interdiction totale du commerce de l'ivoire est décidée à Lausanne, lors de la réunion des cent trois pays signataires de la convention sur le commerce international des espèces menacées, afin de tenter de sauver les derniers éléphants d'Afrique décimés par la braconnerie.

22. — **LIBAN** : Les députés libanais, réunis à Taef (Arabie saoudite) depuis le 30 septembre, acceptent un document d'entente nationale qui définit des réformes du système politique mais ne prévoit pas de calendrier de retrait de l'armée syrienne. L'accord de Taef

reçoit un appui international quasi général mais est rejeté par le général Aoun.

29. — **ESPAGNE** : Aux élections législatives anticipées, le Parti socialiste (PSOE) de M. Felipe Gonzalez, premier ministre depuis 1982, conserve de justesse la majorité absolue avec 176 (-8) des 350 sièges.

31. — **TURQUIE** : M. Turgut Ozal est élu président de la République par le Parlement. Investi le 9 novembre, il nomme un de ses proches, M. Yildirim Akbulut, pour lui succéder comme premier ministre.

NOVEMBRE

1. — **NICARAGUA** : Le président Ortega annonce la suspension du cessez-le-feu instauré en mars 1988 avec la Contra afin d'obtenir la démobilitation des rebelles prévue par les accords de Tela du 7 août.

5. — **GRÈCE** : Les élections législatives, comme celles du 18 juin, aboutissent à une impasse politique. La Nouvelle Démocratie (conservateur) obtient 148 (+3) des 300 sièges, le PASOK (socialiste), 128 (+3) et la coalition qui regroupe le PC et divers partis de gauche, 21 (-7). Les dirigeants de ces trois forces politiques parviennent, le 21, à un accord sur la formation d'un gouvernement de coalition, dirigé par un économiste, avant qu'un nouveau scrutin soit organisé au printemps 1990.

5. — **LIBAN** : Les députés libanais, réunis dans une base militaire du nord du pays, élisent président de la République M. René Moawad (chrétien maronite) qui appelle à la « réconciliation nationale » entre chrétiens et musulmans. Le général Aoun juge « anti-constitutionnelle » cette élection, qui est favorablement accueillie à Washington, à Moscou, à Paris et dans les pays arabes.

8. — **PROCHE-ORIENT** : Le gouvernement israélien accepte avec des réserves le « plan Baker » qui prévoit, comme le « plan Mobarak » rejeté le 6 octobre, un dialogue israélo-palestinien pour faciliter la réalisation du projet israélien d'élections dans les territoires occupés.

7. — **ÉTATS-UNIS** : L'élection à la mairie de New-York est remportée pour la première fois par un Noir, M. David Dinkins, tandis qu'en Virginie, un autre démocrate, M. Douglas Wilder, devient le premier Noir élu gouverneur.

7-11. — **NAMIBIE** : Aux élections constitantes, la SWAPO, principal mouvement indépendantiste, avec 41 des 72 sièges, n'atteint pas la majorité des deux tiers. Son chef, M. Sam Nujoma, revenu à Windhoek le 14 septembre après trente ans d'exil, se déclare prêt à coopérer avec ses adversaires politiques. Le 22 s'achève le retrait des soldats sud-africains, qui occupaient le pays depuis 1915.

8. — **JORDANIE** : Aux élections législatives, les premières depuis avril 1967, les islamistes remportent 31 des 80 sièges du Parlement.

9. — **CHINE** : M. Deng Xiaoping renonce à ses dernières fonctions officielles, mais il affirme, le 10, que, malgré sa retraite, il continuera à « jouer son rôle comme il se doit ».

11. — **SALVADOR** : Les guérilleros du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) lancent une offensive générale. A San Salvador, l'armée subit d'importants revers avant de reprendre le dessus à partir du 15. Les combats très violents provoquent plus de deux mille morts dont des centaines dans la population civile victime des affrontements et des bombardements de l'armée. Le 16, l'assassinat de six jésuites dans leur université est attribué aux Escadrons de la mort, liés à l'armée et à l'extrême droite.

20. — **ONU** : L'Assemblée générale des Nations unies adopte à l'unanimité une convention internationale sur les droits de l'enfant.

22. — **LIBAN** : René Moawad, chef de l'État élu le 5, est tué à Beyrouth-Ouest dans un attentat qui fait vingt-trois autres morts. Dès le 24, M. Elias Hraoui (chrétien maronite) est élu à la présidence par les députés réunis à Chitara, dans le centre du Liban contrôlé par la Syrie. Et, dès le 25, M. Selim Hoss (musulman sunnite), premier ministre désigné le 13 par M. Moawad et reconduit par M. Hraoui, présente un gouvernement d'« union nationale » qui est investi le 26 par les députés. Le général Aoun, destitué le 28 de ses fonctions de commandant en chef de l'armée, reçoit un soutien massif

de la population chrétienne de Beyrouth.

22-26. — **INDE** : Défaite aux élections législatives du Parti du Congrès de M. Rajiv Gandhi, premier ministre depuis décembre 1984. M.V.P. Singh succède à ce dernier, le 1^{er} décembre, avec le soutien d'une coalition hétéroclite.

26. — **COMORES** : Le président Ahmed Abdallah est assassiné. La garde présidentielle (GR), dirigée par Bob Denard et d'autres mercenaires français et belges, prend le contrôle de l'archipel. Mais la France obtient leur départ le 15 décembre.

30. — **RFA** : Alfred Herrhausen, président de la Deutsche Bank, la plus importante banque de RFA, est tué près de Francfort dans un attentat à la bombe revendiqué par la Fraction armée rouge.

DÉCEMBRE

1. — **PHILIPPINES** : La sixième tentative de putsch militaire contre M^{re} Aquino échoue grâce au soutien de l'aviation américaine, accordé par M. Bush.

8-9. — **CEE** : Le conseil européen fixe à la fin de 1990 la date de la conférence intergouvernementale sur l'union monétaire. M. Mitterrand a obtenu le ralliement de M. Kohl au processus d'intégration économique, mais pas celui de M^{re} Thatcher. Cette dernière refuse aussi la charte des droits sociaux, approuvée par les onze autres pays.

12. — **AMÉRIQUE CENTRALE** : La guérilla salvadorienne est fermement condamnée par les cinq chefs d'État d'Amérique centrale, dont le président nicaraguayen Ortega, réunis au Costa Rica.

12. — **CEE - ÉTATS-UNIS** : M. Baker, secrétaire d'État américain, envisage, dans un discours prononcé à Berlin-Ouest, une « nouvelle architecture pour l'Europe » et un « nouvel atlantisme ». Il propose un renforcement des liens entre les États-Unis et la CEE.

12. — **HONGKONG** : La rapatriation forcée de cinquante et un réfugiés vietnamiens, décidée par les autorités britanniques, suscite un tollé international.

12-13. — **FINANCES MONDIALES** : La hausse du deutschemark, à la faveur des événements à l'Est et de taux d'intérêt élevés en RFA, s'accompagne d'une forte chute du dollar, qui retrouve ses niveaux de la fin 1988. Le yen baisse aussi, le taux d'escompte japonais est relevé, le 25, de 3,75 % à 4,25 %.

14. — **CHILI** : Dès le premier tour de l'élection présidentielle M. Patricio Aylwin (démocrate chrétien), candidat unique de l'opposition, est élu, avec 55,2 % des voix, pour succéder au général Pinochet en mars 1990.

15. — **BRESIL** : Au deuxième tour de l'élection présidentielle, M. Fernando Collor, candidat de la droite populiste, l'emporte avec 53 % des voix sur « Lula », soutenu par toutes les forces progressistes.

15. — **CEE - ACP** : Signature à Lomé (Togo) de la quatrième convention liant les Douze à soixante-huit pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

15. — **COLOMBIE** : L'un des principaux responsables du cartel de Medellín est tué par la police, alors que les attentats revendiqués par la mafia de la drogue sont de plus en plus meurtriers.

16. — **FRANCE - ÉTATS-UNIS** : M. Bush et M. Mitterrand confirment le caractère « privilégié » de leurs relations lors d'une rencontre à Saint-Martin, l'île qui dépend de la Guadeloupe.

20. — **PANAMA** : Les États-Unis lancent l'opération militaire « Juste cause » pour restaurer le « processus démocratique » et capturer le général Noriega, homme fort du pays, inculpé en 1988 par la justice américaine pour trafic de drogue. L'intervention américaine, très largement approuvée aux États-Unis, est condamnée par l'URSS et les pays latino-américains. Après cinq jours de violents combats et de pillages dans la capitale, le général Noriega se réfugie, le 24, à l'ambassade du Vatican. Le 29, une « perquisition » à la résidence de l'ambassadeur du Nicaragua entraîne l'expulsion du Nicaragua de vingt diplomates américains.

21-22. — **CEE - LIGUE ARABE** : Une conférence réunie à Paris, sur l'initiative de M. Mitterrand, les trente-quatre ministres des affaires étrangères de la CEE et de la Ligue arabe afin de relancer le dialogue arabo-arabe.

27. — **ÉGYPTE - SYRIE** : Les relations diplomatiques, rompues en 1977, sont rétablies.

Les personnalités disparues

JANVIER

7. — Hirohito, empereur du Japon depuis 1926.

23. — Salvador Dali, peintre espagnol.

FÉVRIER

3. — John Cassavetes, acteur et cinéaste américain.

6. — André Cayatte, cinéaste.

12. — Thomas Bernhard, écrivain autrichien.

27. — Konrad Lorenz, éthologiste autrichien.

MARS

8. — Robert Lacoste, ancien ministre.

29. — Bernard Blier, acteur.

30. — Professeur Pierre Léprieu, virologue.

AVRIL

12. — Ray Sugar Robinson, boxeur américain.

16. — Charles Vanel, acteur.

19. — Daphné Du Maurier, romancière anglaise.

23. — Dion Hamani, président nigérien de 1980 à 1974.

29. — Sergio Leone, cinéaste italien.

MAI

4. — Jean-Marie Tjibou (lire France).

JUN

3. — L'imam Khomeiny (lire Étranger).

13. — Scott Ross, claviériste américain.

21. — Henri Sauguet, compositeur.

28. — Joris Ivens, cinéaste néerlandais.

JUILLET

2. — Andreï Gromyko, ministre des affaires étrangères soviétique de 1957 à 1985.

8. — Jance Kader, numéro un hongrois de 1956 à 1988.

11. — Laurence Olivier, acteur britannique.

16. — Herbert von Karajan, chef d'orchestre autrichien.

20. — Marie-Madeleine Fourcade, ancien chef du réseau Alliance dans la Résistance.

AOÛT

8. — Hubert Beuve-Méry, fondateur du Monde qu'il dirige de 1944 à 1969.

SEPTEMBRE

4. — Georges Simenon, écrivain.

28. — Ferdinand Marcos, dictateur philippin au pouvoir de 1965 à 1986.

29. — Jean-Louis Tixier-Vignancour, avocat qui fut candidat de l'extrême droite à l'élection présidentielle de 1965.

OCTOBRE

6. — Bette Davis, actrice américaine.

24. — Eugène Claudius-Petit, compagnon de la Libération, ancien ministre.

25. — Mary McCarthy, romancière américaine.

28. — Kateb Yacine, écrivain algérien.

NOVEMBRE

5. — Vladimir Horowitz, pianiste américain d'origine russe.

12. — Dolores Ibarruri, surnommée la Pasionaria, héroïne espagnole de la guerre civile et de l'antifranquisme.

20. — Leonardo Sciascia, écrivain italien.

23. — Armand Salacrou, écrivain et dramaturge.

30. — Ahmedou Ahidjo, président camerounais de 1960 à 1962.

DÉCEMBRE

7. — Hans Hartung, peintre français d'origine allemande.

14. — Andreï Sakharov, physicien soviétique, Prix Nobel de la paix 1975.

16. — Silvana Mangano, actrice italienne.

22. — Samuel Beckett, Prix Nobel de littérature 1969.

25. — Nicolae Ceaușescu, numéro un roumain depuis 1965 (lire page suivante).

1989 DANS LE MONDE

Les bouleversements en Europe de l'Est et les relations Est-Ouest

JANVIER

15-20. - TCHÉCOSLOVAQUIE : Des rassemblements interdits place Venceslas à Prague sont brutalement dispersés par la police. De nombreux opposants sont arrêtés, dont l'écrivain Vaclav Havel, le 16, qui sera condamné le 21 février et ne sera libéré que le 17 mai.

17-19. - EST-OUEST : La troisième conférence-bilan sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), réunie depuis novembre 1986 à Vienne, est close en présence des ministres des affaires étrangères des trente-cinq pays signataires en 1975 de l'Acte final d'Helsinki. Seule la Roumanie ne prend « aucun engagement » de respecter le document final, adopté le 15 par consensus et prévoyant de « garantir à tous le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales ».

MARS

6. - EST-OUEST : Ouverture à Vienne des négociations sur les forces conventionnelles en Europe entre les seize pays de l'OTAN et les sept membres du pacte de Varsovie.

9. - ROUMANIE : Les violations des libertés fondamentales sont condamnées par la commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève. L'URSS et les trois autres pays de l'Est représentés à la commission ne prennent pas part au vote, tandis que la Hongrie parraine la résolution.

26. - URSS : Les élections législatives - les premières où les candidatures multiples sont autorisées - sont marquées par le succès de nombreux réformateurs ou nationalistes, alors que les candidats officiels du parti sont désavoués. Un deuxième tour est organisé dans certaines circonscriptions le 9 avril et le 14 mai.

27-28. - YOUGOSLAVIE : Au Kosovo, de violents affrontements entre les forces de l'ordre et des « nationalistes » albanais font officiellement vingt-quatre morts, après l'adoption d'une révision de la Constitution restaurant l'autorité de la Serbie sur le Kosovo, province peuplée à 90 % d'Albanais de souche.

AVRIL

5. - POLOGNE : Les travaux de la table ronde pouvoir-opposition, commencés le 6 février, s'achèvent sur un accord « historique » qui prévoit le rétablissement du pluralisme syndical, une démocratisation des institutions politiques et l'entrée de l'opposition au Parlement, devenu bicaméral.

5-7. - GRANDE-BRETAGNE-URSS : Visite officielle de M. Gorbatchev en Grande-Bretagne.

9. - URSS : A Tbilissi, capitale de la Géorgie, les forces de l'ordre chargées avec violence des manifestations nationalistes, provoquant la mort d'au moins vingt personnes. Le Kremlin affirme qu'il n'est en rien impliqué dans la répression et s'engage à ce que « tous les coupables soient sanctionnés ».

MAI

25. - URSS : Les 2 250 membres du Congrès élisent M. Gorbatchev chef de l'Etat lors de leur première réunion. Les jours suivants, les débats sont animés par les députés réformateurs, qui se révèlent en minorité.

29-30. - EST-OUEST : Le sommet de l'OTAN, réuni à Bruxelles, examine les propositions de désarmement présentées le 29 par M. Bush. Un compromis met fin au désaccord germano-américain sur la question des missiles nucléaires à courte portée en Europe. Leur élimination, réclamée par Bonn, est cependant exclue.

JUIN

1^{er}. - BULGARIE : Début de l'expulsion massive vers la Turquie des Bulgares d'origine turque qui refusent la politique d'assimilation forcée menée par Sofia. Après avoir accueilli 310 000 réfugiés, Ankara instaure, le 22 août, un visa d'entrée obligatoire.

3. - URSS : Des troubles interethniques éclatent en Ouzbékistan : au moins cent meurtres sont tués lors de pogroms commis par des Ouzbeks. D'autres affrontements interethniques ont lieu à partir du 17 au Kazakhstan.

4. - POLOGNE : Lors des premières élections partiellement libres organisées par le régime communiste, l'opposition remporte un très large succès dès le premier tour. Après le second tour, le 18, les candidats de Solidarité obtiennent 99 des 100 sièges du Sénat et les 161 sièges octroyés aux indépendants à la Diète.

12-15. - RFA-URSS : Visite officielle de M. Gorbatchev en RFA.

14-16. - FRANCE-POLOGNE : Visite officielle de M. Mitterrand en Pologne.

16. - HONGRIE : Pris de deux cent mille personnes participent à Budapest aux obsèques solennelles d'Imre Nagy, premier ministre lors de l'insurrection de 1956, exécuté le 16 juin 1958.

24. - HONGRIE : Les réformateurs deviennent majoritaires dans les instances dirigeantes du FSOH, le parti communiste au pouvoir, qui avait déjà accepté, le 11 février, l'instauration du multipartisme.

28. - YOUGOSLAVIE : Pour commémorer le sixième centenaire de la bataille de Kosovo, plus d'un million de Serbes participent, sur les lieux mêmes de la bataille, à une célébration du nationalisme serbe.

30. - URSS : L'Union des écrivains vote à l'unanimité en faveur de la publication en URSS de l'archipel du goulet d'Alexandre Soljenitsyne et demande que sa citoyenneté soit restituée au Prix Nobel de littérature.

JUILLET

4-6. - FRANCE-URSS : Visite officielle en France de M. Gorbatchev. Devant l'Assemblée du Conseil de l'Europe à Strasbourg, le 6, il précise son idée de « maison commune européenne ».

9-13. - ETATS-UNIS-POLOGNE ET HONGRIE : Visite officielle de M. Bush en Pologne, du 9 au 11, et en Hongrie, du 11 au 13.

10. - URSS : Une grève des mineurs d'une ampleur sans précédent dure jusqu'à la fin du mois dans la Kouzbass (Sibirie occidentale) et le bassin du Don (Ukraine).

15. - URSS : Des affrontements interethniques font au moins vingt morts dans la République autonome d'Abkhazie, qui dépend de la Géorgie.

17. - EST-OUEST : La CEE décide d'accorder à la Pologne une aide alimentaire de 910 millions de francs, tandis que la Commission européenne engage l'opération d'assistance à la Pologne et à la Hongrie, dont le sommet des Sept de Paris vient de lui confier la coordination. A la fin de l'année, le montant de l'aide à ces deux pays annoncée par les Occidentaux est supérieur à 40 milliards de francs.

17. - POLOGNE-VATICAN : Les relations diplomatiques, rompues en 1945, sont rétablies.

19. - POLOGNE : Le général Jaruzelski est élu président de la République par les députés et sénateurs avec une seule voix de majorité.

AOUT

19. - POLOGNE : Le président Jaruzelski désigne comme premier ministre M. Tadeusz Mazowiecki, membre de la direction de Solidarité, après que le Parti paysan (76 des 460 sièges à la Diète) et le Parti démocrate (27 sièges), alliés traditionnels des communistes du POUF (173 sièges), eurent accepté la proposition de M. Walesa d'un gouvernement de coalition dirigé par Solidarité (161 sièges). Dans ce cabinet, investi le 12 septembre par la Diète, treize des vingt-quatre ministres sont membres de Solidarité, quatre du POUF (dont ceux de l'intérieur et de la défense), quatre du Parti paysan, et trois du Parti démocrate.

23. - URSS : Plus d'un million et demi de personnes forment une chaîne humaine à travers la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie pour condamner le pacte germano-soviétique du 23 août 1939, qui avait ouvert la voie du rattachement à l'URSS des trois Républiques baltes.

SEPTEMBRE

10. RDA-RFA : La Hongrie décide d'ouvrir sa frontière avec l'Autriche pour permettre à des milliers d'Allemands de l'Est de gagner la RFA comme ceux mille l'ont déjà fait en neuf mois, surtout depuis le début de l'été.



© PAUL LANGRISH/ZEITUNG

20. - URSS : M. Gorbatchev fait entrer par le comité central au profond remaniement de la direction du parti : des conservateurs sont exclus et des réformateurs promus. Une plate-forme sur la politique des nationalités est adoptée, qui reconnaît aux Républiques de l'Union le « droit à la souveraineté économique ».

22-23. - ETATS-UNIS-URSS : Moscou renonce à lier la conclusion d'un accord sur la limitation des armements stratégiques (START) à l'abandon du projet de « guerre des étoiles ».

OCTOBRE

3. - RDA-RFA : La RDA impose un visa pour se rendre en Tchécoslovaquie après avoir accepté, le 1^{er} et le 3, le départ vers la RFA, par des trains allemands, de près de 20 000 Allemands de l'Est réfugiés dans les ambassades de RFA à Varsovie et surtout à Prague.

6-7. - RDA : M. Gorbatchev, venu en RDA pour participer aux cérémonies du 40^e anniversaire du parti, réaffirme son attachement au *status quo* en Europe, mais encourage les partisans des réformes en RDA. Des manifestations sont sévèrement réprimées, les 7 et 8, en particulier à Berlin-Est. Mais, le 9, alors que des responsables du parti appellent au dialogue, les forces de l'ordre interviennent sans lors de la traditionnelle manifestation du lundi à Leipzig : ils sont 70 000, le 9, à réclamer plus de démocratie, puis 150 000, le 16.

7. - HONGRIE : Un congrès extraordinaire du PC hongrois transforme le Parti socialiste ouvrier (FSOH) en Parti socialiste (PSH) qui abandonne les principes du centralisme démocratique et de la dictature du prolétariat.

9. - URSS : Une loi adoptée par le Soviet suprême réglemente le droit de grève, l'interdisant dans les secteurs-clés de l'économie.

18. - RDA : M. Erich Honecker, secrétaire général du parti communiste (SED) depuis mai 1971, est remplacé par M. Egon Krenz, son dauphin désigné, qui exprime sa volonté de changements dans la continuité. Mais les manifestations prennent de plus en plus d'ampleur dans tout le pays : à Leipzig, ils sont 300 000, le 23 et le 30, à réclamer des élections libres et « la démocratie, maintenant ! ».

23. - HONGRIE : La IV^e République est proclamée à Budapest, dans la liesse, le jour anniversaire du début du soulèvement de 1956. Elle remplace la République populaire instaurée en 1949 par les communistes. Une série de lois, votées par les députés du 18 au 20, modifient profondément la Constitution et ouvrent la voie à des élections libres et multipartites en 1990.

25. - CEE : M. Mitterrand, président en exercice de la Communauté, plaide devant le Parlement

européen pour le soutien à M. Gorbatchev et affirme que la seule réponse aux transformations en cours dans les pays de l'Est est la construction de l'Europe politique.

NOVEMBRE

1^{er}. - RDA : Dès la réouverture de la frontière avec la Tchécoslovaquie, l'exode des Allemands de l'Est reprend. A partir du 3, ils peuvent gagner librement la RFA à partir de la Tchécoslovaquie et ils sont 10 000 par jour à le faire. Cependant, les manifestations en faveur de changements rapides sont quotidiennes dans les principales villes : elles rassemblent 500 000 personnes, le 4, à Berlin-Est et 300 000, le 6, à Leipzig. Les autorités promettent des réformes, mais, sous la pression de la rue, le gouvernement démissionne, le 7, et, dès l'ouverture des travaux du comité central du parti communiste (SED), le 8, le bureau politique est profondément renouvelé après avoir démissionné en bloc. M. Hans Modrow, un réformateur, chef du parti à Dresde, est chargé de former le gouvernement.

9. - RDA : Les autorités annoncent l'ouverture de la frontière interallemande et du mur qui sépare Berlin depuis août 1961. Tandis que cet événement historique est salué dans tous les pays occidentaux et que la joie des retrouvailles éclate dans les deux Allemagnes, des centaines de milliers d'Allemands de l'Est, en particulier les Berlinois, se rendent à l'Ouest : le week-end des 11 et 12, ils sont 2 millions et 3 millions, celui des 18 et 19. Mais pour la plupart, ils rentrent ensuite chez eux : l'exode est interrompu.

10. - BULGARIE : M. Todor Jivkov, au pouvoir depuis 1954, est remplacé à la tête du Parti communiste par M. Petar Mladenov, ministre des affaires étrangères depuis 1971. Les jours suivants, ce dernier consolide son pouvoir et engage son pays sur la voie d'une « restructuration » à la soviétique, qui ne remet pas en cause le socialisme.

17. - RDA : M. Modrow présente son gouvernement : onze ministres sur vingt-huit appartiennent aux petites formations alliées traditionnelles du SED. Il annonce des réformes sur le plan des libertés et de l'économie. Mais, alors qu'il réaffirme « la légitimité de la RDA comme Etat socialiste et comme Etat souverain », des slogans en faveur de la réunification sont scandés, le 20, par les 200 000 participants à la manifestation du lundi à Leipzig.

17. - TCHÉCOSLOVAQUIE : Une manifestation d'étudiants, qui réunit 30 000 personnes à Prague, est si brutalement réprimée par la police que la population se mobilise contre le régime. Tandis que les mouvements indépendants se regroupent dans un Forum civique, le 19, à l'initiative de Vaclav Havel, les manifestations prennent de l'ampleur : des dizaines, puis

des centaines de milliers de personnes se rassemblent chaque jour place Venceslas à Prague.

18. - CEE : Les douze chefs d'Etat ou de gouvernement de la CEE, M. Delors et M. Rocard, réunis à l'Elysée pour un dîner à l'invitation de M. Mitterrand, expriment leur « solidarité » avec les « mouvements de réforme » en Europe de l'Est, qui « accéléreront le déclin des totalitarismes ». Mais l'aide est conditionnée au « retour vérifié à la démocratie ».

24. - ROUMANIE : M. Nicolae Ceausescu, réélu à l'unanimité secrétaire général par le 14^e congrès du PCR, exclut toute remise en cause du socialisme et condamne les « déviations » dans d'autres pays de l'Est.

24. - TCHÉCOSLOVAQUIE : Le bureau politique du PCT démissionne en bloc. Il est ensuite profondément remanié : plusieurs responsables de l'écrasement du « printemps de Prague » de 1968 sont exclus et M. Milos Jakes est remplacé à la tête du parti. Les manifestations de masse sont d'une ampleur sans précédent le 25 et le 26. Elles sont suspendues à partir du 27, après la grève générale de deux heures, suivie par des millions d'étudiants et de salariés. Les députés votent, le 29, à l'unanimité, l'abolition du rôle dirigeant du parti.

26. - HONGRIE : L'opposition l'emporte de justesse lors de la première consultation électorale entièrement libre organisée dans un pays de l'Est depuis la guerre. 50,07 % des électeurs se prononcent en faveur du report de l'élection présidentielle après les législatives du printemps 1990.

27. - CEE-URSS : Un accord de commerce et de coopération est conclu entre la Communauté européenne et l'Union soviétique.

28. - ALLEMAGNE : Le chancelier Kohl présente au Bundestag un plan, en dix points, visant à la réalisation de l'unité allemande dans le cadre de « structures confédérales », qui suscite l'embarras à l'Ouest et réprobation à l'Est.

28. - URSS : Le Soviet suprême vote la suppression du comité spécial chargé depuis le 12 janvier d'administrer le Haut-Karabakh, enclavé à majorité arménienne en territoire azerbaïdjanais. Cette décision, loin d'apaiser la tension, relance l'agitation nationaliste tant en Arménie qu'en Azerbaïdjan, alors qu'un climat de guerre civile s'est instauré entre les deux Républiques.

29-30. - ITALIE-URSS : Visite officielle de M. Gorbatchev en Italie. Afin de réaffirmer l'intangibilité des frontières issues de la guerre, il suggère une réunion au sommet, « dès 1990 », des trente-cinq membres de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).

DÉCEMBRE

1^{er}. - URSS-VATICAN : Rencontre « historique » entre Jean-Paul II et M. Gorbatchev au Vatican. Le pape est invité en URSS et le prochain rétablissement des relations diplomatiques est décidé.

2-3. - ETATS-UNIS-URSS : Sommet de Malte entre MM. Bush et Gorbatchev. Ils annoncent l'ouverture d'une « ère nouvelle » dans les relations internationales et décident d'accélérer les négociations sur le désarmement. M. Bush affirme son « soutien » à la politique de M. Gorbatchev et son intention d'intégrer l'URSS à la communauté internationale.

3. - RDA : Le comité central et le bureau politique du parti communiste (SED) annoncent leur dissolution après des révélations sur les abus de pouvoir et les privilèges sous le régime Honecker, qui ont provoqué la colère populaire. M. Egon Krenz renonce, le 6, à la présidence du Conseil d'Etat. Les 8 et 9, la direction du SED est complètement restructurée : M. Gregor Gysi, avocat de quarante et un ans, est élu président. Le parti, dont le rôle dirigeant a été aboli le 1^{er} décembre par le Parlement, accepte le « pluralisme politique ».

4. - OTAN : Les dirigeants de l'alliance atlantique, réunis à Bruxelles, soulignent leur volonté de maintenir les frontières et les organisations politico-militaires existantes en Europe. Ceux du pacte de Varsovie, réunis à Moscou, font de même et « condamnent » leur intervention de 1968 en Tchécoslovaquie.

6. - FRANCE-URSS : M. Mitterrand rencontre M. Gorbatchev à Kiev.

7. - RDA : Première réunion de tous les partis autour d'une « table ronde » : la date des premières élections libres est fixée au 6 mai 1990.

7. - TCHÉCOSLOVAQUIE : Le Forum civique ayant rejeté, le 3, son nouveau gouvernement, dont seize des vingt et un membres étaient communistes, M. Ladislav Adamcák démissionne sous la pression de la rue. M. Marian Calfa (PCT), nommé premier ministre, forme, le 10, un gouvernement d'« entente nationale » à majorité non communiste. Il promet l'organisation d'élections libres dans six mois et l'instauration de l'économie de marché. L'opposition, au terme de dures négociations, voit presque toutes ses demandes acceptées. Elle obtient aussi, le 10, la démission de M. Gustav Husák de la présidence de la République.

8-9. - CEE : Les Douze, réunis pour le sommet de Strasbourg, acceptent le droit à l'« autodétermination » du « peuple allemand », tout en l'entourant de conditions. L'idée française de créer une banque pour l'Europe de l'Est est approuvée.

10. - BULGARIE : A Sofia, près de 100 000 manifestants réclament l'accélération des réformes. Le 11, M. Mladenov promet des élections libres en mai 1990 et l'abolition du rôle dirigeant du PC.

12. - URSS : M. Gorbatchev obtient que le Congrès des députés refuse d'ouvrir un débat sur l'abolition du rôle dirigeant du PC.

14. - URSS : Mort d'Andréï Sakharov. Des dizaines de milliers de Moscovites défilent du 16 au 18 devant la dépouille du défenseur des droits de l'homme.

19-20. - RDA-RFA : Le chancelier Kohl se rend à Dresde pour sa première visite officielle en RDA. Les deux pays s'engagent sur la voie de la « communauté contractuelle », proposée le 17 novembre par M. Modrow.

20. - URSS : La décision du PC lituanien de proclamer son autonomie par rapport au PCUS est vivement critiquée par M. Gorbatchev.

20-22. - FRANCE-RDA : M. Mitterrand, en visite officielle en RDA, se défend de vouloir « freiner » la réunification de l'Allemagne. « Que la volonté du peuple s'exprime, qu'elle s'accomplisse », affirme-t-il.

22. - ROUMANIE : Le régime dictatorial de Ceausescu est renversé après six jours de manifestations qui ont commencé le 16 à Timisoara avant de s'étendre à d'autres villes du pays, dont Bucarest. La répression a été très violente et on parle alors de milliers de morts, dont certains tués dans des conditions atroces. Un Conseil du front de salut national (CFSN) de trente-six membres est formé, avec, à sa tête, M. Ion Iliescu. L'armée, qui s'est ralliée aux insurgés, affronte, jusqu'au 26, des milliers de membres de la Sécurité, la police politique du régime, au cours de violents combats dans plusieurs villes, surtout à Bucarest. Le nombre total des morts, d'abord estimé à 60 000, est évalué, début janvier, à 7 000.

25. - ROUMANIE : Nicolae et Elena Ceausescu sont exécutés, au terme d'un « procès » dont de très larges extraits sont diffusés, le 26 et le 27, à la télévision. Tandis que la plupart des pays reconnaissent les nouvelles autorités et que les initiatives d'aide humanitaire se multiplient, venant en particulier de France, le CFSN s'attribue provisoirement la réalité du pouvoir : le 28, il supprime le « République socialiste » du nom officiel du pays et décide l'organisation d'élections libres et multipartites en avril 1990.

29. - BULGARIE : Le comité central du PC met fin à la politique d'assimilation forcée de la minorité turque. Les musulmans retrouvent la liberté de porter leur nom, de parler leur langue et de pratiquer leur religion.

29. - POLOGNE : Le Parlement vote des amendements constitutionnels qui abolissent le rôle dirigeant du POUF (communiste) et rétablissent le nom de République de Pologne en supprimant les mentions de socialisme et de parti unique.

29. - TCHÉCOSLOVAQUIE : L'écrivain et ancien dissident Vaclav Havel est élu président de la République, à l'unanimité, par le Parlement qui, le 28, avait élu à sa présidence M. Alexandre Dubcek, l'ancien dirigeant du « printemps de Prague ».

31. - EUROPE : M. Mitterrand, présentant ses vœux aux Français, souhaite une « confédération » associant la CEE « renforcée » et les pays de l'Est devenus démocratiques.

1989 DANS LE MONDE

FRANCE

JANVIER

7-11. - Conférence internationale sur les armes chimiques à Paris. Dans la déclaration finale, les cent quarante-neuf États participants pressent la conférence de Genève de « conclure dans les meilleurs délais une convention interdisant la fabrication, le stockage et l'emploi de ces armes, et ordonnant la destruction des stocks existants ».

14. - La cour d'assises spéciale de Paris condamne à la réclusion perpétuelle les quatre dirigeants d'Action directe, jugés depuis le 9 pour l'assassinat, le 17 novembre 1986, de Georges Besse, PDG de Renault.

17-18. - M. Lionel Jospin présente ses propositions pour l'avenir de l'éducation nationale avec, le 17, les grandes lignes du projet de loi d'orientation sur l'enseignement et, le 18, le plan de revalorisation de la fonction enseignante. Ces projets, d'abord vivement critiqués, finiront par être acceptés après une vaste concertation.

23-24. - Les neuf membres du Conseil supérieur de l'audiovisuel sont désignés par le chef de l'Etat et les présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale. Présidé par M. Jacques Boutet, nommé par M. Mitterrand, le CSA prend, le 30, le relais de la CNCL.

FÉVRIER

4. - M. Marc Blondel est élu secrétaire général de FO, au terme d'un congrès houleux. Il succède à M. André Bergeron, à la tête de FO depuis 1963.

6. - Le mouvement de protestation des surveillants de prison reprend avec violence jusqu'à la fin du mois après quatre mois de répit.

12. - Après un mois d'une très vive polémique politique autour de plusieurs « affaires » boursières, M. Mitterrand, invité de « 7 sur 7 » sur TF1, dénonce « l'argent facile » de la spéculation et parle de son amitié avec M. Roger Patrice Pelat, soupçonné de délit d'initié avant le rachat, annoncé le 21 novembre 1988, d'American Can par Pechiney. Le 16, cinq personnes sont inculpées dans l'affaire Pechiney, dont M. Pelat, qui meurt d'une crise cardiaque le 7 mars. M. Max Théret, également proche du pouvoir, est lui aussi inculpé le 3 mars.

22. - M. Maurice Faure, M. Jean Cabannes et M. Jacques Robert sont nommés au Conseil constitutionnel.

22. - M. Rocard présente au conseil des ministres son plan de rénovation du secteur public.

MARS

19. - Au second tour des élections municipales, l'abstention est élevée (26,90 %), comme au premier tour, le 12 (27,18 %). Le PS, qui récupère le terrain perdu lors du scrutin de mars 1983, gagne 33 villes de plus de 20 000 habitants, dont Nantes et Strasbourg, et en perd 14, dont 2 conservées par des dissidents : c'est le cas de Marseille, où la victoire de M. Vigouroux est totale (80 élus sur 101). Le PC en reconquiert une, mais en perd 15 autres, 7 au profit de la droite, 5 du PS et 3 de PC dissidents. La droite ne contrôle plus que 180 villes de plus de 20 000 habitants (sur 394), dont 80 sont dirigées par le RPR (13 gagnées, 20 perdues) et 74 par l'UDF (12 gagnées, 22 perdues). Les listes de M. Chirac à Paris et de M. Noir à Lyon l'emportent dans tous les arrondissements. Les Verts et le FN, qui ont en général refusé de se désister, font leur entrée dans de nombreux conseils municipaux.

29. - M. Mitterrand inaugure l'entrée du Grand Louvre par la Pyramide, œuvre de l'architecte Ieoh Ming Pei, qui est ensuite ouverte au public.

AVRIL

6. - Six RPR dont MM. Séguin, Noir et Carignon, trois PR dont MM. Millon et d'Aubert, et trois UDC dont MM. Bosson et Baudis se présentent comme les « rénovateurs » de l'opposition. Ils doivent renoncer, le 13, à leur projet de liste autonome pour les élections européennes, en raison du refus exprimé par les appareils du RPR et de l'UDF.

11. - Alors qu'en Corse les fonctionnaires entament leur huitième semaine de grève pour obtenir une prime d'insularité, le gouvernement suspend les négociations et décide l'attribution d'une indemnité compensatoire de transport, dont il fixe unilatéralement le montant. Le 12, tandis que douze mille personnes manifestent à Bastia,

M. Rocard déclare à l'Assemblée nationale qu'il souhaite toujours « une issue négociée », mais affirme qu'il faut abandonner « l'idée que, lorsqu'une catégorie sociale descend dans la rue, l'Etat paie ». A partir du 17, le conflit s'essouffle, mais il n'est complètement terminé que le 2 mai.

MAI

2-4. - M. Yasser Arafat est reçu pour la première fois à Paris. Après s'être entretenu le 2 avec M. Mitterrand, il affirme, sur TF1, que la charte de l'OLP est devenue « caduque ».

4. - Jean-Marie Tjibaou et Yewoté Yéwoté, les deux dirigeants indépendantistes de Nouvelle-Calédonie, sont tués par un extrémiste canaque lors d'une cérémonie rituelle sur l'île d'Ouvéa. Cet assassinat suscite une très vive émotion exprimée en particulier par M. Rocard, qui se rend à Nouméa le 7 pour assister aux obsèques. Mais le premier ministre se félicite de la volonté exprimée par les modérés canaques et calédoniens de poursuivre la mise en œuvre des accords de Matignon de juin 1988.

17. - M. Joxe présente au conseil des ministres le projet de loi sur l'entrée et le séjour des étrangers en France, qui abroge une grande partie de la loi Pasqua de 1986. Le 4 juin, le projet est voté par le seul PS à l'Assemblée nationale après six jours de débats houleux : le PC s'abstient ; le RPR, l'UDF et l'UDC votent contre et déposent une motion de censure. Discutée le 6, elle ne recueille que 246 des 289 voix nécessaires pour renverser le gouvernement.

18. - M. Mitterrand, réuni à l'Élysée sa cinquante-neuvième conférence de presse depuis 1981, consacre à la politique étrangère et à la défense.

24. - Paul Touvier, un des chefs de la Milice à Lyon en 1943 et 1944, recherché pour crimes contre l'humanité, est arrêté dans un appartement à Paris. Il a bénéficié pendant quarante-cinq ans de nombreuses protections ecclésiastiques.

31. - La SEPT, la chaîne culturelle européenne diffusée par le satellite TDFI, commence à émettre.

JUN

7. - Le projet de loi de nouvelle programmation militaire 1990-1993 est approuvé en conseil des ministres. Il prévoit 45 milliards de francs d'économies.

10-11. - L'Espagnol Aranzazu Sanchez et l'Américain Michael Chang sont, à dix-sept ans, les plus jeunes vainqueurs des Internationaux de tennis de Roland-Garros.

11. - 69,29 % des inscrits participent aux élections provinciales en Nouvelle-Calédonie, qui ont lieu dans le calme. Le RPR obtient 27 des 54 sièges du Congrès du territoire et le FLNKS 19, mais ce dernier dispose de la majorité absolue dans deux des trois assemblées provinciales, celles du Nord et des Îles Loyauté.

13. - Adoption définitive de la loi « dénouage » des sociétés privatisées.

15. - Jean-Denis Bredin est élu à l'Académie française.

16. - Un non-lieu général est rendu dans l'affaire des ventes illicites de munitions à l'Iran par la société Lachaire, qui avait suscité une vive polémique en novembre 1987.

18. - Une abstention record (51,19 %) est enregistrée pour les élections européennes. La liste RPR-UDF de M. Giscard d'Estaing arrive en tête (28,87 %, 26 sièges) devant nettement la liste socialiste de M. Fabius (23,61 %, 22 sièges). Mais les trois grands partis ne rassemblent qu'un peu plus de la moitié des suffrages exprimés, soit un quart de l'électorat. La liste de M. Le Pen (FN) conserve ses 10 sièges avec 11,73 % des voix. La percée la plus remarquable est celle des Verts, qui, menés par M. Waechter, font leur entrée au Parlement européen (10,59 %, 9 sièges). La liste du centre de Mme Veil n'obtient pas les résultats espérés (8,42 %, 7 sièges). Le PC, mené par M. Herzog, perd 3 élus (7,71 %, 7 sièges). En tête des neuf autres listes qui n'atteignent pas les 5 % requis pour être représentées, arrive une liste « pour la liberté de la chasse et de la pêche », qui obtient 4,13 %.

20. - Le conseil des ministres approuve deux projets de loi sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales. Un article prévoit une large amnistie dont pourraient bénéficier des milliers d'élus. Le référendum par cet article conduit le gouvernement à renoncer à un examen de ces deux textes en urgence par le Parlement.

26. - Le ministère des finances quitte le Louvre pour s'installer dans ses nouveaux locaux du quartier de Bercy.

27. - Les présidents des groupes RPR, UDF et UDC à l'Assemblée nationale décident la création d'un intergroupe de l'opposition.

29. - La loi sur les rapports entre propriétaires et locataires, qui permet à l'Etat de contrôler les hausses de loyer, est définitivement votée à l'Assemblée nationale.

JUILLET

5. - Fin de la session extraordinaire du Parlement ouverte le 2. Entre le 1^{er} et le 5, ont été définitivement votées plusieurs lois importantes, dont celles sur la prévention du licenciement économique, le X^e Plan, la réforme de la COB et des OPA, la sécurité routière, la présidence commune pour A2 et FR3, les conditions de séjour et d'entrée des étrangers, l'éducation.

8. - Le Conseil constitutionnel, confirmant sa décision du 20 juillet 1988, refuse la réintégration de dix cégétistes licenciés de chez Renault pour fautes lourdes. La loi d'amnistie, définitivement votée le 3, ne concerne donc plus que les nationalistes corse et les nationalistes corses. Ce refus provoque des protestations et des manifestations de la CGT, qui est appelée à M. Mitterrand.

14. - M. Mitterrand, interrogé sur TF1 et A2 en direct de l'Élysée, propose d'élargir aux particuliers le droit de saisir le Conseil constitutionnel.

23. - L'Américain Greg LeMond remporte le Tour de France cycliste. Il devance Laurent Fignon de 8 secondes après lui avoir repris 58 secondes dans la dernière étape contre la montre Versailles-Paris.

AOUT

3. - Le bilan de quatre jours d'incendies dans le Sud-Est et en Corse est particulièrement lourd : quatre morts, 35 000 mille hectares de forêts et de marais brûlés, vingt-deux incendiaires interpellés. Du 28 au 30, 10 000 hectares sont à nouveau détruits dans les mêmes régions, particulièrement touchées par la sécheresse.

10. - M. Philippe Guillaume est nommé par le Conseil supérieur de l'audiovisuel à la présidence commune d'A2 et de FR3, après avoir été préféré à quatre autres candidats plus proches de la gauche.

16. - Dominique Perrault, architecte français de trente-six ans, est choisi par M. Mitterrand pour construire la Bibliothèque de France dans le treizième arrondissement de Paris, près du pont de Tolbiac.

22. - Les trois derniers militaires nationalistes corse encore emprisonnés sont mis en liberté conditionnelle.

23. - M. Jean-Pierre Chevènement parvient à apaiser le mécontentement qui se manifestait depuis un mois dans la gendarmerie en annonçant plusieurs mesures lors d'une réunion de concertation organisée à Paris.

23. - M. Henri Nallet présente au conseil des ministres une série de mesures en faveur des agriculteurs victimes de la sécheresse.

26. - Pour le bicentenaire de la Déclaration des droits de l'homme du 26 août 1789, plusieurs festivités sont organisées et M. Mitterrand inaugure la Fondation de l'Arche de la fraternité au sommet de l'Arche de la Défense. Présidée par M. Claude Cheysson, cette fondation a pour objet la défense et la promotion des droits de l'homme dans le monde.

SEPTEMBRE

1^{er}. - M. Rocard annonce, devant les militants du PS, sa proposition de « pacte de croissance ».

5. - Une grève est lancée à l'usine Peugeot de Mulhouse. Elle s'étend progressivement et gagne Sochaux le 8. Le conflit se durcit à partir du 13, après le refus de M. Jacques Calvet, PDG du groupe PSA, de négocier sur les salaires. Cette attitude de M. Calvet est très critiquée, en particulier dans les milieux politiques, et la publication, le 27, par le *Canard enchaîné*, du salaire de M. Calvet, qui est trente fois supérieur à celui d'un ouvrier, accroît la tension.

8. - La bataille lancée le 3 août pour Victoire, deuxième groupe d'assurances français, s'achève par le succès de Suez qui prend le contrôle de la Compagnie industrielle, son principal actionnaire, après un accord avec ses dirigeants. Le 16 décembre, l'UAP achète à Suez la majorité de blocage (34 %) dans Victoire.



L'« Opéra-Gouda », défilé du soir du 14 juillet sur les Champs-Élysées.

Les fêtes du Bicentenaire et le sommet des Sept

Le 13 juillet, la célébration officielle du Bicentenaire de la Révolution commence, à midi, par une cérémonie sur les droits de l'homme au Trocadéro, puis par l'inauguration de l'Opéra-Bastille, à 19 heures. Cependant, les trente-deux chefs d'Etat et de gouvernement invités profitent de leur séjour à Paris pour multiplier les entretiens bilatéraux ou multilatéraux. Quatre dirigeants de pays en voie de développement (Sénégal, Egypte, Inde, Venezuela), tous présents à Paris, demandent l'organisation « le plus tôt possible » d'un sommet Nord-Sud. Mais cette proposition, que soutient M. Mitterrand sans vouloir l'imposer à ses partenaires occidentaux, est rejetée par les États-Unis.

Le 14, une foule record de cinq cent mille personnes assiste le matin au défilé militaire, les plus du double le soir, toujours sur les Champs-Élysées, pour applaudir la grande parade imaginée par Jean-Paul Goude, retournée par les télévisions de cent deux pays, ainsi que la *Marseillaise* chantée par Jessye Norman, place de la Concorde. Le succès de la commémoration, souligné par la presse nationale et internationale, fait taire les critiques qui avaient dénoncé le « faste » excessif des cérémonies prévues.

Du 14 au 16 se tient le sommet annuel des sept pays les plus industrialisés, à la Pyramide du Louvre, puis à l'Arche de la Défense. Les Sept adop-

tent quatre déclarations politiques portant sur les droits de l'homme, le terrorisme, la Chine et les relations Est-Ouest. Cette dernière prévoit, à propos de la Pologne et de la Hongrie, afin d'encourager le « processus de réforme en cours », de confier à la Commission européenne la coordination de l'aide occidentale, « destinée à transformer et à ouvrir leur économie d'une manière durable ».

La déclaration économique, finale énoncée « trois enjeux principaux : le maintien d'une croissance équilibrée, la maîtrise insurrection des pays en développement dans l'économie mondiale et la sauvegarde de l'environnement ». Ce dernier sujet et celui de la lutte contre la drogue sont abordés pour la première fois.

du RPR dans la perspective des assises nationales de février 1990.

3. - Les candidats du Front national remportent l'élection législative partielle de Dreux et l'élection cantonale de Salon-de-Provence après des campagnes sur le thème du refus des immigrés. Au lendemain du premier tour, le 26 novembre, les partis politiques traditionnels avaient appelé à « faire barrage » à l'extrême droite.

5. - Le TGV, en atteignant 482,4 km/h, bat le record du monde de vitesse sur rail.

6. - M. Rocard met en place un dispositif pour l'intégration des immigrés. Un secrétaire général permanent est nommé et une série de mesures pour mieux maîtriser les flux migratoires est annoncée le 19.

10. - M. Mitterrand s'efforce, lors d'un entretien radio-télévisé, de rassurer les Français sur les conséquences des changements à l'Est et sur la question de l'immigration.

11. - L'immunité parlementaire de M. Le Pen est levée par le Parlement européen en raison de son calembour « *Duraforem-crématore* » du 2 septembre 1988.

12. - M. Mitterrand préside au Panthéon un hommage à l'abbé Grégoire, Monge et Condorcet, qui marque la fin des cérémonies annuelles de la Révolution.

12. - M. Bérégovoy annonce la suppression totale du contrôle des changes à partir du 1^{er} janvier 1990.

18. - La Banque de France relève son taux directeur de 9,5 % à 10 % pour défendre le franc face à la hausse du deutschemark.

22. - Les deux lois sur le financement des partis et des campagnes électorales sont définitivement votées. Après de multiples péripéties, une amnistie des délits politico-financiers est prévue, sauf pour les parlementaires.

22. - Fin de la session parlementaire d'automne : le gouvernement a dû engager sa responsabilité treize fois, dont cinq pour le budget 1990 et trois pour la loi de programmation militaire 1990-1993. L'opposition a déposé quatre motions de censure, qui, avec 159 voix le 9 octobre, 240 voix le 23 octobre, 254 voix le 20 novembre et 265 voix le 21 décembre, n'ont jamais atteint la majorité absolue, le PC refusant de les voter.

27. - Le bureau politique du PCF qualifie de « campagne abusive » la mise en cause de la direction du parti pour avoir maintenu des relations avec le régime dictatorial roumain. La polémique porte aussi sur les visites passées de dirigeants français à Bucarest.

NOVEMBRE

4. - M. Lionel Jospin demande l'avis du Conseil d'Etat pour tenter d'apaiser les polémiques sur le port du foulard islamique à l'école, qui agitent depuis un mois tant l'éducation nationale que la classe politique. L'avis du Conseil d'Etat, rendu le 27, permet à M. Jospin de préciser, dans une circulaire publiée en décembre, les conditions du port de signes religieux à l'école. Cependant, le débat s'est élargi aux problèmes de l'immigration : alors que M. Le Pen dénonce « l'islamisation de la France », le gouvernement est prêt de mettre en œuvre une politique d'intégration plus active.

20. - Renault est autorisé par le gouvernement à fermer en 1992 l'usine de Billancourt.

20. - L'encre de 300 millions de francs est atteinte par les *Noctes de Pierre et Picasso*, l'autorisation de sortie de France avait été accordée au propriétaire le 9, après qu'il eut donné à l'Etat la *Célestine*, un autre tableau de Picasso.

DÉCEMBRE

2. - Huit contributions sont présentées devant le conseil national

LÉGION D'HON

Aux termes de la loi n° 10 du 10 août 1987 relative aux honneurs, les citoyens français peuvent être décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille de la République.

Justice

Le 1^{er} janvier 1990, le nouveau Code de procédure pénale entrera en vigueur. Il sera le fruit de la loi n° 10 du 10 août 1987 relative aux honneurs, les citoyens français peuvent être décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille de la République.

Justice

Le 1^{er} janvier 1990, le nouveau Code de procédure pénale entrera en vigueur. Il sera le fruit de la loi n° 10 du 10 août 1987 relative aux honneurs, les citoyens français peuvent être décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille de la République.

Justice

Le 1^{er} janvier 1990, le nouveau Code de procédure pénale entrera en vigueur. Il sera le fruit de la loi n° 10 du 10 août 1987 relative aux honneurs, les citoyens français peuvent être décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille de la République.

Justice

Le 1^{er} janvier 1990, le nouveau Code de procédure pénale entrera en vigueur. Il sera le fruit de la loi n° 10 du 10 août 1987 relative aux honneurs, les citoyens français peuvent être décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille de la République.

Justice

Le 1^{er} janvier 1990, le nouveau Code de procédure pénale entrera en vigueur. Il sera le fruit de la loi n° 10 du 10 août 1987 relative aux honneurs, les citoyens français peuvent être décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille de la République.

Justice

Le 1^{er} janvier 1990, le nouveau Code de procédure pénale entrera en vigueur. Il sera le fruit de la loi n° 10 du 10 août 1987 relative aux honneurs, les citoyens français peuvent être décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille de la République.

Justice

Le 1^{er} janvier 1990, le nouveau Code de procédure pénale entrera en vigueur. Il sera le fruit de la loi n° 10 du 10 août 1987 relative aux honneurs, les citoyens français peuvent être décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille de la République.

Justice

Le 1^{er} janvier 1990, le nouveau Code de procédure pénale entrera en vigueur. Il sera le fruit de la loi n° 10 du 10 août 1987 relative aux honneurs, les citoyens français peuvent être décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille de la République.

Justice

Le 1^{er} janvier 1990, le nouveau Code de procédure pénale entrera en vigueur. Il sera le fruit de la loi n° 10 du 10 août 1987 relative aux honneurs, les citoyens français peuvent être décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille de la République.

Justice

Le 1^{er} janvier 1990, le nouveau Code de procédure pénale entrera en vigueur. Il sera le fruit de la loi n° 10 du 10 août 1987 relative aux honneurs, les citoyens français peuvent être décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille de la République.

Justice

Le 1^{er} janvier 1990, le nouveau Code de procédure pénale entrera en vigueur. Il sera le fruit de la loi n° 10 du 10 août 1987 relative aux honneurs, les citoyens français peuvent être décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille de la République.

Justice

Le 1^{er} janvier 1990, le nouveau Code de procédure pénale entrera en vigueur. Il sera le fruit de la loi n° 10 du 10 août 1987 relative aux honneurs, les citoyens français peuvent être décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille de la République.

Justice

Le 1^{er} janvier 1990, le nouveau Code de procédure pénale entrera en vigueur. Il sera le fruit de la loi n° 10 du 10 août 1987 relative aux honneurs, les citoyens français peuvent être décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille de la République.

Justice

Le 1^{er} janvier 1990, le nouveau Code de procédure pénale entrera en vigueur. Il sera le fruit de la loi n° 10 du 10 août 1987 relative aux honneurs, les citoyens français peuvent être décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille de la République.

Justice

Le 1^{er} janvier 1990, le nouveau Code de procédure pénale entrera en vigueur. Il sera le fruit de la loi n° 10 du 10 août 1987 relative aux honneurs, les citoyens français peuvent être décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille de la République.

Justice

Le 1^{er} janvier 1990, le nouveau Code de procédure pénale entrera en vigueur. Il sera le fruit de la loi n° 10 du 10 août 1987 relative aux honneurs, les citoyens français peuvent être décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille de la République.

Justice

Le 1^{er} janvier 1990, le nouveau Code de procédure pénale entrera en vigueur. Il sera le fruit de la loi n° 10 du 10 août 1987 relative aux honneurs, les citoyens français peuvent être décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille de la République.

Justice

Le 1^{er} janvier 1990, le nouveau Code de procédure pénale entrera en vigueur. Il sera le fruit de la loi n° 10 du 10 août 1987 relative aux honneurs, les citoyens français peuvent être décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille de la République.

Justice

Le 1^{er} janvier 1990, le nouveau Code de procédure pénale entrera en vigueur. Il sera le fruit de la loi n° 10 du 10 août 1987 relative aux honneurs, les citoyens français peuvent être décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille de la République.

Justice

Le 1^{er} janvier 1990, le nouveau Code de procédure pénale entrera en vigueur. Il sera le fruit de la loi n° 10 du 10 août 1987 relative aux honneurs, les citoyens français peuvent être décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille de la République.

Justice

Le 1^{er} janvier 1990, le nouveau Code de procédure pénale entrera en vigueur. Il sera le fruit de la loi n° 10 du 10 août 1987 relative aux honneurs, les citoyens français peuvent être décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille de la République.

Justice

Le 1^{er} janvier 1990, le nouveau Code de procédure pénale entrera en vigueur. Il sera le fruit de la loi n° 10 du 10 août 1987 relative aux honneurs, les citoyens français peuvent être décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille de la République.

Justice

Le 1^{er} janvier 1990, le nouveau Code de procédure pénale entrera en vigueur. Il sera le fruit de la loi n° 10 du 10 août 1987 relative aux honneurs, les citoyens français peuvent être décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille de la République.

Justice

Le 1^{er} janvier 1990, le nouveau Code de procédure pénale entrera en vigueur. Il sera le fruit de la loi n° 10 du 10 août 1987 relative aux honneurs, les citoyens français peuvent être décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille de la République.

Justice

Le 1^{er} janvier 1990, le nouveau Code de procédure pénale entrera en vigueur. Il sera le fruit de la loi n° 10 du 10 août 1987 relative aux honneurs, les citoyens français peuvent être décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille de la République.

Justice

Le 1^{er} janvier 1990, le nouveau Code de procédure pénale entrera en vigueur. Il sera le fruit de la loi n° 10 du 10 août 1987 relative aux honneurs, les citoyens français peuvent être décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille de la République.

Justice

Le 1^{er} janvier 1990, le nouveau Code de procédure pénale entrera en vigueur. Il sera le fruit de la loi n° 10 du 10 août 1987 relative aux honneurs, les citoyens français peuvent être décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille de la République.

Justice

Le 1^{er} janvier 1990, le nouveau Code de procédure pénale entrera en vigueur. Il sera le fruit de la loi n° 10 du 10 août 1987 relative aux honneurs, les citoyens français peuvent être décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille de la République.

Justice

Le 1^{er} janvier 1990, le nouveau Code de procédure pénale entrera en vigueur. Il sera le fruit de la loi n° 10 du 10 août 1987 relative aux honneurs, les citoyens français peuvent être décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille de la République.

Justice

Le 1^{er} janvier 1990, le nouveau Code de procédure pénale entrera en vigueur. Il sera le fruit de la loi n° 10 du 10 août 1987 relative aux honne

qualifié de « communiste »
• la mise en cause de
• du parti pour avoir ruiné
• relations avec le régime
• roumain. Le parlement
• sur les ventes passées de
• francs à Bucarest.

AGENDA

CARNET DU MONDE

Mariages

Après huit ans de compagnonnage,

Nicole POLEVEY-SIGRIST
et
Jean-Pierre COURTIN

sont heureux d'annoncer leur mariage, à la mairie des Hauts-de-Cagnes, le 30 novembre 1989.

32, Montée sous Baous,
06800 Cagnes-sur-Mer.

Décès

M^{me} Jocelyne Bailly-Sauverzac,
son épouse,
M. Pascal Bailly,
son fils,

M^{me} Marie-José et M. Henri
Petitgand-Bailly,
sa fille et son gendre,
Toute la famille,
Et ses nombreux amis,
ont la grande tristesse de faire part du
rappel à Dieu de

M. André BAILLY,
trésorier-payeur général honoraire,
officier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
chevalier du Mérite agricole,

décédé, mari des sacrements de
l'Eglise, à Paris, le 1^{er} janvier 1990,
dans sa soixante-neuvième année.

Les obsèques religieuses seront célé-
brées en l'église de l'Immaculée-
Conception, sa paroisse, 34, rue du
Rendez-Vous, à Paris-12^e, où l'on se
réunira, le vendredi 5 janvier, à
10 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

L'inhumation aura lieu au cimetière
parisien d'Ivry, dans le caveau de
famille.

17, rue des Marguettes,
75012 Paris.
70, rue du Rendez-Vous,
75012 Paris.
25-27, rue de la Folie-Méricourt,
75011 Paris.

M^{me} Noëlle Bosredon,
M. et M^{me} Marcel Bosredon,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Angus McMonnies,
née Colette Bosredon,
leurs enfants et leur petit-fils,
M. et M^{me} Jean-Pierre Bosredon
et leurs enfants,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Renée BOSREDON,

survenue à Magagnosc, le 1^{er} janvier
1990, à l'âge de soixante-sept ans,

ainsi que du décès de

M^{me} Colette BOSREDON,
née Pouch,

survenue à Magagnosc, le 2 janvier
1990, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Les obsèques seront célébrées le
jeudi 4 janvier, à 16 heures, à Maga-
gnosc.

Réunion à Pégise.

— Astaffort, Sidi-bel-Abbès.

M. Vincent de Cara,
M. Henri de Cara,
ses enfants et petits-enfants,
M^{me} veuve Mathilde Dupin,
ses enfants et petit-enfant,
M. et M^{me} Frédéric de Cara,
leurs enfants et petits-enfants,
M. le général d'armée Jean Ollé,
M. et M^{me} Masson,
Les familles Guibet,
Sa dévouée M^{me} Nadine Favreton,
son épouse, ses beaux-frères, belles-
sœurs, neveux, nièces, cousins,
Ses anciennes élèves du lycée,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Vincent de CARA,
née Laure Prudent,

directrice honoraire de lycée,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier des Palmes académiques,

que Dieu a rappelée à Lui, le 16 décem-
bre 1989, à l'âge de quatre-vingt-six
ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu le
18 décembre, en l'église Sainte-
Geneviève d'Astafort.

La Gravière,
47220 Astafort.

M. et M^{me} Antoine KYRILIS,
font part avec infiniment de tristesse
du décès de leur fils

Marc-Antoine,

dans sa quarantième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en
l'église orthodoxe grecque, 7, rue
Georges-Bizet, Paris-9^e, le 4 janvier
1990, à 13 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

192, avenue Victor-Hugo,
75016 Paris.

M^{me} Gérard Lambert,
son épouse,

M. Alan Lambert,
son fils,

M^{me} Marie-Jeanne Lambert,
sa fille,

M. A.-G. Lambert,
son petit-fils,

Et toute la famille,
ont la grande tristesse de faire part du
décès de

M. Gérard LAMBERT,
architecte honoraire,

survenu le 28 décembre 1989, dans sa
quatre-vingt-cinquième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'inti-
mité.

4, cour du Château,
Echilleuses,
45390 Puisseaux.

— Le comte Arnaud de Pesquidoux,
Le comte et la comtesse Raymond
de Pesquidoux,
et leurs enfants,

Le comte et la comtesse Henri
Bogouta,
leurs enfants et leur petite-fille,

Le comte et la comtesse Bertrand de
Pesquidoux
et leurs enfants,

Le comte et la comtesse Xavier de
Pesquidoux
et leurs enfants,

Parents et alliés,
font part du retour à Dieu de la

comtesse
Arnaud de PESQUIDOUX,
née Marie de Crémiers,

endormie dans la paix du Seigneur le
1^{er} janvier 1990.

Les obsèques religieuses auront lieu
en l'église Saint-Pierre du Houga, le
samedi 6 janvier, à 13 heures, suivies
de l'inhumation dans le caveau de
famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Château de Pesquidoux,
32400 Le Houga.

— Nancy, Saubures-sur-Moselle
(Vosges). Richemont (Moselle).

M^{me} Françoise Petit,
sa fille,

M^{me} Jean Ladouce,
sa belle-sœur, ses enfants et petits-
enfants,

M. et M^{me} Jean Petit,
leurs enfants et petits-enfants,

Toute la parenté,
Et ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond PETIT,

survenu le 1^{er} janvier 1990, dans sa
quatre-vingt-cinquième année.

Ils rappellent à votre souvenir son
épouse

M^{me} Raymond PETIT,
née Pierrette Ladouce,

décédée le 8 avril 1974.

Les obsèques seront célébrées le
jeudi 4 janvier, à 14 h 15, en la basi-
lique Notre-Dame-de-Lourdes, à Nancy.

La bénédiction finale tiendra lieu de
condoléances.

31, rue Emile-Coué,
54395 Nancy.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
DES LIVRES

— **Raphaël RÉMOND**,
nous a quittés accidentellement, dans
sa cinquantième année, le 20 décembre
1989.

« N'est-ce pas que notre cœur
était tout brûlé en nous... »

Chantal et Bruno Rémond,
Jean-Noël et Anne-Laure,
Sa famille,
Et ses amis,

M. et M^{me} Bruno Rémond,
Cachan.

M. et M^{me} René Rémond,
Paris-16^e,

M. et M^{me} Michel Mariée,
Cachan.

— Alain et Isabelle Crespelle,
ses beaux-enfants,
Sophie-Océ et François Smato,
Raphaël Crespelle,
ses petits-enfants,

Jacqueline Kuyper-Jurgens,
Benno et Joan Jurgens,
ses neveux et nièces,
Et leur famille de Hollande,
La famille Souweine de Belgique,
Et ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Emile SOUWEINE,
compositeur,

sociétaire défunctif de la SACEM,
ancien chef national du réseau Coty
(FFL-FFC),

chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'Ordre de la Couronne
de Belgique avec palme,

croix de guerre française avec palme,
croix de guerre belge avec palme,
médaille de la Résistance française,
médaille de la Résistance belge,

survenu le 13 décembre 1989, à Paris.

L'inhumation a eu lieu dans l'inti-
mité, le mercredi 20 décembre au
cimetière de Baillon (Val-d'Oise).

53, avenue Charles-de-Gaulle,
95160 Montmorency.

— Olivier Cohen-Stelner,
Jean-François Cohen-Stelner,
José Schneider,
ont la très grande tristesse d'annoncer
le décès de leur père adoptif, le

docteur **Ozias STEINER**,

dans sa quatre-vingt-troisième année, le
18 décembre 1989.

Se joignent à leur chagrin

Son gendre,
Ses belles-filles,
Ses petits-enfants.

Cet avis tient lieu de faire-part.

19, avenue du Général-Leclerc,
75014 Paris.

Remerciements

— Les proches de

Roger FIGAUT

remercient de tout cœur ses amis de
leur pensée pour lui.

Anniversaires

— Il y a dix ans, le 4 janvier 1980,

Marc CHEVRIER

quittait les siens.

Une pensée est demandée à ceux qui
l'ont connu et restent fidèles à son sou-
venir.

— Pour le deuxième anniversaire du
décès de

M^{me} Georges SCÉRAT,
avocat,

chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'Ordre national du Mérite,
officier du Mérite sportif,

une pensée est demandée à tous ceux
qui l'ont connu et aimé.

— Le 28 décembre 1986 disparaît
accidentellement

Siva SOUBRAMANIAN.

De la part de

Son épouse, sœur
Et de ses enfants Krishna et Indira.

Avis de messes

— Une messe sera célébrée samedi
6 janvier 1990, à 10 heures, en l'église
Saint-Michel, 12 bis, rue Saint-Jean,
Paris-17^e, à la mémoire de

M. Jean CROZET,

décédé le 27 juin 1989.

Ses obsèques ont eu lieu le 30 juin, à
La Chapelle-de-Guinchay (Saône-et-
Loire).

CARNET DU MONDE

Remerciements : 42-47-98-03

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 87 F

Abonnés et actionnaires : 77 F

Communicat. diverses : 90 F

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel
du mardi 2 janvier 1989 :

DES LOIS

● N° 89-1001 du 31 décembre
1989 autorisant l'approbation d'un
accord entre le gouvernement de la
République française et le gouver-
nement de l'URSS sur l'encourage-
ment et la protection réciproques
des investissements (ensemble un
échange de lettres).

● N° 89-1004 du 31 décembre
1989 autorisant l'approbation d'une
convention relative à la conserva-
tion de la vie sauvage et du milieu
naturel de l'Europe.

● N° 89-1007 du 31 décembre
1989 relative au corps des ingé-
nieurs du contrôle de la navigation
aérienne.

● N° 89-1008 du 31 décembre
1989 relative au développement
des entreprises commerciales et
artisanales et à l'amélioration de
leur environnement économique,
juridique et social.

● N° 89-1009 du 31 décembre
1989 renforçant les garanties
offertes aux personnes assurées
contre certains risques.

● N° 89-1010 du 31 décembre
1989 relative à la prévention et au
réglement des difficultés liées au
surendettement des particuliers et
des familles.

UN DÉCRET

● Du 22 décembre 1989 portant
classement comme forêt de
protection les massifs forestiers de
Daubensand, d'Erstein et de Mar-
ckolsheim (Bas-Rhin).

Sont publiés au Journal officiel
du mercredi 3 janvier :

DES LOIS

● N° 89-1013 du 31 décembre
1989 portant création du statut de
prisonnier du Viet-Minh.

● N° 89-1014 du 31 décembre
1989 portant adaptation du code
des assurances à l'ouverture du
marché européen.

UN DÉCRET

● N° 90-5 du 2 janvier 1990
fixant le taux des cotisations dues
par les employeurs au titre des
prestations familiales.

La semaine de la bonté

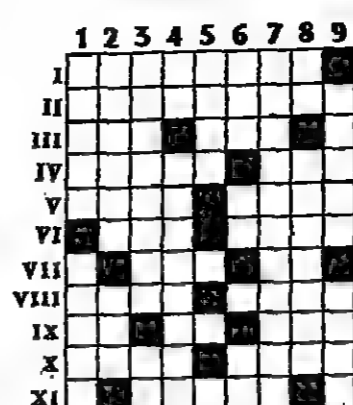
Cas n° 46. — Emmanuelle a
vingt ans. Elle a été admise à
une école d'orthophoniste. Sa
mère, divorcée et malade, dis-
pose de faibles ressources. Le
début des études, avant
l'obtention d'une bourse espé-
rée, impose des dépenses de
scolarité, de sécurité sociale et
de mutuelle que la famille peut
difficilement assumer.

Une aide de 3 000 F per-
mettrait à cette jeune fille de
préparer son avenir.

► Prière d'adresser les
dons à LA SEMAINE DE
LA BONTÉ, 4, place Saint-
Germain-des-Prés, 75006
Paris : CCP Paris 4-62 X,
ou chèques bancaires. Tél. :
(1) 45-44-18-61.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5167



HORIZONTALEMENT

I. Est utilisé pour cueillir des
bouquets. — II. Qui s'accroche. —
III. Avant l'heure. Comme la forme
quand elle est bonne. — IV. Déci-
sions souveraines. Poème. —
V. Succéda à Van Dyck. Comme
certains fruits. — VI. Au nom du
pair. Sa feuille est un fleuron. —
VII. Sur la Lyne. Utile pour le des-
sinateur. — VIII. Un saint abbé.
Souvent dangereux quand il est
stupide. — IX. Conjonction. Qui
montre tout. Bêche sans éti-
cettes. — X. Cajole dans les bois.
Autrefois, était souvent attaché au
parquet. — XI. Quand elle est
noire, il y a beaucoup d'os.

VERTICALEMENT

1. Quand il est borge, ne doit
pas rêver aux étoiles. Est toujours
un peu à la bourre. — 2. Qui pou-
vent donc envier les uruguayistes.
Sur la Drôme. — 3. S'attaque à
une pigmentation. Certain est mal
fichu. — 4. Pronom. Son standard
est sanglant. — 5. De pis, permet-
tent d'observer. — 6. Un coup
d'épée peut tout juste le troubler.
Un peu de sang. Mesure. — 7. Se
produit quand il n'y a plus d'air. —
8. Cité. La poste pouvait l'environ-
ner en un jour. — 9. Pronomie. Aussi
familier.

Solution du problème n° 5166

Horizontalement

I. Sédophile. — II. Odeur. Out.
— III. Ur. Deeler. — IV. Légende.
— V. Ide. Ai. Sp. — VI. Molènes.
— VII. Ino. Tueur. — VIII. Noé.
USA. — IX. Ales. — X. Escalier.
— XI. Tees. Essai.

Verticalement

1. Boulimie. Et. — 2. Edredon.
Océ. — 3. Dé. Gélon. Ce. —
4. Eude. Otas. — 5. Prenante. —
6. Adieu. Aie I. — 7. Iole. Soules.
— 8. Lue. Usere. — 9. Etiperas.

GUY BROUTY

AUTOMOBILE

Fiesta XR 2i :
pour jeunes gens musclés

Boucliers moulés, passages
de roues élargis, jupes de
caisse enveloppantes, «spo-
ilers» arrière noir, projecteurs
longue portée, toit ouvrant,
échappement ragout, brio... la
nouvelle Fiesta XR 2i de Ford
vise avant tout les conducteurs
jeunes. La prix demandé pour
cette petite bombe — 79 800 F —
est bien raisonnable pour ce
type de véhicule, preuve sup-
plémentaire que la bible de Ford
c'est, s'il était besoin de le
confirmer, les 20-35 ans sains
et musclés. Sains parce qu'il
faut être maître de ses nerfs
pour la mener et musclés parce
qu'il faut des «biscottes» à
toute épreuve pour garder cette
XR 2i. C'est d'ailleurs là le
défaut majeur de cette petite
trois portes au demeurant une
fois en circulation, plutôt drôle
à conduire. Du moins quand on
a pris la mesure de ses incar-
nations.

Il n'y aura pas, même sur
option, d'assistance à la direc-
tion, semble-t-il, et la marque
est satisfaite des suspensions
qui ont, à l'avant, des bras
triangulés et à l'arrière, procé-
dent d'un essai qui travaille à
la torsion. Certes pas de rouls
exagérés mais, pour peu que le

vent et la pluie soient de la par-
tie, un flottement qui surprend.
Gars aux nerfs siers et aux
muscles encore — tant il
convient de tenir fermement la
direction.

Domage tout de même car
cette Fiesta pointue (110 ch au
moteur à 6 000 tours pour
8 CV fiscaux) aurait bien du
charme. D'autant plus que le
moteur à lui seul, sera à l'épu-
ise par une boîte à rapports
courts, mérite une belle men-
tion (1,6 litre à injection).
L'intérieur est sobre, bien fini,
et les sièges fermes.

Dans le collimateur de la
XR 2i, il y a bien sûr les 205
GTI de Peugeot, à un point tel
que l'on pourrait s'y méprendre
tant les silhouettes semblent
être de la même famille.

L'ambition de Ford est d'en
distribuer 7 200 exemplaires en
1990 en France. La lutte sera
chaude sur le marché des
petites voitures de plus de
100 chevaux l'an qui vient (1).

C. L.

(1) En 1988 Peugeot a vendu
dix-sept mille voitures de ce type
(GTI et Rallye).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde.

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Avis de messes

— Une messe sera célébrée samedi
6 janvier 1990, à 10 heures, en l'église
Saint-Michel, 12 bis, rue Saint-Jean,
Paris-17^e, à la mémoire de

M. Jean CROZET,

décédé le 27 juin 1989.

Ses obsèques ont eu lieu le 30 juin, à
La Chapelle-de-Guinchay (Saône-et-
Loire).

CARNET DU MONDE

Remerciements : 42-47-98-03

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 87 F

Abonnés et actionnaires : 77 F

Communicat. diverses : 90 F

Le Monde

5, rue de Montigny, 75007 PARIS

Tél. : (1)

PARIS - ILE-DE-FRANCE

Une association entre partenaires privés et publics

De nouveaux moyens pour attirer les entreprises étrangères

Le Val-de-Marne
parraine
la création littéraire

Quel est le point commun entre *Lac*, roman d'espionnage métaphysico-parodique de Jean Echenoz, paru aux éditions de Minuit à la rentrée, et *Mon grand album de bébé*, livre pour les tout-petits qui raconte trois ans de la vie d'un bonhomme nommé Camille, paru chez Gallimard dans la collection « Le sourire qui mord » ? Rien a priori, sauf que ces deux ouvrages ont reçu une aide du conseil général du Val-de-Marne. De la même façon que les collectivités locales aident le théâtre, le cinéma ou le sport, la création littéraire commence aujourd'hui à faire l'objet d'une attention somnante et trébuchante.

Bien que le colonel Sock, Franck Chopin, Suzy Clair soient des personnages essentiels du roman de Jean Echenoz, le vrai héros de *Lac* est le Val-de-Marne. L'auteur, durant plusieurs mois, a parcouru Thiais, les halles de Rungis, Villjuif, dans les petits matins cafardeux de l'hiver ou les aurores au souffle chaud de juillet. De cette banlieue méconnue, il a fait le décor de son livre.

En échange de son engagement à écrire une œuvre de fiction à partir du thème qu'il choisit mais dont l'action se situe dans le Val-de-Marne, Jean Echenoz a reçu une bourse de 150 000 F. L'auteur avait le choix de l'éditeur, et le département ne percevait aucun pourcentage sur les droits ou les bénéfices. Seul risque : le livre pouvait être refusé par les éditeurs. C'est pourquoi le choix d'un éditeur a été fait en 1983 avec Chevalier, apportant au conseil général une sérieuse garantie.

C'est ce même souci de limiter les risques qui a présidé au choix de François Salvaing et de Marie Redonnet pour deux autres romans actuellement en chantier et qui devraient paraître à la fin 1990. François Salvaing, habitant Fontenay-sous-Bois et Prix du livre Inter pour son quatrième roman *Misère* / *misère* / *misère* l'acte de son prochain livre au cœur du CHU du Kremlin-Bicêtre. Marie Redonnet, qui a passé sa jeunesse au Kremlin-Bicêtre, a choisi le théâtre d'Ivry pour décor.

Après les adultes, les petits. Tout au long de 1990, les enfants nés cette année dans le Val-de-Marne et dont les parents habitent le département recevront le livre intitulé *Mon grand album de bébé*. Les élus départementaux ont voulu patronner un ouvrage qui « puisse intéresser directement de très jeunes enfants et témoigner d'une recherche novatrice ». Pour cela ils ont fait appel à un auteur concepteur val-de-marnais, Christian Bruel, docteur en psychologie et coauteur d'une vingtaine d'ouvrages qui s'adressent aux enfants et aux jeunes.

Mon grand album de bébé est une œuvre collective puisque Christian Bruel a réuni autour de lui Anne Galland pour le texte, Anne Bozellec et Nicole Claveloux pour les illustrations qui, depuis quinze ans travaillent ensemble. Le conseil général a alloué une aide de 60 000 F et a acheté dix-huit mille cinq cents livres, chiffre qui correspond au nombre de naissances attendues dans le département pour 1990, pour un coût total de 480 000 F.

Distribué gratuitement aux nouveau-nés val-de-marnais, le livre est également accessible à tous les enfants de France et de Navarre puisqu'il est en vente en librairie depuis le 15 décembre au prix de 89 F.

Cet ouvrage est le troisième commandé par le conseil général. Le premier écrit par Josée Bouchet, intitulé *Ma crèche* et destiné aux enfants des crèches, avait été édité en 1987. Le deuxième *Petit monde infini*, de Philippe Davane, était sorti en 1988. Le département avait acheté quatre mille exemplaires du premier et dix mille du second.

FRANCIS GOUGE.

Le Monde
BONNEZ VOUS
RUBRONNEZ VOUS

LE MONDE
ET SES PUBLICATIONS
Gérez vos abonnements
sur minitel 24 heures sur 24
7 jours sur 7

ABONNEMENTS
3615 LE MONDE

Créée en 1987 sur l'initiative du conseil régional d'Ile-de-France, la Mission d'accueil des entreprises (MAE) fait peu de bruit. De service de la région, elle devient association à but non lucratif. Ainsi un ensemble de partenaires publics ou privés, une trentaine au total, tels des chambres de commerce et d'industrie, des villes, mais aussi la RATP, Aéroports de Paris ou la SNCF, pourront participer à son action (1).

Ce changement de statut ne modifie en rien le rôle de la mission, à savoir : inciter les entreprises étrangères à s'implanter en Ile-de-France. A cette fin, son travail s'articule autour de trois axes. D'abord améliorer le positionnement concurrentiel de la région, c'est-à-dire créer un environnement propice à l'installation de sociétés étrangères. Le fait que Paris dispose de deux aéroports internationaux et qu'elle soit, grâce au TGV, à trois heures de toutes les grandes capitales de la CEE est, à ce niveau, un atout de taille. Dans le même esprit a été construite une école japonaise à Saint-Quentin-en-Yvelines. Cela pourrait favoriser la venue de moins de japonais.

Deuxième axe d'action de la mission : informer et guider les entreprises étrangères. Il s'agit de mettre à leur disposition tous les renseignements dont elles peuvent avoir besoin. Du montant de la taxe professionnelle au prix des loyers en passant par les taux de cotisations sociales ou les possibilités d'inscrire les enfants du personnel dans une école internationale. La mission a déjà réalisé, à cette fin, une brochure, traduite en quatre langues, présentant tout un ensemble d'informations pratiques sous forme de tableaux, schémas et statistiques. Dans ce cadre, la mission facilite aussi les démarches administratives qui, trop souvent, retardent le processus du combattant, aux quelles doit se plier une firme décidée à s'installer dans la région.

Enfin, c'est son troisième rôle, la mission mène des actions ciblées auprès des investisseurs potentiels. Elle a constitué un réseau de personnes capables de cerner les sociétés susceptibles de s'implanter

en France. Pour ce faire, elle profite des bureaux de la DATAR à l'étranger ainsi que des services commerciaux des ambassades présentes à Paris.

Les PME sont les premiers clients visés par la mission. Les grosses sociétés n'ont pas besoin, en effet, d'une telle logistique. Selon le conseil régional, la rentabilité des huit mille entreprises étrangères installées en Ile-de-France est supérieure de 30 % à celle des entreprises françaises. Elles font aussi davantage appel à la sous-traitance, ce qui donne du travail à de nombreuses entreprises petites et moyennes. Enfin leurs investissements sont supérieurs de 5 % à 30 % à ceux des firmes françaises.

7 millions de francs
par an

Or, dans le cadre du marché unique de 1993, les entreprises étrangères devraient multiplier leurs implantations en Europe, et la concurrence entre les régions sera très vive. Comme l'explique Christian Cambon, vice-président du conseil régional, délégué au développement économique et à l'emploi : « Sur les quarante derniers sièges étrangers implantés en

Europe, trois seulement sont venus en France. C'est alarmant. Le temps n'est plus à la concurrence entre Paris et Bordeaux. Désormais, les adversaires de Paris, ce sont Londres et Francfort ».

Ce changement de statut devrait donner un nouveau dynamisme à la Mission d'accueil des entreprises. Déjà ses moyens financiers sont multipliés par deux, chaque membre acquittant une cotisation de 200 000 francs. Son budget passera ainsi de 3,5 à 7 millions de francs. Les actions déjà entreprises pourront donc être développées. Une étude a, notamment, été commandée à un cabinet belge, spécialiste de l'implantation des sociétés, pour comprendre, à partir de cas concrets, pourquoi une firme a préféré s'installer à Bruxelles ou à Francfort plutôt qu'à Paris, et mieux cerner ainsi les forces et les faiblesses de l'Ile-de-France.

Ces moyens supplémentaires permettront aussi l'embauche de nouveaux agents - actuellement, ils ne sont que cinq - à moins que certains partenaires de l'association ne mettent à sa disposition du personnel. La mission pourra donc plus facilement atteindre ses objectifs. En bénéficiant des structures de ces membres à l'étranger, elle peut « déboucher » les investisseurs

potentiels. En associant la RATP et la SNCF à sa réflexion, elle se donne les moyens d'améliorer son réseau de transport, donc de valoriser son positionnement concurrentiel. La mission y gagnera aussi en souplesse, le cadre administratif étant souvent trop rigide. Ainsi elle pourra recruter sans passer obligatoirement par un concours administratif. Se rendre à l'étranger n'obligera plus à d'interminables formalités. Sans un tel outil, le conseil régional n'aurait pas pu mener à bien les objectifs économiques qu'il s'est fixés.

Cette transformation de la mission, si elle doit donner à celle-ci un nouveau souffle, n'est pas sans soulever des difficultés. En effet, tous les partenaires qu'ils soient, ses membres restent avant tout concurrents. Comme le dit un responsable d'Aéroports de Paris : « Pas question pour nous de travailler au profit d'une ville qui est notre adversaire sur le plan commercial ».

Cette concurrence « interne » ne risque-t-elle pas d'affecter l'efficacité de la mission ? Ainsi ce même responsable d'Aéroports de Paris précise nettement : « Nous ne demanderons pas à nos bureaux de l'étranger de travailler pour la région si quelqu'un d'autre risque d'en profiter. Derrière les grandes idées générales de solidarité au profit d'une région se cache donc le souci, compréhensible après tout, du « chacun pour soi ».

D'abord prouver
son utilité

Mais Christian Cambon aborde ces problèmes de concurrence avec sérénité. « En rien nous ne sommes un organisme répartiteur. Notre rôle n'est pas de dire : nous donnons cette entreprise au Val-d'Oise, celle-là à l'Essonne. Les clients à l'installation choisiront en fonction de leurs critères. Nous ne serons pas une DATAR bis. Les villes membres de l'association auront une priorité, ne serait-ce que parce qu'elles seront au courant des projets. Mais encore faudrait-il qu'elles répondent aux besoins de la société candidate. De toutes les façons, notre action n'empêche pas, bien sûr, les membres d'avoir leurs initiatives propres ».

Avant de convaincre les entreprises étrangères de venir s'installer

La région vue de l'étranger

	Avant création de la région	Jusqu'en 1973	En 1988
Ses atouts (1)			
Accessibilité	36	47	63
Rayonnement international	31	43	50
Ensemble fonctionnel efficace	28	38	47
Marché intéressant	32	41	48
Environnement scientifique utile	29	37	53
Ses inconvénients (1)			
Coordination insuffisante	44	23	15
Coordination insuffisante des fonctions	43	27	18
Informations insuffisantes	39	19	11
Environnement insuffisant au niveau de recherche et développement	47	21	9

(1) Taux de motivation calculé à partir de l'ensemble des avis exprimés par des représentants d'entreprises étrangères sur le type d'atouts ou d'inconvénients concernés.
Source : P. Weckermann et Motivations d'implantations d'entreprises étrangères, IAU-IFR - Novembre 1988.

Les députés rue Saint-Dominique, les sénateurs rue Garancière
Des parlementaires à l'étroit

coûtera beaucoup plus cher, vous le savez très bien. D'abord, il faudra faire des aménagements. Il y aura des crédits d'entretien. Il faudra embaucher du personnel supplémentaire. On aurait pu prévoir un aménagement des bureaux existants qui nous aurait coûté moins cher. Alors que notre Assemblée connaît un amoindrissement de ses pouvoirs, je constate que ses dépenses sont de plus en plus considérables. » Et E. Frédéric-Dupont de conclure : « Je trouve regrettable que nous votions près de 500 millions de francs pour des dépenses relatives à notre confort. » Réponse de Philippe Bessinet (PS), questeur : « Je trouve regrettable qu'un élu du septième arrondissement n'ayant aucun problème de domicile vienne faire ici le bon à un certain nombre de députés de province qui travaillent dans des conditions difficiles au niveau de leur logement ou de leur bureau. La dignité de notre Assemblée, c'est d'offrir à tous les élus du peuple des conditions de travail qui soient normales, accep-

tables et qui leur permettent de remplir de façon satisfaisante leur mandat ».

La Bastille
ou l'Ecole militaire

Il est vrai qu'une sorte de bouillie immobilière a atteint l'Assemblée nationale. Après la construction en 1974 d'un grand bâtiment de sept étages au 99-101 rue de l'Université, le sous-sol de l'Assemblée a été occupé sur dix niveaux. Puis, en 1988, ce fut l'achat d'un immeuble de bureaux au 233, boulevard Saint-Germain et, enfin, en 1989, l'hôtel Sofitel Bourbon. La raison de tous ces agrandissements : Notre travail a changé, disait en substance les députés, nous avons davantage de collaborateurs, l'informatique a fait son entrée au Parlement, les dossiers que l'on nous confie, sont de plus en plus nombreux et complexes, de nouveaux services ont été créés...

Le même raisonnement vaut pour les sénateurs, qui viennent

d'acquiescer aux 6, 8, 10 de la rue Garancière, dans le sixième arrondissement, l'immeuble qui abritait les Presses de la Cité. Coût de l'opération : 100 millions de francs. On y installera vraisemblablement des bureaux pour les sénateurs, dont certains ne disposent, au palais, que de 12 mètres carrés.

Ce n'est d'ailleurs pas la première acquisition de la Haute Assemblée dans le quartier. En janvier 1976, par exemple, le Sénat a immigré sur le trottoir d'en face, dans un immeuble situé 26-38, rue de Valenciennes, les étages ont été aménagés pour les parlementaires qui, à y a quinze ans encore, ne possédaient aucun bureau au « Luxembourg ». Ici aussi, on a vu l'évolution immobilière des venelles voisines pour le cas où... Superbe palais du dix-septième siècle, le Sénat est, en effet, bien mal adapté à la vie d'une assemblée avec son escalier monumental qui occupe toute une aile du bâtiment, ses deux étages, ses petites escaliers en colimaçon.

La République n'a jamais construit de bâtiments neufs pour accueillir les représentants du peuple. C'est dire que la question des conditions de travail des élus s'est toujours posée. Pour désengorger le Parlement, Jacques Chabert-Delmas, alors président de l'Assemblée nationale, proposa au début de la V^e République de regrouper à l'Ecole militaire certains services du Palais Bourbon et du Palais du Luxembourg. En vain. Attachés à leurs concours dorés, députés et sénateurs balayèrent d'un revers de main cette proposition. Depuis, les questions de ces Assemblées jouent au Monopoly.

L'année du Bicentenaire vient de s'achever. Bonne occasion de rappeler que près de trente projets de construction d'une « salle d'assemblée » ont été présentés il y a deux cents ans à la Constituante puis à la Législative. L'emplacement le plus souvent proposé pour élever ce « palais national » était la Bastille. On y a finalement construit un opéra...

JEAN PERRIN

Effritement
industriel

L'Ile-de-France contribue pour plus de 27 % à l'activité industrielle nationale, ce qui la place en première position des régions françaises (la deuxième région, Rhône-Alpes, ne fournit que 11,1 % de la valeur ajoutée française). Le secteur industriel le plus important est celui des biens d'équipement (38 % de la valeur ajoutée française, 30 % de la nationale).

Ces chiffres sont tirés de la Note rapide sur l'emploi et l'économie que vient de publier l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région (IAU-IFR).

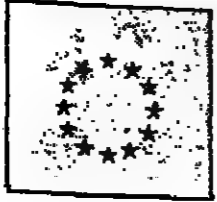
Ces performances, note l'Institut, ne doivent pas minimiser la régression de l'emploi industriel français, qui perd 27 % de ses effectifs entre 1975 et 1988 (- 19 % dans les autres régions). Les effectifs évoluent (en proportion) de façon similaire en Ile-de-France et dans les autres régions sur une longue période mais l'Ile-de-France subit (tous jours en pourcentage) des pertes plus importantes. Au total, la place de l'industrie régionale dans la structure de l'emploi régresse de 28,1 % en 1975 à 20,3 % en 1988. Elle est supérieure dans les autres régions : 23,6 % en 1988.

contre sa création au nom d'une certaine préférence nationale. Au conseil général des Yvelines, on met en doute l'efficacité d'une telle association, tout en recommandant prudemment qu'on la rejoigne si elle prouve son utilité. C'est ce qu'explique un de ses membres : « Nous n'avons pas la fonctionnarisation de quelque chose qui, naturellement, revient au privé. Le problème de l'Ile-de-France est de gérer une demande spontanée, sans aller chercher des entreprises. Je ne pense pas que cette association amènera plus d'investisseurs. Par contre, elle pourra contribuer à améliorer l'accueil ».

Ces dissensions ne gênent pas outre mesure Christian Cambon, qui affiche des objectifs ambitieux pour la mission. « Je voudrais que grâce à notre travail une trentaine d'entreprises se soient implantées en Ile-de-France avant la fin 90 ». Une vingtaine de projets seraient déjà à l'étude.

JEAN PIEL

(1) L'Association pour l'accueil des entreprises comprend les membres suivants : conseil régional d'Ile-de-France ; Préfecture de région ; IAU-IFR (Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France) ; Port autonome de Paris ; AFIRP (Agence française de recherche et de technique de la région parisienne) ; chambre de commerce et d'industrie ; SNCF ; RATP ; CCIP (chambre de commerce et d'industrie de la ville de Paris) ; conseil général de Seine-et-Marne ; conseil de Paris ; Secrétariat général des villes nouvelles ; conseil général du Val-d'Oise ; Caisse des dépôts et consignations ; EPAD (Etablissement public d'aménagement de la Défense) ; Aéroports de Paris ; syndicat d'agglomération d'Evry ; conseil général des Hauts-de-Seine ; conseil général de l'Essonne ; Sarcelles ; Pôisy ; Boulogne ; Issy-les-Moulineaux ; EDF-GDF, plus une quinzaine de membres associés, sans pouvoir décisionnel (33, rue Barbet-de-Jouy, 75007 Paris. Tél. 40-43-86-15).



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC *Handelsblad* LE SOIR *Le Monde* *Süddeutsche Zeitung* *Corriere della Sera* EL PAIS De Standaard *The Independent*

Schlumberger

SCHLUMBERGER TECHNOLOGIES ET SCHLUMBERGER SERVICES PETROLIERS SOUHAITENT UNE BONNE ANNÉE 1990 AUX LECTEURS DU MONDE.
EUROPE : FRANCE, UK, IRLANDE, HOLLANDE, BELGIQUE, SUÈDE, NORVÈGE, DANEMARK, SUISSE, ALLEMAGNE, AUTRICHE, ITALIE, ESPAGNE, GRECE.
COORDINATION RECRUTEMENT - BP 620-01 - 50 AVENUE JEAN JAURES, 92542 MONTROUGE CEDEX.

Le 1er ouvrage de référence dans le domaine des Ressources Humaines Européennes.

EXCEL

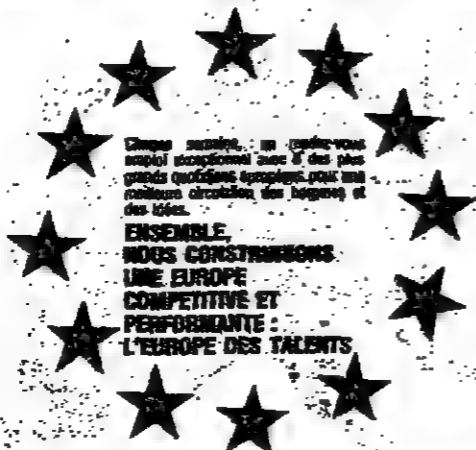
Le Monde
CAMPUS

LE 1^{er} GUIDE EUROPEEN DU RECRUTEMENT ET DES FORMATIONS D'EXCELLENCE

Renseignements et souscriptions: HCE 6, Rue Monsigny 75002 PARIS. Tél: 42 86 08 22

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC *Handelsblad* LE SOIR *Le Monde* *Süddeutsche Zeitung*



Chaque année, un grand nombre de jeunes diplômés cherchent à intégrer une entreprise européenne. Ce guide vous aide à trouver l'entreprise qui correspond à vos aspirations et à vous former pour y réussir.

ENSEMBLE
NOUS CONSTRUISONS
UNE EUROPE
COMPÉTITIVE ET
PERFORMANTE :
L'EUROPE DES TALENTS

Corriere della Sera EL PAIS De Standaard *The Independent*

Le Monde
INTERNATIONAL

administrateurs
finances
et
contrats

L'AGENCE SPATIALE EUROPÉENNE RECHERCHE
DES ADMINISTRATEURS DÉBUTANTS ET
CONFIRMÉS DANS LE DOMAINE DES FINANCES
ET DES CONTRATS POUR SES ÉTABLISSEMENTS
IMPLANTÉS EN FRANCE, AUX PAYS-BAS ET EN
ALLEMAGNE.

Les candidats doivent avoir un diplôme
universitaire assorti d'une expérience des
questions financières et contractuelles de
deux années pour les postes débutants et de
cinq années pour les postes confirmés,
acquise de préférence dans une
organisation internationale.

Ils auront une grande capacité d'adaptation
et doivent être familiarisés avec les moyens
informatiques.

Une bonne connaissance de l'anglais ou du
français et une connaissance pratique de
l'autre de ces deux langues sont exigées.

Les conditions d'emploi sont celles offertes
par les organisations internationales et
comprennent : prestations familiales,
indemnité d'expatriation, régimes de sécurité
sociale et de pension, indemnité
d'installation.

Les candidatures à ces postes,
accompagnées d'un curriculum vitae
détaillé, doivent être adressées au Chef de
la Gestion du Personnel, ESA 8/10 rue Mario-
Nikis - 75738 PARIS CEDEX 15 (France) en
faisant référence à cette annonce.

L'EUROPE
LES HOMMES ET L'ESPACE



esa
agence spatiale européenne

Le Monde INTERNATIONAL

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 131

LA COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES A LUXEMBOURG



Administrateurs

La Cour de Justice des Communautés européennes à Luxembourg organise un concours général sur titres et diplômes pour constituer une liste de réserve de recrutement de (n) administrateurs (réf. concours général n° CJ 96/89).

Les traitements et les avantages sociaux sont comparables à ceux des autres institutions internationales.

Conditions requises :
- être ressortissant d'un Etat membre des Communautés européennes ;
- avoir moins de 36 ans à la date du 16 février 1990 ;
- avoir une formation juridique complète sanctionnée par un diplôme universitaire ou de niveau universitaire, obtenu dans l'un des Etats membres des C.E., ainsi qu'une très bonne connaissance du droit communautaire ;
- avoir une expérience professionnelle d'au moins 2 ans acquise soit dans une fonction relevant d'une réelle pratique de la recherche juridique tant en

droit communautaire qu'en droit national, soit dans une autre activité présentant un rapport direct avec ces domaines ;
- () connaissance approfondie d'une langue officielle des C.E., très bonne connaissance d'une autre langue officielle des C.E. et bonne connaissance d'une troisième langue officielle des C.E.

De plus amples renseignements, ainsi que l'acte de candidature obligatoire, peuvent être obtenus sur simple demande écrite (réf. Journal Officiel des C.E., n° C 324 du 28 décembre 1989) au Bureau d'Information et de Presse de la Commission des C.E.,
- 61, rue des Bains-François, F-57821 PARIS CEDEX 16 ;
- CMCI, 2, rue Henri-Barbuse, F-13241 MARSEILLE CEDEX 01 ;
- rue Archimède 73, B-1040 BRUXELLES.

La date limite pour le dépôt des candidatures est le 16 février 1990.

LE GROUPE SOCIALISTE DU PARLEMENT EUROPÉEN

recherche pour son secrétariat à Bruxelles un (m/f)

INFORMATICIEN

Nature des fonctions :

- développement d'applications informatiques dans des domaines variés ;
- conseil, assistance relatifs aux logiciels utilisés ;
- ingénierie système et technicien d'exploitation ;
- gestion du réseau de télécommunications.

Qualifications et connaissances :

- diplôme d'enseignement technique secondaire ou expérience professionnelle garantissant un niveau équivalent ;
- expérience professionnelle confirmée dans les fonctions décrites ci-dessus, ainsi que dans l'analyse et la programmation en langage de haut niveau sur mini et micro-ordinateurs ;
- bonne connaissance du fonctionnement (hardware et software) des ordinateurs et des appareils de télécommunications ;
- connaissance approfondie de l'anglais et connaissance d'une autre langue de travail du Groupe Socialiste (français, allemand, espagnol).

Rémunération et avantages sociaux assimilés au grade C1 du Statut des fonctionnaires des Communautés Européennes.

Prière d'adresser votre curriculum vitae et une photo, avant le 15 février 1990, au Secrétaire Général du Groupe Socialiste du Parlement Européen, rue Belliard 79-113, B-1040 Bruxelles (DNFO).

Le Monde CADRES

Le département d'Eure-et-Loir RECRUTE UN CONSERVATEUR DE MUSÉE DE 1^{re} CATÉGORIE

Profil de l'emploi :

Ce conservateur sera chargé d'assurer la direction du Conservatoire du machinisme et des pratiques agricoles d'Eure-et-Loir.

Ce musée est géré par une société d'économie mixte dont le département possède la majorité du capital et abrite les collections de l'Association du conservatoire.

La rémunération sera celle afférente à l'emploi de conservateur de musée 1^{re} catégorie, par référence aux emplois communaux.

Profil du candidat :

- Figurer sur la liste d'aptitude établie par les services de la Direction des musées de France publiée au Journal officiel du 25 juillet 1989 ;

- Par voie de détachement ou de mutation pour tous conservateurs en fonctions.

Candidatures :

A adresser, avant le 20 janvier 1990, sur papier libre, avec un curriculum vitae très détaillé, le dernier arrêté de promotion d'échelon, une photo d'identité à :

Monsieur le Président du Conseil général d'Eure-et-Loir
service du personnel - 31, rue Sainte-Même
28026 Chartres Cedex.

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

1^{er} arrdt

HALLS, RUE DU JOUR, 1^{er} arrdt, 2^e ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

2^e arrdt

Bourgeois studio 22 m², 2^e ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

3^e arrdt

RUE VOLTA de l'imm. XVII, 4/5 P., 1^{er} ét., gde hauteur, 500 000 F. FAUCON 45-49-22-70

4^e arrdt

TEMPIE, RUE DU VERT-BOIS, 1^{er} arrdt, 2^e ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

5^e arrdt

ARTS-ET-MÉTIER, RUE DES ARTS-ET-MÉTIER, 1^{er} arrdt, 2^e ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

6^e arrdt

ARTS-ET-MÉTIER, RUE DES ARTS-ET-MÉTIER, 1^{er} arrdt, 2^e ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

7^e arrdt

ARTS-ET-MÉTIER, RUE DES ARTS-ET-MÉTIER, 1^{er} arrdt, 2^e ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

8^e arrdt

ARTS-ET-MÉTIER, RUE DES ARTS-ET-MÉTIER, 1^{er} arrdt, 2^e ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

9^e arrdt

ARTS-ET-MÉTIER, RUE DES ARTS-ET-MÉTIER, 1^{er} arrdt, 2^e ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

10^e arrdt

ARTS-ET-MÉTIER, RUE DES ARTS-ET-MÉTIER, 1^{er} arrdt, 2^e ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

11^e arrdt

ARTS-ET-MÉTIER, RUE DES ARTS-ET-MÉTIER, 1^{er} arrdt, 2^e ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

12^e arrdt

ARTS-ET-MÉTIER, RUE DES ARTS-ET-MÉTIER, 1^{er} arrdt, 2^e ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

13^e arrdt

ARTS-ET-MÉTIER, RUE DES ARTS-ET-MÉTIER, 1^{er} arrdt, 2^e ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

14^e arrdt

ARTS-ET-MÉTIER, RUE DES ARTS-ET-MÉTIER, 1^{er} arrdt, 2^e ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

15^e arrdt

ARTS-ET-MÉTIER, RUE DES ARTS-ET-MÉTIER, 1^{er} arrdt, 2^e ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

16^e arrdt

ARTS-ET-MÉTIER, RUE DES ARTS-ET-MÉTIER, 1^{er} arrdt, 2^e ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

7^e arrdt

VANAU, rue Pierre-Laroux, studio 21/22 m², 1^{er} ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

9^e arrdt

M^{re} D-LORETTE, RUE DES MARTYRS, EXCEPT, 50 m², 1^{er} ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

17^e arrdt

M^{re} BROCHANT EXCEPT, 2 P., entrée, cuis., équipée, 40 m², 1^{er} ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

18^e arrdt

M^{re} LA CHAPELLE, EXCEPT, 4 P., entrée, cuis., salle d'eau, w.c., balcon, 110 m², 1^{er} ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

19^e arrdt

M^{re} GUY-MOULLET, Ruisseau, 2 P., bureau, cuis., équipée, 40 m², 1^{er} ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

19^e arrdt

M^{re} LA CHAPELLE, EXCEPT, 4 P., entrée, cuis., salle d'eau, w.c., balcon, 110 m², 1^{er} ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

19^e arrdt

M^{re} LA CHAPELLE, EXCEPT, 4 P., entrée, cuis., salle d'eau, w.c., balcon, 110 m², 1^{er} ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

19^e arrdt

M^{re} LA CHAPELLE, EXCEPT, 4 P., entrée, cuis., salle d'eau, w.c., balcon, 110 m², 1^{er} ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

19^e arrdt

M^{re} LA CHAPELLE, EXCEPT, 4 P., entrée, cuis., salle d'eau, w.c., balcon, 110 m², 1^{er} ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

19^e arrdt

M^{re} LA CHAPELLE, EXCEPT, 4 P., entrée, cuis., salle d'eau, w.c., balcon, 110 m², 1^{er} ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

19^e arrdt

M^{re} LA CHAPELLE, EXCEPT, 4 P., entrée, cuis., salle d'eau, w.c., balcon, 110 m², 1^{er} ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

19^e arrdt

M^{re} LA CHAPELLE, EXCEPT, 4 P., entrée, cuis., salle d'eau, w.c., balcon, 110 m², 1^{er} ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

19^e arrdt

M^{re} LA CHAPELLE, EXCEPT, 4 P., entrée, cuis., salle d'eau, w.c., balcon, 110 m², 1^{er} ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

19^e arrdt

M^{re} LA CHAPELLE, EXCEPT, 4 P., entrée, cuis., salle d'eau, w.c., balcon, 110 m², 1^{er} ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

19^e arrdt

M^{re} LA CHAPELLE, EXCEPT, 4 P., entrée, cuis., salle d'eau, w.c., balcon, 110 m², 1^{er} ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

19^e arrdt

M^{re} LA CHAPELLE, EXCEPT, 4 P., entrée, cuis., salle d'eau, w.c., balcon, 110 m², 1^{er} ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

appartements achats

Paris

Ende VALRI 43-78-11-11, 130, bd Voltaire, 111, rach. 110 m² environ par état, 4-5 pièces, w.c., p. possible, 45-49-22-70

Paris

Recherche 1 à 3 P., FAUCON, préfère 2 P., 7^e, 14^e, 15^e, 16^e, 4^e, 8^e, 12^e, av. ou sans trav. mais qd ch. not. 45-49-22-70

Paris

AGENCES FRANÇOIS FAURE 45-49-22-70, 5, RUE LITTRÉ PARIS 6^e

Paris

11, RUE ROUSSELET PARIS 7^e

Paris

recherche appartements commerciaux et habitations, RIVE GAUCHE, av. ou sans travaux, pour clients avertis, PAIEMENT COMPTANT

Paris

EMBASSY SERVICE, 1^{er} arrdt, 2^e ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

Paris

EMBASSY BROKER, 1^{er} arrdt, 2^e ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

Paris

recherche appartements commerciaux et habitations, RIVE GAUCHE, av. ou sans travaux, pour clients avertis, PAIEMENT COMPTANT

Paris

EMBASSY SERVICE, 1^{er} arrdt, 2^e ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

Paris

EMBASSY SERVICE, 1^{er} arrdt, 2^e ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

Paris

EMBASSY SERVICE, 1^{er} arrdt, 2^e ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

Paris

EMBASSY SERVICE, 1^{er} arrdt, 2^e ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

Paris

EMBASSY SERVICE, 1^{er} arrdt, 2^e ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

Paris

EMBASSY SERVICE, 1^{er} arrdt, 2^e ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

Paris

EMBASSY SERVICE, 1^{er} arrdt, 2^e ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

Paris

EMBASSY SERVICE, 1^{er} arrdt, 2^e ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

locations meublées demandes

Paris

BARBARA FRELING, 24, 18, 8, place Vendôme 40-20-96-00

Paris

recherche pour clientèle multinationale et internationale APPARTS DE PRESTIGE, PARIS RESIDENTIEL

Paris

INTERNATIONAL SERVICE, 1^{er} arrdt, 2^e ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

Paris

recherche pour clientèle multinationale et internationale APPARTS DE PRESTIGE, PARIS RESIDENTIEL

Paris

INTERNATIONAL SERVICE, 1^{er} arrdt, 2^e ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

Paris

INTERNATIONAL SERVICE, 1^{er} arrdt, 2^e ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

Paris

INTERNATIONAL SERVICE, 1^{er} arrdt, 2^e ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

Paris

INTERNATIONAL SERVICE, 1^{er} arrdt, 2^e ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

Paris

INTERNATIONAL SERVICE, 1^{er} arrdt, 2^e ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

Paris

INTERNATIONAL SERVICE, 1^{er} arrdt, 2^e ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

Paris

INTERNATIONAL SERVICE, 1^{er} arrdt, 2^e ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

Paris

INTERNATIONAL SERVICE, 1^{er} arrdt, 2^e ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

Paris

INTERNATIONAL SERVICE, 1^{er} arrdt, 2^e ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

Paris

INTERNATIONAL SERVICE, 1^{er} arrdt, 2^e ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

Paris

INTERNATIONAL SERVICE, 1^{er} arrdt, 2^e ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

Paris

INTERNATIONAL SERVICE, 1^{er} arrdt, 2^e ét., 110 m², 400 000 F. FAUCON 45-49-22-70

terrains

Paris

Yvelines terrain constructible, 1, 2 parcelles, surface 4 067 m², 4 km Lorient, pres. bois, menuis. Tél. : 45-49-22-70

Paris

Yvelines terrain constructible, 1, 2 parcelles, surface 4 067 m², 4 km Lorient, pres. bois, menuis. Tél. : 45-49-22-70

Paris

Yvelines terrain constructible, 1, 2 parcelles, surface 4 067 m², 4 km Lorient, pres. bois, menuis. Tél. : 45-49-22-70

Paris

Yvelines terrain constructible, 1, 2 parcelles, surface 4 067 m², 4 km Lorient, pres. bois, menuis. Tél. : 45-49-22-70

Paris

Yvelines terrain constructible, 1, 2 parcelles, surface 4 067 m^{2</}

ÉCONOMIE

SOCIAL

Selon une note du ministère du travail

L'augmentation des demandes d'asile pourrait expliquer en partie la faible baisse du chômage

La progression des demandes d'asile émanant d'étrangers pourrait-elle expliquer en partie la faible diminution du chômage, en regard de la croissance des créations d'emplois ? Bien embarrassés par le sujet on ne peut plus déléguer, le ministère du travail et l'Hôtel Matignon étudient une note du cabinet de M. Soisson qui, avec beaucoup de prudence, tend à démonter le mécanisme.

Même en se fondant sur les chiffres de l'INSEE ou du service statistique du ministère du travail, un phénomène incompréhensible n'en finit pas de troubler les responsables de la politique de l'emploi. En 1988, la France a créé 240 000 emplois et, en 1989, elle devrait en avoir dégagé au moins 200 000 de plus. Dans le même temps, le chômage a diminué respectivement de 30 000 et de 40 000 unités environ. D'où provient la différence ?

Plusieurs raisons plausibles sont dérangeantes. Notamment celles qui établissent que la population active augmente plus vite que prévu et, avec elle, le nombre de personnes disponibles pour chercher un emploi. La progression a été évaluée à 160 000 actifs de plus en un an. Elle aurait été dépassée à cause, entre autres, des demandes d'asile qui viennent grossir les effectifs de chômeurs étrangers — des cas de cumul d'une indemnisation — ou d'une inscription à l'ANPE — avec un emploi déclaré par ailleurs.

S'agissant de l'influence de l'immigration sur les chiffres du chômage, une note interne aborde le sujet avec beaucoup de circonspection. Elle montre qu'on assiste depuis peu à un gonflement des flux migratoires, essentiellement dû à la progression des demandes d'asile, qui seraient passées de

34 000 en 1988 à 60 000 en 1989, les Turcs et les Africains étant ceux qui sont le plus appelés à cette procédure et dont le nombre a le plus augmenté.

Or, quand un étranger demande à bénéficier du droit d'asile, le dépôt de son dossier entraîne la délivrance à titre provisoire, renouvelée de trimestre en trimestre, d'une carte de séjour et de travail qui lui permet de s'inscrire à l'ANPE et d'être indemnisé par l'Etat avec l'allocation d'insertion. Cette situation peut se prolonger jusqu'à la décision de l'organisme chargé d'examiner la demande, actuellement très encombré. Par voie de conséquence, indique la note, « une partie non négligeable de la croissance du chômage des étrangers s'explique sans doute par l'inscription des nouveaux demandeurs d'asile ». Inquiet de cette évolution, M. Jean-Pierre Soisson songe à faire modifier cette règle qui perturbe la statistique mensuelle. Si la demande d'asile justifie que l'on accorde une carte de séjour et de travail, il conteste qu'elle puisse permettre de s'inscrire au chômage pour un délai qui dépend de la lenteur de l'administration à traiter un dossier.

Le chômage étranger se féminise

Apparemment donc, ces entrées d'étrangers, travailleurs potentiels, contribuent « à atténuer l'impact des créations d'emplois sur le chômage ». Elles seraient même à l'origine de l'aggravation du chômage des étrangers, hors CEE, qui suit une tendance inverse à celle des Français privés d'emploi. En effet, le chômage des salariés ou travailleurs étrangers a cessé de diminuer en juin 1988 et, depuis, il augmente régulièrement. En octobre 1989, dernier chiffre connu, il se serait accru de 6,8 %, les Turcs ayant connu une hausse de 27,3 % et les Africains de 21,3 %. Dans le même temps, le nombre des Français demandeurs d'un emploi conti-

nue de baisser (-2,8 % en octobre 1989).

D'autres indices vont dans le même sens, mais ils doivent être maniés avec précaution. De 1973 à 1985, la population active étrangère s'était réduite de 295 000 personnes, soit de 16,3 %, sans que la chute des effectifs au travail (-549 000, c'est-à-dire -31,1 %) ne produise une hausse proportionnelle du chômage. A partir de l'enquête annuelle de mars 1988, on enregistre au contraire une croissance de la population active étrangère qui s'augmente de 32 044. Le même mouvement se reproduit en mars 1989 qui, avec 1 593 803 étrangers hors CEE en âge de travailler, s'élève à 36 827 personnes (+2,4 %). On peine à voir l'effet de la progression de l'activité féminine parmi les étrangers qui, comme les Françaises, mais à un moindre degré, veulent avoir une vie professionnelle. D'ailleurs, le chômage des étrangers se féminise, la part des femmes passant de 27,5 % en décembre 1986 à 33,9 % en septembre 1989.

L'autre sujet d'inquiétude, pour le ministère du travail, concerne le dossier tout aussi sensible des cas de cumul d'une inscription à l'ANPE et d'un emploi. Là aussi, il ne s'agit que d'indices. Chez les indigènes, particulièrement, la double appartenance existerait dans de fortes proportions, précèdent les directeurs départementaux de l'emploi. Des sociétés de travail temporaire seraient disposées à aider les pouvoirs publics pour faire la clarté sur ce point. Mais il faut savoir que la réglementation, et notamment l'existence d'un délai d'indemnité, alors que les missions d'interim n'excèdent pas en moyenne deux semaines, inciterait à cette pratique, presque involontairement.

Des lettres d'été

Tout aussi révélateur serait le comportement des chômeurs quand ils sont convoqués par la direction départementale du travail. Certes, 10 000 seulement sont radies sur les 150 000 dont la situation est examinée chaque année, mais les responsables de ces pointages observent qu'un nombre anormalement élevé ne se rend pas à la visite en prétendant avoir justement retrouvé un travail dans l'intervalle. « Il faudrait pouvoir remonter dans le temps, pour vérifier », dit-on aujourd'hui au ministère du travail où l'on n'exécute pas des opérations coup de poing à caractère dissuasif.

Il n'empêche, des questions se posent qui ne sont pas sans rejoindre le hasard de l'actualité. Les propos présidentiels sur le travail clandestin et l'immigration des sans-papiers. Un climat se développe, dont participent les maires et les élus locaux qui, depuis 1988, ont adressé 12 533 lettres citant des exemples de contournement de la législation. Localement, chacun connaît des « combines » qui finissent par peser sur les statistiques du chômage. M. Michel Charasse y est également allé de sa plume pour raconter ce qui se passe dans sa circonscription. Il propose même que le chef d'entreprise puisse dénoncer auprès de l'ANPE le chômeur qui vient de refuser un travail.

ALAIN LEBEAUE

INDUSTRIE

Les ententes dans l'équipement électrique

Le Conseil de la concurrence inflige 128 millions de francs d'amendes à quarante-trois entreprises

Le Conseil de la concurrence, qui avait été saisi par le ministre de l'économie, des finances et du budget, vient d'infliger 128 millions de francs d'amendes à quarante-trois entreprises d'équipement électrique qui, de 1983 à 1987, avaient « mis en œuvre des pratiques destinées à faire échec aux mécanismes de la concurrence à l'occasion d'une quinzaine d'appels d'offres concernant des marchés de travaux d'entretien et d'équipements électriques ». Ces marchés avaient été passés par la RATP, le parc de La Villette, le Centre Pompidou et la Ville de Paris. Pour la RATP, il s'agissait d'un programme pluriannuel d'entretien des équipements du réseau ferré — et le montant de ce seul contrat dépassait 100 millions de francs — mais aussi des travaux d'installation lors du prolongement de lignes de métro, comme de travaux de modernisation.

Les entreprises en cause « se sont partagées ces marchés en échangeant des informations sur le montant des offres qu'elles avaient l'intention de déposer », se sont concertées « pour faire apparaître certaines d'entre elles comme moins disantes » et ont organisé « le dépôt d'offres de couverture par les autres », ou bien encore le retrait de toute offre par ces dernières.

Déjà, il y a moins de deux mois (le Monde du 9 novembre 1989), le Conseil de la concurrence avait infligé des amendes très fortes à des entreprises de travaux publics : 166 millions de francs à soixante et onze entreprises. Cette fois encore, les sanctions sont très fortes et touchent les grands de la profession. Cegelec, filiale de CGEE-Alsthom, devra payer 25 millions. Diverses entreprises du groupe Jeumont-Schneider, 35,8 millions, dont 25 millions pour SPIE-Baignolles, 5 millions pour SPIE-Trindol, 1,5 million pour L. Fougé. L'entreprise industrielle aura à payer 15 millions et la Compagnie générale de travaux et d'installations électriques (qui a repris la société Mors Jean et Bouchon jugée coupable de ces concertations), 10 millions, tout comme la Société nouvelle des établissements Jules Verger et Delporte, tandis que la Compagnie de signaux et d'équipement électroniques ne sera redevable que de 5 millions, et Saunier-Duval de 4 millions. (nos dernières éditions du mercredi 3 janvier.)

J.D.

Une maîtresse exigeante et difficile

par Josée Doyère

POUR la deuxième fois en moins de deux mois, le Conseil de la concurrence frappe très fort, dans le secteur très particulier de la passation des marchés publics. Les amendes infligées de toute évidence se veulent dissuasives, pour décourager par la menace ceux qui voudraient encore se livrer aux pratiques qui ont fait l'objet de l'infamie sur les prix et le partage des marchés.

La concurrence entre entreprises, lors de la passation de marchés publics, n'est-elle vraiment qu'une aimable fleur de rhétorique, tout juste bonne à émailler les discours ministériels ? Un leurre pour servir d'argument aux responsables professionnels dans leurs négociations avec les pouvoirs publics ? Une formule incantatoire destinée à déployer un écran de fumée médiatique devant les yeux du citoyen contribuable ? Les deux récentes décisions du Conseil de la concurrence en donnent le sentiment, mais celle-ci ne surprend pas vraiment, car elle n'est que la répétition de ce qui a déjà été dit plus en plus strictes imposées lors de la passation des marchés publics, la tentation reste toujours

grande de substituer, à la guerre des prix, une fructueuse entente entre concurrents devenus partenaires.

C'est même devenu, dans certains secteurs, une sorte de loi non écrite, d'habitude soigneusement tue. En tête à tête, on convient de l'existence de ces pratiques « chaque fois que c'est possible », mais on se défend en arguant que « tout le monde en fait autant, y compris à l'étranger », et qu'il importe tout de même d'empêcher certains, à force de vouloir être les moins disants, d'y laisser leur chemise, avec les cascades de dépôt de bilan et le chômage que cela implique.

Il semble que le Conseil de la concurrence tienne à guérir les entreprises de cette maladie endémique. Les professionnels protestent, comme l'a fait la Fédération nationale des travaux publics (le Monde du 11 novembre 1989), contre le poids « excessif » des amendes, qui risquent d'affaiblir la compétitivité de ces entreprises sur les marchés internationaux, mais nul n'a jusqu'à présent osé contester ces pratiques si manifestement contraires aux règles écrites.

Il reste que la concurrence ne s'exerce en fait que lorsque ses acteurs ne peuvent faire autrement, chaque chef d'entreprise rêvant intimement du mol oreiller de la position dominante ou, à défaut, de l'entente entre concurrents... La concurrence n'est vraiment séduisante que quand elle permet de gagner aisément la partie. On peut imaginer que les récentes décisions du Conseil feront cependant quelques heureux, au moins momentanément : ceux qui étaient exclus du petit groupe de sociétés qui se partageaient les marchés.

Enfin, on peut se demander si, à l'horizon 1993, il n'est pas bon que ces entreprises françaises retrouvent le sain usage du savoir-vivre concurrentiel, puisque les entreprises étrangères, pour au fait des pratiques hexagonales, ne manqueront pas de venir soumissionner, allégrement. A moins que très vite ne s'instaurent des chasses gardées. Ce qui est bien possible.

La concurrence est décidément une maîtresse exigeante et difficile à fréquenter.

Pour une durée de cinq ans

Le GIAT assurera la gestion de la société Luchaire-Défense

La société privée Luchaire, filiale du groupe Epéa-Bertrand Faure, et la société nationale Pro-GIAT sont convenues de confier par un contrat de location-gérance pour cinq ans à partir de 1990 — les activités de Luchaire-Défense (filiale à 100 % de Luchaire) à une société nouvellement créée, filiale à 100 % de Pro-GIAT et dénommée Luchaire-Défense SA.

Approuvée par le ministère de la défense, cette opération vise à mieux coordonner les activités industrielles et commerciales du munitionnaire Luchaire avec celles du fabricant de canons Pro-GIAT pour tout ce qui concerne l'artillerie et les têtes d'engins ou de missiles.

Il n'y a pas de transfert de propriété, ni nationalisation de Luchaire-Défense (350 millions de francs de chiffre d'affaires pour six cents salariés), mais il y a transfert de la gestion de Luchaire-Défense à une filiale de Pro-GIAT, qui est une société nationale créée en 1988 pour permettre à la régie d'Etat

GIAT (Groupe industriel des armements terrestres) de devenir une société nationale en juillet 1990.

Les responsables de Luchaire insistent sur le caractère de synergie industrielle de l'opération, rappelant que la formule de location-gérance peut déboucher, dans cinq ans, aussi bien sur une vente au nouveau GIAT que sur une reprise de ses propres activités « défense » par Luchaire.

Depuis un an environ, le groupe Epéa-Bertrand Faure a cédé, selon diverses formules, plusieurs des activités de Luchaire dans les équipements automobiles, les activités agroalimentaires ou la production de défense. Il continue cependant de contrôler les activités « pyrotechnie et matériaux composites » de Luchaire (plus de 200 millions de francs de chiffre d'affaires en 1989) et la société aéronautique Ratier-Figeac (450 millions de francs pour 1989).

ETRANGER

Pour ralentir l'inflation

Le gouvernement argentin tente d'assécher les liquidités

C'est en asséchant les moyens de paiement que le gouvernement argentin tente de juguler une inflation qui a atteint 50 % en décembre et menace de jeter le pays dans le chaos. Pour y parvenir, l'émission de monnaie a été considérablement réduite, a indiqué M. Gonzalez, ministre de l'économie, ce qui limitera les achats de dollars, dont le cours ne cesse de s'apprécier au fur et à mesure que se dévalue l'austral, qui, en juin 1985, lors de sa création, valait 1,80 dollar, alors qu'il fallait en début de semaine 300 à 400 australs pour obtenir 1 dollar.

De même M. Gonzalez a-t-il fait savoir que 3 milliards d'australs allaient être convertis en billets à court terme en obligations ou formules à long terme. Les Argentins dont les bons à court terme viennent à échéance ces jours-ci ne pourront donc récupérer en liquide qu'une partie de leur épargne.

Ces mesures sont suivies avec inquiétude par les Argentins, qui ont été abreuvés ces jours derniers par un flot d'informations, dont beaucoup se sont révélées fausses.

L'aide à la Pologne

Création du fonds de stabilisation du zloty

Le département du Trésor américain a annoncé mardi 2 janvier la mise en place du fonds de stabilisation du zloty, d'un montant de 1 milliard de dollars. L'objectif de ce fonds, qui avait été demandé par la Pologne, est « de soutenir son nouveau système de changes, élément essentiel du programme de réformes économiques ».

Les contributions des différents pays occidentaux à ce fonds, qui permettra d'asseoir la politique monétaire visant à parvenir à ce qu'il soit possible à la convertibilité du zloty, sont les suivantes : RFA (250 millions de dollars), États-Unis (200), Japon (150), Royaume-Uni (100), France (100), Italie (100), Suisse (30), Canada (25), Espagne (20), Autriche (20), Portugal (5) et Turquie (0,75).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE CREDIT UNIVERSEL

(BNP)

Réunis sous la présidence de M. Michel Real del Sarte, les conseils d'administration de la Compagnie du Crédit universel et de ses filiales ont arrêté les comptes au 30 septembre 1989.

Il ne restait que le groupe a réalisé une production totale d'opérations nouvelles sur les neuf premiers mois de l'année de 6,7 milliards de francs, marquée par une reprise de l'activité crédit traditionnelle. Les engagements de la clientèle ont atteint 15,4 milliards de francs (+10 %).

Le bénéfice d'exploitation du groupe a, sur les neuf premiers mois de l'année, progressé de 15,62 %. Sur la base du résultat net actuellement réalisé, le résultat de l'exercice sera en hausse sensible.

Par ailleurs, la Direction générale du groupe, ainsi que certaines directions fonctionnelles, viennent de s'installer dans le nouvel immeuble que la Compagnie du Crédit universel a fait bâtir pour y abriter son siège social, 47, boulevard Diderot, 75012 Paris.

Enfin, il est rappelé qu'à la fin du mois de juillet 1989 un protocole a été signé entre la BNP, actionnaire majoritaire, et le Banco Bilbao Vizcaya, au terme duquel une prise de participation majoritaire de la banque espagnole devrait intervenir prochainement.

PATRIMOINE RETRAITE

SOCIÉTÉ POUR LA GESTION DE L'ÉPARGNE EN VUE DE LA RETRAITE

PATRIMOINE-RETRAITE devient SICAV de CAPITALISATION

Lors de sa séance du 20 septembre 1989, le conseil d'administration a décidé de soumettre à la prochaine assemblée générale extraordinaire des actionnaires un projet de modification des statuts afin de permettre dès l'exercice 1989 des la 29 décembre 1989, la capitalisation des revenus des titres de créances acquis par la SICAV. Par ailleurs, le conseil d'administration a décidé de comptabiliser, à partir du 1^{er} octobre 1989, les titres de créances détenus par la SICAV selon la règle du produit encaissé.

Ces mesures permettront à chaque actionnaire d'obtenir une valorisation de son placement uniquement sous la forme de plus-values.

Siège social et bureaux :

5, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS - Tél. (1) 49.27.63.00

FINANCES PUBLIQUES

Un budget prudent au Nigéria

Le budget du Nigéria pour 1990, présenté le 2 janvier, table sur un prix de vente du baril brut de 16 dollars. Il suit ainsi la ligne prudente adoptée en 1989 quand les prévisions de recettes budgétaires s'élevaient fondées sur un prix de 14 dollars par baril, alors que la moyenne des cours de l'année s'approchait des 18 dollars.

Le budget du Nigéria en 1990 comprendra ainsi 39,7 milliards de nairas (soit 34 milliards de francs) de dépenses, et un déficit de 14 milliards de nairas, financé par les aides et prêts des organismes et pays créanciers. Le budget mar-

REPÈRES

que, enfin, la cessation des exportations de cacao et de noix de palme, non traitées. Le gouvernement souhaite encourager la valorisation sur place de ces produits.

PRIX

Hausse de 6,5 % en Italie l'an dernier

Le taux d'inflation en Italie pour 1989 s'est établi à 8,5 %, selon les chiffres définitifs publiés par l'ISTAT, l'institut italien de la statistique. Pour le mois de décembre, la hausse des prix a été de 0,5 % contre 0,4 % en novembre, l'accélération étant due à la facture énergétique, précise l'ISTAT. Le taux moyen de hausse des prix

pour 1989 a été de 6,6 %, 5 % en 1988 et 4,6 % en 1987.

ACTIVITÉ

Croissance de 1 % en Israël en 1989

La croissance de l'économie israélienne a été de 1 % seulement en 1989, un chiffre équivalent à celui de 1988, selon les chiffres officiels du bureau des statistiques de Jérusalem.

En présentant récemment son projet de budget, le ministre des finances, M. Shimon Pérès, a estimé qu'il favoriserait le relance économique et se traduirait par un taux de croissance de 4 à 5 % en 1990.

Orkem partagé entre Elf et Total

□ Alliance entre l'agence Thomas Cook et Via Voyages. — Via Voyages, qui occupe le cinquième rang des distributeurs de voyages français derrière Havas, Wagons-Lits, SCAC et Sélécourt, devient le représentant exclusif en France de l'agence britannique Thomas Cook. Celle-ci avait rompu, l'année dernière, ses accords avec Wagons-Lits. Via Voyages, qui a réalisé, en 1989, un chiffre d'affaires de 1,3 milliard de francs, appartient au groupe Navigation Morte. Il est spécialisé dans le voyage d'affaires qui représente environ 80 % de ses activités.

*Si cette formule
ne vous laisse pas indifférent, vous êtes
mûr pour découvrir les joies
du capitalisme.*

1-2

**POUR UNE
DOCUMENTATION
GRATUITE.**

NUMERO VERT
05.11.12.13

Conditions en vigueur au 01/01/90

MARIE-FRANCE CALLE

CHRISTOPHE DE CHENAY

Désormais totalement responsable de l'ensemble de ses filiales de promotion, de patrimoine et de service, le groupe SCIC est en mesure d'atteindre son objectif des années 1990: devenir un grand groupe immobilier européen, diversifié, d'intérêt général.

Il faut du courage pour faire ces courses, souvent dans le froid, et pour voyager à travers le monde entier vec 300 kilos de matériel. Mais il faut aussi un véritable sens de l'organisation : « J'avais à gérer une entreprise individuelle. Mon budget annuel était de 250 000 F obtenus auprès de huit sponsors différents auxquels je devais adresser régulièrement des justi-

Craignant un retour de l'inflation en RFA

La Bundesbank relève ses taux d'intérêt

L'année 1990 s'est ouverte sur une très vive tension des taux d'intérêt, en Allemagne d'abord, puis en France, où le marché financier en a subi le contrecoup.

Outre-Rhin, la Bundesbank a annoncé, mercredi 3 janvier dans la matinée, un nouveau relèvement de ses taux à l'occasion d'une adjudication à taux variable. Les craintes d'un regain d'inflation, après l'annonce la semaine dernière d'une augmentation de 0,4 % des prix de détail en décembre, contre 0,1 % en novembre, en chiffres non révisés il est vrai, ont continué de pousser à la hausse des taux à long terme, véritable baromètre en ce domaine. Le rendement moyen des emprunts fédéraux est passé de 7,60 % à 7,80 %, au plus haut depuis le 9 août 1984, celui de l'emprunt phare, le Bund à 10 ans, s'élevait de 7,25 % à 7,42 %.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 3 janvier
Poursuite de la baisse

Le mouvement de baisse amorcé dès mardi (-0,61 %) s'est poursuivi mercredi dans un marché calme coincé entre la hausse record de Wall Street et la tension sur les taux d'intérêts français suivant ainsi le mouvement allemand. Dans ces conditions, l'indice CAC 40 perdait 0,4 %. Parmi les plus fortes progressions figuraient Jean Lefebvre (+5 %), GTM (+4,3 %) et Eurotunnel (+4 %). En baisse on notait Saint-Gobain TP (-4,1 %), Electronique Serge Dassault (-3,2 %) et Luchaire (-2,9 %).

L'ESSENTIEL

Une première en Allemagne

Le nouveau président tchèque a visité le même jour Berlin-Est et Munich.

Manifestations en Bulgarie

La reconnaissance des droits de la minorité turque provoque une vive polémique.

Remaniement au Portugal

Le premier ministre modifie son gouvernement à la suite d'un échec aux élections locales.

La crise du Panama

Les négociations s'intensifient entre les Etats-Unis et le Vatican sur le sort du général Noriega.

L'avenir de la Nouvelle Calédonie

Un entretien avec M. Aloïse Sako, secrétaire général de l'Union océanienne.

Le réveil des jeunes chrétiens de l'Est

A l'initiative de la communauté de Taizé, cinquante mille jeunes chrétiens des pays de l'Est se sont rassemblés à Wrocław, en Pologne.

La marée noire au Maroc

Alors que le pétrolier iranien Kharg est remorqué vers les îles du Cap-Vert, la marée noire menace toujours la côte marocaine.

Accident sur le Paris-Dakar

La cinquième étape du rallye Paris-Dakar a été marquée par le dramatique accident du motard Jean-Marie Poiri, rapatrié dans le coma à Marseille.

Voile : Poupon hors course

Dans la course autour du monde en solitaire, le jury international a pris acte de l'abandon de Philippe Poupon, qui considère avoir reçu l'assistance de Loïck Peyron pour redresser son bateau.

La nouvelle grille de France-Inter

Concoctée par Pierre Boutellier, la grille 1990 affiche un parti-pris d'audace et de liberté.

Audiovisuel : talents du futur

Vingt-cinq jeunes Européens sélectionnés par l'académie Carat-Espace se préparent aux métiers de l'audiovisuel de demain.

CHRONOLOGIE

1989 en France et à l'étranger

11 à 14

Paris-Ile-de-France

De nouveaux moyens pour attirer les entreprises étrangères.

Chômage et immigration

L'augmentation des demandes d'asile pourrait expliquer en partie la faible baisse du chômage.

La restructuration de la chimie

Orkem partagé entre Elf et Total.

Wall Street au plus haut

L'indice Dow Jones est monté à 2 810 points, nouveau record historique.

ARTS & SPECTACLES

Le théâtre à tout prix

Les difficultés des scènes françaises publiques et privées.

Services

Abonnements... 18
Annonces classées... 19 à 21
Automobile... 18
Carnet... 16
Légion d'honneur... 15
Météorologie... 17
Mots croisés... 16
Radio-télévision... 17
La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde »
daté 3 janvier 1990
a été tiré à 514 417 exemplaires.

Après les déclarations de M. Mitterrand

MM. Lamassoure et Pasqua contestent l'idée d'une confédération européenne

M. Alain Lamassoure, ancien porte-parole de l'UDF, a jugé « totalement utopique » l'idée d'une confédération européenne évoquée par M. François Mitterrand le 31 décembre dernier. M. Lamassoure, interrogé mardi 2 janvier sur RTL, a estimé que les pays de l'Est devraient d'abord construire « une communauté d'Europe centrale » avec laquelle « nous verrons dans quinze ou vingt ans si on peut passer à d'autres types de liens ».

Plutôt qu'une confédération, M. Lamassoure souhaite une « Europe à trois démeurs : l'Europe de l'Ouest qu'il faut achever le plus vite possible, l'Europe centrale qu'il faut inciter à construire un marché commun et l'URSS qui a encore tout à faire chez elle » compte tenu de

« son retard dans la voie des réformes démocratiques et économiques ».

M. Charles Pasqua, président du groupe RPR au Sénat, s'est félicité pour sa part de voir le président de la République reprendre, avec le projet de confédération, l'idée de « l'Europe de l'Atlantique à l'Oural » imaginée en 1967 par le général de Gaulle. M. Pasqua a fait cependant remarquer que « l'accélération du processus d'intégration des Douze et l'organisation fédérale proposée par M. Jacques Delors sont incompatibles avec la Grande Europe voulue par le général et, semble-t-il, récupérée par M. Mitterrand ». M. Pasqua a demandé au président de la République de « s'expliquer sur cette incompatibilité ».

GABON

Remariage du président Bongo

Le chef de l'Etat gabonais, M. Omar Bongo (cinquante-quatre ans) et la première fille de son homologue congolais, Edith Sassou Nguesso (vingt-sept ans) devaient se marier traditionnellement mercredi 3 janvier à Oyô, ville natale du général Denis Sassou Nguesso. Le chef de l'Etat zairien, le maréchal Mobutu Sese Seko, pourrait assister à ce mariage, dont les festivités se dérouleront jusqu'à vendredi.

Au Congo, le mariage traditionnel ne concerne que les conjoints et leurs familles et constitue une étape considérée,

par le code de la famille comme un « pré-mariage », au cours duquel l'époux remet la dot à sa belle famille.

Toutefois, des personnes, qui ne sont pas membres des deux familles, peuvent à titre exceptionnel être invitées à prendre part aux manifestations prévues à cette occasion. Edith Sassou Nguesso est détachée d'un doctorat en médecine obtenu il y a deux ans à l'institut supérieur des sciences de la santé de l'université Marien-Ngouabi à Brazzaville. — (AFP.)

EN BREF

■ M. Fabius à Bucarest. — Le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, et une délégation de parlementaires français se sont entretenus, mardi 2 janvier, à Bucarest avec les nouveaux dirigeants roumains. La délégation a été reçue par le président du Conseil du Front de salut national, M. Ion Iliescu, le vice-président Dumitru Mazilu, le premier ministre Petre Roman et le ministre des affaires étrangères Sergiu Celac. M. Roland Dumas sera le 10 janvier le premier chef de la diplomatie d'un Etat occidental à se rendre à Bucarest.

■ AFRIQUE DU SUD : prochaine visite de M. Sisulu au quartier général de l'ANC. — L'ancien secrétaire général du Congrès national africain (ANC), M. Walter Sisulu, et six autres responsables du mouvement ont obtenu, mardi 2 janvier, des passeports, ont annoncé leurs avocats. Ces passeports leur permettront de se rendre à Lusaka, en Zambie, siège du quartier général du mouvement en exil, pour discuter des événements politiques sud-africains et d'éventuelles négociations avec le pouvoir de Pretoria. Cette visite constituera le premier contact avec le quartier général de l'ANC de M. Sisulu et de ses six camarades depuis leur libération le 15 octobre dernier. — (AFP.)

UN MESSAGE FORMIDABLE ET UNE INVITATION DU PRÉSIDENT DE RODIN :

MAINTENANT, JE SOLDE !

Et le programme, pour votre plaisir TEMPÊTE SUR LA MODE ET OURAGAN SUR LES PRIX ! POUR VOUS, DES AVANTAGES SPECTACULAIRES :

► Suppression de tous les obstacles sur le chemin de la mode.
► Les prix valent en édit et ils baissent follement. ► Les plus illustres créateurs vous soutient au cou. ► Chaque mètre de tissu superbe s'offre à votre choix... DEPUIS 15 F LE MÈTRE !

RODIN
16, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Le mensuel
PASSAGES
L'ALLEMAGNE
Par Simone Veil
Alain Milc
André Glucksmann
EN VENTE EN KIOSQUE 30 F
N°23 1990

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Enfin du nouveau

ILS sont d'un lourd, mes chefs ! Des bûches, des blocs. Pour arriver à leur arracher, je dis pas un sourire, ne rêvons pas, non, une vague lueur de surprise ou d'intérêt, faut vraiment se lever de bonne heure. Ce que je fais, d'ailleurs. Sans succès. Je peux leur parler de n'importe quoi, je n'obtiens qu'un regard las, blasé, opaque, accompagné d'un « Et alors... » dédaigneux.

Ce matin, je me pointe dans leur bureau :
— Salut ! Vous avez vu, à la télé, Vadim Havel déboulé la passerelle de l'avion à son arrivée à Berlin, tout mignon, tout content dans son beau costume bleu marine ?

— Oui, et alors ?
— Ben, c'est pas génial, un grand auteur dramatique, un désident, un mec à peine sorti de prison, dans le rôle de président d'une nouvelle République ? Et sa façon de s'exprimer — ça les a frappés, à la BBC — sur un ton neutre, sincère, spontané. Ça change de la langue de bois habituelle.

— Et alors ? Reagan, c'était pareil, il savait communiquer.
— Mais non, lui c'est pas un acteur, c'est un écrivain, enfin

un, qui n'a jamais varié, qui n'a jamais trompé l'opinion en prenant successivement position pour Staline, Mao, Castro, les Brigades rouges ou les...

— Plus facile à Prague qu'à Paris, ça ! Les cocos, ils avaient pas tellement bonne presse dans les pays de l'Est.

— Seul auprès de tous les intellectuels qui sont allés à la soupe pour avoir les honneurs du système. Havel, c'est un type fantastique, dans le genre de Saïkhov. Ou de Vargas Llosa, tiens ! Paraît qu'il a toutes les chances d'être élu à la tête de l'Etat le 15 avril à Lima. Encore une date à marquer d'une croix blanchâtre.

— Ou d'une croix noire, s'ils arrivent à le buter d'ici là. Avec ce qui se passe au Pérou, ça nous surprendrait pas.

— Et si je vous disais qu'on va lancer une campagne, là, maintenant, en France, pour envoyer, à défaut d'intello, une nana à l'Elysée, ça vous laisserait de bois, ça aussi ?

— Non, pas s'il s'agit de toi. Toi, t'es tout pour plaire. Age, sexe, œuvres complètes... C'est le seul moyen pour nous de rattraper le coup, face à Havel, Vargas Llosa ou Thatcher.

Le principal du collège de Creil poursuivi pour « diffamation »

Le principal du collège Gabriel Havez de Creil (Oise), où a débuté la polémique sur le port du foulard islamique en classe, est attaqué pour « diffamation » par le père d'une élève. L'audience, sur citation directe, aura lieu le 10 janvier au tribunal correctionnel de Senlis. M. Mohammed Saidani, le père tunisien de la jeune Samira, qui refuse toujours de se rendre en cours tête nue, reproche à M. Ernest Chénier, le principal du collège, des propos rapportés par le Courrier picard du 3 octobre 1989.

Selon ce quotidien, M. Chénier aurait qualifié les Saidani et les parents de deux autres jeunes filles qui refusaient d'ôter leur foulard en classe de « familles militantes qui cultivent l'intégrisme religieux et qui vivent en autarcie ». M. Chénier aurait ajouté : « Ils se font des idées dans leur tête, d'ailleurs dans deux ans, elles seront mariées et bouclées ». M. Chénier conteste l'authenticité d'une partie de ces propos qui, affirme-t-il, « n'auraient pas dû être publiés ».

A Paris

Des bâtons de dynamite dans le métro

Un homme transportant des bâtons de dynamite a été interpellé, lundi 1^{er} janvier en fin de soirée, sur la ligne B du réseau express régional (RER) à la station Denfert-Rochereau. M. Sliman L., quarante-deux ans, sans profession ni domicile fixe, dissimulait dix bâtons de dynamite dans un sac de toile quand il fut arrêté par des gendarmes mobiles de Satory.

Dépourvu de détonateur, cette dynamite n'était toutefois pas susceptible d'exploser, indique-t-on de source policière. Interrogé dans les locaux de la police judiciaire depuis son interpellation, le suspect déclare avoir trouvé les bâtons d'explosifs dans une poubelle, plusieurs semaines plus tôt.

La personnalité de M. Sliman L. — un pauvre hère, quasiment un clochard — indique-t-on à la direction de la PJ — semble écarter l'hypothèse d'une affaire terroriste. Les recherches sont confiées à la brigade criminelle.

CE MOIS-CI DANS

CHALLENGES

LE PLUS EUROPÉEN DES MAGAZINES ÉCONOMIQUES

LE PRIX DES CADRES

700 SALAIRES À LA LOUPE
LES AVANTAGES EN NATURE
AU CRIBLE

COMPARATIF EUROPÉEN :
LES POUVOIRS D'ACHAT
SUR LE GRILL

ARTS • SPECTACLES

CLAUDE SARRAUTE

Niveau

qui n'a jamais vécu, qui n'a pas trompé l'opinion en pr-
successivement position
Staline, Mao, Castro, les
ides rouges ou les...

Plus facile à Prague qu'a
t, ça ! Les cocos, ils avaient
tellement bonne presse dans
ays de l'Est.

Sauf auprès de tous les
lectuels qui sont allés à la
le pour avoir les honneurs du
ime. Havel, c'est un type
istique, dans le genre de
arov. Ou de Vargas Llosa,
! Parait qu'il a toutes les
cas d'être élu à la tête de
t le 15 avril à Lima. Encore
date à marquer d'une croc-
che.

Ou d'une croix noire, s'il a
ant à le buter d'ici là. Avec
ui se passe au Pérou, ça
surprendrait pas.

Et si je vous disais qu'on
ancer une campagne, la
tenant, en France, pour
yer, à défaut d'intello, pour
à l'Elysée, ça vous laisse-
le bois, ça aussi ?

Non, pas s'il s'agit de toi.
t'as tout pour plaire. Age,
œuvres complètes... C'est
ul moyen pour nous de rat-
er le coup, face à Havel,
as Llosa ou Thatcher.

A Paris

Des bâtons de dynamite dans le métro

Un homme transportant des
us de dynamite a été inter-
lundi 1^{er} janvier en fin de soi-
sur la ligne B du réseau
ss régional (RER) à la sta-
Denfert-Rochereau. M. S.
L., quarante-deux ans, au-
ssion ni domicile fixe, au-
ur dix bâtons de dynamite
un sac de toile quand il a
é par des gendarmes mobiles
story.

Spoursue de détonateur, cette
unité n'était toutefois pas sus-
ible d'exploser, indiquent des
de policiers. Interrogé dans les
us, de la police judiciaire
is son interpellation, le suspect
re avoir trouvé les bâtons
pissifs dans une poubelle, plus
s semaines plus tôt.

personnalité de M. Simon L.
un pauvre être, quasiment un
ard », indique-t-on à la direc-
de la PJ — semble écarter
chèse d'une affaire terroriste
recherches sont confiées à la
de criminelle.

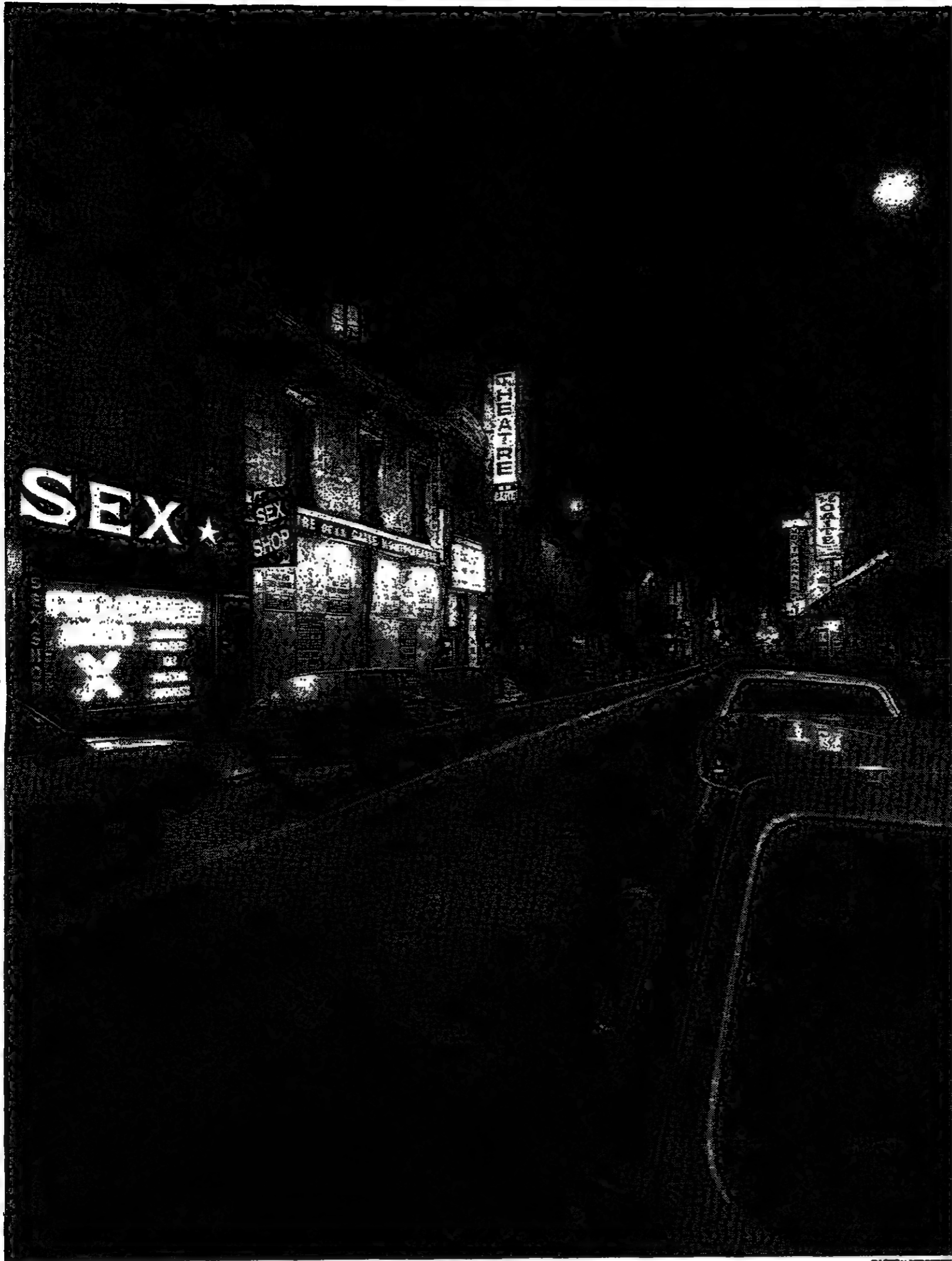
DANS

NGES
INES ECONOMIQUES

RIX
S
RES

LA LOUPE
EN NATURE
LE

PROPEEN :
D'ACHAT
RILL



GASTON BERGERET

LES DIFFICULTÉS DES SCÈNES FRANÇAISES PUBLIQUES ET PRIVÉES

Le théâtre à tout prix

On allait presque l'oublier : le théâtre est l'art du dialogue. Un peuple, rassemblé autour d'un homme, est venu en décembre dernier nous le rappeler : la révolution tchécoslovaque est née, s'est exprimée, s'est fortifiée dans les théâtres de Prague et la démocratie a pris les traits du dramaturge Vaclav Havel.

Voilà un art vieux comme la liberté de penser et de dire, art fragile donc, qui n'a pour le défendre que le public et l'Etat. Après les quelques chantiers des années 60, il a fallu attendre 1981 pour que le théâtre réunisse en France les moyens significatifs de son développement. Mais si l'Etat a su installer partout, en collaboration avec les collectivités locales, les équipements qui lui manquaient, il n'a pas toujours su

maîtriser une croissance qui a pris parfois un visage anarchique (lire pages 28 et 29 l'entretien avec Bernard Faivre d'Arcier, directeur du théâtre et des spectacles au ministère de la culture).

Le théâtre public français traverse ainsi une crise grave qu'une page du Monde, le 1^{er} novembre dernier, tentait de décrire. En réaction, de nombreux témoignages nous sont parvenus (lire pages 29, 30 et 31 les articles du président de la Maison de la culture de Chambéry, de l'ancien directeur général de la Comédie-Française et du secrétaire général de l'Association nationale de recherche et d'action théâtrales).

On aurait pu penser qu'en ce temps de prospérité relative, les scènes privées, essentiellement pari-

siennes, sauraient attirer vers elles ce reliquat de la croissance : le mécénat. Eh bien non, les voilà qui disparaissent (lire page 30 l'article consacré à la crise du théâtre privé parisien et page 31 celui qui explique la conversion de la Galté-Lyrique en parc d'attraction).

Il ne faudrait pas que la spéculation intense qui mine le sol parisien prive la capitale de ses centres de culture. Il est indispensable qu'en un moment où la formation, l'apprentissage, la connaissance sont les clés d'un monde plus harmonieux, le théâtre ne soit pas menacé par l'argent ou le mépris de ceux qui en ont la charge, et non le fardeau.

OLIVIER SCHMITT

CINÉMA

32

Tranche de vie made in Australie



A côté de sa sœur — coincée par le puritanisme britanni-
que exporté en Australie — Sweetie fait tache. Une abso-
lue marginale, débordante de vie et de rires, trop vraie
pour ne pas être terriblement gênante. Sweetie, de Jane
Campion, a été l'un des films les plus forts présentés au
dernier Festival de Cannes.

ROCK

33

Grands anciens, petits nouveaux



L'année qui commence s'annonce fieste avec les derniers
bataillons (mais pas les moindres) du contingent des
anciens, Eric Clapton (notre photo) ou Bob Dylan. Côté
grand spectacle, on ira s'installer à Bercy pour Midnight
Oil ou Tears for Fears et, pour le plaisir, on attrapera au
vol Suzanne Vega ou les Négresses vertes.

ARTS

34

Les draperies de Léonard



Des œuvres qui sont des exercices d'atelier destinées à
préparer la main d'un jeune artiste à des travaux plus
ambitieux. Mais ces fruits patients de l'observation nous
apparaissent aujourd'hui au Louvre comme le lieu d'une
réflexion, toujours d'actualité, sur les moyens matériels
de la représentation.

THÉÂTRE

ENTRETIEN AVEC BERNARD FAIVRE D'ARCIER

Le management, un chantier nouveau



Depuis bientôt trente ans, l'État sème ici et là ses centres d'art et de spectacles. Comme ici la maison de la culture de Bobigny, en Seine-Saint-Denis. S'il a rempli sa mission de décentralisation des équipements, il paraît, en beaucoup d'endroits, avoir été un bien piètre « actionnaire ».

Deux mois et demi après sa prise de fonctions, Bernard Faivre d'Archer, directeur du théâtre et des spectacles au ministère de la culture, examine ici la situation de crise du théâtre public et les moyens d'y remédier. L'ancien directeur du Festival d'Avignon et de la SEPT propose par ailleurs de lancer un « grand projet » pour le théâtre et d'encourager la création, à Paris et à Lyon, de deux festivals complémentaires de celui d'Avignon.

« Le théâtre public n'a que rarement connu une situation financière aussi grave et traversé une crise d'identité de cette ampleur. Comment a-t-il pu en arriver là ? »

— Je voudrais dire en préambule que je ne considère pas, quelle que soit la gravité de la situation du théâtre public, que tous les établissements d'action culturelle sont intrinsèquement pervers, bien au contraire. Il y a soixante-quinze établissements sous la tutelle de la direction du théâtre (1), résultat de trente ans d'histoire du ministère de la culture. Si j'ai pu constater ici ou là quelques cas de mauvaise gestion, il faut souligner que ces cas ne représentent qu'à peine 10 % du lot.

• La formule n'est donc pas frappée d'obsolescence ou d'innuité. Il y a en France des centres d'art et de spectacles qui constituent un réseau considérable sans lequel il n'y aurait pas d'activité de création. Mais les établissements les plus anciens ont besoin d'une sérieuse révision : vocation, fonctionnement, moyens d'un nouveau dynamisme dans des villes où l'environnement culturel a complètement changé. Cela me conduit à des études au cas par cas, très pragmatiques, et à des solutions très différentes selon les cas.

— Ces solutions passent-elles par une modification des statuts de certaines de ces institutions et en particulier des maisons de la culture, établissements parmi les plus anciens et dont certains sont très menacés ?

— Je ne considère pas que ce soit la formule juridique ou la formule des rapports entre les associations, l'Etat et les collectivités locales, qui est mauvaise. Ce serait prendre le symptôme pour le mal. La question est de faire un diagnostic et d'établir les remèdes un à un.

un, de trouver des réponses souples et diversifiées. La priorité des priorités est que cette « population » soit fermée, un peu captive, soit exemplaire. Il faut donc traiter les institutions mal en point avec des règles simples que j'ai expliquées à mes services, aux directions régionales et à mes interlocuteurs : un bon projet artistique, une bonne relation avec le public et une bonne gestion. J'ai fait passer au crible de ces critères tous les établissements en difficulté. C'est une grille assez efficace.

- Certaines maisons de la culture ne résistent-elles pas à ce traitement, comme celle de Rennes qui, après La Rochelle qui vient de fermer, est aujourd'hui en péril ?

- Le cas de la maison de la culture de Rennes est très intéressant : bon projet artistique, bonne relation avec le public, dépassement de l'enveloppe budgétaire. Pierre Debauche a eu beaucoup d'idées, lancé de nombreux projets, créé des filiales, des festivals, augmenté de beaucoup le nombre de ses adhérents, mais tout cela s'est fait dans un mépris volontaire, affiché, de toute enveloppe budgétaire, plongeant la maison dans une situation impossible pour obliger l'Etat et la ville à aller de l'avant. Mais on ne puisse pas comme ça dans le budget de l'Etat, ne serait-ce que parce que tout argent qui serait utilisé pour éponger le déficit d'un établissement serait enlevé à d'autres qui vont bien. C'est ce que j'appelle un coup de force.

MODIFIER L'ATTITUDE DES PROFESSIONNELS DE LA PROFESSION

» Il y a aussi, dans l'action culturelle, des « professionnels de la profession », qui soignent leur image. Ils mettent en place une très bonne programmation mais leur public se retrouve désarçonné, car on ne sait pas bien ménager les transitions *qu'il faut*.

» Attirer le public est une gageure : il faut l'amener vers soi mais il ne faut pas le lâcher, il faut toujours être devant lui mais pas à 3 kilomètres devant lui car on risque alors de se retrouver devant des salles vides. C'est ce que j'appelle se faire plaisir, se donner une image de marque agréable dans son milieu profession-

— Est-il plus satisfaisant pour vous de constater que, dans certains établissements, il y a un bon rapport

avec le public, une bonne gestion, mais un projet artistique médiocre ?

— Non. C'est un cas de figure qui ne permet pas d'avancer. Beaucoup de compagnies indépendantes sont dans ce cas. Évidemment, les municipalités concernées sont contentes, mais je ne vois vraiment pas pourquoi l'Etat aiderait ces entreprises-là. L'Etat doit agir pour un certain niveau de qualité et soutenir la création.

— Est-ce que cela ne passe pas par un système d'aides centralisé pour les institutions à caractère national et international, et largement décentralisé pour les établissements de rayonnement local, un peu comme le système mis en place pour l'aide aux arts plastiques ?

— Pour l'instant, je m'en tiens à un diagnostic. Cela ne fait que deux mois que je suis là. Mais j'ai commencé la déconcentration des crédits pour les compagnies dramatiques tout en gardant un lot de compagnies dont je vais examiner la situation cette année, puisqu'elles sont conventionnées jusqu'à la fin de 1990.

— L'Etat, le ministère de la culture donc, a eu des attitudes si différentes tout au long de l'histoire de la décentralisation qu'on peut comprendre que certains professionnels aient voulu profiter de ses faiblesses de doctrine et du peu de clarté de ses choix politiques.

- L'Etat a d'abord été très volontariste, missionnaire et « missionnant ». Cela a fort bien réussi car, au bout de dix ans, beaucoup de villes se sont portées candidates et l'Etat a dû alors tenir certaines demandes à distance, établir des listes d'attente. Il a défini des catégories administratives qui lui ont permis de traiter ces demandes multiples. Il a donc exercé un rôle de tuteur administratif, mais sans toujours le même soin qu'il avait mis à installer les premières maisons de la culture.

» A partir de 1981, le ministère a assoupli ces règles et privilégié le projet plutôt que le type d'établissement. Toutes les directions du ministère se sont mises à faire de l'action culturelle. On a d'ailleurs fini par créer une direction du développement culturel transversale, qui a compté jusqu'à une centaine d'agents.

» Puis sont venues les lois de décentralisation. Les municipalités se sont alors dotées de budgets culturels et de personnels qualifiés comme jamais auparavant.

Elles ont développé des initiatives purement locales, qui se défendent très bien. Au point qu'en 1989, le service des actions culturelles est redevenu un tout petit bureau, qui continue d'assumer tant bien que mal la gestion de soixante-dix établissements.

— L'Etat paraît malgré tout avoir globalement rempli sa mission d'irriguer le pays d'établissements de création et de diffusion mais, le moins que l'on puisse dire est qu'il semble avoir été en plusieurs endroits bien plutôt « actionnaire ».

— C'est vrai. Il y a chaque année plus de trois cents réunions importantes dans les différentes institutions dont il a la tutelle. Comment voulez-vous qu'une personne, le directeur du théâtre, et ses deux adjoints participent à ces réunions ? Il faut donc former davantage de conseillers à l'action culturelle dans les directions régionales pour qu'ils deviennent les interlocuteurs d'une profession qui a tendance à tout demander à Paris. Dans le même temps, je m'inquiète au niveau central les études cas par cas d'aide à la gestion, à la réorganisation des établissements en difficulté. Ou bien c'est la ville qui mène cette réflexion, et elle le fait dans un sens très « municipalisateur », ou bien c'est l'Etat qui s'attelle à la tâche, et il faut qu'il s'arme pour cela.

— Le ministère est-il prêt à renforcer les moyens de votre direction ?

– Il y a quelques années, il y avait sept énarques à la direction du théâtre. Aujourd'hui, il n'y en a plus que deux, dont moi. Je peux dire que je travaille avec une quinzaine de cadres pour gérer un budget de 1,1 milliard de francs. J'ai donc mis en place les moyens de mener les études nécessaires à un bon diagnostic. Au budget de 1990, 2,5 millions de francs sont prévus pour les audits des cas difficiles qui permettront de gagner très vite beaucoup d'argent. Il faut aussi que l'Etat réaffirme sa présence et une présence plus intelligente. Ces audits ne doivent donc pas seulement être des études comptables mais des « études-propositions ». C'est dans ce sens que j'ai confié, par exemple, à un cabinet privé une étude sur le centre dramatique national de Reims.

— Ne faudrait-il pas aussi réformer le corps des inspecteurs généraux du théâtre, votre outil d'écoute et de jugement ?

² DIRECTEUR DU
pour le

REQUIERE DE CONSULTA
REQUISITOS

Appréhension des d'écouter
sur les sub-contrôlement
sur les articles en résider
approuvant la création
exister dans de la Com
populaire à l'ance."

[illegible]

...dans les c
...certains des
...de leur co
...de certai

... der ...
... der ...
... der ...
... der ...
... der ...

TÉMOIGNAGE

Mr JACQUES MONTAGNE

[illegible]

... la présence d'un... es e tra
... général et celle du sym
... qui regroupe une dou
... des périphériques. Ces de
... par ailleurs aussi un
... et, précédemment, en
... la municipalité.

pour les créateurs

T H E A T R E

MOGADOR

DU 5 AU 24 JANVIER

**SAMI
FREY**

DANS
JE ME SOUVIENS
DE
GEORGES PEREC

15

REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES

48.78.75.00

THÉÂTRE

LES SCÈNES PRIVÉES PARISIENNES EN CRISE

Grandes manœuvres sur les boulevards

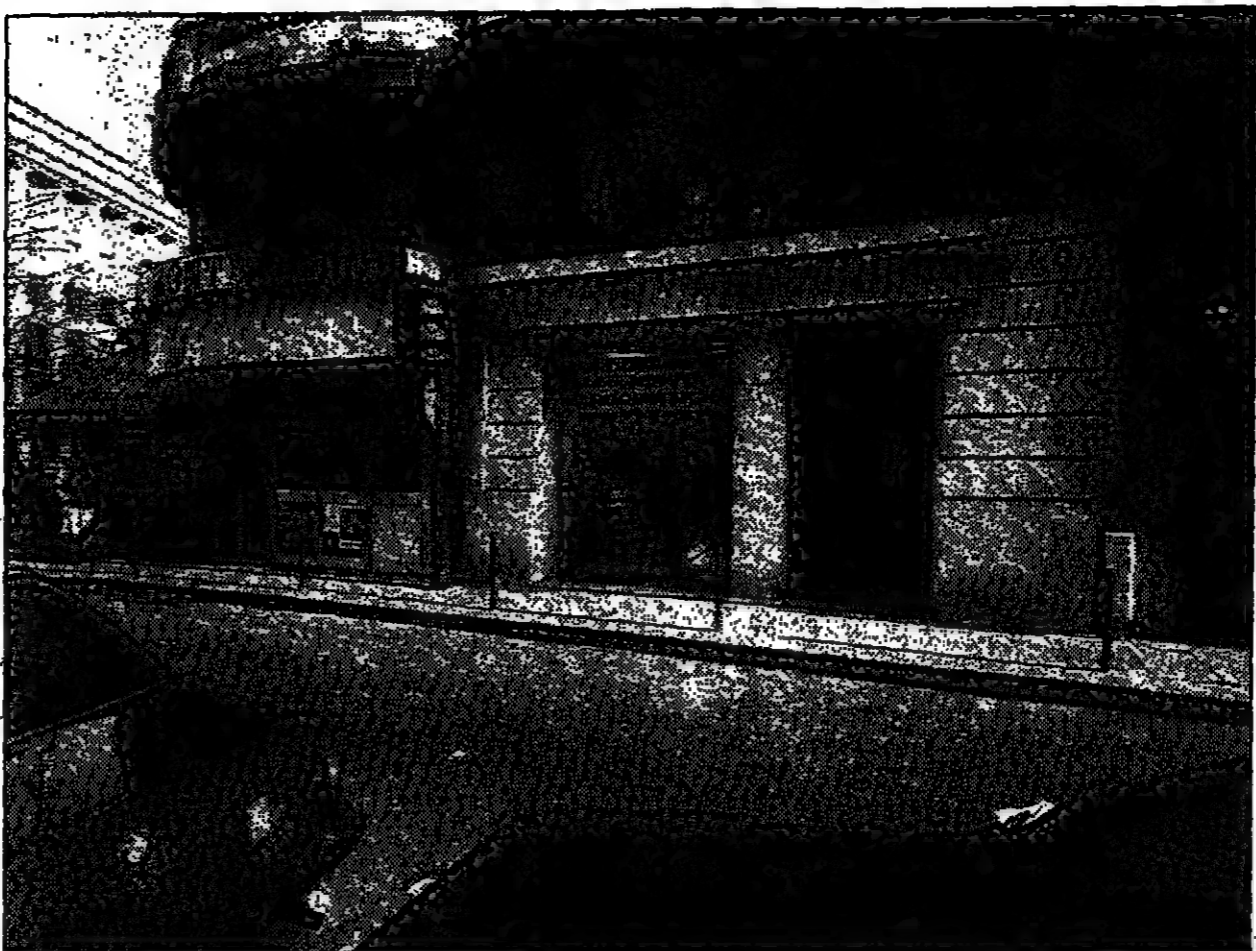
A Paris, des comédiens rachètent des théâtres, des promoteurs les menacent, le public boude. Plusieurs remèdes sont à l'étude : baisse des tarifs des billets, ouverture des salles l'été. Les théâtres privés sont prêts à prendre certains risques. A condition d'être mieux épaulés par la Mairie de Paris.

C OINCI entre deux immeubles défraîchis de la rue de la Galté, le Théâtre de la Galté-Montparnasse vit au jour le jour. Menacé d'expropriation, il risque de connaître le destin de la Galté lyrique, déchu de son titre de théâtre et transformé en centre d'attractions (lire ci-contre l'article d'Emmanuel de Roux). Un promoteur immobilier, les Nouvelles Résidences de France, a racheté en 1984 ce prestigieux théâtre de la rive gauche ainsi qu'un lot d'immeubles et refuse aujourd'hui de renouveler le bail pour « fautes graves ».

Il reproche à son locataire, Nicole Charmant, directrice du théâtre, de ne pas avoir ravalé la façade. En avril dernier, un arrêt de la cour d'appel de Paris a donné raison au théâtre et a accordé un répit à la Galté-Montparnasse. Le nouveau propriétaire ne pourra pas renvoyer le locataire sans accorder une indemnité d'éviction au théâtre. « J'ai bien peur que la société ne renouvelle le bail à des conditions inacceptables qui nous obligeraient à mettre la clef sous la porte », explique l'avocat du théâtre. Ce sont des promoteurs qui veulent réaliser une opération juteuse et non des mécènes. Je ne crois pas qu'ils engagent une procédure aussi coûteuse pour poursuivre des activités culturelles. Le jugement définitif sera rendu le 15 mars 1990. De son côté, le ministère de la culture a indiqué qu'il n'accepterait pas que la salle soit reconstruite à l'identique mais quatre étages plus bas, comme l'a proposé le promoteur.

Sur l'autre rive de la Seine, trois salles viennent de changer de propriétaire. Francis Lemonnier, ancien directeur du Coupe-Choux, un théâtre du plateau Beaubourg, assurera la succession de Jean-Michel Rouzière, récemment décédé, au Palais-Royal et aux Variétés. Niels Arestup, à pris, avec l'aide du fonds de soutien (1,5 million de francs), la direction du Théâtre de la Renaissance, sur les grands boulevards. C'est le troisième comédien qui, en cinq ans, reprend un théâtre en péril. Le premier fut Gérard Caillaud, ancien sociétaire de la Comédie-Française, installé aujourd'hui au Théâtre des Mathurins. Il fut bientôt suivi par Jean-Claude Brialy qui a pris la direction du Théâtre des Bouffes-Parisiens.

« Nous sommes des conservateurs de musées, mais nous n'avons pas les moyens de les restaurer », affirme Jérôme Hulot, directeur du Théâtre Montparnasse et



C'est une cordonnerie, c'était une très jolie salle rouge à d'orures. Du genre bonbonnière, boulevardière, c'est-à-dire adaptée à l'esprit piquant d'un Paris mythique. Parmi tous les souvenirs, celui de Colette Renard dans *Irma la douce*, ou du couple infernal Michel Simon et Rita Renoir dans la pièce d'Obaldia *Du vent dans les branches de Sessafra*. Ensuite, il y a eu un cinéma, puis une boîte. Il n'y a plus rien que la colère.

président du syndicat des directeurs des théâtres privés parisiens. Nous contribuons au prestige de la capitale, mais l'action de la Mairie de Paris vis-à-vis du théâtre est lente, difficile. On ne peut pas dire que les services culturels soient inexistants, au contraire, mais les services financiers semblent penser que la politique culturelle est de l'argent fiché par les fenêtres.

En 1989, les théâtres privés ont reçu 55 millions du fonds de soutien, un organisme financé par l'Etat, la Mairie de Paris et une taxe parafiscale (1). Le ministère de la culture a décidé d'accroître sa participation en 1990, la portant à 15 millions de francs, comme la Mairie de Paris qui débitera 12,5 millions de francs. « Si l'on partageait ce que la Ville nous a donné en 1989, estime Jérôme Hulot, chaque théâtre privé recevrait 217 000 francs par an. En comparaison Paris-Villette, qui est un théâtre public d'arrondissement subventionné principalement par la Ville, reçoit plus de 2 millions de francs ».

« Si l'on nous aide trop, nous ne serons plus privés », clame de son côté Gérard Caillaud. Comme

Jean-Claude Brialy, le directeur des Mathurins préfère les aides à l'interventionnisme : soutien aux salles ouvertes l'été, baisse des tarifs publicitaires des colonnes Morris, jugés « scandaleux », partenariat avec la télévision, suppression des taxes pour alléger le prix des billets et carayer la baisse de 10 % de la fréquentation constatée entre 1986 et 1988. On estime à la direction du théâtre du ministère que la fréquentation des théâtres privés s'est légèrement redressée en 1989. Le taux moyen de remplissage sur 1988 était de 51,50 %.

Françoise de Panafieu, adjoint au maire chargé de la culture, a déjà annoncé le 15 décembre dernier, lors de la présentation du budget 1990, la réduction de la taxe professionnelle de 50 %. « Cette initiative sera effective en 1991, déplore Jérôme Hulot. A cette époque, la taxe professionnelle aura peut-être été supprimée. M. Juppé, adjoint au maire chargé du budget, n'a pas pris de risques ».

Bernard Faivre d'Arcier, le nouveau directeur du théâtre au ministère de la culture, souhaiterait une collaboration plus étroite avec la Mairie de Paris : « En reprenant conjointement deux ou trois salles,

nous pourrions créer des lieux d'accueil pour les spectacles des centres dramatiques régionaux. Cela ne provoquerait pas de concurrence avec le théâtre privé et chacun y trouverait son compte ».

Au plan artistique, les théâtres privés parisiens seraient bien inspirés de suivre la voie tracée par les théâtres des Bouffes-Parisiens, Montparnasse ou Mathurins, une voie dans la tradition de la scène théâtrale parisienne d'avant le théâtre public. Elle passe par le pari sur des auteurs nouveaux, mieux en phase avec leur environnement, et par un traitement exigeant des auteurs du répertoire en rassemblant des talents à tous les postes : distribution, mise en scène, décor, lumière, règle de simple bon sens et pourtant si communément ignorée.

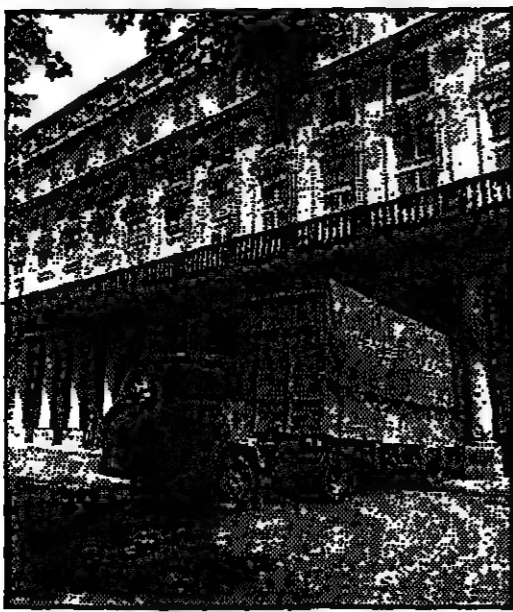
BÉNÉDICTE MATHIEU

(1) Les principales recettes du fonds de soutien sont ventilées comme suit (chiffres de 1989) :
— Subvention Etat : 13 485 000 F ;
— Subvention ville : 10 100 000 F ;
— Taxe parafiscale : 13 240 153 F (3,5 % prélevés sur le prix de chaque billet) ;
— Cotisations volontaires (8 F prélevés sur chaque billet) : 16 876 715 F.

POINTS DE VUE

Vertu et modernité de la Comédie-Française

par PATRICK DEVAUX



A la lecture de l'article intitulé « La crise » insupportable du théâtre public », je crois utile d'apporter quelques précisions qui concernent la Comédie-Française. Le déficit de gestion, constaté en septembre 1986, lors de la prise de fonctions de Jean Le Poulain, était de 6,7 millions de francs et a été entièrement pris en charge par la Société des comédiens français, hors de tout concours de l'Etat.

Le déficit de 1987, qui est évoqué dans le même article, est d'une autre nature. Il faut rappeler que l'activité de la maison a été perturbée partiellement dès le 29 décembre 1986 et totalement à partir du 23 mars 1987 par un mouvement — au total quarante personnes sur quatre cents, dont la fonction sur le plateau pouvait empêcher les représentations — qui revendiquait la « parité » des conventions collectives de la Comédie-Française avec celles de l'Opéra, telles qu'elles résultaient des dispositions nouvelles acceptées par l'Etat en 1984-1985. Cent cinquante-cinq représentations ont été annulées de ce fait salle Richelieu en 1987.

Cette revendication n'était d'ailleurs pas infondée puisqu'il y avait, en raison de cette mesure récente, un fossé réel dans les avantages financiers et de carrière entre les personnels de l'un et de l'autre établissement. Il faut cependant ajouter que la grève avait un autre objectif, moins avoué : empêcher, par une extension à la Comédie-Française — et ultérieurement, aux autres théâtres nationaux — des dispositions en vigueur à l'Opéra, le ministère de faire dénoncer ces mêmes conventions collectives existant au Palais-Garnier avant l'ouverture de l'Opéra-Bastille.

Bien entendu, la Comédie-Française n'avait pas les moyens financiers de faire face à une telle revendication (d'un coût sans doute supérieur à 2 millions de francs en année pleine) sans une dotation spécifique venant du ministère (ce dont avait bénéficié l'Opéra en 1984-1985).

L'alternative, face à un tel conflit, était alors de fermer la maison ou bien de jouer dans d'autres théâtres, ce qui fut fait. Bien sûr, cette exploitation s'est révélée coûteuse.

Encore faut-il ajouter l'asphyxie financière à laquelle la Comédie-Française a eu à faire face pendant cette période de la part de l'Etat. Deux chiffres parlent d'eux-mêmes : la Comédie-Française, qui avait bénéficié de 22 millions de francs d'accroissement de sa subvention au cours des quatre années 1983 à 1986 (soit une moyenne de 5,5 millions par an), n'a reçu qu'un million supplémentaire pour les deux exercices 1987 et 1988 (soit 0,5 million par an), c'est-à-dire onze fois moins que dans la période précédente.

Tout cela explique la situation exceptionnelle de la fin de 1987 et qui n'avait été rencontrée précédemment qu'en 1957 et 1972 (et pour d'autres raisons, évidemment). Encore une fois, les sociétaires ont eu à compléter le concours de l'Etat par une ponction sur leurs réserves, bénéfices non distribués résultant d'années d'exploitation positive antérieure et qui ne sont rien d'autre qu'un salaire épargné par leurs prédécesseurs et par eux-mêmes. Il faut souligner que cette formule ne serait envisageable dans aucune institution publique (établissement public) ou privée (société commerciale). Elle illustre le très grand sentiment de responsabilité qui anime les sociétaires.

Mais, la crise à la Comédie-Française en 1987 était d'une nature exceptionnelle et atypique et la situation s'est rétablie dès 1988 grâce d'abord à une activité artistique soutenue, sans turbulences sociales puisque la revendication de la « parité opéra », réputée si urgente en 1986-1987, a apparemment perdu toute actualité dès lors que le statu quo était maintenu du côté des conventions collectives du Palais-Garnier et de l'Opéra-Bastille.

Un tel rétablissement s'explique ensuite par une gestion d'une extrême rigueur pendant la saison 1987-1988, et notamment pendant l'interim de trois mois et demi que j'ai eu à assurer en étroite collaboration avec le doyen des sociétaires, après la disparition de Jean Le Poulain. Il s'explique enfin par le redressement de la subvention de 1989 — augmentée en une seule fois de 7 millions — qu'a obtenu le nouvel administrateur, ce qui avait été refusé à son prédécesseur.

Ces indications n'auraient d'autre intérêt qu'historique, donc dépassé, si elles ne contribuaient à éclaircir la spécificité de la Comédie-Française. Le statut particulier de la Société des comédiens français, qui échappe aux catégories juridiques, peut apparaître comme une forêt de Brocéliande, énigmatique et complexe. Pourtant, il est le gage même de vertus et de valeurs éminemment modernes qui sont : la responsabilité (j'en ai parlé plus haut) mais aussi la souplesse et l'efficacité.

Souplesse d'un système mixte où interfèrent des règles de droit public et de droit privé dans un seul objectif d'adaptation constante à la réalité de la mission. Efficacité enfin : douze à quinze spectacles présentés chaque saison à raison de trois ou quatre par semaine — en alternance — pendant dix mois et demi et au rythme de huit à dix représentations hebdomadaires, dans un travail quotidien de la maison de huit heures à minuit.

A titre d'exemple, en dépit de la crise qui a affecté toute l'année 1987, la Comédie-Française a assuré, dans les divers lieux où la troupe s'est produite, plus de sept cents représentations cette année-là, témoignant par là de son dynamisme face au défi qui lui était opposé.

Il va de soi que la Comédie-Française n'échappe pas — au-delà de la conjoncture que je viens d'évoquer — à des problèmes financiers structurels qu'il faudrait enfin aborder et qui sont notamment la dégradation salariale affectant tout particulièrement les artistes permanents et les artisans nombreux et d'une valeur incomparable qui y travaillent.

Patrick Devaux fut directeur général de la Comédie-Française de septembre 1986 à septembre 1988.

PRÉCISION. — A la suite de notre enquête sur le théâtre public, la direction de la Comédie-Française nous a apporté les précisions suivantes : « Pour équilibrer le budget de 1987, le ministère de la culture a dû verser une subvention complémentaire de trois millions huit cent mille francs ; il a ainsi accompagné l'effort du personnel et des sociétaires qui ont contribué, par une ponction de plus de six millions de francs sur leurs réserves et provisions, au redressement de l'établissement. Afin de reconstituer le fonds de roulement ainsi amputé, le ministère a dérogé quatre millions fin 1988 ».

L'in

La Ville de Paris, l'un des plus beaux haussmanniens à l'inventeur de dessin animé. Après la féerie, la meilleure avait la Galté lyrique, une « planète ma Seuls ont été sau et le foyer du th

L'année de la Galté-Montparnasse, un théâtre de la rive gauche, a été racheté par un promoteur immobilier, les Nouvelles Résidences de France, et transformé en centre d'attractions. Le théâtre a été démolie et le site est destiné à être reconstruit.

Le théâtre de la Galté-Montparnasse, un théâtre de la rive gauche, a été racheté par un promoteur immobilier, les Nouvelles Résidences de France, et transformé en centre d'attractions. Le théâtre a été démolie et le site est destiné à être reconstruit.

Le théâtre de la Galté-Montparnasse, un théâtre de la rive gauche, a été racheté par un promoteur immobilier, les Nouvelles Résidences de France, et transformé en centre d'attractions. Le théâtre a été démolie et le site est destiné à être reconstruit.

Rétablir le dialogue du public et des arti

par JEAN-GABRIEL CAR

UNE fois encore, on se demande si le théâtre n'est pas devenu un lieu de dialogue entre le public et les artistes. Le théâtre est un lieu de rencontre, de dialogue, de confrontation. Il est un lieu où l'on peut se rencontrer, se connaître, se comprendre. Il est un lieu où l'on peut se rencontrer, se connaître, se comprendre.

THÉÂTRE

UNE SALLE PRESTIGIEUSE TRANSFORMÉE EN « PLANÈTE MAGIQUE »

L'inspecteur Gadget s'empare de la Gaîté-Lyrique

La Ville de Paris a concédé l'un des plus beaux théâtres haussmanniens, pour cinquante ans, à l'inventeur de l'inspecteur Gadget, dessin animé télévisé. Après la féerie, le mélodrame, la meilleure avant-garde des années 70, la Gaîté-Lyrique abrite un « planète magique ». Seuls ont été sauvés la façade et le foyer du théâtre.

La façade de la Gaîté-Lyrique, surplombant le square Emile-Chartier, dans le troisième arrondissement, est aujourd'hui minutieusement restaurée. On y découvre des statues, naguère noyées dans la crasse. Les colonnes de faux marbre sont fraîchement repeintes, et la double vocation de l'établissement centenaire se lit en lettres dorées : drame et comédie. Un rappel qui s'apparente aujourd'hui à une imposture. Si le grand escalier du bâtiment a bien retrouvé sa double voûte et le foyer sa décoration luxuriante, le théâtre, lui, est bien mort.

La salle à l'italienne, qui pouvait accueillir près de 1 000 spectateurs, et la scène ont disparu. L'espace a été tronqué. On y trouve les rails d'une « fusée » qui doit transporter les visiteurs dans une « planète magique », un Lux-Park de poche, bourré de gadgets électroniques. Les enfants doivent partir sur les traces d'Indiana Jones à travers une jungle de plastique, un dédale de cryptes en carton et les couleurs flues d'un palais des Mille et Une Nuits. Les parents sont invités à se rafraîchir dans l'une des brasseries de l'endroit. Un studio de télévision est niché dans les sous-sols du bâtiment. Une salle polyvalente de 280 places permettra la projection de films et sans doute la mise en place de quelques saynètes musicales.

La Ville de Paris, propriétaire des murs, a concédé le théâtre pour cinquante ans à une société dont Jean Chaplin, l'inventeur des Minipousses et de l'inspecteur Gadget, est l'un des principaux actionnaires. 280 millions de francs ont été nécessaires pour l'acquisition de ce Disneyland urbain. Trois fois le montant des travaux estimés pour la rénovation du théâtre dans sa forme première. La Ville n'a pu (ou su) élaborer le montage financier qui aurait sauvé la direction du théâtre du ministère de la Culture aurait en 1986 refusé toute forme d'aide. Ce qui semble curieux : Jacques Chirac était à Matignon, et on voit mal la Rue de Valois refusant, sans autre forme de procès, une telle demande. En réalité, la Ville venait de se lancer dans la lourde rénovation du Châtelet. Elle craignait donc d'avoir à s'occuper d'un théâtre difficile à gérer, fort décrié, et qui avait la réputation d'engloutir les subventions à une vitesse accélérée.



Le théâtre est-il devenu si embarrassant pour le pouvoir politique que celui-ci abandonne quelques-unes de ses plus belles salles à la spéculation immobilière ou aux projets alternatifs contestables ?

Cette scène, en effet, n'a jamais fait la fortune de ses propriétaires. La Gaîté-Lyrique est l'un des trois théâtres créés à la demande du baron Haussmann pour remplacer les établissements du boulevard du Crime, avalés par la future place de la République. Construite sur les plans de l'architecte Cazin, elle fut inaugurée le 3 septembre 1862, avec l'inconvénient d'être à l'écart des grands circuits de la vie parisienne.

Les directions successives s'essouffèrent les unes après les autres, sans réussir à imposer une ligne de programme cohérente. La valse-hésitation entre le mélodrame et la féerie aboutit à une série d'échecs. La fantaisie de Flaubert, le Châtelet des comtes, sombra avec fracas. Seul Orphée aux Enfers, d'Offenbach, sut drainer des foules considérables en 1874.

Trente ans plus tard, ce théâtre à problèmes devint un opéra municipal. Les Ballets russes de Diaghilev y triomphèrent une dernière fois au lendemain de la première guerre mondiale. Ensuite, entre deux opérettes, les périodes de fermeture s'allongèrent. En 1967, l'Orchestre

de Paris tenta sans succès d'y installer un théâtre de la musique, mais l'acoustique était insuffisante. C'est alors que cette salle, plus ou moins abandonnée, connut son heure de gloire.

Bob Wilson y créa son mémorable *Regard du nord*, et Patrice Chéreau, *Le Dispute*. On y vit également Claude Régy et les danseurs Buta. Jack Lang, chassé de Chaillot, s'y réfugia un moment avant de passer la main à Silvia Montfort. Cette dernière y logea sa troupe, une école de cirque, un atelier de danse et de mime. Les frères Grès y plantèrent un temps leur chapiteau. En dépit de conditions matérielles invraisemblables (réseau électrique défectueux, fauteuils hors d'âge, interdiction d'utiliser la grande salle), le théâtre retrouva un public. Une rénovation, discutable, était même entamée quand la Ville laissa tomber la Gaîté-Lyrique. Dès 1986, son destin était scellé. En acceptant les propositions d'un virtuose du gadget électronique, la municipalité parisienne signait l'arrêt de mort du vieux théâtre.

EMMANUEL DE ROUX

Les chers disparus

L'Ambigu (1967), démoli. Le Tivoli (1974), fermé. Le Théâtre de la Renaissance (1986), démoli. Buttes-Chaumont, démoli. Le Kallidocope, démoli. L'Européen-Vaudeville. Démoli en 1974. Il a laissé place à l'Espace européen. Le Théâtre Gramont. Transformé en cinéma en 1974, puis en cordonnerie cette année. Le Théâtre 347. L'ex-Grand Guignol a été racheté par l'ENSAT. Théâtre de la rue Blanche. Il sert aujourd'hui de salle de répétition. Bobino, démoli en 1987. L'hôtel Mercure, construit au même endroit, a conservé une salle de conférences. Le Concert Mayol, démoli. Le Comédie Saint-Martin, démoli. Le Théâtre Pigalle, démoli. Le Théâtre le Palace, transformé à la fin des années 70 en boîte de nuit. Le Récitier, transformé en immeuble de bureaux. La Lutèce, démoli. Les Capucines (1976), démoli. Le Théâtre en rond (1978), démoli. Le Théâtre d'Art, fermé.

Rétablir le dialogue du public et des artistes

par JEAN-GABRIEL CARASSO

UNE page entière du Monde nous le rappelle : le théâtre public est en crise. Inflation de l'offre (plus de 1 000 producteurs), baisse tendancielle du public (7 % de la population aujourd'hui contre 12 % il y a quelques années), établissements à la dérive, déficits chroniques insurmontables, 80 millions de francs de déficit global... J'en passe ! Voilà atteint, nous dit-on, le seuil de l'« insupportable ».

Face à ce constat, un seul type de solution semble être envisagé : des réponses économiques et structurelles. Soit ! Ces remèdes (et quelques autres sans doute) pourraient permettre de sortir le malade de son état comateux. Mais le diagnostic est partiel. Il faut le compléter.

La question essentielle posée au théâtre public aujourd'hui est celle de son rapport au public, à la société, son sens ! Une fois encore, la représentation politique et la représentation théâtrale suivent des chemins parallèles. On s'abstient en politique comme on s'abstient d'aller au théâtre. Il n'a plus de prises, d'attaches véritables avec un

public qui — sauf exception — n'en perçoit plus l'indispensable nécessité. Le théâtre a cessé d'être un enjeu de société.

Dans les circonstances actuelles, toute tentative qui consisterait uniquement à adapter et à moderniser la politique de l'offre réalisée en France depuis l'après-guerre (décentralisation, institutionnalisation, aide à la création et à la diffusion...), si elle améliorerait sans doute les choses, se heurterait en fin de compte à cette réalité sociologique profonde. Mais alors, que faire ? La réponse est dans la mise en place d'une « politique de la demande ».

Deux axes de travail constituent les piliers d'une telle politique : la communication et la formation.

Du côté de la communication, on pense bien sûr aux questions d'information sur et autour des spectacles, à la place de l'audiovisuel et des médias dans ces processus, aux problèmes de formes et de contenus des matériels d'information des théâtres, à l'image du théâtre dans le public — ce qui a été fait pour le cinéma, pour le livre, pour les musées, etc. Cependant, réduire la communication à ces seuls éléments reviendrait à maintenir le théâtre dans une relation strictement « marchande » avec un public principalement considéré comme « consommateur ». Or c'est précisément l'un des enjeux principaux d'aujourd'hui que de transformer cette relation de producteur à consommateur en une relation réelle de « partenaire ».

Pour cela, une action innovante devrait être menée du côté de l'organisation de ce public, favoriser la renaissance des associations de spectateurs sous des formes les plus diverses (amis du théâtre, conseil du public, etc.).

Agir sur la formation des publics, c'est d'abord développer et affermir le travail encourageant qui a été entrepris en collaboration avec le ministère de l'éducation nationale (projets d'action éducative, classes culturelles, ateliers de pratique artistique, option théâtre au baccalauréat...). Ce travail associe des enseignants et des artistes dans un processus de partenariat original et efficace. Il faut le développer, ouvrir de nouveaux lieux de pratique (l'Université), élargir le champ des possibilités (projets nouveaux), associer plus largement la profession théâtrale à cette dimension essentielle, profiter de la création des instituts

universitaires de formation des maîtres pour mettre en place des « formations de formateurs », etc.

Mais l'ensemble de ces actions n'aura d'incidence sur la fréquentation du théâtre que si l'on mène, en même temps et de manière vigoureuse, une véritable politique d'accompagnement « du rapport aux œuvres ». Rien ne sert de faire ou d'apprendre du théâtre, si l'on n'en voit jamais ! Deux Journées d'étude tenues au Festival d'Avignon en juillet dernier ont insisté sur ce point (1).

Notons enfin que la formation ne se limite pas aux relations avec l'éducation nationale : d'autres milieux, institu-

tionnels et associatifs (justice, santé, agriculture, armée, éducation populaire) seraient des points d'appui importants de formation des publics, à condition bien entendu qu'on ne les « utilise » pas mais qu'on les considère comme de véritables partenaires.

(1) « Le théâtre et les jeunes publics », *Cahiers Théâtre/Education* n° 1. Actes Sud/Parus. 50 F. Lire l'article de Bernard Raffalli, consacré à cet ouvrage, dans le Monde du 31 décembre, 1^{er} janvier derniers.

► Jean-Gabriel Carasso est secrétaire général de l'ANAT (Association nationale de recherche et d'action théâtrales en milieu scolaire et universitaire).

DANSE EN JANVIER

THÉÂTRE DE LA DANSE

20 H 45

JEU. 4. VEN. 5. SAM. 6

WIM VANDEKEYBUS

THIERRY DE MEY

MAR. 9. MER. 10. VEN. 12 ET SAM. 13

JEAN-FRANÇOIS DUROURE

JEU. 11 A 20 H 45

VEN. 12 ET SAM. 13 A 18 H 30

BOUVIER - OBADIA

DU MAR. 16 AU SAM. 20

CATHERINE DIVERRES

LOC. 42.74.22.77

2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

XIII^{èmes} RENCONTRES CHARLES DULLIN

Du 5 janvier au 3 février

6 LIEUX

ARCUEIL, CHEVILLY-LARUE, CHOISY-LE-ROI, IVRY, VILLEJUIF, VITRY

13 COMPAGNIES

Renseignements : THEATRE ROMAIN ROLLAND • 47 26 15 02

6^e SAISON 1^{er} SEMESTRE

Une rencontre avec la chorégraphie contemporaine française

ABONNEMENT

(à partir de 300 F pour 5 spectacles)

6 NOUVEAUX SPECTACLES POUR LE 1^{er} SEMESTRE

Chorégraphes invités

AGNES - BACQUET - BOUVIER/OBADIA - CHÉ-ANGE - DIAGNOS - DIVERRES - GALLOTTA - HERNAN - MARN - MERY/BOZOS - PETTY - ROCHES

*Dans le cadre du programme de la Ville de Paris

• Danse et Cinéma avec Philippe DÉCOUPLÉ au Musée Grévin (création offerte aux abonnés)

• Des films dansés à l'OPÉRA de Paris Garnier

• Un abonnement réservé aux enfants (tarif spécial)

Théâtre Contemporain de la Danse

9 rue Geoffroy-L'Anier - 75004 Paris - Tél. 42.74.44.22 - Fax 40.29.06.46

une cordonnerie, c'était une jolie salle rouge à dorures, pour bonbonnière, levardière, c'est-à-dire robe à l'esprit piquant d'un mydique. Parmi tous les autres, celui de Colette est dans une douce, ou du de l'intervall Michel Simon et Renoir dans la pièce *Salut Du vent dans les ruelles de Sessafra*. Ensuite, il y a un cinéma, puis une boîte, il n'y a plus rien que la colère.

des lieux d'accueil pour les spectateurs régionaux. Cela ne concurrence avec le théâtre privé son compte.

Les théâtres privés parisiens de suivre la voie tracée par les es-Parisiens. Montparnasse se dans la tradition de la scène théâtrale publique. Elle passe leurs nouveaux, mieux en place, et par un traitement de repertoire en rassemblant des es : distribution, mise en scène, le simple bon sens et pourtant a

BÉNÉDICTE MATHIEU

scritures du fonds de soutien sont versées de 1989) : 485 000 F ; 100 000 F ; 3 240 153 F (3,5% prélevés sur le) (8 F prélevés sur chaque billet).

aient d'autre intérêt qu'historique, contribuaient à éclairer la spécificité. Le statut particulier de la française, qui échappe aux catégories comme une forêt, de Brocquière. Pourtant, il est le page de l'écriture moderne qui (je n'ai parlé plus haut) mais aussi

ne mise où interfèrent des règles font privé dans un seul objectif la réalité de la mission. Efficacité octroies présentés chaque saison à : par semaine — en alternance — et au rythme de huit à dix repré-

tion, dans un travail quotidien de la

légit de la crise qui a affecté toute

fin-Française a assuré, dans les s'est produite, plus de sept cents de-là, témoignant par là de son qu'il lui était opposé.

fin-Française n'échappe pas — à que je viens d'évoquer — à des scénarii qu'il faudrait enfin abor- et la dégradation salariale affecte- les artistes permanents et les se valeur incomparable qui y tra-

Une fille dans un arbre

Ils n'ont aucune défense, contre rien. Surtout pas contre Swedee, la sœur de la jeune femme, la honte de la famille. Elle est grosse. Pas appétissante comme Marianne Sägbercht. Vraiment grosse, la cuisse collanteuse sous les minijupes, le cheveu sale, les ongles laqués noirs, le rimel en débordance. Et malgré tout, et bien qu'elle soit légèrement débile, elle est émuissante. Presque séduisante, en tout cas puérilement et totalement sensuelle. Elle est arrivée avec un gigolo abruti, perdu dans quelque fumée plantaine, et refuse de partir. Le père la suit de près, hâ à elle par une trouille culpabilité.



Sweetie est une fantastique comédienne. Emmanuelle Lémon. D'ailleurs la distribution tout entière est parfaite. Peut-être aussi parce qu'on ne connaît pas les acteurs, on croit sans réticence à ce qu'ils font, à ce qu'ils sont, même dans les moments les plus excessifs. Jane Campion n'a pas triché, elle s'est engagée corps et âme dans ce film - dédié à sa sœur, - l'un des plus forts, des plus originaux, l'un des plus nécessaires présentés cette année à Cannes; où Jane Campion avait remporté le Palme d'or du court métrage en 1986. Mais à t-elle le grand oublié du palmarès 1989. Sweetie, porteuse d'une vérité dure à vivre, a dérangé les jurés comme elle dérange sa famille.

COLETTE GODARD

MUSIQUES

ROCK, FUNK, BLUES, ALTO, PIANO, CLAVECIN

Retenez vos places

De l'éternel retour de Bob Dylan et Eric Clapton, aux Négresses vertes, de l'art de toucher le clavecin à « Carte blanche à l'alto » ou l'« Hommage » à Glenn Gould : quarante concerts à ne pas manquer entre le 13 janvier et le 13 juin.

ROCK

Bob Dylan

Après sa meilleure année de la décennie (celle qui s'achève), ses meilleurs concerts du millénaire ? Et voici encore une superstar qui se produit dans un cadre d'une dimension presque humaine. Pourvu qu'il y ait la fée des eaux à l'entracte. Du 29 janvier au 1^{er} février à 20 h 30 au Grand Rex. 160 F à 180 F.

Carmel

Il n'y a que les Français qui comprennent son blues indé. Elle les récompense en deux concerts. Les 21 et 22 février à 20 heures à l'Olympia. 120 F.

Deacon Blue

Arrivés seconds derrière Texas à la grande tombola du rock organisé à Glasgow, on va enfin pouvoir entendre ces écossais au son américain. Le 20 février à 20 heures à l'Elysée-Montmartre. 90 F.

Eric Clapton

Après un album plus blues (plus sincère) que le précédent, God revient sur scène. Le 3 mars à 20 heures et le 4 mars à 18 heures au Zénith. 150 F.

George Clinton

Bientôt vingt ans qu'il se tient au confluent entre rock et funk et y échauffe les passants, George Clinton est un barjo professionnel et une inspiration constante pour ses pairs. Les 19 et 20 janvier à la MC Bobigny. 100 F.

Les Négresses vertes

Il y avait un moment déjà que les Négresses n'étaient pas passées par la capitale. Une visite bienvenue, on commencerait à se sentir sévère de raffinement-muscette, etc. Les 19 et 20 janvier à 20 heures à la Cigale. 90 F.



Suzanne Vega

Molval/Ralph Thamar

Le second fut le chanteur des premiers. Il s'est reconverti dans une musique plus roborative que celle qu'il continuait à pratiquer ses collègues restés fidèles à la tradition dansante et élégante des Caraïbes. Le 19 janvier à 20 heures au Zénith. 130 F.

Midnight Oil

A ce moment, leur nouvel album sera sorti et l'on saura si le groupe de Pete Garrett mérite toujours son titre de conscience du rock australien. Le 25 avril à 20 heures, POPB. 130 F.

Paul Personne

Bien sûr que les Français peuvent chanter le blues. Du 11 au 13 janvier à 20 heures au Bataclan.

Public Enemy

Ces rappers vivent dangereusement et leur discours politique dérape parfois. Ils sont quand même à l'avant-garde de la musique noire américaine. Le 19 avril à 19 h 30 au Zénith. 110 F.

Phil Collins

Irreprochable, comme à l'habitude, son dernier album. Un peu ennuyeux aussi. Le Noël Noël du rock se fait une petite violence et monte sur scène. Les 17 et 18 avril à 20 heures au POPB. 160 F.

Simply Red

Une voix, un son, et, de temps en temps, des chansons. Si l'on ne se souvient pas trop des promesses des débuts, on peut passer une bonne soirée. Le 20 février à 20 heures au POPB. 150 F.

Stephan Elcher

Le raffinement. On peut tout reprocher au Suisse allemand qui aurait presque pu être un Beatles, sauf de manquer d'élégance. Les 19 et 20 février à 20 heures à l'Olympia. 125 F.

Suzanne Vega

Une balade dans les rues d'une grande ville d'Amérique du Nord, emmené par une guide au regard calme et par

moments cruel. Le 5 mai à 20 heures au Grand Rex. 120 F.

Tears for Fears

Viennent de se faire remarquer avec un beau remake de l'm the Walrus. Et sur scène qu'est ce qui l'emportera ? Le psychédéisme ou la superproduction moderniste ? Le 10 avril à 20 heures au POPB. 150 F.

Palais Omnisports de Paris-Bercy : 8, bd de Bercy, Paris 12^e. Olympia : 28, bd des Capucines, Paris 9^e. Zénith : porte de Pantin, Paris 19^e. La Cigale : 120, bd Rochechouart, Paris 18^e. L'Elysée-Montmartre : 72, bd Rochechouart, Paris 18^e. Bataclan : 50, bd Voltaire, Paris 11^e. MC 93 : 1, bd Léonine, Bobigny. Le Grand Rex : 1, bd Poissonnière, Paris 2^e.

CLASSIQUE

Auditorium du Louvre

Hommage à Glenn Gould

Gould : Quatuor à cordes ; Sonate pour basset et piano - Bach : première fugue de l'Art de la fugue. Bruno Monsiegeon, Gilles Apap (violons), Gérard Caussé (alto), Alain Memier (violoncelle), Emile Naumoff (piano). Le pianiste, l'essayiste, le journaliste Gould continue à diviser les esprits. Le compositeur est moins connu. Jean-Michel Damjan organise un débat qui devrait permettre aux uns et aux autres de séparer le bon grain de l'ivraie, car il serait ridicule de vénérer toute la production du Canadien qui n'est qu'un grand pianiste parmi d'autres. Le 13 janvier, à 15 heures.

En blanc et noir

Haydn : Sonate en ut majeur Hob. XVI n° 50 - Brahms : Variations et fugue sur un thème de Haendel - Schumann : Scènes de la forêt - Stravinski : Petrouchka. Yefim Bronfman (piano). Un excellent pianiste, encore peu connu malgré un admirable disque de sonates de Prokofiev publié par CBS. Son programme prouve l'éclectisme de ses goûts musicaux. Il aura, hélas ! à se battre avec le piano et l'acoustique de l'Auditorium du Louvre. Le 17 janvier, à 20 h 30.

La garde montante

Schubert : Sonatine D 408 - Fauré : Sonate pour violon et piano n° 1 - Beethoven : Sonate pour violon et piano n° 8. Gil Shaham (violon), Gehrard Oppitz (piano). Un violoniste annoncé

comme l'un des grands de demain s'associe à un pianiste dont la carrière s'est développée en marge des grands fracs médiatiques. Une bonne nouvelle. Le 22 janvier, à 20 h 30.

Le violon impossible

Listz : Caprices sur un thème de Paganini. Alexander Markov (violon). Plus d'un violoniste s'est cassé sur ces caprices. Le dernier en date s'appelait Shlomo Mintz, qui a tenté de les jouer tous à la file sur France-Musique. L'exploit mérite toutes les indulgences. Le 31 janvier, à 20 h 30.

L'art de toucher le clavecin

D'Aquin : Suite en ré mineur - Rameau : Extraits de la suite en sol - Balbastre : la Caze, la Dérivante, la Lugeac - Royer : Suite en sol mineur - Corelli : Trois pièces en fa majeur. Christophe Rousset (clavecin). Christophe Rousset assure le continuo des Arts florissants avec une maestria peu commune. Il est aussi un soliste au jeu inventif, virtuose qui vient de publier chez Harmonia Mundi un remarquable disque consacré à des œuvres rarement enregistrées de Wilhelm Friedmann Bach (HMC 901305). Le 7 février, à 20 h 30.

Grands motets français

Clérambaud, Campra : Motets. Le Concert des nations, Jordi Savall (direction). Avec Savall, la musicologie est transcendée par une virtuosité, un engagement salvateurs. Le 12 mars, à 20 h 30.

Le Livre des morts

Spectacle sonore Pierre Henry. Le moins formel, le plus inventif des compositeurs d'aujourd'hui (le moins dogmatique aussi) dans la Sortie du jour (création mondiale). Les 19 et 21 mars, à 20 h 30.

Carte blanche à l'alto

Youri Bashmet joue Hindemith, Honegger et Beethoven, Brahms, Schubert et Chostakovitch (les 9 et 10 mai, à 18 h 30). Thomas Zehetmair joue Beethoven et Schumann (le 11 mai, à 18 h 30). Gérard Caussé et Miguel da Silva jouent Berio, Masson, Rola, Leclair, Brahms, Berlioz, Schumann et Beethoven (le 11 mai, à 20 h 30 et le 12 mai, à 18 h 30). Tabas Zimmermann et le Quatuor Bartok jouent Mozart, Brahms et Bartok, Hindemith, Brahms et Zimmermann (le 12 mai, à 20 h 30 et le 13 mai, à 18 h 30). Nobuko Imai joue Vieuxtemps,

Bartok et Schumann (le 14 mai, à 18 h 30). Bruno Pasquier joue Hindemith, Stravinski, Penderocki, Mozart, Reinecke, Schumann et Bruch (le 16 mai, à 18 h 30 et 20 h 30). Kim Kashkashian joue Chlars, Colgrass, Marin-Marais et Bouchard (le 17 mai, à 20 h 30). Les riches heures de l'alto par les stars du moment. Une excellente série.

Une virtuosité impeccable

Corelli : Concerto grosso op. 6 n° 8 - Locatelli : Concerto grosso - Lamento d'Ariane - Pergolèse : Stabat mater. Barbara Schlick (soprano), Nathalie Stutzmann (contralto). Le plus virtuose des ensembles baroques (leur enregistrement des Brandebourgeois chez Archiv Produktion est est ébouriffant) s'associe à deux chanteuses dont les voix devraient bien se marier pour interpréter l'un des plus émouvants Stabat mater de l'histoire de la musique. Le 21 mai, à 20 h 30.

Postnikov et ses amis

Tchaïkovski : Trio en la mineur - Mozart : Sonate en la mineur pour violon et piano. Yehudi Menuhin (violon), Marc Coppey (violoncelle). Le 6 juin, à 20 h 30. Chostakovitch : Sonate pour alto et piano - Roslavetz, Glinka : sonates pour alto et piano. Gérard Caussé (alto). Le 7 juin, à 20 h 30. Jancsek : Capriccio pour piano et vents ; Concertino pour piano et six instruments ; Sonate pour piano. Ensemble instrumental, Gennady Rozdetsvenski (direction). Le 10 juin, à 20 h 30. Tchaïkovski : les 2^e et 3^e Concertos pour piano et orchestre - Sibelius : 2^e Symphonie. Avec l'Orchestre national de Lyon, Emmanuel Krivine (direction). Le 11 juin, à 20 h 30, au Théâtre des Champs-Élysées. Tchaïkovski : les Saisons - Bach/Marcello : Concerto pour clavier - Rachmaninov : Variations sur un thème de Corelli. Le 13 juin, à 20 h 30. L'Auditorium du Louvre donne carte blanche à Viktoriya Postnikova, l'une des pianistes soviétiques qui comptent aujourd'hui. Avec un concert surprise le 8 juin. D'excellents programmes qui mélangent œuvres virtuoses souvent interprétées à des raretés passionnantes.

Auditorium du Louvre. Location par téléphone : elle est ouverte deux semaines jour pour jour avant la date du concert choisi. Tél. : 40-20-82-23, du lundi au vendredi, de 14 heures à 17 heures 30. La location par internet est dès à présent ouverte pour tous les concerts de la saison. 3615 code THEA. De 45 F à 160 F.

SÉLECTION PARIS

Jeudi 4 janvier

Lambert

Tout l'univers obéit à l'amour

Montecleair

Les Dilectes clémentines
La Mort de Orlan
Morte di Lucrotia
Il Dispetto in amore
Pyrame et Thisbé

Cooperin

Sonata extraite des Nations

Charpentier

La Pastorale, extraits

William Christie (direction, clavecin),

Agathe Mellon,

Monique Zanetti (soprano),

Gérard Lemaire (basse-contre),

Jean-Paul Fouchécourt (ténor),

Jean-François Gardel (basse),

Ryo Terakado,

Hiro Karasawa (violons),

Marc Haimovitch (basse),

Stephan Smolens (basse),

Elizabeth Mouton (basse de violon),

Un programme charmant

qui invite à la rêverie,

d'excellents interprètes aux

voix fines, bien placées :

une bonne façon de com-

mencer l'année.

Auditorium des Halles,

19 heures. Tél. : 40-28-28-40.

160 F.

Vendredi 5

Berg

Concerto de chambre
pour violon, clarinette
et piano, 2^e mouvement
Pièces op. 5
pour clarinette et piano

Webert

Petites Pièces
pour violon et piano

Szymanowski

Romances pour violon
et piano op. 23

Ravel

Sonate pour violon et piano

Roger

Sonate pour clarinette
et piano op. 107

Augustin Dumay (violon),

Paul Meyer (clarinette),

Viktoriya Postnikova (piano).

Fidèle à une programmation

qui se veut originale (et

pour une fois, il ne s'agit pas

d'un vœu pieux), l'Audito-

rium du Louvre a réuni trois

interprètes de grand talent

(encore que bien différents

dans leur approche musicale

respectueuse) dans un pro-

gramme tel qu'on aimerait

en voir plus souvent à l'af-

fiche dans les autres salles

parisiennes.

Auditorium du Louvre,

20 h 30. Tél. : 40-20-82-23.

De 70 F à 110 F.

Samedi 6

Bach

Messe en si mineur BWV 232

Joan Rodgers (soprano),

Caroline Robbins

(mezzo-soprano),

Michael Chance (alto),

Anthony Rolfe-Johnson

(ténor),

Cornelius Hauptmann (basse),

English Baroque Soloists,

Monteverdi Choir,

John Eliot Gardiner

(direction).

Ce n'est pas précisément

Bach qui réussit le mieux à

Gardiner, il y est souvent

maniéré, affecté (cf. son

enregistrement des Motets

chez Erato), mais pour la

splendeur de son orchestre,

de son chœur, pour ses

solistes, on se laissera tenter.

Châtelet. Théâtre musical de

Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-

28-40. De 50 F à 275 F.

Donizetti

Maria Stuarda

Lella Cubelli (soprano),

Deborah Milson,

Heanna Schaefer (mezzo-

soprano),

Douglas Ahlsted (ténor),

Boris Martinovic,

David Pionczyk (baryton),

Orchestre philharmonique de

Radio-France,

Chœur de Radio-France,

Richard Boynago (direction).

Un des innombrables opéras

de Donizetti écrits sur un

sujet historique. Musique

facile, orchestration souvent

indigente, écriture vocale

ébouriffante : un condensé

de l'opéra romantique ita-

lien. L'orchestre est excel-

lent, le chef compétent, les

chanteurs ingénus. Un pas-

aller en attendant le plein

régime de l'Opéra-

Bastille ?

Salle Pleyel, 20 heures. Tél. :

45-83-88-73. De 65 F à 160 F.

La S. Opéra de Clément-

Ferrand, à 20 h. 160 à 65 F.

Dimanche 7

Schumann

Adagio et allegro pour alto et

piano op. 70

Mirchenbiller, 4 pièces pour

alto et piano op. 113

Britten

Lachrymae, reflections on a

song of Dowland,

pour alto et piano, op. 48

Youri Bashmet (alto),

Michael Mountain (piano).

Bashmet joue comme peu

de ses confrères, avec une

justesse de violoniste, dit-on.

C'est bien, mais pourquoi se

produit-il toujours avec ce

pianiste, certes honnête,

mais qui vraiment donne

trop l'impression de le sui-

vre ?

Théâtre Renaud-Barraut,

11 heures. Tél. : 42-55-60-70.

80 F.

Lundi 8

Réclat de Beder

Kurt Moll (basse).

Kurt Moll n'a pas donné son

programme. Qu'importe !

Qu'il chante Schubert,

Brahms, Lowe ou Schu-

mann, il s'impose par la

variété des couleurs de sa

voix de basse chantante,

la perfection de son intona-

tion, la profondeur musicale

de ses lectures. La plus grande

SÉLECTION PARIS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (daté vendredi), soit le lendemain de notre supplément Arts-spectacles.

Acquisitions 1989 du Fonds national d'art contemporain

En plus de cent ans, le Fonds national d'art contemporain s'est enrichi de quelque 65 000 œuvres, qui ne sont évidemment pas que des chefs-d'œuvre. Mais la barre, ces dernières années, a été placée plus haut. Comme on peut s'en rendre compte à travers l'exposition des acquisitions de 1989, présentées en trois fois, rue Berryer.

Centre national des arts plastiques, 11, rue Berryer, Paris, 9^e. Tél : 46-63-90-55. Tous les jours sauf mardi de 11 h à 18 h. Jusqu'au 7 janvier 1990. 10 F.

Honoré Daumier

Lithographies et sculptures venues en abondance de collections privées témoignent à la fois de la fécondité, du talent et de l'humour de ce gaillard dont Balzac n'hésitait pas à dire qu'il avait « du Michel-Ange sous la peau ».

Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly, Paris, 10^e. Tél : 42-24-07-02. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 4 février 1990. 25 F.

David (1748-1825)

Cette exposition clôt la célébration du Bicentenaire. Introduit par le peintre néo-classique, le peintre célèbre les grandes heures de la Révolution et siège à la Convention avant de devenir le peintre officiel de l'Empire. La taille de certaines de ses œuvres n'a pas permis de les réunir dans un seul lieu. Les amateurs devront donc faire le voyage du Louvre à Versailles.

Musée du Louvre, galerie et salle Napoléon, entrée par la pyramide, direction Daron, Paris, 1^{er}. Tél : 40-20-63-17. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 17 h 45 (fermeture des caisses à 17 h 15). Nocturnes le mercredi et un lundi sur deux. Jusqu'au 12 février 1990. 35 F (prix d'entrée du musée).

Château de Versailles, Salle du secret, appartement de Mme de Maintenon, Versailles, 78000. Tél : 30-94-74-00. Tous les jours sauf lundi de 9 h 45 à 17 h 30. Jusqu'au 12 février 1990. 22 F.

Donations Daniel Cordier

Collectionneur hors les normes et marchand qui, dans sa galerie, défendait ce que l'amateur passionné accumulait, Daniel Cordier est aussi un grand donateur : pas moins de cinq cents œuvres d'artistes comme Dubuffet, Dado, Michaux, Réquichot (et qui ne sont pas forcément au goût de tout le monde) sont en effet entrées, par lui, au Musée national d'art moderne.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, 4^e étage, place Georges-Pompidou, Paris, 4^e. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 5 mars 1990.

Jean Dubuffet, souvenirs du Sahara (1947-1949)

Peintures, gouaches, dessins et écrits en souvenir de trois séjours effectués au Sahara entre 1947 et 1949. L'exposition est organisée en l'honneur de la récente donation Waddington à la Fondation Dubuffet.

Fondation Jean Dubuffet, 137, rue de Sèvres, Paris, 6^e. Tél : 47-34-12-83. Tous les jours sauf samedi et dimanche de 14 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier 1990.

Eros grec, amour des dieux et des hommes

Les dieux de la Grèce antique n'étaient pas vraiment, en matière d'amour, des anges, bien qu'Eros puisse porter des ailes. Voir en par-



L'Art conceptuel, une perspective

L'exposition tente pour la première fois de donner une vue d'ensemble des démarches conceptuelles de la fin des années 60 et du début des années 70. En présentant des travaux d'artistes effectivement qualifiés de « conceptuels », tels Robert Barry, Joseph Kosuth, Lawrence Weiner, On Kawara, mais pas seulement : Broodthaers, Buren, Haacke sont aussi au programme.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 12, av. de New-York, Paris, 10^e. Tél : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Visites commentées grat. les jeudi 15 h et les dimanche 14 janv., 4 fév. à 11 h. Jusqu'au 18 février 1990. 15 F.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 12, av. de New-York, Paris, 10^e. Tél : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Visites commentées le jeudi 12 h 30, le samedi à 14 h 30. Jusqu'au 25 février 1990. 15 F.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 12, av. de New-York, Paris, 10^e. Tél : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Visites commentées le jeudi 12 h 30, le samedi à 14 h 30. Jusqu'au 25 février 1990. 15 F.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 12, av. de New-York, Paris, 10^e. Tél : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Visites commentées le jeudi 12 h 30, le samedi à 14 h 30. Jusqu'au 25 février 1990. 15 F.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 12, av. de New-York, Paris, 10^e. Tél : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Visites commentées le jeudi 12 h 30, le samedi à 14 h 30. Jusqu'au 25 février 1990. 15 F.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 12, av. de New-York, Paris, 10^e. Tél : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Visites commentées le jeudi 12 h 30, le samedi à 14 h 30. Jusqu'au 25 février 1990. 15 F.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 12, av. de New-York, Paris, 10^e. Tél : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Visites commentées le jeudi 12 h 30, le samedi à 14 h 30. Jusqu'au 25 février 1990. 15 F.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 12, av. de New-York, Paris, 10^e. Tél : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Visites commentées le jeudi 12 h 30, le samedi à 14 h 30. Jusqu'au 25 février 1990. 15 F.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 12, av. de New-York, Paris, 10^e. Tél : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Visites commentées le jeudi 12 h 30, le samedi à 14 h 30. Jusqu'au 25 février 1990. 15 F.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 12, av. de New-York, Paris, 10^e. Tél : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Visites commentées le jeudi 12 h 30, le samedi à 14 h 30. Jusqu'au 25 février 1990. 15 F.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 12, av. de New-York, Paris, 10^e. Tél : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Visites commentées le jeudi 12 h 30, le samedi à 14 h 30. Jusqu'au 25 février 1990. 15 F.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 12, av. de New-York, Paris, 10^e. Tél : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Visites commentées le jeudi 12 h 30, le samedi à 14 h 30. Jusqu'au 25 février 1990. 15 F.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 12, av. de New-York, Paris, 10^e. Tél : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Visites commentées le jeudi 12 h 30, le samedi à 14 h 30. Jusqu'au 25 février 1990. 15 F.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 12, av. de New-York, Paris, 10^e. Tél : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Visites commentées le jeudi 12 h 30, le samedi à 14 h 30. Jusqu'au 25 février 1990. 15 F.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 12, av. de New-York, Paris, 10^e. Tél : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Visites commentées le jeudi 12 h 30, le samedi à 14 h 30. Jusqu'au 25 février 1990. 15 F.

L'art ne vit pas que d'amour et d'espoir

L'exposition « Les nourritures de l'art » qui, à l'Agora d'Evry, réunit des peintures, des sculptures, à base d'images culinaires ou de vrais produits alimentaires. Si beaucoup d'œuvres y relèvent de gag et du bon mot, s'il y a là à boire et à manger, certains artistes ont une façon de mettre la table qui donne à penser, bien plus qu'à saliver.

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris, 1^{er}. Tél : 40-20-61-61. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h (fermeture des caisses à 21 h 15). Visites guidées de 10 h 30 à 19 h, dimanche de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 21 janvier 1990. 25 F (possibilité de billets couplés avec le billet d'entrée du musée).

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris, 1^{er}. Tél : 40-20-61-61. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h (fermeture des caisses à 21 h 15). Visites guidées de 10 h 30 à 19 h, dimanche de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 21 janvier 1990. 25 F (possibilité de billets couplés avec le billet d'entrée du musée).

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris, 1^{er}. Tél : 40-20-61-61. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h (fermeture des caisses à 21 h 15). Visites guidées de 10 h 30 à 19 h, dimanche de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 21 janvier 1990. 25 F (possibilité de billets couplés avec le billet d'entrée du musée).

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris, 1^{er}. Tél : 40-20-61-61. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h (fermeture des caisses à 21 h 15). Visites guidées de 10 h 30 à 19 h, dimanche de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 21 janvier 1990. 25 F (possibilité de billets couplés avec le billet d'entrée du musée).

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris, 1^{er}. Tél : 40-20-61-61. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h (fermeture des caisses à 21 h 15). Visites guidées de 10 h 30 à 19 h, dimanche de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 21 janvier 1990. 25 F (possibilité de billets couplés avec le billet d'entrée du musée).

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris, 1^{er}. Tél : 40-20-61-61. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h (fermeture des caisses à 21 h 15). Visites guidées de 10 h 30 à 19 h, dimanche de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 21 janvier 1990. 25 F (possibilité de billets couplés avec le billet d'entrée du musée).

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris, 1^{er}. Tél : 40-20-61-61. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h (fermeture des caisses à 21 h 15). Visites guidées de 10 h 30 à 19 h, dimanche de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 21 janvier 1990. 25 F (possibilité de billets couplés avec le billet d'entrée du musée).

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris, 1^{er}. Tél : 40-20-61-61. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h (fermeture des caisses à 21 h 15). Visites guidées de 10 h 30 à 19 h, dimanche de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 21 janvier 1990. 25 F (possibilité de billets couplés avec le billet d'entrée du musée).

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris, 1^{er}. Tél : 40-20-61-61. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h (fermeture des caisses à 21 h 15). Visites guidées de 10 h 30 à 19 h, dimanche de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 21 janvier 1990. 25 F (possibilité de billets couplés avec le billet d'entrée du musée).

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris, 1^{er}. Tél : 40-20-61-61. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h (fermeture des caisses à 21 h 15). Visites guidées de 10 h 30 à 19 h, dimanche de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 21 janvier 1990. 25 F (possibilité de billets couplés avec le billet d'entrée du musée).

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris, 1^{er}. Tél : 40-20-61-61. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h (fermeture des caisses à 21 h 15). Visites guidées de 10 h 30 à 19 h, dimanche de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 21 janvier 1990. 25 F (possibilité de billets couplés avec le billet d'entrée du musée).

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris, 1^{er}. Tél : 40-20-61-61. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h (fermeture des caisses à 21 h 15). Visites guidées de 10 h 30 à 19 h, dimanche de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 21 janvier 1990. 25 F (possibilité de billets couplés avec le billet d'entrée du musée).

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris, 1^{er}. Tél : 40-20-61-61. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h (fermeture des caisses à 21 h 15). Visites guidées de 10 h 30 à 19 h, dimanche de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 21 janvier 1990. 25 F (possibilité de billets couplés avec le billet d'entrée du musée).

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris, 1^{er}. Tél : 40-20-61-61. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h (fermeture des caisses à 21 h 15). Visites guidées de 10 h 30 à 19 h, dimanche de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 21 janvier 1990. 25 F (possibilité de billets couplés avec le billet d'entrée du musée).

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris, 1^{er}. Tél : 40-20-61-61. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h (fermeture des caisses à 21 h 15). Visites guidées de 10 h 30 à 19 h, dimanche de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 21 janvier 1990. 25 F (possibilité de billets couplés avec le billet d'entrée du musée).

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris, 1^{er}. Tél : 40-20-61-61. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h (fermeture des caisses à 21 h 15). Visites guidées de 10 h 30 à 19 h, dimanche de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 21 janvier 1990. 25 F (possibilité de billets couplés avec le billet d'entrée du musée).

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris, 1^{er}. Tél : 40-20-61-61. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h (fermeture des caisses à 21 h 15). Visites guidées de 10 h 30 à 19 h, dimanche de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 21 janvier 1990. 25 F (possibilité de billets couplés avec le billet d'entrée du musée).

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris, 1^{er}. Tél : 40-20-61-61. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h (fermeture des caisses à 21 h 15). Visites guidées de 10 h 30 à 19 h, dimanche de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 21 janvier 1990. 25 F (possibilité de billets couplés avec le billet d'entrée du musée).

RÉGIONS

Caen

Willy Roels

L'homme seul dans la foule, à Noël, Rose Zehner pendant une grève chez Citroën, trois poèmes sur une route de Lorraine : autant de héros qui constituent l'univers poétique de ce représentant type de l'humanisme français. Quarante tirages inédits complètent la rétrospective proposée en 1985 par la Mission du patrimoine photographique.

Archevêque et Théâtre municipal, 135, bd Maréchal-Lacour, 14007. Tél : 31-98-12-78. Jusqu'au 27 janvier.

Chambéry

C'est la faute à Rousseau

Rousseau et la Révolution, Rousseau et le romantisme, Rousseau et la République... L'homme, ses idées, sa popularité y sont évoqués à travers peintures, sculptures, gravures, objets et documents. De Honnert à Carrier-Belleuse. Après Chambéry, où « commença le court bonheur de [sa] vie », après de M^{me} de Warens, l'exposition, ira, c'est naturel, à Genève.

Musée savoisien, square de Lannoy-de-Bury, 73000. Tél : 79-33-44-48. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 18 février.

Grenoble

Annette Messager

Collectionneuse d'images, traqueuse de photographies, Annette Messager a, depuis le début des années 70, de raconter et de se raconter des histoires, de parler d'elle et des autres (femmes), de ses pulsions, de ses amours et de ses haines, de plus en plus souvent sous forme de mises en scène rituelles. C'est la première rétrospective de son œuvre.

Musée, place de Verdun, 38000. Tél : 76-54-08-82. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 12 février.

Lyon

Les musées de Messidor

Natures mortes et fleurs de Berjon et Bony, scènes de genre de Grobon, peintures d'histoire d'Hennequin, peintures troubadour de Revell et Flourey Richard, sculptures de Chirard et d'une inconnue, Madame de Sermény. C'est avec ces peintures et ces sculptures de la Révolution et de l'Empire que l'on commença à parler d'une « école lyonnaise ».

Musée des beaux-arts, Palais Saint-Pierre, 26, place des Terreaux, 69001. Tél : 78-28-07-66. De 10 h 30 à 18 heures. Fermé le lundi et le mardi. Jusqu'au 11 février.

Marseille

Peinture-cinéma-peinture

De l'influence du 7^e art sur la peinture, ses thèmes et son espace, depuis le début du siècle. Un beau sujet curieusement inexploité jusqu'à et que les Marseillais traitent en grand : quel que trois cents œuvres, de

Léger, Richter et Duchamp à aujourd'hui sont en effet réunies à la Vieille-Charité.

Centre de la Vieille-Charité, 2, rue de la Charité, 13002. Tél : 91-56-28-38. De 10 heures à 17 heures. Samedi et dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 14 janvier.

Morlaix

L'œuvre gravé d'Albrecht Dürer

Une exposition du Carrefour des régions d'Europe. Elle réunit une centaine d'œuvres du maître allemand, en particulier les grands cycles inspirés de la Bible : l'Apocalypse de saint Jean, la Grande Passion et la Vie de la Vierge, édités ou réédités en 1511.

Musée des Jacobins, place des Jacobins, 29210. Tél : 98-88-68-88. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures. Le dimanche jusqu'à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 13 janvier.

Rouen

A travers le verre

Gobelets, carafes, luminaires, objets de médecine, de pharmacie ou d'alchimie... Plus de trois cent cinquante pièces de verrerie médiévale sont rassemblées. La plupart de ces objets précieux proviennent de fouilles urbaines et rurales effectuées récemment en France, et sont inédits.

Musée départemental des antiquités, 198, rue Basse-Normandie, 76000. Tél : 35-98-55-10. De 10 heures à 17 h 30. Le dimanche de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 28 février.

Saint-Etienne

De la révolution à la post-révolution

Plein feu sur la peinture et la sculpture des avant-gardes soviétiques, celles du début du siècle et celles d'aujourd'hui, pour la première fois rapprochées. Les œuvres, environ cent cinquante, viennent des collections des musées Ludwig d'Alz-la-Chapelle et de Cologne, qui sont particulièrement riches en ce domaine.

Musée d'art moderne, La Terrasse, 42000. Tél : 77-83-55-58. De 10 heures à 18 heures. Nocturne le mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 28 février.

Villeneuve-d'Ascq

« East », foyer et explosion, surréalisme européen - expressionnisme abstrait américain

A travers un choix restreint d'œuvres majeures, dont beaucoup ont été prêtées par le Musée d'art moderne de New-York, l'exposition essaie de montrer la nature des échanges entre les artistes américains à l'origine de l'expressionnisme abstrait, et les surréalistes émigrés aux États-Unis pendant la guerre. Un point d'histoire.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59850. Tél : 20-05-42-46. De 10 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 19 février.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59850. Tél : 20-05-42-46. De 10 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 19 février.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59850. Tél : 20-05-42-46. De 10 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 19 février.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59850. Tél : 20-05-42-46. De 10 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 19 février.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59850. Tél : 20-05-42-46. De 10 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 19 février.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59850. Tél : 20-05-42-46. De 10 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 19 février.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59850. Tél : 20-05-42-46. De 10 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 19 février.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59850. Tél : 20-05-42-46. De 10 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 19 février.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59850. Tél : 20-05-42-46. De 10 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 19 février.

VOTRE TABLE CE SOIR

DINERS

RIVE DROITE

JOHN JAMESON 10, rue des Capucines, 9^e. 40-15-00-30/40-15-08-08. T.L.J.

ARTOIS ISIDORE F/sam. midi et dim. 42-25-01-10. 13, rue d'Artois, 8^e.

RELAIS BELLIAM 37, rue François-1^{er}, 8^e. 47-23-54-42. F. sam. dim.

LE RELAIS DUCHEMIN 6, place de la République, 11^e. 47-00-44-10. Brasserie alsacienne.

AMERICAN STYLE 2, pl. G. Toudouze, 9^e. 48-78-30-50. (angle rue Cassini).

LE GOURMAND CANDIDE 43-80-01-41. 6, pl. Maréchal-Juin, 17^e. (pl. Perrier).

RIVE GAUCHE

RESTAURANT THOUVENOT 47-05-49-75. 79, rue Saint-Dominique, 7^e.

SOUPERS APRÈS MINUIT

ALSACE A PARIS T.L.J. 43-36-39-36. 9, pl. Saint-André-des-Arts, 6^e - Salons.

LA TOUR D'ARGENT HUITRES TOUTE L'ANNÉE. POISSONS DU MARCHÉ. Pâtisseries de luxe. 43-36-39-36. 9, pl. Saint-André-des-Arts, 6^e - Salons.

DES RESTAURANTS OUVERTS 24 heures sur 24

CONGRÈS MAILLOT Porte Maillot, 90, av. de la Grande-Armée. HUITRES, COQUILLAGES toute l'année. POISSONS, VIANDES à l'os grillés. 45-74-17-24 - Ouvert T.L.J.

EXPOSITION

PIER LUIGI PIZZI

Une expression du Baroque

jusqu'au 13 janvier 1990

de 10h à 19h sauf le dimanche

Renseignements au 43.33.63.52

Hall de l'ancien Hôtel de Ville

92400 COURBEVOIE

GOUDJI

ORFÈVRE

5 décembre 89 - 20 janvier 90

GALERIE CLAUDE BERN